

DÉBATS
DE LA
LÉGISLATURE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

TROISIÈME SESSION DU SIXIÈME PARLEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC,
OUVERTE LE 9 JANVIER ET CLOSE LE 21 MARS 1889.

Publiés sous les auspices de la Législature de la Province de Québec

PAR
ALPHONSE DESJARDINS

ONZIÈME ANNÉE — 11^{me} VOLUME



QUÉBEC
DE L'IMPRIMERIE DE L.-J. DEMERS & FRÈRE
Éditeurs-propriétaires du "Canadien" et de "L'Événement."

1889

328.714

'02

Q3

1889

1

Cy2

QL

Cell spec.

L'HONORABLE AUGUSTE RÉAL ANGERS

LIEUTENANT GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

MEMBRES DU CONSEIL EXECUTIF.

L'honorable M. Honoré Mercier, député de la division électorale de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du Conseil exécutif.

L'honorable M. William Rhodes, député de la division électorale de Mégantic, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.

L'honorable M. Arthur Turcotte, député de la division électorale de Trois-Rivières, procureur général.

L'honorable M. Joseph Shehyn, député de la division électorale de Québec-Est, trésorier de la Province.

L'honorable M. Charles A. Ernest Gagnon, député de la division électorale de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.

L'honorable M. Georges Duhamel, député de la division électorale d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.

L'honorable M. Pierre Garneau, membre du Conseil législatif pour la division électorale De La Durantaye, commissaire des travaux publics.

Liste des membres du Conseil Législatif de la Province de Québec.

Président du Conseil législatif: L'HONORABLE M. HENRY STARNES.

L'honorable M. Horace Archambault, conseiller pour la division de Repentigny.

L'honorable M. Charles Boucher de Boucherville, conseiller pour la division de Montarville.

L'honorable M. Guillaume Bresse, conseiller pour la division de Les Laurentides.

L'honorable M. Georges Bryson, junior, conseiller pour la division de Inkerman.

L'honorable M. Elisée Dionne, conseiller pour la division de Grandville.

L'honorable M. Joseph Adolphe Dorion, conseiller pour la division de Saurel.

L'honorable M. Pierre Garneau, conseiller pour la division De La Durantaye.

L'honorable M. Francis Edward Gilman, conseiller pour la division de Wellington.

L'honorable M. John Hearn, conseiller pour la division de Stadacona.

L'honorable M. Boucher de La Bruère, conseiller pour la division de Rougemont.

L'honorable M. Louis Napoléon Larochelle, conseiller pour la division de Lauzon.

L'honorable M. F.-X. Praxède LaRue, conseiller pour la division de LaSalle.

L'honorable M. Joseph Gaspard Laviolette, conseiller pour la division de DeLorimier.

L'honorable M. David Marsil, conseiller pour la division de Mille-Isles.

L'honorable M. François-Xavier Ovide Méthot, conseiller pour la division De LaVallière.

L'honorable M. Edouard Pacaud, conseiller pour la division de Kénébec.

L'honorable M. Wilfrid Prévost, conseiller pour la division de Rigaud.

L'honorable M. David A. Ross, conseiller pour la division du Golfe.

L'honorable M. John Jones Ross, conseiller pour la division de Shawinigan.

L'honorable M. Henry Starnes, conseiller pour la division De Salaberry.

L'honorable M. Louis Tourville, conseiller pour la division d'Alma.

L'honorable M. James Kew Ward, conseiller pour la division de Victoria.

L'honorable M. Wood, conseiller pour la division de Bedford.

Le siège de la division de Lanaudière, occupé par l'honorable M. Lavallée, a été déclaré vacant par le Conseil législatif dans le cours de la session de 1889.

Greffier du Conseil législatif : Louis Honoré Fréchette.

Liste des députés à l'Assemblée législative de la Province de Québec.

Président de l'Assemblée législative : L'honorable M. F. G. MARCHAND, député de la division électorale de Saint-Jean.
Baldwin, Ozro, député de Stanstead.
Bazinet, Louis, député de Joliette.
Beauchamp, Benjamin, député des Deux-Montagnes.
Bernatchez, Nazaire, député de Montmagny.
Bisson, Elie-Hercule, député de Beauharnois.
Blanchet, l'honorable Jean, député de Beauce.
Bourbonnais, Avila-Gonzalve, député de Soulanges.
Boyer, Arthur, député de Jacques Cartier.
Cameron, Dr. Alexander, député de Huntingdon.
Cardin, Louis Paul, député de Richelieu.
Casgrain, Thomas Chase, député de Québec (comté)
Champagne, Charles L., député d'Hochelaga.
David, Laurent Olivier, député de Montréal-Est.
de Grosbois, Tancrede B., député de Shefford.
Déchêne, F. G. Miville, député de l'Islet.
Deschênes, Georges Honoré, député de Témiscouata.
Desjardins, Louis Georges, député de Montmorency.
Dumaïs, Séverin, député de Chicoutimi et Saguenay.
Duplessis, L. T. N. L., député de Saint-Maurice.
Duhamel, l'honorable Georges, député d'Iberville.
Faucher de Saint-Maurice, Narcisse Henri Edouard, député de Bellechasse.
Flynn, l'honorable Edmund James, député de Gaspé.
Forest, Ludger, député de L'Assomption.

Gagnon, l'honorable C. A. E., député de Kamouraska.
Girouard, Joseph Ena, député de Drummond et Arthabaska.
Gladu, Victor, député de Yamaska.
Goyette, Odilon, député de Laprairie.
Hall, John Smythe (junior), député de Montréal-Ouest.
Lafontaine, Eugène, député de Napierville.
Laliberté, Edouard Hippolyte, député de Lotbinière.
Lapointe, Alfred, député de Vaudreuil.
Lareau, Edmond, député de Rouville.
LeBlanc, Pierre Evariste, député de Laval.
Legris, Joseph Hormidas, député de Maskinongé.
Lemieux, François Xavier, député de Lévis.
Lussier, Alexis Ernest Ed., député de Verchères.
Lynch, l'honorable Wm. Warren, député de Brome.
Marchand, l'honorable F. G., député de St. Jean.
Martin, Ed. Onésiphore, député de Rimouski.
Martin, Dr. Henri Josué, député de Bonaventure.
McIntosh, John, (junior), député de Compton.
McShane, l'honorable James, député de Montréal-Centre.
Mercier, l'honorable Honoré, député de St. Hyacinthe.
Morin, Joseph, député de Charlevoix.
Murphy, Owen, député de Québec-Ouest.
Nantel, Guil. Alphonse, député de Terrebonne.
Owens, William, député d'Argenteuil.
Pelletier, l'honorable Louis Philippe, député de Dorchester.
Picard, Jacques, député de Richmond et Wolfe.
Pilon, Joseph, député de Bagot.
Poupore, William Joseph, député de Pontiac.
Rhodes, l'honorable William, député de Mégantic.

Rinfret dit Malouin, Dr. R. E., député de Québec-Centre.
Robertson, l'honorable Jos. Gibb, député de Sherbrooke.
Robidoux, Jos. Emery, député de Chateauguay.
Rocheleau, Antoine, député de Chambly.
Rochon, Alfred, député d'Ottawa.
Shehyn, l'honorable Joseph, député de Québec-Est.
Spencer, Elijah Edmund, député de Missisquoi.
Sylvestre, Louis, député de Berthier.
Taillon, l'honorable Louis Olivier, député de Montcalm.
Tessier, Jules, député de Portneuf.
Tourigny, Henri Brunelle, député de Nicolet.
Trudel, Dr. Ferdinand, député de Champlain.
Turcotte, l'honorable H. R. Arthur, député de Trois-Rivières.

Greffier de l'Assemblée législative : L. Delorme.

OUVERTURE
DE LA
SESSION LÉGISLATIVE
DE 1889.

DISCOURS

PRONONCÉ PAR SON HONNEUR L'ADMINISTRATEUR.

L'HONORABLE JOSEPH GUILLAUME BOSSÉ

*L'un des Juges de la Cour du Banc de la Reine de la
Province de Québec.*

A L'OUVERTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE, LE 9 JANVIER 1889.

Palais législatif, Québec, mercredi le 9 janvier 1889.

Mercredi, le neuvième jour du mois de janvier, mil huit cent quatre-vingt-neuf, dans la cinquante-deuxième année du règne de Notre Souveraine Dame Victoria, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, protectrice de la Foi, à la troisième session du sixième parlement provincial de Québec, telle que continuée par diverses prorogations jusqu'à ce jour.

A trois heures de l'après-midi, Son Honneur l'honorable Joseph Guillaume Bossé, Administrateur de la Province de Québec, en l'absence pour cause de maladie, de l'honorable

Auguste Réal Angers, Lieutenant Gouverneur, entre dans la salle des délibérations du Conseil législatif.

M. l'Administrateur est accompagné des membres du cabinet provincial et de plusieurs officiers de la milice de la capitale.

Un auditoire fort distingué assiste à la solennité de l'ouverture de la session.

M. l'Administrateur s'étant placé sur le trône, les membres de l'Assemblée législative sont invités comme suit :

L'honorable M. **Boucher de la Bruère**—*conseiller pour Rougemont, président du Conseil législatif*.—Gentilhomme huissier de la verge noire, rendez-vous à la chambre de l'Assemblée législative, et informez cette Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur, qu'elle se rende immédiatement auprès de lui dans la salle du Conseil législatif.

L'Assemblée législative se rend à cette invitation.

Son Honneur l'Administrateur prononce alors le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

Je rendrai bien, j'en suis sûr, vos sentiments et ceux du peuple de cette Province en disant que nous regrettons tous l'absence, pour cause de maladie, en cette circonstance, du chef de l'exécutif et que nous faisons des vœux sincères pour son prompt retour à la santé et au poste qu'il remplit si dignement.

Des raisons particulières ont retardé la conversion de la dette consolidée de la Province que vous aviez autorisée à

la dernière session ; mais mon Gouvernement ne désespère pas de faire cette opération financière qui lui permettra de mettre des sommes considérables à la disposition de l'instruction publique, de l'agriculture et de la colonisation.

L'acte amendant la loi relative aux magistrats de district, sanctionné le 12 juillet dernier, ayant été désavoué par les autorités fédérales sans qu'elles fissent les nominations des juges additionnels que cette Législature avait décrétées, mon Gouvernement s'est vu dans la nécessité de mettre en force, à Montréal, les anciennes lois concernant les magistrats de district, dans le but d'arrêter l'accumulation toujours croissante des affaires judiciaires dans la métropole du pays. Vous serez invités à adopter la même loi de nouveau, avec certaines modifications que les circonstances exigent, afin de faire disparaître les difficultés que rencontre à Montréal l'administration de la justice et d'affirmer les droits de cette Législature. La correspondance échangée au sujet de ce désaveu vous sera soumise.

Le Gouvernement fédéral ayant mis en doute les droits de cette Province à la propriété de cette partie des terres de la couronne qu'on appelle "lots de grève," mon Gouvernement a cru devoir protester énergiquement contre un tel empiètement qui, s'il réussissait, aurait des résultats désastreux. Le mémoire transmis aux autorités fédérales à ce sujet vous sera soumis ainsi que les autres documents s'y rattachant.

Les autorités fédérales, consultées par mon Gouvernement, ont fait savoir qu'elles délibéraient sur le désaveu de la loi de la dernière session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens dits "Biens des Jésuites," et en

conséquence l'exécution des principales clauses de cette loi est restée et restera suspendue jusqu'à l'expiration du délai dans lequel le désaveu peut avoir lieu.

Suivant le désir de cette Législature, le département de l'agriculture et de la colonisation a été confié à un agriculteur pratique, ce qui devra, je l'espère, assurer un succès marqué à ces deux grandes causes nationales, et vous avez sans doute appris avec plaisir que, par cet arrangement, un département important est confié à un représentant de la minorité de cette Province, dans la personne d'un député des Cantons de l'Est. Vous serez appelés à considérer l'opportunité d'accorder des récompenses spéciales et honorifiques au mérite agricole, afin de créer parmi nos cultivateurs une noble et légitime émulation.

Les statuts refondus de cette Province sont devenus en force, par proclamation, le 1^{er} janvier courant, et la distribution s'en fait avec toute la diligence possible.

Des mesures efficaces ont été prises pour assurer la rentrée des deniers dus à la Province et faire respecter la loi des licences.

Grâce aux crédits nouveaux que vous avez accordés aux compagnies de chemins de fer, les travaux de construction d'un certain nombre de ces chemins ont été poussés avec énergie, et j'ai le plaisir de vous dire que quelques-uns d'entre eux sont terminés et déjà en pleine opération.

L'aide accordée à la dernière session à la compagnie du pont de chemin de fer de Québec a été mise, par arrêté du conseil, à la disposition des promoteurs de cette importante entreprise, dans les termes et suivant les conditions imposés par la loi.

Mon Gouvernement s'est efforcé, sous l'autorité de la 51-52 Victoria, chapitre 12, de nommer des arbitres à qui devaient être renvoyées telles questions que les deux Gouvernements de Québec et d'Ontario conviendraient mutuellement de soumettre. Après plusieurs entrevues et correspondances échangées, les deux Gouvernements n'ont pu s'entendre ; mon Gouvernement insistant pour ne soumettre que les questions se rattachant au fonds des écoles, et le Gouvernement d'Ontario voulant en soumettre d'autres, avec celles-là.

Toutefois il y a lieu d'espérer que cette difficulté sera réglée sous peu à la satisfaction des deux Provinces.

Messieurs de l'Assemblée Législative ;

Les comptes publics pour l'année fiscale, terminée le 30 juin dernier, vous seront soumis sans retard, ainsi que le budget supplémentaire de cette année et celui de l'année fiscale 1889-90. Vous verrez avec satisfaction que les espérances manifestées au sujet d'un surplus considérable pour l'année dernière, (1887-88), ont été réalisées ; et que les dépenses ordinaires sont faites avec toute l'économie possible.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

** Messieurs de l'Assemblée législative.*

Afin de remplir la promesse qui fut faite à la dernière session, un projet de loi vous sera soumis pour régler aussi équitablement que possible la question de l'exemption de taxes de certaines propriétés, possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité.

Vous serez appelés à considérer certains changements à l'acte des asiles adopté en 1885, d'accord avec quelques-unes des conclusions du rapport de la commission, nommée pour étudier cette importante question, et dans le but de faire cesser le malaise que cette loi avait créé.

Quelques autres projets de loi vous seront aussi soumis, entre autres en rapport avec l'acte des élections contestées de Québec, avec la loi des mines et avec celle des licences.

J'ai confiance que vous donnerez toute l'attention désirable à ces sujets importants, et je prie Dieu de bénir vos travaux.

L'Assemblée législative s'étant retirée, la séance d'ouverture est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Séance du mercredi, le 9 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Admission des nouveaux députés élus pendant la vacance.—Dépôt, par l'honorable M. Mercier, d'un projet de loi concernant l'administration du serment d'office.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à quatre heures et quinze minutes.

LES NOUVEAUX DÉPUTÉS.

Les députés dont les noms suivent, élus pendant la vacance, sont présentés à la Chambre et prennent séance :

Henri Brunelle Tourigny, député du district électoral de Nicolet.

L'honorable William Rhodes, député du district électoral de Mégantic.

M. le Président donne lecture des jugements rendus pendant la vacance, sur les élections dont la validité était soumise aux tribunaux civils.

M. le Président donne ensuite lecture du discours de Son Honneur l'Administrateur de la Province.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre, président du conseil exécutif.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, un projet de loi concernant l'administration du serment d'office.

Ce projet de loi est adopté en première délibération *pro forma*.

J'ai l'honneur de proposer que le discours de Son Honneur l'Administrateur aux deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération demain.

J'ai l'honneur de proposer que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir : 1° Privilèges et élections. 2° Ordres permanents. 3° Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières. 4° Projets de loi d'intérêt particulier. 5° Législation et lois expirantes. 6° Comptes publics. 7° Agriculture, immigration et colonisation. 8° Diverses industries en cette Province, lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ces propositions sont adoptées.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Séance du jeudi, le 10 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Dépôt du rapport du bibliothécaire.—Délibération sur les résolutions devant servir de base à une adresse en réponse au discours d'ouverture : MM. Boyer, de Grosbois, Taillon, Mercier, Flynn, Desjardins, Gagnon, Picard et Blanchet.—Adoption de l'adresse.—Adoption des propositions d'usage.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LE RAPPORT DU BIBLIOTHÉCAIRE.

M. le Président dépose sur le bureau de la Chambre le rapport suivant du bibliothécaire de la Législature.

A l'honorable Assemblée législative
de la Province de Québec.

Le bibliothécaire de la Législature soumet respectueusement le rapport suivant :

La bibliothèque provinciale s'est enrichie considérablement depuis la dernière session, et la perte douloureuse, causée par l'incendie de 1883, est à peu près réparée.

J'ai acheté 1773 volumes de toutes sortes : travaux de longue haleine ou petites brochures.

Le Gouvernement vient de faire l'acquisition de l'importante bibliothèque du feu juge Polette. Une collection superbe de 1,900 volumes de droit : Droit anglais, droit romain, civil, commercial, international, administratif, seigneurial, ecclésiastique, ouvrages sur la procédure, statuts et rapports des tribunaux.

Ces livres sont dans un état parfait et fort bien reliés, et dans quelques jours ils seront sur nos rayons. Votre bibliothèque de droit est, sans aucun doute, la plus belle de la Puissance.

Le nombre total de volumes est aujourd'hui de 29,528.

L'inconvénient extraordinaire d'avoir un bureau public dans la bibliothèque disparaîtra après la session, et c'est à cause d'un malentendu, sans doute, que cette anomalie existe.

Le nombre de personnes qui fréquentent la bibliothèque et empruntent des livres est de 786, à part les honorables membres des deux Chambres.

Les deux commis qui me secondent ne restent pas oisifs, par conséquent, et je me plais à reconnaître leur mérite.

Il est difficile de refuser l'accès de la bibliothèque à ceux qui veulent étudier et s'instruire, et les honorables présidents des deux Chambres désirent, sans doute, que nous ne le fassions pas, aussi longtemps que nous pourrions suffire à la besogne.

Les livres sont rendus assez fidèlement d'ordinaire ; toutefois certaines personnes gardent obstinément depuis longtemps et au détriment des autres, des ouvrages précieux, des livres qui ne se trouvent plus, comme, par exemple, le journal de Knox.

Nous avons reçu en don et en échange 338 volumes. Grâce à l'intervention du secrétaire de l'honorable premier ministre, j'ai pu obtenir des Provinces maritimes, des journaux et des statuts que j'avais demandés en vain plus d'une fois.

Le tout humblement soumis,

PAMPHILE LEMAY,

B. L. Q.

L'ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS D'OUVERTURE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les résolutions devant servir de base à une adresse en réponse au discours d'ouverture.

M. **Boyer**—*député de Jacques-Cartier*.—M. le Président, c'est avec hésitation que j'ai accepté la tâche difficile que je vais m'efforcer d'accomplir. Mais nous sommes à la saison des étrennes ; pour les miennes, M. le Président, je vous demande votre indulgence, de la part de mes collègues, leur bienveillance. De mon côté, pour ne pas payer d'ingratitude de si beaux cadeaux, je serai bref.

Je crois me faire l'interprète de cette Chambre et de toute la Province, en regrettant la cause qui a empêché Son Honneur de nous rencontrer hier. A Montréal, M. le Président, nous avons appris à apprécier les hautes qualités qui le distinguent, son hospitalité princière, son exquise politesse ont captivé nos cœurs et les vœux que nous faisons pour son prompt et complet rétablissement et son retour au poste qu'il occupe si dignement ne sont que l'écho du pays tout entier.

Il est regrettable que des raisons que nous ne connaissons que trop, aient empêché la conversion de la dette. Au lieu de faire de cette question une question d'intérêt public, la politique en a fait une question de parti. Il est regrettable que cette question ait pris cette tournure, car, M. le Président, l'esprit de parti a empêché plusieurs d'entre nous d'envisager la chose favorablement. Au dehors de la Chambre la discipline de parti en a empêché d'autres qui voyaient cette conversion favorablement de s'en occuper, ils ont préféré se taire par esprit de discipline, et ainsi la Chambre et la Province ont été privées de leur appui et de la sagesse de leurs conseils. Mais, aujourd'hui, M. le Président, les esprits reviennent, l'on commence à envisager plus favorablement

cette conversion, l'on comprend que nous sommes dans nos droits, et espérons qu'avant peu, prêteurs et créanciers se donneront la main pour effectuer cette conversion. Nous ne sommes pas tellement riches dans cette Province pour ne pas souhaiter de toutes nos forces cette économie, surtout si nous considérons quelles sommes considérables cette conversion mettrait à la disposition de l'instruction publique, de l'agriculture et de la colonisation. Et ainsi nous atteindrons un double but : Nous votons chaque année une somme de \$160,000 pour nos écoles élémentaires, les municipalités en fournissent autant. \$50,000 de plus prises sur les intérêts et ajoutées à l'éducation signifient une augmentation de \$100,000 à cette cause vraiment nationale. A nous qui connaissons les bienfaits de l'éducation de la mettre à la portée de tous en donnant un nouvel essor aux écoles élémentaires. Imitons ce grand homme d'Etat anglais qui ne voulait pour l'éducation élémentaire que ceci : sachez lire, écrire et chiffrer et vous ferez votre chemin.

Sachons, à même les économies que nous procurerait cette conversion, donner un nouvel essor à l'agriculture, grandeur première de cette Province. Sachons tendre la main au colon ; déjà la loi passée à la dernière session a stimulé activement cette grande cause ; donnons un peu d'aide au colon. Qu'il sache qu'un Gouvernement paternel s'occupe de lui ; son zèle ne fera que redoubler et le pays, que de s'agrandir, car c'est une maxime bien connue qu'un peuple qui colonise est destiné à devenir un grand peuple.

Il nous semblait, M. le Président, que la Confédération avait atteint sa majorité, que sa tutelle était terminée, et que toutes les questions de droit provincial étaient réglées. Erreur, une loi passée à la dernière session a soulevé le courroux de l'autorité fédérale et a été désavouée.

Cette loi passée dans le but d'aider à l'administration de la justice à Montréal et de hâter l'expédition des affaires

dans ce district, a été rayée de nos statuts. Il n'est pas de ma compétence de discuter le mérite de la position, mais il me semble étrange que le motif du désaveu soit l'abolition de la cour de circuit, nous l'avons abolie à Ste-Croix, pourquoi pas à Montréal? En 1875, la loi des magistrats de district n'a pas été désavouée bien que sa constitutionnalité ait été vigoureusement discutée, des magistrats de district ont été nommés puis supprimés en 1878. Dans l'Ontario, l'on passe une loi semblable à la nôtre et elle n'est pas désavouée. Dernièrement le barreau de Montréal passait à l'unanimité des résolutions demandant de transporter la cour de circuit dans la bâtisse où siège actuellement la cour des magistrats.

Voilà, M. le Président, un grand pas vers la loi désavouée. Quand les plaideurs verront siéger côte à côte une cour de circuit dont un bref coûte 50 cts. et une cour de magistrats dont les résultats sont les mêmes que la cour de circuit, et dont les brefs ne coûtent que 15 cts. ils prendront un bref à la cour de magistrats et la cour de circuit, petit à petit, mourra d'inanition. Nous serons appelés à adopter de nouveau cette loi; profitons de l'expérience et passons une loi que l'autorité fédérale sera forcée de respecter et qui, une fois pour toutes mettra fin au triste état de choses qui existe à Montréal et qui satisfera gagnants et perdants.

Je pensais que la Confédération avait atteint sa majorité et que toutes les questions étaient réglées. Erreur, M. le Président, les autorités fédérales ont attaqué nos droits aux lots de grève. En 1870, l'honorable ministre de la justice disait ce qui suit comme conclusion à un rapport sur lequel est basé un arrêté du conseil en date du 13 avril 1870 :
" L'honorable ministre de la justice déclare qu'il est d'opinion que les lots de grève non encore concédés par la couronne dans la Province de Québec, appartiennent comme toutes les autres terres de la couronne, à la Province de Québec, sujets, toutefois, à toute loi décrétée par

“ le Parlement de la Puissance en rapport avec la navigation.”

Nous sommes possesseurs des poissons, si les lots de grève ne nous appartiennent pas, comment jusqu'à ce jour nous-a-t-on permis de vendre ce poisson, si nous ne pouvons y parvenir. Depuis nombre d'années nous avons vendu des lots de grève et si aujourd'hui l'on attaque nos droits à ces lots, nous sommes responsables envers nos acquéreurs, et nous devons féliciter le Gouvernement de la position qu'il a prise. Du reste toutes les Provinces sont intéressées, et Ontario qui dans le passé a si vaillamment combattu pour l'autonomie et les droits des Provinces, nous tend la main, et cette Province qui, dernièrement encore, infligeait au Gouvernement fédéral un si rude coup dans la cause de St. Catherine Milling Co., saura nous aider et nous prêter main-forte au besoin.

Il est regrettable, M. le Président, que la loi passée à l'unanimité par cette Législature relativement au règlement des biens des Jésuites, reste en suspens, vu le mauvais vouloir des autorités fédérales. Un soupir de soulagement pourtant a accueilli cette mesure, et le droit de désaveu dont se prévaut le Gouvernement fédéral prive inutilement les autorités protestantes de la somme de \$60,000 que leur donnait comme compensation cette mesure.

Nous saluons tous avec joie l'arrivée dans le Gouvernement de l'honorable ministre de l'agriculture. Nous ne pouvons que féliciter le Gouvernement de son choix. C'est un agriculteur pratique, un homme distingué, qui a su, dans l'agriculture, joindre l'utile à l'agréable. Il ne pourra que donner un essor nouveau à cette grande cause nationale et nos agriculteurs profitant de son exemple, et de ses conseils, n'en travailleront qu'avec plus d'ardeur. A nous de seconder noblement le Gouvernement dans la bonne idée qu'il a d'accorder des récompenses spéciales au mérite agricole.

Grâce à Dieu nous en avons fini avec la refonte de nos statuts ; le pays tout entier s'en réjouira. Félicitons ceux qui ont eu l'idée de numérotter chaque article, c'est un grand progrès et la simple mention d'un nombre au lieu de tel paragraphe, de tel chapitre, aidera beaucoup la mémoire de ceux non initiés aux mystères de ces gros volumes.

Nous sommes heureux M. le Président, de constater que les crédits que nous avons accordés aux chemins de fer ont eu l'effet que nous en attendions ; que plusieurs d'entre eux sont terminés, que les autres sont en voie de construction et que bientôt le pays recueillera les bénéfices qu'il attend des sacrifices faits, pour aider à la construction de ces chemins de fer. Ne serait-il pas temps de considérer l'opportunité de donner de l'aide aux municipalités pour la confection de bonnes routes ? Car, M. le Président, pour certains comtés, les grands chemins sont aussi nécessaires que les chemins de fer. Jusqu'ici nous avons mal entretenu nos routes, sachons faire comprendre l'utilité de bonnes routes.

Nous avons, à la dernière session, passé certains amendements à la loi des licences ; une de ces clauses prohibant la vente de liqueurs aux mineurs a donné lieu à de graves abus. Il n'était pas dans notre intention de livrer les hôteliers à la tentation, et espérons qu'à cette session, nous amenderons cette clause de manière à punir et l'hôtelier et le mineur qui violent la loi.

M. le Président, ma tâche est terminée. Espérons que la confiance que Son Honneur repose en nous dans l'accomplissement de nos devoirs, saura nous aider et nous soutenir dans nos travaux, et que nous saurons nous rendre dignes des bénédictions que Son Honneur demande à la Providence, à l'ouverture de cette session.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par M. de Grosbois, qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le

Lieutenant Gouverneur de la Province, pour le remercier du gracieux discours fait en son nom par Son Honneur l'Administrateur en ouvrant la troisième session de la sixième législature de la Province de Québec.

Et pour assurer Son Honneur,

1. Que Son Honneur l'Administrateur a bien rendu nos sentiments et ceux du peuple de cette Province en disant que nous regrettons tous l'absence, pour cause de maladie, en cette circonstance, du chef de l'exécutif, et que nous faisons des vœux sincères pour son prompt retour à la santé et au poste qu'il remplit si dignement.

2. Que nous apprenons avec intérêt de Son Honneur, que, malgré les raisons particulières qui ont retardé la conversion de la dette consolidée de la Province que nous avions autorisée à la dernière session, le Gouvernement ne désespère pas de faire cette opération financière qui lui permettra de mettre des sommes considérables à la disposition de l'instruction publique, de l'agriculture et de la colonisation.

3. Que nous apprenons encore avec intérêt de Son Honneur,—que l'acte amendant la loi relative aux magistrats de district, sanctionné le 12 juillet dernier, ayant été désavoué par les autorités fédérales sans qu'elles fissent les nominations des juges additionnels que cette Législature avait décrétées,—le Gouvernement s'est vu dans la nécessité de mettre en force, à Montréal, les anciennes lois concernant les magistrats de district, dans le but d'arrêter l'accumulation toujours croissante des affaires judiciaires dans la métropole du pays ;

Que nous donnerons pleine attention à toute mesure que nous serons invités à considérer, dans le but d'adopter la même loi avec certaines modifications que les circonstances exigent, afin de faire disparaître les difficultés que rencontre

à Montréal l'administration de la justice et d'affirmer les droits de cette Législature ;

Que nous apprenons avec plaisir que la correspondance échangée au sujet de ce désaveu nous sera soumise.

4. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, —que le Gouvernement fédéral ayant mis en doute les droits de cette Province à la propriété de cette partie des terres de la couronne qu'on appelle “ lots de grève,”—le Gouvernement de cette Province a cru devoir protester énergiquement contre un tel empiètement qui, s'il réussissait, aurait des résultats désastreux ;—et que le mémoire transmis aux autorités fédérales à ce sujet nous sera soumis ainsi que les autres documents s'y rattachant.

5. Que nous apprenons avec intérêt de Son Honneur, que les autorités fédérales, consultées par le Gouvernement, ont fait savoir qu'elles délibéreraient sur le désaveu de la loi de la dernière session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens dits “ Biens des Jésuites,” et qu'en conséquence l'exécution des principales clauses de cette loi est restée et restera suspendue jusqu'à l'expiration du délai dans lequel le désaveu peut avoir lieu.

6. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que, suivant le désir de cette Législature, le département de l'agriculture et de la colonisation a été confié à un agriculteur pratique, ce qui devra, nous l'espérons avec Son Honneur, assurer un succès marqué à ces deux grandes causes nationales, et que nous avons appris avec plaisir que, par cet arrangement, un département important est confié à un représentant de la minorité de cette Province, dans la personne d'un député des Cantons de l'Est ;

Que nous sommes heureux d'apprendre que nous serons appelés à considérer l'opportunité d'accorder des récompenses spéciales et honorifiques au mérite agricole, afin de créer parmi nos cultivateurs une noble et légitime émulation.

7. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur que les statuts refondus de cette Province sont devenus en force, par proclamation, le 1^{er} janvier courant et que la distribution s'en fait avec toute la diligence possible.

8. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que des mesures efficaces ont été prises pour assurer la rentrée des deniers dûs à la Province et faire respecter la loi des licences.

9. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que grâce aux crédits nouveaux que nous avons accordés aux compagnies de chemin de fer, les travaux de construction d'un certain nombre de ces chemins ont été poussés avec énergie, et que quelques-uns mêmes d'entre eux sont terminés et déjà en pleine opération.

10. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que l'aide accordée à la dernière session à la compagnie du pont de chemin de fer de Québec a été mise, par arrêté du conseil, à la disposition des promoteurs de cette importante entreprise, dans les termes et suivant les conditions imposées par la loi.

11. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que le Gouvernement s'est efforcé, sous l'autorité de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 12, de nommer des arbitres à qui devaient être renvoyées telles questions que les deux Gouvernements de Québec et d'Ontario conviendraient mutuellement de soumettre,—et nous apprenons avec plaisir que, bien que les deux Gouvernements n'aient pu s'entendre, après plusieurs entrevues et correspondances échangées, le Gouvernement de cette Province insistant pour ne soumettre que les questions se rattachant au fonds des écoles, et le Gouvernement d'Ontario voulant en soumettre d'autres, avec celles-là, — il y ait encore lieu d'espérer que

cette difficulté sera réglée sous peu à la satisfaction des deux Provinces.

12. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que les comptes publics pour l'année fiscale terminée le 30 juin dernier, nous seront soumis sans retard, ainsi que le budget supplémentaire de cette année et celui de l'année fiscale 1889-90 ;—et que nous ne sommes pas moins heureux d'apprendre qu'il nous sera permis de voir avec satisfaction que les espérances manifestées au sujet d'un surplus considérable pour l'année dernière, (1887-88), ont été réalisées ; et que les dépenses ordinaires sont faites avec toute l'économie possible.

13. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'afin de remplir la promesse qui fut faite à la dernière session, un projet de loi nous sera soumis pour régler aussi équitablement que possible la question de l'exemption de taxes de certaines propriétés, possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité.

14. Que nous considérerons soigneusement les changements à l'acte des asiles adopté en 1885, qui nous seront soumis, d'accord avec quelques unes des conclusions du rapport de la commission, nommée pour étudier cette importante question, et dans le but de faire cesser le malaise que cette loi avait créé.

15. Que nous apprenons avec intérêt de Son Honneur, que quelques autres projets de loi nous seront soumis, entre autres, en rapport avec la loi des élections contestées de Québec, avec la loi des mines et avec celle des licences.

16. Que Son Honneur peut avoir confiance que nous donnerons toute l'attention désirable à ces sujets importants, et qu'avec Son Honneur nous prions Dieu de bénir nos travaux.

M. de Grosbois—*député de Shefford*.—M. le Président, la position de représentant du peuple impose des obligations

multiples, mais inégalement faciles à remplir. Celle que j'assume en ce moment me semble particulièrement onéreuse.

Elle aurait pu effaroucher tout à fait mon inexpérience, si l'inexpérience même n'était mon titre principal à la considération dont m'honore le ministère, car un usage, d'établissement quasi immémorial, veut que les gouvernants constitutionnels,—qui n'ont sans doute pas été étrangers à la création de cette coutume—aillent chercher dans les plus sereines régions de l'innocence, l'approbation candide qu'ils prétendent mériter.

C'est à ce motif déterminant que vous devez, M. le Président, de me voir exécuter la périlleuse entreprise dans laquelle je m'aventure.

Mon excellent collègue qui représente le comté de Jacques Cartier a sur moi un avantage incontestable, celui de l'ancienneté qui donne à la parole l'assurance et la fermeté.

Vous avez pu juger quel heureux parti il a su en tirer dans la manière vraiment magistrale dont il a traité les graves questions que le discours du trône énumère et soumet à notre étude. A tout ce qu'il a dit je donne mon entière adhésion, et si j'y ajoute quelques mots touchant certains points particuliers, c'est parce que la tradition m'y oblige. Je m'efforcerai de le faire avec toute la brièveté que m'imposent les convenances.

Et d'abord, je m'empresse de joindre l'expression de mes regrets à celle de mon collègue, au sujet de l'indisposition—passagère, il faut l'espérer—qui retient dans l'inactivité le digne représentant de la souveraineté constitutionnelle en notre Province. Avant d'occuper ce poste important, il avait gagné l'admiration de ceux qui le connaissaient : il a su, depuis qu'il est revêtu de ses éminentes fonctions actuelles, conquérir l'affection et la confiance de tous.

J'éprouve une bien vive satisfaction à féliciter les ministres qui l'assistent de leurs conseils autorisés, de l'attitude qu'ils ont prise au sujet du désaveu de la loi relative aux magistrats de district, ainsi que des mesures qu'ils ont adoptées pour que l'administration de la justice souffre le moins possible de cette extraordinaire application du droit de veto. Le Gouvernement s'est aussi attiré nos félicitations par la protestation énergique qu'il a adressée, au nom de la Province, aux autorités fédérales, et qui a été inspirée par un nouvel empiètement sur nos franchises locales, empiètement dont la propriété de nos " lots de grève " a fourni à celles-ci le futile prétexte.

Je rends grâce au ciel de n'avoir pas à garder en cette circonstance la rigoureuse réserve dont s'entourent avec raison ceux que la confiance publique et l'appui de la Chambre maintiennent à la direction des affaires, et de ne pouvoir m'insurger comme je le fais, ouvertement, contre cette violation persistante que font de la constitution, ceux qui en sont constitués les gardiens dans les régions officielles d'Ottawa.

La nature absolument fédérative de nos institutions politiques est un fait qu'il faut proclamer hautement. Je ne suis point de ceux qui veulent sacrifier l'indépendance qui nous est garantie par la lettre et l'esprit de nos lois, à je ne sais quel mirage de grandeur dont un pouvoir fortement centralisé donne l'illusion à des esprits plus ou moins sincères, plus ou moins versés dans la science politique. La grandeur de notre pays ne se manifestera jamais dans un développement excessif de la capacité administrative du pouvoir fédéral. On la doit plutôt chercher dans l'autonomie solidement assise des Provinces qui la composent et la liberté justement pondérée des citoyens qui les habitent. Notre Province n'occupe pas à l'égard du Canada la position que celui-ci occupe vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Nous ne sommes ni une colonie ni une dépendance de la

Confédération ; nous en sommes une partie intégrante. La source des pouvoirs, on ne saurait trop le répéter, ne va pas du Canada aux Provinces, mais bien des Provinces au Canada. Elles sont constituantes, il est constitué. C'est là une doctrine à laquelle le Gouvernement semble vouloir s'attacher avec une énergie inébranlable et qui lui assure l'appui effectif et l'adhésion morale de tout ce que le pays et l'univers civilisé peuvent contenir d'amants éclairés de la Liberté.

Ces réflexions s'appliquent avec un égal à propos aux attermolements qui caractérisent les dispositions du cabinet fédéral à l'égard de la loi que nous avons votée à la dernière session pour régler définitivement la question des biens des Jésuites.

Les questions purement administratives portant sur la conversion de la dette, la création et l'organisation d'un ministère de l'agriculture, la refonte des lois, la rentrée des deniers dus au trésor, l'exécution des voies ferrées que favorise la nouvelle politique gouvernementale, l'entreprise du pont de Québec, les relations entre la Province d'Ontario et la nôtre, et l'état des finances ont toutes, dans mon appréciation, reçu du Gouvernement les meilleures solutions possibles. Mais il convient surtout de féliciter le Gouvernement du surplus des recettes sur les dépenses qu'accuse la comptabilité officielle, et du choix du nouveau titulaire du ministère de l'agriculture si judicieusement fait par le chef du cabinet. Et qu'est-ce que ce dernier n'a pas accompli pour mériter les transports d'admiration qui le saluent partout sur son passage, et l'approbation éclatante que viennent de donner à sa politique trois des plus importants collèges électoraux du pays ? C'est à la rectitude de son jugement, à la sagacité de son esprit, à l'ampleur de sa méthode qu'il faut attribuer tant d'œuvres de saine politique qui signalent, depuis son début, sa carrière d'homme d'Etat.

Servi par une puissance de tempérament peu commune, une parole dont la précision égale l'éloquence, un zèle dont l'épuisement paraît impossible, il se montre **simultanément** homme de pensée et homme d'action, homme de théorie et homme de pratique. Le spectacle de ses agissements est réellement merveilleux, et je ne saurais certainement mieux me tirer des difficultés de la péroraison qui doit mettre fin aux réflexions si rapidement rassemblées en désordre dans mon esprit, qu'en vous citant ce que dit Lamartine de l'homme public :

“ Un homme public, dans l'acception sérieuse et politique du mot, c'est, selon moi et selon l'histoire, un homme qui personnifie en lui une idée, une tendance, un grand intérêt politique ou moral, une passion même de son pays et de son temps ; qui s'y absorbe tout entier, qui s'oublie lui-même pour devenir l'homme de son idée, l'homme de sa passion, l'homme de son pays ; qui se dévoue avec un désintéressement complet, même de la gloire, à l'accomplissement de quelque chose qu'il croit utile à ses concitoyens ou au monde, qui y consacre non seulement son nom, sa fortune, ses veilles, sa parole, mais sa vie même, mais sa tête quand une vérité la lui demande. En un mot c'est l'homme de tous, ce n'est plus l'homme de lui-même ; c'est l'homme collectif, ce n'est plus l'homme d'un intérêt personnel ; son intérêt personnel, c'est l'intérêt de l'idée à laquelle il s'est identifié, incorporé, dans laquelle il s'est anéanti volontairement, que cette idée soit une création, une consolidation ou une révolution, pourvu qu'elle soit désintéressée et sincère ! Voilà, voilà l'homme public.”

Qu'au rais-je à ajouter à ce portrait que l'illustre poète a tracé, à son insu, du *leader* de notre Chambre ? Rien, si ce n'est qu'à toutes les qualités que cette peinture nous représente, il joint l'adresse et l'habileté qu'il sait subalterner à la probité politique et faire servir au triomphe de la vérité et de la justice.

L'honorable M. **Taillon** —*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le Président, c'est pour moi un devoir et un grand plaisir d'avoir à féliciter celui qui a proposé l'adoption du projet d'adresse, ainsi que l'honorable député qui vient d'appuyer cette proposition. L'honorable député de Jacques-Cartier a parlé de l'adresse avec une éloquence telle que nous nous sentions encore plus chagrins de différer d'opinion avec lui.

Quant à M. de Grobois.... pardon, M. le Président, de mon erreur.... dans tous les cas elle prouve que je ne le prends pas pour un arbrisseau—quant, dis-je, à l'honorable député de Shefford, il a débuté avec succès, et bien qu'il craignût d'être victime de son audace, il a réussi dans sa tâche. Il s'est montré un peu plus ardent que son prédécesseur, mais cela doit être mis sur le compte de la jeunesse. Je comprends cela d'autant plus que je ne suis pas encore tout-à-fait brouillé avec elle....

Avant de commencer la critique des actes et de la politique que le Gouvernement nous annonce dans le discours du trône, je me permettra de faire une visite à Spencer-Wood.

M. le Président, je partage les regrets qui ont été exprimés par les honorables députés qui m'ont précédé, de ce que l'état de santé de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur ne lui ait pas permis de présider lui-même à la solennité de l'ouverture de la session. Je fais des vœux pour son prompt et complet rétablissement. Dans tous les cas, j'espère que cette absence ne sera que momentanée, et que le citoyen distingué qui préside aux destinées de notre Province sera bientôt au poste qu'il occupe si bien, grâce à sa grande expérience, à ses connaissances profondes du parlementarisme et de tout ce qui regarde notre Province. Et, s'il me fallait sortir du champ officiel de la politique, je dirais que j'ai hâte de le voir revenir au rôle social où il a brillé et où il a su se gagner les sympathies de tous.

Le sujet mentionné dans le premier paragraphe n'a pas eu, dans le temps, l'honneur d'une longue discussion dans cette Chambre, mais le public s'est chargé d'y ajouter des commentaires. Je désire profiter de cette première occasion pour exprimer mon opinion sur ce qui s'est passé depuis la dernière session, vu que ce sujet ne reviendra probablement pas devant la Chambre dans le cours de la présente session.

La loi que le Gouvernement a fait adopter a été critiquée vivement dans la presse, dans les assemblées publiques, mais surtout dans le monde de la finance.

On a accusé notre Province de vouloir répudier ses obligations.

Le Gouvernement essaiera sans doute de rejeter sur la presse conservatrice la responsabilité de ces accusations. On l'a déjà tenté, on a même été jusqu'à dire que Sir John A. Macdonald n'a pas peu contribué à soulever la tempête qui a assailli cette loi.

Il suffit de mentionner cette dernière accusation pour en montrer le ridicule. Les porteurs de nos débentures savent que l'intérêt de 4% ou à 3½% est moins avantageux qu'à 5% ; Sir John Macdonald ne pouvait rien leur apprendre là-dessus.

Quant au rôle qu'a joué la presse conservatrice dans cette question, le Gouvernement ne saurait y trouver à redire. Il ne peut nier que sa loi signifiait conversion forcée de la dette. Il est tout naturel que nos créanciers se soient crus menacés par cette disposition de la loi, et qu'ils l'aient dénoncée. L'affaire a pris une tournure telle, que nous avons craint pour l'honneur et le crédit de notre Province.

Que, dans les circonstances, la presse conservatrice ait élevé la voix pour dire qu'il ne fallait pas tenir toute notre population responsable de cette malheureuse tentative, on

ne peut l'en blâmer. En s'efforçant de sauver notre réputation compromise, et d'arrêter le Gouvernement dans la voie fautive où il s'était engagé, la presse de l'opposition était dans son rôle.

On nous dira : mais le Gouvernement avait déclaré qu'il n'entendait pas recourir à la conversion forcée. Ce n'est pas une défense victorieuse. Une simple déclaration dont on ne trouvait aucune trace dans la loi ne pouvait être acceptée comme une garantie contre celle-ci.

A ce propos, je rappellerai la dépêche de l'honorable premier ministre à Hanson Bros. Il y est dit que la déclaration qui a été faite au nom du Gouvernement dans le Conseil législatif a aussi été faite dans cette Chambre. Rien de moins vrai que cette assertion.

Non-seulement le Gouvernement n'a pas fait telle déclaration à cette Chambre, mais il a même refusé de s'expliquer sur la résolution que nous interprétons comme autorisant la conversion forcée.

On n'a pas oublié comment s'est faite la discussion sur cette affaire.

En soumettant à cette Chambre les résolutions qui ont servi de base au projet de loi, l'honorable trésorier n'a dit que quelques mots. Après avoir attendu vainement qu'un autre ministre complétât ses explications trop laconiques, l'honorable député de Montmorency fit quelques observations. On sait que l'honorable député entend parfaitement ces questions. Au lieu de lui répondre d'une manière convenable, le Gouvernement a lancé contre lui l'honorable député de Montréal-centre qui, je n'ai pas besoin de le dire, a jeté plus de ridicule que de lumière sur le débat.

J'ai ensuite fait quelques observations, au cours desquelles j'ai interpellé l'honorable premier ministre pour obtenir de lui des explications, car il prétendait que nous ne donnions pas aux résolutions, leur vraie interprétation.

Il a répondu qu'il n'avait rien à ajouter à ce qui était écrit.

Le Gouvernement ayant refusé à la Chambre les explications auxquelles elle avait droit, nous avons voté contre le projet de loi.

Au Conseil législatif le projet de loi s'est trouvé exposé à une défaite. Pour le sauver, le Gouvernement dut se montrer moins arbitraire que dans cette Chambre. C'est alors qu'est venue la déclaration dont je viens de parler.

Je ne voudrais pas, dans ce premier débat, dire que ces contradictions entre la conduite du Gouvernement dans notre Chambre et celle qu'il a suivie au Conseil, entre une disposition formelle de sa loi et ses déclarations au Conseil, à Hanson Bros., et au public, dénotent un manque de sincérité. Ce langage pourrait être considéré comme contraire aux bonnes résolutions que nous avons prises hier. Je dirai donc tout simplement que je ne comprends pas la conduite du Gouvernement dans cette affaire. Je n'y vois que demi-mesures, incertitudes, inconséquences. Ce qui me paraît le plus clair, c'est que ses déclarations ne peuvent le soulager du fardeau de la responsabilité qui s'attache à sa loi. Cela n'empêche pas que nous ayons le droit de les considérer comme un aveu, que ceux qui ont combattu le projet de la conversion forcée n'avaient pas tort, car pourquoi le Gouvernement aurait-il fait des concessions, si au point de vue du droit strict comme au point de vue de l'équité, le principe de la conversion forcée était admissible.

Au reste, on se rappelle que l'honorable premier ministre s'est prononcé en 1881 contre le principe de la conversion forcée. Voilà la part de responsabilité de chacun.

Je ne connais rien des raisons particulières, comme il est dit dans l'adresse, qui ont retardé la conversion de la dette ; mais je suis d'opinion que, jusqu'à présent, cette affaire a

été plus désagréable que profitable à la Province, et que le Gouvernement ne doit s'en prendre qu'à lui-même.

On répète encore que les sommes que l'on économisera par cette opération, s'il y a économie sur la dépense actuelle pour le service de la dette, seront consacrées à promouvoir les causes de l'agriculture, de la colonisation et de l'instruction publique. L'intention, car il n'y a pas encore autre chose que cela, l'intention, dis-je, est bonne, mais on trouvera dans la Province généralement, que ces trois grandes causes ont déjà attendu bien longtemps. Voilà deux ans qu'on les tient au régime des bonnes intentions, et je ne sache pas que ce soit là un moyen efficace de promouvoir les intérêts de ces causes ou de n'importe quelle autre.

Il n'y a pas eu d'économies de faites dans les dépenses du service public, mais en revanche, le Gouvernement nous dit qu'il a su augmenter le revenu. Oui, il a su en effet percevoir la taxe sur les corporations commerciales, que les hommes maintenant au pouvoir ont combattue de toutes leurs forces. Ces messieurs ont dénoncé cette loi et ils se vantent de ce que les circonstances leur permettent d'en profiter aujourd'hui, tandis qu'ils nient à celui qui a eu le courage de la proposer et de la faire voter aux Chambres, le droit même de se défendre quand il est attaqué au sujet de cette taxe. Voilà une singulière logique !...

Je suppose, M. le Président, que ceux qui ont violemment attaqué cette mesure, se donneront la peine de nous expliquer comment il se fait que les hommes qui ont prétendu que cette taxe allait en réalité peser sur les classes pauvres, peuvent se mettre d'accord avec l'honorable premier ministre, qui déclarait à Laprairie qu'il était temps que les grands financiers vinssent à payer leur part des charges publiques.

Je n'en dirai pas plus sur ce sujet, car je n'ai voulu que rappeler en deux mots le souvenir des grands débats que cette taxe a provoqués ici et ailleurs.

On a perçu, sous forme d'arrérages et autrement, plusieurs centaines de milliers de piastres à compte sur ce qui était dû pour cette taxe sur les corporations commerciales, et je ne vois nulle part que l'agriculture, la colonisation et l'instruction publique aient été plus favorisées qu'auparavant. Cependant dès 1887, à la première session de ces messieurs, ils ont commencé à nous entretenir de leurs bonnes intentions pour ces trois causes, dont personne ne nie la haute importance.

On a élevé le taux des licences, par conséquent, on a augmenté le revenu provenant de cette source, et le tour de l'agriculture, de la colonisation et de l'instruction publique n'est pas encore arrivé.

Je ne demande pas mieux que les bonnes intentions du Gouvernement se réalisent un jour, et que ce jour soit le plus tôt possible, mais du train où vont les choses, je crains fort que le tour de l'agriculture, de la colonisation et de l'instruction publique n'arrive pas de sitôt.

Le Gouvernement ne paraît pas vouloir venir au secours de ces grands intérêts avant d'avoir les ressources qu'il espère réaliser au moyen de la conversion de la dette. Je ne vois pas pourquoi il attendrait cela, et ne prendrait pas, au contraire, le premier argent qu'il lui vient pour promouvoir ces trois causes capitales. Néanmoins, je me contente de mentionner l'idée en passant, sans m'y appesantir davantage. Si le Gouvernement doit attendre qu'il ait converti la dette pour aider plus largement à l'agriculture, à la colonisation et à l'instruction publique, c'est une raison de plus pour lui de se hâter de faire cette opération.

Mais tout en faisant diligence, il devra se montrer très prudent, car, il ne suffit pas de mentionner le fait que le taux de l'intérêt a baissé, il faut encore bien se persuader qu'il ne faudrait pas que le Gouvernement fît de grands sacrifices de temps par rapport à la durée des nouveaux

bons, ou sur l'escompte, pour que l'opération fut désavantageuse. Il importe de se rappeler qu'il y a un certain nombre de nos bons qui n'ont plus que quinze années à courir. Pour ceux-là l'époque de leur conversion naturelle est trop rapprochée pour nous engager à sacrifier beaucoup afin d'avoir le privilège de les échanger dès aujourd'hui contre d'autres bons.

M. le Président, j'ai cru l'occasion favorable de traiter cette question avec un peu de développement, mais je serai plus bref sur les autres points de l'adresse, car je désire pour ma part que ce débat soit le moins long possible.

Le discours du trône nous annonce ce que, du reste, nous savions d'avance, que la loi passée à la dernière session pour permettre au Gouvernement de nommer deux magistrats à Montréal, a été désavouée.

Cette législation peut être discutée maintenant, au double point de vue fédéral et local. Il va de soi que, quant à ce qui regarde le point de vue fédéral, il ne saurait être pratiquement débattu ici. La question devra être vidée à Ottawa, devant le Parlement auquel le Gouvernement fédéral est responsable.

Mais il y a un autre point de vue que nous pouvons parfaitement examiner, c'est celui qui regarde les dépenses additionnelles que cette loi mettait à la charge de la Province. D'après la constitution, les juges de juridiction supérieure sont nommés et payés par le Gouvernement fédéral. Jusqu'ici, la justice était administrée par ces juges. Il en est encore ainsi dans tous les districts de la Province. Mais par la loi de l'année dernière, nous avons créé un système tout différent. En effet, d'après cette législation, les affaires de la cour de circuit devaient être jugées par des juges ou magistrats—le nom ne fait rien à la chose—nommés et payés par cette Province. C'est-à-dire, que c'est nous qui payons, comme contribuables du trésor fédéral, les juges

des autres Provinces, tandis qu'elles ne devaient rien payer pour ces magistrats. Voilà le point de vue auquel nous pouvons envisager cette question.

Nous sommes en droit de dire que le Gouvernement n'a pas appliqué le bon remède au mal dont souffrait l'administration de la justice à Montréal. Le Gouvernement fédéral doit nommer les juges et en nommer autant qu'il en faut pour que l'administration de la justice ne souffre pas. S'il ne le fait pas, on ne doit pas, pour l'en punir, prendre une action qui met cette dépense à notre charge. C'est un châtiment qui ne peut manquer de plaire au coupable et qui, à coup sûr, finirait par devenir très onéreux pour la Province. Non, notre devoir est tout simple et tout tracé d'avance. Nous devons rappeler le Gouvernement fédéral à son devoir par la voie constitutionnelle qui met à notre disposition les moyens qu'il faut pour réussir, si notre cause est juste, et si nous avons raison de l'accuser de négligence. Mais au lieu de cela, on dit : " Nous allons nommer les juges que nous croyons nécessaires et nous allons les payer à même notre argent. Voilà comment nous entendons châtier votre négligence."

Ce n'est pas ainsi qu'agissent des hommes sérieux. Ce n'est pas en nous substituant aux autorités fédérales que nous réussirons dans nos demandes. Nous devrions adopter le mode ordinaire, c'est-à-dire la voie constitutionnelle. Si le Gouvernement est sérieux, s'il croit sa position inattaquable, s'il croit que les autorités fédérales ont fait preuve d'une négligence coupable en ne nommant pas autant de juges qu'il en faut pour administrer la justice dans le district de Montréal, qu'il prenne les moyens parlementaires qui s'offrent à lui et qu'il engage ses amis politiques à Ottawa à amener la question devant le Parlement fédéral. Ses amis politiques sont dans l'opposition, ils ne demanderont pas mieux, je suppose, d'avoir une nouvelle arme pour combattre les ministres fédéraux. La question donc est

bien simple, puisqu'il ne s'agit que de faire savoir au Gouvernement fédéral qu'il ne fait pas ce que l'on croit être son devoir.

Il y a un autre point que je désire mentionner, pendant que je suis sur ce sujet. Nous ne devons pas perdre de vue le point de départ de cette question. Nous avons demandé la nomination de trois juges additionnels pour le district de Montréal, dont l'un devait présider les cours à Terrebonne, mais avec résidence à Montréal. Celui-là a été nommé. Les deux autres devaient être fixés à Montréal, afin d'expédier plus promptement la besogne qui s'accumule dans ce grand district. Sur ces deux juges, le Gouvernement fédéral en a nommé un. S'il les eut nommés tous les deux de suite, je crois qu'il aurait bien fait. Mais s'il a eu tort, à notre avis, de retarder ces nominations, ce n'est pas une justification pour nous de nommer deux magistrats, et de les payer à même nos deniers...

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Le juge pour Terrebonne a été nommé avant 1887. Plus tard, quand nous avons nommé les magistrats, il n'y avait pas de juge de nommé par le Gouvernement fédéral.

De plus, quand la loi a été mise en force le 29 août, il n'y en avait pas encore de nommé. Je ne voudrais rien affirmer, mais je suis sous l'impression qu'il n'y avait pas encore un seul juge de nommé.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Je crois que nous sommes dans le vrai tous deux. Je vais m'expliquer davantage et faire une distinction entre le présent et le passé.

Je prends la prétention de l'honorable premier ministre. Il dit qu'il n'y avait pas de juge de nommé. Mais c'était pour une bonne raison ; c'est parce que l'honorable premier ministre n'a pas donné au Gouvernement fédéral le temps de

faire ces nominations, tandis que, de son côté, il a mis tant de précipitation dans sa conduite, qu'il a nommé ces deux magistrats avant le temps. Je sais bien la réponse que l'on va me donner à la première partie de mon accusation. On va me dire ce que la presse ministérielle a répété dans le cours de la polémique qui s'est engagée à ce sujet, à savoir que le Gouvernement fédéral a eu tout le temps nécessaire, puisque le Gouvernement provincial a attendu l'expiration du délai fixé par la Chambre. C'est-à-dire, que l'on va se rabattre sur la proposition faite ici, l'année dernière, déclarant que c'était le vœu de la Chambre que le Gouvernement ne fit pas ces nominations de magistrats avant l'expiration de deux mois après la sanction de cette loi. Mais une proposition de ce genre ne vaut rien en regard du texte formel de la loi. Elle ne vaut absolument rien et par conséquent ne liait personne. Ces sortes de propositions ne sont pas des modifications à la législation à laquelle elles peuvent se rapporter. La résolution dont il est ici question exprime bien, si vous le voulez, le désir de cette Chambre, mais elle n'a jamais eu l'approbation du Conseil législatif ni la sanction définitive du Lieutenant Gouverneur, condition essentielle, dans l'un comme dans l'autre cas, pour lui donner une valeur légale.

Le vrai fond des choses c'est que le Gouvernement s'est montré trop pressé à faire ces nominations, de là toute la difficulté et l'extrême embarras dans lesquels il se trouve maintenant placé.

Le projet d'adresse nous engage à dire " que nous donnons pleine attention à toute mesure que nous serons invités à considérer, dans le but d'adopter la même loi avec certaines modifications que les circonstances exigent, afin de faire disparaître les difficultés que rencontre à Montréal l'administration de la justice et d'affirmer les droits de cette Législature ? "

Ici on dit donc que l'on va faire de nouveau la même loi pour nommer deux magistrats. Il y en a deux maintenant et je serais bien curieux de savoir officiellement combien de fois, M. Champagne, par exemple, a siégé ? Je serais aussi très curieux de connaître combien d'heures M. Barré a siégé ? Ce serait un moyen d'apprécier au juste le degré d'utilité de ces magistrats et la nécessité pour la Législature de persévérer dans la voie dans laquelle elle s'est engagée l'année dernière sur la demande du Gouvernement.

A propos du désaveu de cette loi des magistrats, l'honorable premier ministre a fait une déclaration de guerre en règle au Gouvernement fédéral. Elle a été faite à une assemblée tenue au début de la dernière campagne électorale dans Montréal-Est. Cette élection a été faite, on peut le dire, sur cette question de l'exercice du droit de désaveu, et le candidat accepté et appuyé par le Gouvernement fédéral a été élu par une écrasante majorité.

On a pu croire que ce verdict avait réglé la question, mais voilà que l'on recommence les hostilités, car ce paragraphe de l'adresse, s'il signifie quelque chose, est une déclaration de guerre au Gouvernement fédéral. Je suppose que le Gouvernement fédéral est en état de se défendre, aussi je n'irai pas lui offrir mes services. Je ne dirai donc rien pour justifier la position prise par les autorités fédérales.

L'honorable député de Jacques-Cartier m'a fort étonné lorsqu'il a reproché au Gouvernement fédéral de ne pas avoir fait connaître ses intentions au sujet de la loi concernant le règlement de la question des biens des Jésuites. Voyons, à la lumière des faits, ce que vaut ce reproche. Tout d'abord, il faut se rappeler que la session ici n'a été close qu'en juillet, le 12, je crois. Ensuite il faut que les lois provinciales soient envoyées aux autorités fédérales et ce n'est qu'après cette transmission officiellement faite que le ministre de la justice commence l'examen de ces lois. Or c'est là un travail

très-long. Tout cela explique le délai sur lequel l'honorable député de Jacques-Cartier a basé son reproche.

On dira peut-être : Pourquoi donc a-t-on mis tant d'empressement pour désavouer la loi des magistrats ? Ici il y avait une raison spéciale de donner une décision aussi prompte que possible. On comprend que ce n'est plus le même cas que quand il s'agissait de savoir qui devait administrer la justice. On peut différer quand les intérêts en jeu ne sont pas aussi considérables. Ainsi, par exemple, chacun comprend qu'il importe peu de connaître les intentions des autorités fédérales sur la loi des subsides, puisqu'il n'y a pas, ordinairement, dans cette loi rien qui soit de nature à inviter l'intervention du droit de désaveu.

Je crois donc que l'honorable ministre de la justice, Sir John Thompson, était justifiable de faire connaître aussitôt que possible son opinion sur la constitutionnalité de cette loi, afin de prévenir les difficultés qui s'en seraient suivies, si elle avait été mise à exécution, et si elle n'eut été désavouée qu'après que la nouvelle cour eut prononcé des jugements et eut fonctionné pendant un certain temps.

On se demande pourquoi le Gouvernement fédéral n'a pas également fait connaître son opinion sur la constitutionnalité de la loi pourvoyant au règlement de la question des biens des Jésuites. Quant à cette loi, comme je viens de le dire, il n'y avait aucun inconvénient sérieux à laisser écouler tout ou une partie du délai prescrit par la constitution, vu qu'il est pourvu que l'intérêt est payable sur la somme accordée comme compensation à partir du jour où la loi a été mise en force.

J'espère que l'honorable premier ministre doit comprendre maintenant que le cabinet de Sir John A. Macdonald ne mérite aucun reproche de ne pas s'être prononcé plus tôt sur cette législation concernant les Jésuites, vu que le délai n'est pas encore expiré, et que d'ailleurs, rien ne souffre de

ce prétendu retard. Je réponds ici à l'honorable député de Jacques-Cartier ainsi qu'à l'assertion faite dans le discours du trône.

L'honorable ministre de l'agriculture a droit à nos félicitations, car il a l'air très bien portant. On se rappelle encore que la presse nationale nous disait, il y a quelques semaines à peine, que l'honorable député avait renoncé à l'idée d'entrer dans le Gouvernement, vu le mauvais état de sa santé, et qu'il se préparait à partir pour des pays lointains. Si l'honorable ministre avait besoin d'un air plus pur, il devait s'éloigner du Gouvernement. A ce point de vue, je comprends la prudence de l'honorable ministre et la sollicitude touchante de ceux qui lui veulent du bien, car il paraît qu'il ne fait pas toujours bon de respirer l'atmosphère ministérielle. Si je parle ainsi, c'est sur la foi de la presse nationale qui trouvait l'honorable député trop faible pour entrer dans le Gouvernement. Quoiqu'il en soit, je le félicite d'être revenu à la santé, et je le prie de croire que si nous l'avons combattu vigoureusement dans son élection, il y a peu de victoire de nos adversaires qui nous soit plus sympathique que la sienne. Mais le devoir envers la Province et nos convictions politiques nous obligeaient de tenir cette ligne de conduite. Je regrette ce que nos adversaires ont fait pour obtenir un succès passager ; aussi, nous irons en temps et lieu devant le vrai tribunal où cette question pourra être réglée, car ici n'est pas l'endroit pour faire entendre nos plaintes à ce sujet.

On dit que l'honorable ministre de l'agriculture est le défenseur des droits de la minorité anglaise. Mais règle générale, ceux qui ont mission de représenter les Anglais ne sont pas pour le Gouvernement, et si j'en juge par la politique qu'il poursuit, il n'est pas probable qu'il les rallie à sa cause. C'est sans doute parce que les Anglais ont un représentant dans le cabinet que l'adresse n'a été proposée que dans une seule langue. Pourtant, il y a deux ans, si je ne

me trompe pas, l'honorable député de Jacques-Cartier, nous a prouvé, par un discours anglais fort bien tourné, qu'il possède également bien les deux langues.

L'honorable député de Jacques-Cartier, suivant en cela l'exemple d'ailleurs, a parlé de la refonte des statuts en termes que je crois devoir relever.

Nos adversaires réclament pour eux le mérite de cette œuvre. Tout dernièrement encore, le président du club soi-disant national, à Montréal, disait : " La confusion était dans nos lois, le Gouvernement les a refondues." M. le président s'est trompé d'adresse. C'est aux conservateurs qu'appartient ce mérite. Quels sont les faits ?

En 1876, sous le Gouvernement de Boucherville, l'honorable M. Angers a fait passer une loi pour autoriser la refonte des statuts. Une commission a été créée et s'est mise à l'œuvre. Vint le Gouvernement Joly qui la supprima. Sous le Gouvernement Chapleau, en 1880, l'œuvre fut reprise. Une nouvelle loi fut passée. L'honorable premier ministre la combattit et dit :

" Tout en reconnaissant l'utilité de cette refonte, je n'hésite pas à dire qu'elle n'est certes pas absolument indispensable. Or, dans l'état actuel de nos finances, il ne faudrait rien moins qu'une absolue et indispensable nécessité pour justifier le Gouvernement de demander cette refonte....

" En admettant que les frais ne dépasseront pas \$60,000, est-ce que la Chambre serait justifiable de voter cette dépense lorsque l'on a recours à la taxe sur la masse de la population pour réussir à prélever les sommes nécessaires à équilibrer notre budget. "

En terminant son discours, l'honorable premier ministre proposa, appuyé par M. Langelier, que : " il soit résolu que dans l'état actuel des finances, il ne serait pas sage de

“ voter une mesure qui autoriserait une dépense de plus de
“ \$60,000.”

Cette proposition fut déclarée hors d'ordre.

L'honorable premier ministre ne se tint pas pour battu.
Il proposa un autre amendement :

“ Que la refonte des statuts de cette Province n'est pas
“ indispensable, et que dans l'état actuel des finances, il
“ serait imprudent d'engager la Province dans une dépense
“ aussi considérable que celle que devra entraîner la dite
“ refonte, et cela avant que le Gouvernement ait fait con-
“ naître à cette Chambre le chiffre du coût probable de
“ cette refonte. ”

Les libéraux ont voté pour cet amendement. Les con-
servateurs ont voté contre.

C'était en 1880. Mais depuis, les libéraux ont toujours
montré les mêmes dispositions hostiles envers l'œuvre de
la refonte des statuts de cette Province.

Dans la brochure qu'ils ont publiée pour les élections en
1886, il est écrit (page 162).

“ L'opposition, notamment l'honorable M. Mercier, avait
déjà protesté à plusieurs reprises contre ces dépenses pour
la codification des statuts, vu que dans l'état de pénurie où
se trouvent les finances de la Province, cette refonte n'est
pas assez nécessaire pour justifier des paiements aussi con-
sidérables. ”

En dépit de cette opposition des libéraux, les conserva-
teurs ont entrepris et mené à bonne fin la refonte de nos
statuts.

L'honorable juge T. J. J. Loranger, a été nommé com-
missaire en vertu de la loi de 1880. Il a attaché son nom
à cette œuvre importante. Il lui a consacré ses talents
remarquables, son expérience, son savoir, les dernières

années de sa vie. Lorsque la mort nous eut ravi ce citoyen distingué, ce jurisconsulte éminent, l'honorable M. Würtele, eut la générosité de continuer son œuvre. Nul n'en était plus digne. Je dis que ce fut un acte de générosité de sa part, parce qu'il n'a exigé aucun salaire, ses dépenses seulement lui ont été payées. L'honorable M. Würtele s'est dévoué à cette tâche comme à tout ce qu'il entreprend. Il a travaillé avec talent, avec assiduité, je pourrais même dire sans être taxé d'exagération, qu'il y a mis de l'enthousiasme.

Il n'est que juste de mentionner ici M. Parisault, greffier en loi, et M. Oliver, son assistant, qui tous deux se sont rendus très utiles aux honorables MM. Loranger et Würtele. Je me plais à reconnaître qu'ils ont été de dignes collaborateurs.

Lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir, en 1887, la refonte des statuts était une œuvre accomplie. Il ne restait plus qu'à réviser. L'honorable premier ministre n'a pas même le mérite d'avoir beaucoup travaillé à cette révision.

En effet, pendant que plusieurs personnes, parmi lesquelles trois de nos amis, les honorables députés de Brome, Beauce et Gaspé, faisaient cet ouvrage, l'honorable premier ministre et l'honorable commissaire des terres de la couronne,—alors, l'un procureur général et l'autre solliciteur général—les deux officiers en loi de la couronne, s'occupaient de l'élection de M. Goyette, dans Laprairie, en compagnie de l'honorable député de Montréal-centre.

La révision étant finie, il ne restait plus qu'à faire faire la réimpression des statuts refondus. Le Gouvernement en a profité pour favoriser ses amis dans des proportions qui frisent le scandale. Si j'en avais le temps, je donnerais ici des détails qui justifieraient cette expression. Au reste, le public commence à être passablement renseigné là-dessus.

Voilà la vérité ; voilà la part de mérite de chacun. Au parti conservateur et à ses hommes revient le mérite d'avoir entrepris et accompli la refonte des statuts ; au parti libéral, la responsabilité de s'y être opposé.

Comment le président du club national a-t-il pu dire, dans son adresse à l'honorable premier ministre et à l'honorable commissaire de l'agriculture : " les lois étaient dans " la confusion, il (votre Gouvernement) les a refondues " ?

Encore, s'il était le seul de son parti à outrager ainsi la vérité ! mais il n'a fait que répéter tout bonnement ce que d'autres ont déjà proclamé bien des fois. C'est ainsi que nos adversaires se vantent des \$125,000 que rapporte au trésor de la Province la taxe sur les corporations commerciales ! Et combien de fois n'ont-ils pas dit, que c'est à eux que revient le mérite d'avoir rétabli l'équilibre dans nos finances ? Si, pour se parer dans leurs jours de fêtes, ils en sont réduits à nous dépouiller, n'est-ce pas un aveu de leur dénûment ? A moins que l'on ne dise qu'ils sont atteints de clopémanie !

Le huitième paragraphe de l'adresse nous parle de la loi des licences :

" Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, " que des mesures efficaces ont été prises pour assurer la " rentrée des deniers dûs à la Province et faire respecter la " loi des licences."

A propos des deniers dûs à la Province, je suppose que l'honorable trésorier va finir bientôt de délibérer sur la question du maintien ou de l'abrogation de la loi concernant le paiement, par les municipalités, d'une partie des frais d'entretien des patients dans les asiles d'aliénés. Il serait temps pour le Gouvernement de faire connaître sa décision sur cette question, car on commence à trouver qu'il est bien lent à mettre en pratique la politique que les ministres annonçaient lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

Le Gouvernement nous dit qu'il va faire respecter la loi des licences. J'aurais été heureux d'entendre l'honorable député de Shefford nous parler de ce sujet. S'il a gardé un silence prudent c'est que, paraît-il, dans son comté, les autorités municipales et religieuses d'une certaine localité, se sont plaint de l'intervention du Gouvernement dans l'exécution de cette loi.

Quant à la question de l'arbitrage sur les sujets en litige entre notre Province et celle d'Ontario, je constate avec plaisir que le Gouvernement n'a pas voulu faire de nouvelles concessions. Le Gouvernement paraît avoir gardé bon souvenir des suggestions que nous lui avons faites.

Il va sans dire que nous avons grande hâte de voir les comptes publics. Mais puisque je parle des comptes publics, il me vient une question qui se présente naturellement à l'esprit ; Me serait-il permis de demander au Gouvernement quel est le surplus de l'année écoulée ? . . .

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—Oh ! il est très fort. . . .

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.* — Je crois plutôt que c'est l'honorable premier ministre qui est très fort et que le chiffre du surplus ne l'est pas du tout Si, M. le Président, il y a un surplus, chose, naturellement, que j'ignore, comme tous mes collègues, il ne faut pas oublier aussi quel soin l'honorable trésorier a pris pour se donner un surplus pour l'exercice 1887-1888, en mettant dans les recettes de l'année dernière, au préjudice jusqu'à un certain point de l'exercice précédent, des sommes que l'on aurait facilement pu percevoir avant.

Mais une chose doit frapper tous ceux qui ont connu l'honorable trésorier lorsqu'il était dans l'opposition, et qui

accuse chez lui un revirement d'opinion très considérable. Ainsi je constate avec surprise que l'honorable trésorier est bien moins particulier depuis qu'il est au pouvoir qu'il ne l'était auparavant ; il nous annonce sans cérémonie un surplus sans nous donner le moindre renseignement sur les éléments qui entrent dans ce surplus. Si, par exemple, le surplus annoncé, consiste de recettes que l'on doit considérer, vu les circonstances dans lesquelles elles ont été encaissées, comme d'une nature extraordinaire, alors il va de soi que le Gouvernement ne doit pas s'en vanter.

Le paragraphe où on nous parle de surplus nous dit aussi " que les dépenses ordinaires sont faites avec toute l'économie possible. "

Possible, oui, mais pour le Gouvernement, ce qui ne veut pas dire que c'est la dernière limite pour d'autres.

Dans le quatorzième paragraphe, on nous parle de la question des asiles. Espérons que c'est le dernier acte de la comédie qui se joue depuis deux ans.

Il est question également de créer le droit d'appel en matière d'élection. Si la législation proposée doit avoir un effet rétroactif, c'est là une mauvaise nouvelle à nous apprendre.

Sur la question de ce droit d'appel en elle-même, voici en deux mots mon opinion personnelle. Je parle en mon nom seul, car je n'ai pas eu le temps d'en conférer avec mes collègues de l'opposition.

Si, au cours de l'instruction d'une demande en invalidation d'une élection, il se soulève des questions qui doivent aller en appel, on pourrait dans ce cas aller devant la cour du banc de la reine. Je dis la cour du banc de la reine, et non la cour suprême, comme le décrète la loi fédérale, parce que le plus haut tribunal de la Province serait plus en état de juger ces questions, et en second lieu, pour établir une

jurisprudence uniforme sur toutes ces questions quelques fois si diversement jugées. C'est ce motif de l'uniformité dans l'interprétation qui a engagé le Parlement fédéral à choisir la cour suprême comme tribunal d'appel en dernier ressort, car on comprend que la loi fédérale étant appliquée à toutes les Provinces, il fallait un tribunal qui eut juridiction sur toutes les Provinces.

A propos de la loi sur les menées illégales dans les élections, je profiterai de cette occasion pour exprimer un regret. Il est malheureux que les tribunaux se montrent si peu sévères dans l'interprétation de la loi sur les élections dont la validité est contestée. Aussi la corruption, grâce à ce manque de sévérité, se pratique-t-elle au grand jour, s'affiche-t-elle partout avec cynisme. Je sais qu'il est regrettable qu'une élection soit annulée, mais aussi, jamais on n'a vu autant de menées corruptrices dans les élections que depuis deux ans. Je n'accuse personne, je me contente de constater un fait. Le remède qu'il faudrait appliquer serait, suivant moi, une interprétation plus conforme au but que les législateurs avaient en vue lorsqu'ils ont fait cette loi, et non pas de continuer à l'interpréter d'une manière de plus en plus libérale, comme on l'a fait jusqu'à présent. Je ne dirai pas que ce soit là la seule cause de l'extension des pratiques corruptrices aux élections, non, il y en a d'autres que je mentionnerai plus tard.

Je termine, M. le président, en exprimant l'espoir que nos travaux seront utiles pour le bien du pays. Faisons des luttes de partis, puisque notre système parlementaire nous y autorise, ou plutôt, nous y oblige en quelque sorte, et je ne fais, en disant cela, que répéter l'opinion des hommes d'Etat anglais qui ont eu le plus d'expérience et qui ont le mieux compris et le mieux appliqué ce système de gouvernement, mais ne perdons pas de vue les intérêts du pays. Jusqu'à présent nous ne sommes jamais allés assez loin pour

qu'on nous accusât d'être une opposition factieuse ; nous continuerons à tenir la même ligne de conduite. Des gens du dehors nous ont accusés de manquer de vigueur. Si les faits que l'on reproche au Gouvernement sont vrais, nous aurons cette vigueur que l'on se plaint presque de ne pas nous voir déployer. Et ceux-là qui nous ont fait un tel reproche seront peut-être les premiers à regretter leur langage intempestif. Quant à nos amis, nous ferons en sorte de leur donner pleine et entière satisfaction. Et nous n'y parviendrons qu'en travaillant pour les intérêts de la Province en tout et avant tout.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, président du conseil exécutif.*—M. le Président, devant répondre aux remarques de l'honorable chef de l'opposition, je le ferai avec la détermination bien arrêtée de suivre la ligne de conduite courtoise qu'il m'a tracée au commencement de son discours. Il est vrai qu'il a terminé par quelques observations un peu acerbes, mais je vais le punir en ne suivant pas son mauvais exemple. J'espère bien que ce mouvement de mauvaise humeur n'aura pas de suite ; pour ma part, je ne veux me souvenir que de la bonne partie du discours que je viens d'entendre. Pour celle-là, je le félicite. Sa manière de traiter les questions a été courtoise et il faut espérer que, pendant la présente session, il en sera toujours de même. On se rappelle que nous avons bien commencé l'an dernier et que cela a continué pendant toute la session.

Je dois maintenant, M. le Président, féliciter les honorables députés de Jacques Cartier et de Shefford pour la manière habile et éloquente avec laquelle ils ont rempli leur tâche.

L'honorable député de Jacques Cartier est déjà un des anciens de la Chambre. Il est arrivé ici en 1884, et a de suite, fait sa marque parmi nous. Fils d'un homme d'affaire

qui a réussi à se créer une grande fortune, il a marché sur ses traces.

Il parle toujours comme un homme pratique. Il nous a donné de nouveau la preuve qu'un homme d'affaire sait, au besoin, être éloquent. Il a conquis dans cette Chambre une position prééminente qui s'affirmera davantage et qui nous permet de dire, dès maintenant, qu'il sera dans un avenir rapproché, l'un des hommes les plus remarquables de cette Chambre.

L'honorable député de Shefford est plus jeune, mais en homme bien né, pour lui, la valeur n'attend pas le nombre des années. Il a très bien exposé les motifs qui doivent engager la Chambre à voter les résolutions, et nous l'avons applaudi avec plaisir. Ses observations ont été pratiques; j'en ai pris note, et je m'en servirai dans l'occasion.

Après ces remarques d'un caractère général, je dirai quelque chose, si on me le permet, en réponse à la critique de l'honorable chef de l'opposition.

Tout d'abord, sur le premier paragraphe de l'adresse, je n'ai pas besoin de dire combien je suis heureux de voir ce concert de souhaits au sujet du rétablissement de la santé de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur. C'est un juste hommage rendu à un homme de talent. La Province l'a connu comme un homme politique d'abord, et ensuite comme un magistrat. Il nous restait de le connaître comme gouverneur, et nous pouvons dire qu'il fait honneur à la haute position qu'il occupe. Nous faisons tous des vœux pour qu'avant longtemps, il soit en état de reprendre l'exécution de ses importants devoirs officiels.

M. le Président, l'honorable chef de l'opposition, par tactique sans doute, a consacré la plus grande partie de ses remarques à la question de la conversion de la dette, mais pas pour blâmer le Gouvernement d'avoir fait adopter cette

législation, ou pour critiquer cette loi en elle-même. Peut-être, pourtant, pourrait-on trouver, dans ses paroles, une désapprobation de cette mesure financière, mais il est visible que le but de mon honorable ami était, surtout, de se défendre et d'expliquer la position qu'il a prise, avec ses amis, relativement à cette législation. Il a eu raison de profiter de cette occasion pour chercher à se disculper. Il a compris qu'il avait besoin de rassurer l'opinion publique, et surtout l'opinion de ses amis politiques dans la Province. Il a admis que ce projet avait du bon, que s'il était possible de faire cette opération dans des conditions avantageuses, et d'appliquer les économies réalisées à faire le bien et à promouvoir les intérêts des trois grandes causes déjà mentionnées, que le Gouvernement mériterait les félicitations de toute la Province, etc., etc. Je regrette que l'honorable chef de l'opposition n'ait pas toujours tenu le même langage, nous n'aurions pas été obligés d'annoncer, dans le discours du trône, que cette opération si avantageuse n'était pas encore faite.

Il est bien malheureux que nous ayions rencontré tant d'obstacles quand nous avons voulu mettre ce magnifique projet à exécution. Je veux bien croire que ces obstacles, insurmontables jusqu'à présent, n'ont pas été créés, complètement, par nos honorables amis de l'autre côté de la Chambre, mais une chose certaine, c'est que ces difficultés ne viennent pas de nous... Des personnes bien mal intentionnées ont télégraphié de cette Province aux capitalistes et aux banquiers de Londres et de Paris, pour jeter du soupçon sur la validité de notre loi et sur l'honnêteté de notre but. On est allé jusqu'à profiter d'une réunion des actionnaires de la banque de Montréal pour jeter du discrédit sur cette opération. Et quelqu'un a dit que l'exécution du projet de convertir notre dette allait déshonorer la Province, et l'on s'est empressé de télégraphier ces dénominations exagérées à Londres, à Paris et à Berlin, partout en

Europe, où cette nouvelle pouvait faire tort à notre crédit et contribuer au triomphe des adversaires de notre politique.

Ces dénonciations d'un projet éminemment avantageux aux intérêts publics, dont nous avons la garde, n'ont pas été faites ici, de notre côté, ni de l'autre côté non plus. Mais ce que je puis affirmer c'est que, faites par des citoyens haut placés, elles n'ont pas été répudiées par mes honorables amis de l'opposition. Pourtant, parmi les citoyens haut placés qui parlaient ainsi, se trouvait l'un des chefs de leur parti. C'était le même homme qui disait, ailleurs qu'ici, que cette mesure était un déshonneur national. Quand le Gouvernement a soumis cette loi à la Chambre, avons-nous été bien aidés, bien appuyés par nos adversaires ? On prétend que la seule objection que l'on soulevait se rapportait à la clause cinq. Il est possible que telle est l'opinion de mes honorables amis maintenant, mais est-ce bien ce qu'il ont dit dans le temps ?

Voyons ce que décrète cette clause cinq :

Je prends la loi de l'année dernière, et je lis ce qui suit :

“ 5. Il sera loisible au Lieutenant Gouverneur en conseil
“ de fixer et déterminer le délai dans lequel les porteurs des
“ obligations actuelles pourront les échanger contre les nou-
“ velles obligations ou en réclamer le remboursement au
“ comptant, et de décréter qu'après ce délai, l'intérêt courra
“ sur toutes les classes d'obligations au taux fixé pour les
“ nouvelles obligations. ”

On parle de conversion forcée, j'admettrai que c'est la consécration de ce principe, mais dans quelles circonstances cela pouvait-il être fait ? Il aurait fallu, pour nous justifier de recourir à l'application de cette disposition, des raisons de la plus haute gravité. D'un autre côté, il n'y a pas un homme sérieux qui ne dira pas que cette clause était de nature à protéger la Province contre les conséquences d'une combinaison frauduleuse désirant faire la hausse sur les taux d'in-

térêt. Mais toute l'économie de notre loi visait au remboursement intégral de la valeur réelle de nos obligations, et à l'offre d'une prime, basée sur les cours du marché. Armés de cette loi, nous allions trouver un porteur de bons anglais ou français,—car j'espère qu'on ne répètera plus ici l'accusation stupide que nous voulions voler les Anglais, on dit cela dans la *Gazette* mais on n'ose pas le répéter ici—nous allions, dis-je, trouver les porteurs de bons anglais ou français, et nous étions en mesure de traiter sur un pied d'égalité avec eux, c'est-à-dire que nous étions protégés contre toute combinaison montée en vue de faire manquer la réalisation de ce projet.

Voler les Anglais !... La *Gazette* de Montréal a tenu, en bien des circonstances, un langage extravagant, et pourtant elle s'est surpassée dans ce cas-ci. N'a-t-on pas lu dans les colonnes de ce journal, qui pose comme une feuille sérieuse, qu'un grand malheur menaçait les créanciers de la Province. Ces écrits ne tendaient-ils pas à faire croire qu'un national, qui était contre l'exécution de Riel, voulait voler ces bons messieurs les Anglais. Que l'on se rassure, ce n'est pas aisé de les voler, eux encore moins que les autres. Ils savent se protéger, et pour cela il n'ont pas besoin des conseils, ni des avertissements de la *Gazette*.

Je le répète, car on a tant répandu à ce sujet, de préjugés contre nous, qu'il faut insister beaucoup pour faire connaître la vérité, je le répète, armés de cette loi, nous voulions aller en France et en Angleterre et dire aux créanciers de la Province : " Vous avez de nos bons dont l'échéance arrivera dans quinze ou vingt ans, voulez-vous les échanger contre d'autres bons devant durer tant d'années à tant d'intérêt." Si nous nous étions trouvés en face d'une combinaison ou coalition,—peu importe le nom que l'on donne à ces *combinaisons*—par laquelle on aurait voulu maltraiter la Province, nous aurions pu dire en réponse à un tel refus : " Les bons que vous avez portent que nous vous devons cent centins

dans la piastres, voici ce que nous vous devons, prenez votre argent et donnez-nous nos bons, sinon nous ne vous paierons que le taux d'intérêt que nous payons sur les nouvelles obligations. L'intérêt actuel est de cinq par cent et vous n'avez payé nos bons que quatre-vingt-cinq centins dans la piastre, voici cent centins pour chaque piastre ou bon, vous n'avez guère raison de vous plaindre puisque vous recevez quinze pour cent de plus que vous n'avez payé.

Mais le Gouvernement est allé encore plus loin dans sa sollicitude pour les intérêts des porteurs de bons, que l'on nous accuse pourtant de vouloir dépouiller. Nous avons compris qu'il pourrait se rencontrer des gens qui nous diraient : " Nous ne voulons pas être remboursés, nous désirons rester créanciers de la Province de Québec —car, quoiqu'en dise l'opposition, notre réputation de bon payeur est solide sur le marché monétaire—mais comme les bons que nous avons pourront être rachetés dans quinze ans, et que nous représentons des familles dont toute la fortune est mise dans ces bons, nous sommes prêts à accepter une prime de tant. " L'on comprend que le montant de la prime aurait varié suivant le terme de l'échéance, car des bons de quinze ans valent moins que des bons de vingt ans.

La Chambre nous a autorisé à offrir une prime, espérant que nous pourrions nous refaire du montant de cette prime, par l'économie réalisée sur l'intérêt. Si le porteur de bon acceptait nos propositions, tout était parfait. Mais la difficulté pour nous entendre, nos honorables amis de l'opposition et nous, venait dans le cas où le porteur de bon refuserait de prendre notre prime, et qu'une combinaison s'établît pour produire la hausse sur nos valeurs. Mais c'est précisément pour parer cette éventualité-là, que nous avons demandé l'adoption de la clause cinq.

Nous n'avons jamais eu l'intention de nous en servir autrement que pour nous prémunir contre les conspirations,

s'il venait à s'en former. Nous pouvions craindre une telle éventualité par l'exploitation de préjugés qui s'est produite aussitôt après que la question eut été agitée devant cette Chambre et dans l'autre. D'ailleurs ce que je dis sur l'intention que nous avions de ne pas opérer une conversion forcée, n'est pas du nouveau. Quand cette loi a été discutée, ici et dans l'autre Chambre, nous avons pris la peine de faire une déclaration formelle à cet effet.

L'honorable chef de l'opposition a dit que je n'ai pas fait de telle déclaration dans l'Assemblée législative. Il peut se faire que je me trompe, mais mon impression bien certaine est que j'ai dit que cette clause cinq était demandée pour nous protéger contre les tentatives de ces combinaisons. Dans tous les cas, on ne peut pas prétendre qu'une telle déclaration n'a pas été faite dans l'autre Chambre car toute le monde se rappelle encore les paroles de l'honorable M. Garnéau, qui a affirmé positivement que ce n'était pas l'intention du Gouvernement de se prévaloir de la clause cinq pour opérer une conversion forcée. Au reste, l'honorable chef de l'opposition vient de l'admettre lui-même en disant qu'une telle déclaration avait été faite au Conseil législatif. Si la clause cinq seule avait motivé la lutte que l'on faisait à ce projet de conversion de la dette, toute opposition, après cette déclaration franche et formelle du Gouvernement, aurait dû cesser. Pourtant on sait que c'est tout le contraire qui est arrivé, et que les hostilités ont continué avec plus d'acharnement que jamais.

L'honorable chef de l'opposition dit que ce n'est pas une déclaration officielle qu'il fallait, mais qu'il fallait faire un amendement à la loi. Il y a du vrai là-dedans, mais si nous avions retranché cette clause cinq nous n'aurions pas eu la protection dont j'ai parlé tout à l'heure.

On connaît aussi l'existence de certains documents venant de Londres, dans lesquels on demandait au Gouvernement

fédéral de désavouer cette loi. Je suis heureux de pouvoir dire qu'on est bien revenu à Londres des préventions qui existaient, contre nous, il y a quelques mois.

Malgré cela, l'opération aurait pu se faire dans des conditions acceptables, moins acceptables toutefois, que nous les aurions voulues. Des négociations ont été faites en dépit de toutes les dénonciations des adversaires de la mesure, et on nous a offert un marché par lequel nous aurions pu opérer une économie de \$130,000 par année dans le coût du service de l'intérêt. Nous n'avons pas jugé à propos d'accepter, croyant que nous pourrions faire mieux.

La conversion se fera, je l'espère, mais à condition qu'on ne jette pas toutes sortes de difficultés sur nos pas ; à condition aussi que les hommes politiques qui ont mission de protéger et de surveiller, chacun dans sa capacité, les intérêts de la Province, ne passent pas tout leur temps, ne consomment pas tous leurs efforts, toute leur énergie, dans de stériles récriminations, mais s'appliquent à développer une politique pratique et féconde en heureux résultats pour le pays. C'est ce que nous entendons faire, et j'invite mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre à nous aider. Je ne dirai pas qu'un parti seul ne peut faire que du bien, et que l'autre doit nécessairement ne faire que du mal. Non, M. le Président, ce sont là de vieilles rengaines qui n'ont plus cours parmi les gens intelligents, et Dieu merci, notre population bien intelligente et éclairée, ne croit plus à ces choses. Nous ne voulons pas avoir seuls l'honneur de mener à bonne fin une opération qui produira d'aussi grands et d'aussi avantageux résultats pour la Province. Cet honneur, nous voulons le partager avec nos adversaires. C'est dans ce but que j'invite tous ceux qui n'ont pas jugé à propos de se rallier à notre politique générale, — bien qu'elle soit très recommandable à tous égards, — de nous aider et de nous donner la main afin d'accomplir

cette grande réforme financière, suffisante à elle seule pour illustrer tout une Législature.

L'honorable chef de l'opposition a prononcé des paroles consolantes quand il a dit qu'il est prêt à nous aider pour assurer la réalisation de cette mesure. Tant mieux si nous pouvons compter sur le concours de nos honorables amis de de la gauche ; nous ne serons jamais trop pour faire le bien du pays. Cessons de nous créer des difficultés, brisons une fois pour toutes les traditions du passé, puisque ces traditions n'ont pas produit les heureux résultats que nous en attendions, et tâchons de faire cette opération qui va nous permettre d'aider les trois grandes causes dont j'ai parlé.

J'ai peur qu'environ d'arrêter là, de peur de diminuer la bonne impression que les paroles de l'honorable chef de l'opposition ont produite.

Mais malheureusement, mon devoir m'oblige d'aller plus loin pour répondre à certaines critiques qu'il a faites contre mes amis.

L'honorable chef de l'opposition a dit que nous aurions dû accepter les trois propositions qui ont été soumises à la Chambre par nos honorables amis de la gauche.

Quelle était la nature de ces propositions. Revoyons-les pour nous assurer si le reproche de mon honorable ami a sa raison d'être. Que disait la première de ces propositions ? En voici le texte que je trouve à la page 401 des *Journaux de l'Assemblée législative* de l'année dernière :

“ M. Desjardins propose comme amendement, secondé
“ par l'honorable M. Flynn, que les mots “ mais en consen-
“ tant à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre
“ exprime son désir que les négociations nécessaires pour
“ opérer la conversion de la dette consolidée, soient faite
“ par l'honorable trésorier de la Province et sans l'interven-
“ tion d'intermédiaire,” soient ajoutés à la fin de la motion.”

Pouvait-on, sans nous discréditer aux yeux du peuple de tout le pays, accepter une pareille proposition ? Non, M. le Président. Nous demander d'accepter une telle proposition, c'était demander au Gouvernement de prononcer sa propre déchéance. Et cela au moment où j'arrivais d'Europe, où j'avais été mêlé très intimement à la transaction financière la plus heureuse que la Province de Québec ait jamais faite, au moment même où nous avions eu l'intermédiaire du Crédit Lyonnais pour faire une aussi belle opération que l'a été le placement des obligations du dernier emprunt. Assurément, cette proposition n'était pas un compliment que l'honorable député de Montmorency faisait, ni au Crédit Lyonnais ni à moi, en soumettant une telle proposition au vote de la Chambre. Personne ne peut être surpris si je dis que c'était une injure à l'adresse de ceux qui s'étaient trouvés mêlés, directement, aux négociations de l'emprunt. Comprenant la position injuste qui nous était faite, mon honorable ami le député de Montréal-Est, se leva et proposa le sous-amendement qui suit :

“ M. David propose comme sous-amendement, secondé
“ par M. Lemieux, que tous les mots après “ que ”, jusqu’à
“ la fin de la question, soient retranchés et remplacés par les
“ suivants : “ Cette Chambre a confiance qu'en faisant cette
“ transaction le Gouvernement sauvegardera les intérêts de
“ la Province.”

C'était, il me semble, une proposition bien acceptable ; néanmoins nos adversaires ont voté contre. Par leur vote ils ont déclaré qu'ils n'avaient pas confiance que le Gouvernement saurait sauvegarder les intérêts de la Province. C'était leur droit de tenir ce langage, mais croient-ils qu'ils ont par là même aidé le projet de la conversion de la dette ? Sont-ils aujourd'hui satisfaits de ce qu'ils ont dit alors ? Je ne sais, mais dans tous les cas, l'honorable chef de l'opposition me permettra bien de lui dire que cette conduite ne va guère avec la déclaration qu'il vient de nous faire, qu'il est

disposé à nous donner son concours pour assurer le succès de cette grande idée.

Vient ensuite la proposition de l'honorable député de Québec. Voici comment elle se lit :

“ M. Casgrain propose comme amendement, secondé par M. LeBlanc, que tous les mots suivants soient ajoutés à la motion :

“ Mais en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, la Chambre espère que, dans les négociations pour la conversion de la dette consolidée, le Gouvernement ne fera rien d'incompatible avec la justice, ni avec l'honneur et le crédit de la Province.”

Et l'honorable député de Beauce, peu satisfait, je suppose, de la proposition de son ami, s'empresse de soumettre le sous-amendement suivant :

“ L'honorable M. Blanchet propose comme sous-amendement, secondé par M. Hall, que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement :

“ Que tout contrat que le Gouvernement pourra faire en vertu de ces résolutions, pour la conversion de la dette consolidée, soit sujet à la ratification de cette Chambre.”

Imaginez-donc, M. le Président, l'honorable trésorier se rendant en Angleterre avec une proposition déclarant qu'aucun contrat ou arrangement ne vaudra à moins d'avoir reçu l'approbation de la Chambre!... Croyez-vous qu'il aurait eu un gros succès dans ses négociations? Pense-t-on qu'il aurait été reçu à bras ouverts par les banquiers anglais? Bien loin de là, les capitalistes n'auraient pas manqué de lui tenir ce langage :

“ M. le trésorier, vous vous faites fort de faire approuver le marché que nous ferons avec vous par votre Législature, mais le Gouvernement dont vous faites partie peut changer d'ici à votre retour ou, encore, avant que la Législature

n'ait pris une action décisive, et nous ne sommes pas assez sots pour faire un marché dans de telles conditions. Allez d'abord vous faire autoriser à agir, et après, nous verrons ce que nous ferons."

Voilà le langage sensé que tous les capitalistes n'auraient pas manqué de tenir à mon honorable collègue le trésorier, s'il avait été assez imprudent de se présenter à eux, n'ayant pas l'autorisation de faire un marché définitif. Et il faut admettre qu'ils auraient bien eu raison. Je le demande à mes honorables amis, je leur demande, la main sur la conscience, de me dire s'ils croyaient, en proposant ces résolutions, aider au succès de cette opération? Evidemment non, et ils savent bien que ce sont là quelques-unes des circonstances dont il est fait mention dans le discours du trône, et qui ont empêché le Gouvernement de réaliser ce projet.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. **Mercier** *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.* — M. le Président, l'honorable chef de l'opposition, après avoir parlé de la conversion de la dette, a fait allusion à ce paragraphe du discours du trône, relatif à l'augmentation du revenu public, et en même temps, il nous a parlé de la taxe sur les corporations commerciales. Il a cru me mettre en contradiction avec moi-même en rappelant que j'avais appuyé votre proposition, M. le Président, et en ajoutant que, néanmoins, j'avais cru de mon devoir de percevoir ces taxes, quand le conseil privé en Angleterre nous eut donné raison sur la question de la validité de la loi. Si je relève cette critique de l'honorable chef de l'opposition, ce n'est pas pour prouver qu'elle porte à faux quant à ce qui me regarde. Je ne me défendrai pas, vu qu'il n'y a pas lieu pour moi de me défendre. Car, en fin de compte de quoi m'accuse-t-on, si non d'avoir fait exécuter la loi. Quel mal y a-t-il là? Aucun. Qu'on veuille bien remarquer qu'on ne dit pas que la loi est

mauvaise en elle-même, où même qu'elle a été mal exécutée. Non, rien de tout cela ne ressort des paroles de mon honorable ami. Il s'est bien gardé de dire que le principe de cette loi était mauvais ou injuste, car il aurait du coup accusé ses amis politiques qui l'ont fait passer dans la Législature. Il s'est donc borné à me reprocher une prétendue contradiction. Or, comme je viens de le dire, je ne vois pas la nécessité de me disculper d'avoir fait exécuter la loi de mon pays, quand ceux-là mêmes qui me font ce reproche ne trouvent rien à dire contre la loi en question.

Mais, M. le Président, mon but en relevant ces paroles, était de vous défendre, puisque l'on vous a mis en cause et que vous êtes incapable, dans la position que vous occupez, de repousser les critiques qui vous sont faites. Vous étiez, à l'époque dont l'honorable chef de l'opposition a parlé, l'un des hommes les plus distingués de notre parti. Vous avez toujours joui de notre plus grand respect et de notre plus grande admiration. Bien que vous comptiez plus de vingt années de vie parlementaire, et que vous ayez traversé bien des crises politiques, vous êtes l'un de ceux, un des rares dont on peut dire avec orgueil qu'ils n'ont jamais succombé à la tentation du pouvoir, et qui sont restés toujours bravement au poste que leur assignaient l'honneur et leurs convictions. Dans les mauvais jours, vous êtes demeuré fidèle à vos amis. Vous êtes resté fidèle par patriotisme, permettez-moi de vous le dire avec fierté, car l'honneur en rejaillit sur tout notre parti. Vous avez défendu avec intelligence, — je ne dirai pas avec succès, car le succès n'était pas possible alors, — la cause des vrais intérêts de la Province. Mes amis et moi sommes heureux de vous rendre ce témoignage bien mérité au nom du pays tout entier. Nous nous sommes contentés de vous admirer sans espoir de vous égaler.

L'honorable chef de l'opposition a jugé à propos de rappeler l'une des circonstances des luttes que vous avez livrées

autrefois. Dans le temps, votre proposition était l'expression franche, loyale et sincère de vos sentiments et de ceux de vos amis politiques. Maintenant on prend cet acte comme point de départ pour nous accuser et on nous fait un reproche d'avoir voté pour une telle proposition. Et chose singulière, ceux qui nous accusent ainsi, sont les hommes mêmes qui ont empêché notre manière de voir de triompher. Pourquoi nous faire ce reproche ? Ce n'est pas parce qu'ils croient que cette loi imposant une taxe sur les corporations commerciales est mauvaise ? Non, M. le Président, et si quelques uns ont pu le penser, qu'ils se détrompent. Ces Messieurs nous reprochent notre vote d'autrefois simplement parce que cette loi a eu pour résultat de mettre des sommes importantes à la disposition du trésor, sommes que nous dépensons pour faire le bien du pays. C'est très agréable pour la Province, mais je comprends que ça ne l'est guère pour nos adversaires qui auraient bien voulu mettre la main sur ces sommes pour en faire l'usage peu profitable que l'on connaît. Ce n'est pas de notre faute s'ils n'ont pas su conduire leur affaire aussi bien que nous, et s'ils n'ont pas réussi à faire respecter une loi passée par eux-mêmes. On dit que nous sommes des gens chanceux ; mais alors tant mieux pour la Province, puisque c'est elle qui en bénéficie, en définitive.

Nous sommes bien peinés de déplaire au chef de l'opposition, mais il vaut mieux, je crois, lui déplaire et mettre au net notre position réciproque. Que cela lui plaise, ou ne lui plaise pas, nous persévérons dans la bonne voie que nous avons adoptée jusqu'à ce que les intérêts publics soient satisfaits en autant, comme de raison, que les ressources de la Province nous le permettront. Mais je m'empresse de le déclarer, du moment que la taxe sur les corporations commerciales ne sera plus nécessaire, il sera de notre devoir de l'abolir afin de soulager le commerce et les industries de cet

impôt. Le jour n'est pas éloigné où nous pourrons supprimer cette taxe.

En attendant, puisque ce sont nos honorables amis de l'opposition qui ont imposé cette taxe, qu'ils soient donc assez bons pour nous la laisser percevoir en paix, aussi longtemps qu'il nous le faudra, pour ramener l'ordre dans nos finances et réparer les fautes de leur administration. Et le jour où nous pourrons prudemment la faire disparaître de nos statuts, nous en serons enchantés, et, si j'en juge par leur nouvelle attitude, nos honorables amis de l'opposition eux-mêmes applaudiront à la sagesse d'une telle mesure et surtout, à la sagesse d'une administration qui aura permis de réaliser un aussi beau projet.

L'honorable chef de l'opposition a prétendu que, dans le comté de Laprairie, j'avais prêché en faveur de cette taxe, et que j'en avais fait l'éloge. C'est possible. Je suis comme le patriote de Saint Thimothé, "je n'obstine pas." (Rires.) Il n'y a rien de plus tentateur qu'une somme d'argent qui vous permet de bien administrer la chose publique. Nous avons reçu déjà au-delà de \$500,000. Un tel montant tente, et j'ai pu me laisser séduire, puisque cela nous permettait de payer les dettes que ces messieurs de l'opposition nous avaient laissées.

L'honorable chef de l'opposition n'a pu s'empêcher de dire : "Vous retirez le revenu provenant de cette taxe, mais vous ne l'appliquez pas pour promouvoir les intérêts de la colonisation, de l'agriculture et de l'éducation." Il ne devrait pas nous en vouloir si nous répétons souvent ces trois mots : colonisation, agriculture, éducation ; ce sont nos trois mots favoris.

Chaque fois que nous pourrons encourager ces trois grandes causes, nous nous empresserons de le faire. Y a-t-il dans toute la Province un seul citoyen qui puisse nier l'importance de la cause sacrée de l'instruction publique, surtout en

ce qui concerne les écoles élémentaires, celles que fréquente l'enfant du peuple, l'enfant du pauvre ? Ne sommes-nous pas tous des fils de cultivateur ou d'ouvrier ? Nous avons puisé notre instruction dans les écoles élémentaires du pays, ne soyez donc pas surpris si nous désirons le succès de ces modestes écoles ; et si nous voulons leur multiplication et leur progrès sous tous les rapports. Ce sont là les institutions qui donnent l'instruction élémentaire au peuple et c'est du peuple dont nous devons avant tout nous occuper. Les classes aisées ont moins besoin de notre sollicitude. Je puis donner une bonne instruction à mes enfants, les ressources que j'ai à ma disposition suffisent à rencontrer cette dépense, mais mon père, un pauvre cultivateur n'était pas certain de pouvoir en faire autant. Et quand je vois un brave cultivateur faire des sacrifices pour instruire son fils et lui permettre d'arriver aux premières positions sociales, je me sens plein d'admiration pour ce citoyen dévoué ; je ne puis m'empêcher de dire que tous ensemble nous devons l'encourager et l'aider, de toutes les manières, car ce citoyen travaille pour son pays. Un homme instruit, dans la lutte que nous soutenons, en vaut dix, et c'est faire acte de patriotisme que d'accroître et de fortifier le nombre des combattants et de fournir de nouvelles et vigoureuses recrues. Nous devons prendre l'enfant du peuple par la main, et le conduire à l'école.

Il ne s'agit pas seulement de multiplier les écoles, il faut aussi les améliorer, et le premier comme le principal moyen de les améliorer, c'est de rendre enviable la position de l'instituteur. Je voudrais pour ma part, que nous fussions en position de dire : " Voici un maître d'école dont le salaire n'est pas assez élevé nous allons l'augmenter, afin qu'il puisse, avec plus de courage et d'ardeur, instruire l'enfant du peuple, former son cœur et son intelligence." Voilà l'un des moyens par lesquels nous atteindrons le but que nous avons en vue. Voilà, M. le Président, ce que nous désirons faire,

et si nous réussissons à convertir la dette, ce sera pour mettre les sommes que nous pourrons économiser à la disposition de l'enfant du peuple, c'est-à-dire du pauvre, de celui qui n'a pas les moyens de faire instruire ceux que la Providence a confiés à sa garde et à sa tendre sollicitude.

Quant à l'agriculture, ce que nous voulons, c'est qu'elle soit prospère, pratique et payante. Nous voulons que les cultivateurs de la Province tirent du sol toutes les richesses qu'il renferme et qui n'attendent que le travail d'une main habile pour donner l'aisance, et même la fortune, à ceux qui les exploitent. Pour atteindre ce but nous voulons mettre à la disposition de nos braves cultivateurs les connaissances les plus susceptibles de rendre leur industrie payante et prospère. Nous voulons qu'ils soient armés de tous les moyens propres à les faire réussir dans leur exploitation.

Ne l'oublions jamais, M. le Président, l'industrie qui façonne la matière première et qui en double la valeur, en la rendant plus apte à satisfaire nos besoins, résultant de notre état de civilisation, cette industrie superbe dans ses manifestations multiples et dans ses moyens d'action, est, sans contredit, grande et noble. C'est magnifique de voir des fabriques ouvertes à des centaines d'ouvriers, gagnant honnêtement le pain de leur famille, de voir des magasins où s'étalent toutes les richesses de l'Europe, importées par des marchands hardis et entreprenants ; de voir dans nos grandes villes cette intelligence se déployant, fière et libre, dans toutes les carrières professionnelles et commerciales ; mais qu'est-ce que tout cela comparé à l'agriculture !

On l'a répété déjà bien des fois, notre peuple est essentiellement agricole, eh ! bien, tâchons de lui conserver ce caractère. Encourageons l'agriculture, mettons à son service les meilleures méthodes, et les procédés les plus propres à la

rendre féconde. Pour stimuler le zèle et engager ceux qui sont disposés à entrer hardiment dans la voie du progrès, donnons des récompenses aux cultivateurs qui se distingueront. Nous avons réussi à mettre à la tête de ce département un homme distingué, représentant nos concitoyens les Anglais. C'est déjà un pas immense dans la bonne direction. Nous avons parmi nos amis dans cette Chambre, des hommes distingués et qui ont acquis une position très enviable comme agriculteurs pratiques ; nous aurions pu nous adresser à eux, mais je suis bien certain que pas un d'entre eux n'aurait voulu accepter et priver, par là même, la minorité anglaise d'un représentant dans le cabinet. Le malheur est que nous n'avions qu'un département à offrir, et que la minorité devait l'avoir. Le titulaire devait donc être un agriculteur pratique, appartenir à la nationalité anglaise et que celle-ci put voir en lui un vrai représentant. Nous avons cru trouver ces trois qualités réunies dans la personne de l'honorable colonel Rhodes, notre collègue, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.

La haute distinction du nouveau ministre comme la franche cordialité de ses manières, lui ont conquis les vives sympathies de tous ceux qui ont eu l'avantage d'avoir des rapports avec lui soit dans la vie privée, soit en sa capacité officielle. Il mérite à tous égards la confiance de tous les membres de cette Chambre. Nos amis sont unanimes à le saluer avec respect et j'espère que l'excellence de notre choix sera bientôt reconnue de tous les cultivateurs de la Province.

J'ai dit, M. le Président, que nous désirions encourager l'agriculture, et parmi les moyens les plus efficaces pour créer une émulation vive et féconde, il y en a un qui a attiré surtout notre attention. Ainsi nous voulons donner des récompenses au mérite agricole, si la Chambre veut bien nous le permettre, en nous y autorisant, et en nous donnant les fonds nécessaires.

L'idée en elle-même n'est pas nouvelle, et ce n'en est que mieux, vu que cela nous permet de nous guider sur l'expérience acquise là où elle est mise en pratique. Ainsi, en France, on donne de ces récompenses sous forme de distinctions qui sont hautement recherchées. Là on a pu faire plus que nous le pouvons ici. Ainsi il y a une question constitutionnelle qui se pose nécessairement : jusqu'où l'exercice du droit de désaveu nous permettra-t-il d'aller ? Dans le moment, je ne saurais le dire. Dans tous les cas, nous irons aussi loin que possible, sans manquer de prudence. Nous dirons dans la loi que le Lieutenant Gouverneur en conseil aura le droit de donner certaines récompenses agricoles aux plus méritants, et cela sans distinction de parti politique, de religion, ni de nationalité. Nous accorderons ces récompenses à ceux-là seuls qui y auront droit par l'application qu'ils auront montrée à améliorer leur méthode de culture.

J'espère, M. le Président, que dans cette occasion on mettra l'esprit de parti de côté et que nous nous unirons tous dans un même désir de créer une aristocratie agricole, composée de ces braves cultivateurs qui ont fait ce pays ce qu'il est aujourd'hui. J'espère que nous serons unanimes à adopter ce mode de récompenses qui aura pour effet de créer une véritable émulation parmi les cultivateurs, émulation qui engendrera, j'en ai la conviction, les plus heureux résultats.

J'arrive maintenant à la question des magistrats. L'honorable chef de l'opposition a dit que cette question pouvait être discutée à deux points de vue, aux points de vue fédéral et provincial. Il nous a dit aussi qu'il n'était pas chargé de défendre le Gouvernement fédéral, bien qu'il ne craindrait pas de prendre la responsabilité de son acte désavouant notre loi de l'année dernière. Mon honorable ami a tort de dire cela dans cette occasion-ci. Je comprends qu'il a parlé ainsi parce qu'il est un homme de cœur. Il ne voudrait pas avoir

l'air de trahir ses amis de là-bas, mais je lui connais trop de patriotisme pour le croire capable de défendre un tel acte.

Sur quel principe les autorités fédérales ont-elles désavoué la loi des magistrats ? On connaît notre prétention. Si nous avons raison, les autorités fédérales ont tort, et *vice versa*. Or, qu'est-ce qu'il y a au fond de toute cette discussion ? Il s'agit tout d'abord de savoir qui a tort ou raison sur la question de constitutionnalité, et pour prouver de quel côté est le bon droit, je vais citer quelques faits qui, je crois, seront de nature à éclairer la Chambre.

On dit : “ vous faites la guerre au Gouvernement fédéral.” Il le faut bien, puisqu'on nous attaque. Qu'on se rassure, nous n'avons pas engagé la lutte à la légère. Nous n'avons accepté le combat que bien armés de pied en cap. Au lieu de nous soumettre, comme nos adversaires l'ont fait sur la question des licences, nous avons cru que notre devoir nous obligeait de résister, et c'est ainsi que nous avons été entraînés dans cette lutte. Aujourd'hui c'est donc une question qui se pose entre les deux Gouvernements.

Quelle est la nature du document que j'ai maintenant en main ? Quelles sont les raisons qui motivent le désaveu ? Pour bien saisir les éléments de cette question, il faut avoir bien présents à l'esprit les motifs allégués par le Gouverneur Général en conseil. Les voici :

“ Le soussigné (c'est-à-dire le ministre de la justice) est d'opinion que les dispositions de l'acte qui prétend conférer au Lieutenant Gouverneur en conseil le pouvoir de nommer des juges, ainsi que les dispositions qui se rapportent à leur terme d'office, à leur habileté à siéger, le mode de leur renvoi d'office, excèdent évidemment les pouvoirs conférés aux législatures provinciales par l'acte de l'Amérique britannique du Nord, et constituent évidemment autant d'usurpations des pouvoirs conférés par l'acte de l'Amérique britannique du Nord.”

Voilà les motifs du désaveu tels qu'on les trouve dans le rapport de l'honorable ministre de la justice. Je regrette d'avoir à vous dire, M. le Président, que vous ne trouverez pas les raisons qui ont été alléguées par nos adversaires pour justifier le désaveu de cette loi. Ces messieurs ne paraissent pas s'entendre du tout.

Ce que je viens de vous lire sont les seules raisons pour lesquelles on a désavoué notre loi. Nous n'avons pas le droit, nous disent les autorités fédérales, de nommer ces magistrats, et de régler leur terme d'office. Il n'y a pas d'autres raisons que celles-là. Or, n'a donc pas désavoué cette loi parce que la cour de circuit a été abolie en même temps. Cette cour pouvait donc être supprimée légalement par cette Législature. Seulement, nous ne pouvons pas décréter que les magistrats nommés par nous, resteront en charge durant bonne conduite. C'est sur ce point que l'on désavoue et que nous avons entrepris la lutte.

La décision du Gouvernement fédéral dans ce cas-ci, attaque en principe, l'ancienne loi des magistrats. Passée en 1869, voilà dix-neuf ans accomplis qu'elle a été appliquée, des juges ont été nommés en vertu de cette législation, et jamais les autorités fédérales n'ont nié à la Province le droit de nommer des juges.

La loi de l'année dernière donne à cette cour de magistrats à Montréal, juridiction jusqu'à la somme de \$99.99 ; le montant ne peut pas être donné comme une raison de désaveu, puisque les magistrats ont juridiction jusqu'à \$200, dans certains districts de la Province. J'en conclus donc que la question du montant n'est pas la raison du désaveu.

Combien cette Législature a-t-elle passé de statuts sur cette même question des magistrats ? Vous en avez, M. le Président, au delà de 20 jusqu'à 1888, et pas un seul n'a été attaqué par le Gouvernement fédéral. Plusieurs de ces statuts étendaient la juridiction des magistrats de districts

jusqu'au chiffre de \$200, que je viens de mentionner. Pourtant aucun d'eux n'a soulevé de tempête, et encore moins été désavoué.

L'honorable chef de l'opposition a dit que nous avons été trop pressés à mettre cette loi en force. Non, M. le Président, mon honorable ami se trompe, il n'a pas employé le mot juste. Nous avons peut-être été trop vite, mais nous n'avons pas été trop pressés. Je veux être franc et je dirai ici toute ma pensée. On avait oublié d'insérer la clause ordinaire déclarant que cette loi viendrait en force le jour de sa sanction. De plus, une autre disposition portait que la loi viendrait en force sur proclamation du Lieutenant Gouverneur. La loi a été transmise au ministre de la justice, et en même temps, nous avons expédié une copie de la résolution adoptée par cette Chambre, à l'effet de prier le Gouvernement de ne pas nommer ces magistrats avant l'expiration d'un délai d'un mois, afin de permettre au Gouvernement fédéral de nommer les deux juges, tel que le voulait notre loi passée en 1887.

Le 29 août, nous n'avions pas encore reçu de réponse, pas même d'accusé de réception. Je ne veux pas blesser l'honorable ministre de la justice, c'est un gentilhomme qui mérite tous les égards dus à la haute position qu'il occupe, mais je suis bien obligé de rapporter les faits tels qu'ils sont. Je le répète, le 29 août, il n'y avait pas même d'accusé de réception de notre envoi fait dès les premiers jours de ce mois.

Voulant nous renseigner sur la cause de ce silence, mon honorable ami le procureur général demande à Ottawa si on a reçu une copie de la loi en question. On lui répond qu'on ne l'a pas reçue, et on demande de bien vouloir en expédier une copie. C'est ce que nous nous sommes empressés de faire. Ici, qu'on veuille bien me permettre d'attirer votre attention, M. le Président, sur un fait assez étrange.

Comme on l'a vu, le 29 août, nous recevions la nouvelle que la copie que nous avions envoyée n'était pas arrivée à destination, et cependant dans l'arrêté du conseil, on dit que la loi en question avait été reçue à Ottawa le 8 août. Comment expliquer cette différence ? Pour ma part, je ne voudrais faire aucune réflexion désagréable à l'adresse de qui que ce soit. Je me contente de signaler le fait quitte à un chacun d'en tirer les conclusions qui lui paraîtront justes et raisonnables.

A la date du 29 août, on était à l'avant-veille de l'ouverture des cours de justice. Cette circonstance nous pressait. Nous devions donc mettre à effet l'ordre de la Chambre. C'est ce que nous avons fait, et quelque temps après, la loi a été désavouée pour les raisons que j'ai indiquées.

Maintenant, que la Chambre me permette de lui citer quelques-uns des principaux points que nous avons fait valoir à l'encontre du désaveu. J'ai maintenant en mains la copie de l'arrêté du conseil que nous avons envoyé à Ottawa. Le document est assez long, aussi je crois qu'il ne suffira de lire le résumé qui se trouve à la fin :

“ Qu'il reste donc bien évident qu'avant la sanction du
“ statut en question, le Lieutenant Gouverneur en conseil
“ avait, et qu'il aura après la mise en force du désaveu, le
“ pouvoir de nommer des magistrats de district et d'établir
“ des cours de magistrats dans tout comté, ville ou cité de
“ la Province, avec la juridiction civile qui vient d'être indi-
“ quée, et que ces magistrats de district peuvent recevoir à
“ même les revenus de la Province, et de fait, reçoivent et
“ continueront à recevoir un traitement annuel n'excédant
“ pas douze cents piastres, et qu'en conséquence, en déclara-
“ nt l'autorisation de nommer ces juges *ultra vires*, les
“ autorités fédérales déclarent refuser à l'exécutif de cette
“ Province un pouvoir qu'il possède et a exercé depuis
“ 1869, qu'il possède et exerce actuellement et qu'il conti-

“ nuera à posséder et à exercer à l'avenir, nonobstant le
“ désaveu dont il s'agit.

“ Que d'un autre côté, on ne peut nier à l'exécutif de
“ cette Province le droit de rendre plus ou moins inamo-
“ vibles ces magistrats qu'il a le pouvoir de nommer, et que
“ d'ailleurs cette inamovibilité a été autorisée jusqu'à un
“ certain point par l'acte 37 Vict., chap. 8 sus-cité ; et
“ qu'en outre, la même indépendance a été accordée aux
“ juges des sessions de la paix de Montréal et de Québec,
“ par l'acte de cette Législature 47 Vict, chap. 9, lesquels
“ juges des sessions de la paix sont nommés, payés par le
“ Gouvernement de cette Province, et cela dans les termes
“ suivants :

“ Les juges des sessions de la paix, actuellement en office
“ pour le district de Montréal et pour celui de Québec, tien-
“ dront leur charge durant bonne conduite et les commis-
“ sions qui seront accordées à l'avenir contiendront cette
“ condition : le Lieutenant Gouverneur en conseil pourra
“ néanmoins destituer tout tel juge des sessions de la paix
“ sur l'adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assem-
“ blée législative. ”

“ Que la cour d'appel de cette Province a reconnu
“ comme constitutionnelle et *intra vires* la nomination de
“ ces magistrats de district, nommés par le Lieutenant Gou-
“ verneur en conseil de cette Province, en vertu des actes
“ précités de 1869 et des années suivantes.... ”

M. le Président, ici on désavoue parce que, dit-on, nous
ne pouvons nommer des magistrats inamovibles, et nous
prouvons que nos adversaires ont fait absolument la même
chose, comme le démontre la citation que je viens de lire,
et cependant les mêmes hommes qui nous gouvernent à
Ottawa, n'ont pas jugé à propos de désavouer l'acte de nos
adversaires.

Il y a au moins trente lois dans les autres Provinces pourvoyant à la nomination de magistrats avec une juridiction supérieure à celle accordée aux magistrats de Montréal, toutes ces lois ont été déclarées valides par les tribunaux et les cours d'appel ont maintenu ces décisions en disant que, puisque la constitution décrétait que les Législatures avaient le pouvoir de créer des cours de magistrats, elles avaient également le pouvoir de définir leur juridiction. Et le tribunal suprême de l'Empire, le conseil privé lui-même est venu confirmer cette manière de voir. D'où il suit qu'une loi est invalide du moment qu'elle est faite par nous et qu'elle est au contraire parfaitement valide dès que nos adversaires en sont les auteurs. D'où il suit encore qu'une loi n'est pas valide lorsqu'elle émane de nous, de la Province de Québec, et qu'elle est parfaite si se sont les autres Provinces qui la font. Voilà l'espèce de justice qui nous est rendue par le Gouvernement fédéral.

On nous reproche de faire la guerre au Gouvernement fédéral. Mais, mon Dieu, pour ma part, j'aimerais bien mieux vivre en paix avec les autorités constituées de mon pays. J'aimerais bien mieux n'avoir qu'à prier Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de féliciter le Gouvernement fédéral sur son respect pour l'autonomie des Provinces, mais pourrais-je le faire dans les circonstances, quand on soufflète la Province où je suis né et dont j'ai l'honneur d'administrer les affaires ? Non, M. le Président, ce n'est pas nous qui faisons la guerre, seulement nous nous défendons avec énergie. Que l'on soit bien persuadé que nous ne permettrons jamais que l'autonomie de la Province soit sacrifiée, et sous ce rapport, je suis certain que nos adversaires partagent notre opinion. Ils seraient les premiers à nous condamner si nous avions reculé dans une circonstance aussi décisive.

L'honorable chef de l'opposition a dit que c'était chez nous un parti pris de faire la guerre aux autorités fédérales.

Il se trompe, il n'y a pas de tel parti pris, mais est-ce donc un bien grand mal de repousser les attaques du dehors ? Est-ce celui qui se défend qui fait la guerre, ou bien celui qui attaque injustement et qui force son voisin à s'armer et à protéger ses droits menacés ?

Quelle est notre position ? Elle est bien simple : Nous avons passé une loi que nous croyons constitutionnelle. Est-ce que cette loi a été désavouée exprès pour nous attirer des embarras ? Je ne puis croire que l'homme distingué qui occupe la charge de ministre de la justice aurait voulu se prêter à une telle manœuvre. Néanmoins il y a dans tout ce qui s'est passé à propos de cette affaire, un mystère que les plus perspicaces n'ont pas encore pu pénétrer. On ne nous a pas encore dit pourquoi on n'avait pas nommé les deux juges que cette Législature a demandés pour Montréal, et ce n'est qu'après l'expiration du délai fixé par cette Chambre que l'on se décide à Ottawa d'en nommer un. Peut-on nier que les justiciables de Montréal avaient besoin de juges additionnels ? Non, n'est-ce pas ? Pourtant qu'avons-nous fait ? En face de besoins, de réclamations devenant chaque jour plus pressants, nous avons attendu une année et demi pour obtenir justice du Gouvernement fédéral. Certes ce n'était pas aller trop vite, et dans tous les cas, si c'était se presser, ce n'était pas pour notre bénéfice, mais au contraire pour l'avantage du district de Montréal qui mérite bien, je pense, qu'on le traite avec des égards. C'était trop vite pour les ministres qui sommeillaient à Ottawa, mais ce n'était pas trop vite pour les justiciables si directement intéressés. Si la loi demandant la nomination de deux juges additionnels avait été adoptée ici sur division, on aurait pu, peut-être trouver là un argument à invoquer pour justifier ces retards, puisqu'on aurait eu pour motiver une hésitation l'attitude hostile à cette mesure d'une partie des membres de la Législature. Mais, M. le Président, on n'a pas même ce semblant de prétexte, car cette loi a été passée du consentement unanime de toute la députation.

Il est impossible de faire une cause plus forte, plus constitutionnelle que celle que nous avons faite, en réponse au désaveu. C'est pour cela que nous terminons notre réplique dans les termes que voici et que la Chambre devrait accepter :

“ Que pour toutes ces raisons, le Gouvernement de la Province de Québec croit devoir protester contre le désaveu de la loi susdite et revendiquer respectueusement pour la Législature de cette Province le droit absolu d'adopter toute loi qu'elle croit nécessaire au bon gouvernement et à la prospérité de la Province, dans les limites de ses pouvoirs et attributions.”

L'honorable chef de l'opposition a prononcé des paroles, dont il se repentira, je n'en doute pas, quand il m'a reproché d'avoir mis le désaveu à effet, après la position que j'avais prise dans un discours prononcé à Montréal.

Mon honorable ami semble être sous une impression toute différente de celle qu'auraient dû produire mes paroles, s'il s'était donné la peine d'en bien examiner la signification et la portée. Voici le discours que j'ai prononcé et auquel l'honorable chef de l'opposition a fait allusion. Quels sont les derniers mots que j'ai dit dans cette circonstance ?

Les voici :

“ Il ne me reste plus que quelques mots à ajouter. J'ai exposé la loi telle que je la comprends, et je suis forcé de déclarer que la loi dont il s'agit est, dans mon humble opinion, entièrement et strictement constitutionnelle et n'a pas été désavouée par les autorités fédérales pour des motifs légaux et constitutionnels, mais uniquement pour des motifs politiques et pour un succès éphémère de parti.

“ La constitution qui donne aux autorités fédérales le pouvoir de désavouer, déclare que le désaveu reste sans

‘ effet, sans un message ou une proclamation du Lieutenant Gouverneur. Quel est le devoir du Gouvernement de Québec, dans les circonstances? C’est de faire respecter la volonté populaire exprimée par la majorité dans les deux branches de la Législature, et de résister. ” J’attire l’attention du chef de l’opposition et de tous mes honorables collègues sur ces mots : “ et de résister, par tous les moyens légaux et constitutionnels, contre l’application injuste et tyrannique du droit de désaveu. Je n’ai pas le droit d’en dire plus. Je m’arrête là, convaincu que je serai compris et approuvé par les hommes raisonnables des deux partis.”

Voilà tout ce que j’ai dit : “ résister par des moyens légaux et constitutionnels.” J’ai du respect pour la loi et pour la constitution mais ce sentiment ne m’empêchera pas d’aller aussi loin que la loi et la constitution me permettent d’aller.

La constitution dit que le Gouvernement fédéral peut désavouer parce qu’il veut désavouer, parce que cela lui plaît, et que ce désaveu, pour avoir son effet, doit être annoncé par une proclamation du Lieutenant Gouverneur de la Province d’où provient la loi désavouée. Avions-nous le droit de refuser de lancer une telle proclamation? J’ai des doutes ! Nous avons cru devoir publier le désaveu, en face de ce doute, mais nous l’avons fait en réservant nos droits. Nous allons, nous sommes-nous dit, mettre votre désaveu dans la *Gazette officielle* de la Province, parce que le sentiment élevé de notre devoir nous y oblige, mais en même temps, nous allons vous dire ce que nous pensons de votre conduite. Votre désaveu est injuste, et nous allons vous le dire sous la signature de celui-là même que vous avez nommé, du Lieutenant Gouverneur de votre choix. Vous avez triomphé temporairement, mais ce triomphe ne durera qu’un jour. A notre tour, nous triompherons, mais notre succès ne sera pas pour nous seulement, ce sera le triomphe du peuple de la Province, ce sera le triomphe de la Législature de Québec,

de nos adversaires comme de nos amis, car ils sont trop dévoués à la cause du peuple pour rester indifférents dans une circonstance aussi solennelle ; ils vont nous tendre la main franchement, loyalement, pour faire triompher la cause de la Province et faire reculer le pouvoir néfaste de désaveu. Voilà comment nous entendons résister à l'acte injuste des autorités fédérales et je suis bien convaincu que la presque totalité de la Province est avec nous dans cette lutte pour la conservation de nos droits, et la protection de notre autonomie.

L'honorable chef de l'opposition a aussi fait allusion à la signification du bon plaisir du Gouvernement fédéral, quant à l'exercice du droit de désaveu sur la loi concernant le règlement de la question des biens des Jésuites. Je n'ai pas raison de parler du règlement de cette question qui créait un malaise considérable dans notre population depuis plus de trois-quarts de siècle, excepté pour dire ceci : Sir John, en retardant la signification de ce bon plaisir, et par là même en voulant jouer un mauvais tour à des adversaires, en a, du même coup, joué un à ses co-religionnaires. Nous avons été unanimes à passer cette loi concernant le règlement de la question des biens des Jésuites. Nous avons accordé comme compensation aux intéressés la somme de \$460,000 ; \$400,000 devant être distribuées par le Saint-Père, et \$60,000 devant être accordées à titre de compensation à nos concitoyens les protestants, cette somme étant mise à la disposition du comité protestant du conseil de l'instruction publique. Puisque j'en suis sur ce sujet, qu'on me permette d'en profiter pour dissiper certains préjugés répandus malicieusement dans le public.

On répète dans le public, et la *Gazette* de Montréal, avec sa bonne foi ordinaire, a dit que la Législature avait soumis cette loi au Pape. Cette ridicule accusation inspirée par le fanatisme le plus grossier et le plus ignorant, a été écrite en toutes lettres dans ce journal. Ai-je besoin de vous dire,

M. le Président, que c'est une fausseté. Nous avons décrété dans la loi, non pas, qu'on le remarque bien, qu'elle serait soumise à l'approbation du Pape, mais que l'acte du mandataire du Saint Siège ne vaudrait qu'en autant que le Pape l'aurait ratifié. Le délégué du Pape d'un côté, le Gouvernement de l'autre, voilà les deux mandataires qui ont signé l'acte de règlement. Or dans ces sortes de transactions, il faut que les principaux ratifient pour que l'acte des mandataires vaille. Le Gouvernement a obtenu la ratification de son principal, la Province, constitutionnellement représentée par sa Législature. N'était-il pas nécessaire de mettre la même condition pour l'autre partie au contrat ? C'est ce que nous avons fait comme des gens prudents et qui entendent les affaires. Cette assertion est donc fausse et prouve une ignorance inconcevable et un fanatisme outré, à moins que l'on préfère passer pour des imbéciles.

Revenant au point soulevé par l'honorable chef de l'opposition, voici ce que j'ai à dire : La loi ne peut être mise à effet parce que le Gouvernement fédéral peut la désavouer d'ici à l'expiration du délai prescrit par la constitution. Nous avons d'autant plus raison de procéder avec prudence que l'exercice du désaveu devient à la mode. De plus, on nous a informés qu'on délibérait pour savoir, je suppose, ce qu'il y aurait à faire.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Est-ce qu'on délibère sur cette loi en particulier, ou bien sur l'ensemble du statut adopté à la dernière session ?

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Je répondrai avec plaisir à l'interruption de mon honorable ami, et j'espère que l'on va bien comprendre ce que je vais dire. On nous a écrit de Rome, disant qu'on ratifiait la convention faite avec le Gouvernement par le Révérend Père

Turgeon. En même temps, on nous signifiait les pièces régulières, lesquelles ont été déposées au bureau du secrétaire provincial. Ensuite on a demandé au Pape : “ Voulez-vous être assez bon de faire connaître votre volonté quant à la distribution de la somme accordée aux catholiques ? ” Nous avons fait la même chose pour ce qui regarde le comité protestant du conseil de l’instruction publique. A notre demande, Sa Sainteté a répondu : Nous désirons savoir telles et telles choses. Et parmi ces choses il y avait celle-ci : “ Votre loi est-elle finale, n’est-elle pas, au contraire, susceptible de subir l’approbation ou la désapprobation d’une autorité supérieure. ” A cela nous avons répondu ce qui suit : “ D’après la constitution du Canada, elle peut être désavouée par les autorités fédérales dans le cours de l’année qui suit son adoption par la Législature provinciale, et par conséquent, il ne serait pas juste pour la Province, ni prudent pour le Saint Siège de procéder à un partage des fonds, avant d’être parfaitement garanti de tout trouble de ce côté-là. ” Cependant pour hâter les choses, nous nous sommes décidés à nous adresser aux autorités fédérales pour connaître leur détermination. Nous avons écrit ceci en substance : “ Allez-vous désavouer telle loi ”. Et on nous a répondu : “ Nous délibérons ”.

J’ai été plus loin, j’ai demandé une entrevue avec les ministres à Ottawa. Je leur ai dit : “ Votre décision est malheureuse, car elle nous empêche de mettre cette loi à exécution. De plus, je considère la position que vous avez prise comme souverainement injuste à l’égard de la minorité protestante, parce que l’intérêt court sur les \$400,000, mais il n’en est pas ainsi sur les \$60,000. . . .

L’honorable M. **Taillon**.—Mais, comme question de fait, n’est-il pas vrai qu’il n’y a pas eu d’autre rapport de fait par le ministre de la justice à part celui par lequel on signifié le désaveu de la loi des magistrats. . . .

L'honorable M. **Mercier**. — Excepté que l'on m'a dit qu'on délibérait. C'est tout ce que j'ai pu savoir.

Je désire, M. le Président, qu'il n'y ait pas de malentendu sur la question de faits. Nous avons demandé si on allait désavouer la loi concernant le règlement de la question des biens des Jésuites, et on m'a répondu qu'on délibérait. Voilà tout simplement la question que je me suis permis de poser et la réponse que l'on m'a donnée.

L'honorable M. **Taillon**. — Personne ne doute qu'on donnerait la même réponse à une question de ce genre pour n'importe laquelle des autres lois. . . .

L'honorable M. **Mercier**. — Pardon. . . J'en doute pour ma part ; si je demandais si le *bill* des subsides va être désavoué, on n'hésiterait pas à me répondre immédiatement : non.

Mais je ne veux pas aller au-delà, et je ne dirai rien de plus.

Je passe maintenant à un autre sujet.

Je crois que l'honorable chef de l'opposition n'a pas été juste pour mon honorable collègue le commissaire de l'agriculture et de la colonisation. Mon honorable ami a exprimé sa surprise de voir que nous n'avions pas trouvé personne parmi nos collègues protestants pour représenter les Anglais. Si j'en avait eu d'autres, je n'aurais pas demandé celui que j'ai l'honneur de voir siéger maintenant à mes côtés, car ce n'a pas été sans beaucoup d'hésitations qu'il a consenti à accepter mon offre, et je comprends qu'à son âge on doit éprouver de grandes répugnances à rentrer dans la vie publique. Son acceptation a donc été inspirée, par le désir seul de faire quelque bien à sa Province, et doit être, par conséquent, considérée comme un acte de pur patriotisme.

Ce que j'ai été heureux de constater aussi dans la même occasion, c'est qu'un Irlandais catholique, qui représente si bien, les protestants de Québec ait bien voulu se jeter dans la lutte pour mon honorable collègue. L'honorable député de Québec-ouest est allé dans le comté de Mégantic et il a travaillé pour faire élire l'honorable commissaire de l'agriculture et de la colonisation. Il l'a aidé de son éloquence et de son influence comme représentant d'une des principales divisions électorales de la Province. Mon honorable ami représente non-seulement ses compatriotes, les Irlandais, mais aussi les protestants de Québec, et ce double titre ne donne que plus de poids à son adhésion et de prestige à ceux qui sont honorés de sa confiance. Aussi sa parole a été écoutée et respectée partout où elle s'est fait entendre, comme l'est toujours la parole des amis qui sont groupés autour de moi. Tous sont allés dans Mégantic aider au vaillant colonel, lui donner l'appui de leur travail intelligent et de leur dévouement, afin d'assurer à la minorité anglaise un représentant dans le cabinet, tandis que de l'autre côté de la Chambre, les Anglais eux-mêmes travaillaient de toutes leurs forces pour l'écraser. C'était leur droit, me dira-t-on. Si c'était leur droit, pourquoi alors crier tant et si fort pour avoir un représentant dans le Gouvernement? On l'a dit ici, dans cette Chambre, que c'était une honte pour nous de voir que nous ne donnions pas un ministre pour protéger et surveiller les intérêts de la minorité. Et le jour où le Gouvernement lui a donné ce représentant, qu'avons-nous vu? On a vu les députés protestants aller dire aux électeurs appelés à ratifier notre choix, que c'était une honte que d'entrer dans ce cabinet. Néanmoins, malgré eux, les protestants ont maintenant deux représentants dans le ministère.

Si mon honorable collègue, M. David Ross, du Conseil législatif, dont l'absolue intégrité, et la haute honorabilité feraient honneur à n'importe quelle nationalité, si, dis-je, cet

homme distingué, n'a pas la direction d'un département, c'est parce qu'il n'a pas voulu accepter chaque fois qu'il lui en a été offert un. Les Anglais ont un autre représentant dans la personne de l'honorable commissaire de l'agriculture et de la colonisation. Il peut venir ici la tête haute comme représentant de cette minorité à laquelle il appartient, et mettre au service de la chose publique toute l'influence que lui donne son passé honorable et sans tache.

Dans la voie de la représentation des minorités, c'est un commencement. Nous ne pouvons tout faire à la fois. Bientôt, je l'espère, nous donnerons aussi un représentant aux Irlandais. Leur nombre, l'influence dont ils jouissent dans le pays, grâce à leur intelligence des affaires et à leur esprit d'ordre et d'économie, leur méritent bien cet égard, et aussitôt que les circonstances nous le permettront, nous serons enchantés d'appeler l'un d'eux à la direction des affaires de la Province. En attendant je les prie de croire que je reconnais pleinement et absolument la justice de leur cause et la légitimité de leur désir, de voir l'un d'entre eux plus intimement mêlé au gouvernement de la Province.

L'honorable chef de l'opposition a parlé des statuts refondus. Il veut le mérite de ce travail pour son parti. Nous allons le lui laisser, avec cette seule remarque qu'il veuille bien prendre en bonne part. Quand nous avons pris les statuts, ils étaient confondus et nous les avons refondus.... (Rires.)

Ce travail a été commencé en 1876, voilà douze ans bien comptés. Nous avons repris cette œuvre en 1887 et en deux ans nous l'avons terminée à la grande satisfaction des intéressés du barreau, mais surtout et pardessus tout, de la Province qui était lasse de payer des sommes rondes tous les ans sans espoir de voir bientôt la fin de cette entreprise.

On dit maintenant que le travail était terminé lorsque nous sommes arrivés au pouvoir. Pourquoi donc n'avez-

vous pas lancé la proclamation pour mettre ces statuts en force ? Ce qui existe aujourd'hui n'est plus simplement le travail du juge Loranger ; nous avons été obligés de faire un autre travail considérable. Je ne veux pas attribuer à mon parti la part des autres, mais je me crois justifiable, dans les circonstances, de dire à mon honorable ami : Partageons le mérite. Nous avons fini ce travail, on ne peut toujours pas contester cela. Le peuple aime mieux ceux qui finissent sans commencer, que ceux qui commencent sans jamais finir.

J'aborde la question des finances. L'honorable chef de l'opposition nous a dit, M. le Président, que les revenus ont augmenté, mais aussi que les dépenses augmentent également tous les ans. Les revenus augmentent, c'est vrai, mais est-il aussi vrai de dire que les dépenses se soient accrues dans la même proportion ? Prenons le certain, et laissons de côté l'incertain. Nous avons réussi à faire entrer des dettes que ces messieurs de l'opposition n'avaient pas pu se faire payer. Les circonstances étaient contre nos adversaires, donc ils étaient malchanceux. Or les malchanceux, ce sont des gens dangereux. Demandez-le à n'importe lequel de nos braves cultivateurs et il vous dira : " J'aime mieux un homme qui retire \$20 et qui en dépense quinze, que celui qui dépense \$10, et qui n'en retire que cinq.

La Chambre comprend que le temps n'est pas propice pour entrer dans de longs développements sur cette question des finances. Quand mon honorable ami le trésorier nous aura distribué les *Comptes publics* et nous aura soumis son exposé budgétaire, nous aurons alors tous les renseignements désirables pour juger en connaissance de cause. En attendant, contentons-nous de l'excellente nouvelle contenue dans le discours du trône, où on nous annonce un surplus considérable pour l'exercice terminé le 30 juin dernier. Il y a bien longtemps que la chose ne nous est pas arrivée, et sous le régime précédent, nous avions même

perdu l'espoir d'avoir jamais de surplus. C'est donc à tous les points de vue une des plus heureuses nouvelles que le Gouvernement pouvait communiquer à la Chambre. L'opposition aurait doublement tort de se montrer exigeante après les nombreuses preuves de bonne administration que nous avons données.

L'honorable chef de l'opposition a dit que la loi des licences avait été violée à Roxton Falls, et qu'au lieu de sévir, comme il était du devoir du Gouvernement de le faire, il y avait eu des compromis. Voilà l'accusation formulée en termes peut-être un peu plus vagues que ceux dont je me sers. En réponse, je m'empresse de dire que je défie l'honorable chef de l'opposition de prouver que le Gouvernement a violé la loi des licences, ou a agi contrairement à la volonté des autorités municipales et religieuses de Roxton Falls.

Nous avons fait ce que les autorités nous ont demandé de faire, voilà à quoi se réduit notre rôle. Il y avait une véritable conspiration contre les autorités municipales et religieuses dans le but de les faire mettre de côté. Quand la question m'a été référée, j'ai dit à ceux qui s'étaient adressé à moi : "Allez voir le trésorier et il règlera cette difficulté." Mon honorable ami pour agir, a consulté les autorités locales et rien n'a été fait sans le consentement de ces autorités. La plus violente discorde régnait dans cette paroisse, et grâce à l'habileté et à l'intelligence de l'honorable trésorier et de l'honorable député de Shefford, la paix a été rétablie.

Evidemment, l'honorable chef de l'opposition prend pour vrai ce qui se dit dans le *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Or, c'est tout le contraire qui est la vérité. Il y a des correspondants qui disent que les autorités locales ne sont pas satisfaites. Les correspondants ont menti, voilà tout, et les autorités sont parfaitement satisfaites du règlement qui a été effectué. Le rédacteur du *Courrier* est pourtant le cousin de l'honorable député de Shefford, et cette parenté devrait le rendre meilleur. Mais que voulez-vous, dans les

familles, il y a toujours des gens qui dérogent, et pour le sûr ce journaliste en est un de ceux-là.

J'arrive à la fin des remarques de l'honorable chef de l'opposition. Il a parlé de l'arbitrage entre les Provinces d'Ontario et Québec. Il nous a félicités sur l'attitude que nous avons prise. Il nous arrive rarement d'entendre mon honorable ami nous féliciter, et nous en sommes contents. Ça prouve que nous avons bien fait, et un tel aveu dans la bouche d'un adversaire comme l'honorable chef de l'opposition, mérite qu'on le relève.

Pour ce qui regarde cette question de l'arbitrage avec Ontario, nous ne céderons pas un pouce de terrain. Les intérêts de la Province sont entre nos mains, et ce n'est pas parce que nos amis politiques sont au pouvoir à Ontario que nous nous montrerons disposés à sacrifier ce que nous croyons être les droits de notre Province. Non, M. le Président, nous ne reculerons pas devant notre devoir et nous saurons mettre nos sympathies de côté pour ne songer qu'aux intérêts publics.

Mon honorable ami a parlé de surplus, et si je reviens sur cette question, c'est que j'y suis entraîné par les notes que j'ai prises au cours de la critique du chef de l'opposition ; qu'il me permette de répondre au reproche qu'il nous a fait d'avoir préparé ce surplus dès l'année dernière. Rappelez-vous donc un peu avec quel soin vous cachiez vos déficits lorsque vous étiez au pouvoir. Quel grand mal y aurait-il, de notre part, à apporter autant de précaution à montrer un surplus ?

Un jour, un seul jour, ces messieurs nous ont annoncé un surplus. Comme de raison, c'était dans le temps des élections générales de 1886, autrement ça ne leur serait jamais arrivé. On avait commencé par parler d'un petit surplus de \$10,000, et ensuite, on s'était enhardi, et le chef du Gouvernement d'alors, avait écrit pour fixer le chiffre du nouveau surplus. C'était à prendre ou à laisser. . .

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—C'était pourtant meilleur à prendre....

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—Cela serait vrai, s'il y avait eu quelque chose, mais il n'y avait rien....

A propos, qu'on me permette de raconter un souvenir d'élection. C'était à Lanoraie, par un dimanche après-midi, et il y avait beaucoup de monde qui était venu pour nous faire l'honneur de nous écouter. J'étais à côté de l'honorable chef de l'opposition et vous ne pourriez que très difficilement vous faire une idée, M. le Président, des difficultés de la tâche entreprise par mon honorable ami. Combien d'efforts ne faisait-il pas pour démontrer à ces braves gens réunis devant nous, qu'il y avait un surplus de \$10,000. Je vous avoue qu'en présence de la robuste conviction que je lisais sur la figure de l'honorable chef de l'opposition, je me sentais ébranlé, et que je commençais à croire qu'il pouvait bien avoir raison, et que mon honorable ami le trésorier aujourd'hui avait eu tort de prétendre le contraire. Moi qui n'ai pas la prétention de m'y entendre beaucoup en finance, je le croyais un peu. Aussi, quel n'a pas été mon désappointement lorsque, après notre arrivée au pouvoir, j'ai ouvert le coffre public, comptant y trouver quelque chose. J'ai cherché en vain ce malheureux petit surplus de \$10,000. Impossible de le palper; il était complètement invisible à l'œil nu. Sans nous décourager, le trésorier et moi, nous avons pris un télescope, ensuite un microscope, enfin toutes les machines en *copé* que nous avons pu nous imaginer, et toujours pas plus de surplus que sur la main. On avouera bien que j'ai raison de me défier des dires de l'honorable chef de l'opposition, après une aventure comme celle-là, où il avait été mon principal mystificateur, et la cause de toutes ces vaines recherches, où mes espérances avaient abouti au plus amer désenchantement. Mais voyez, M. le Président, comme l'honorable

chef de l'opposition avait eu en moi un auditeur crédule. Non content de mes minutieuses perquisitions pour trouver ce cher petit surplus de \$10,000, je me suis tourné du côté de mon honorable ami le trésorier, et je lui ai dit : " Voyons, vous êtes fort en chiffres, vous allez me découvrir ce surplus aussi introuvable que le merle blanc." Mais le trésorier de me dire : " M. Mercier, s'il y avait un surplus nous le trouverions sans tant de recherches. Concluons qu'il n'y en a pas, et nous serons dans le vrai. " Tout ce qu'il a pu trouver sur mes nouvelles instances, ça été un pauvre petit six sous usé, j'allais dire, jusqu'à la corde, mais mes amis de l'opposition pourraient prendre cela pour une allusion. C'est tout ce qu'il y avait dans la caisse. Vous avouerez, M. le Président, que j'aurais bien raison d'en vouloir un peu à mon honorable ami le chef de l'opposition pour m'avoir donné autant d'émotions.

Pour parler sérieusement, je dirai que mon honorable ami a tort de mettre en doute la vérité de l'allégué du discours du trône. Ce n'est pas si souvent que nous avons un surplus que nous devrions tous nous en réjouir sans arrière-pensée. Je n'en dirai pas le chiffre, vous seriez trop fiers de le savoir avant la production des *Comptes publics*. Qu'il me suffise d'informer la Chambre et la Province que le surplus va être assez considérable pour faire de la peine à l'opposition, puisqu'on le prend sur ce ton là, et pour réjouir tous les vrais amis du pays.

Je n'ai que peu de chose à dire sur la question des modifications à faire à la loi des élections contestées. L'honorable chef de l'opposition nous a dit qu'il avait eu quelque inquiétude sur la nature du projet dont il est question dans le discours du trône. J'espère qu'il est maintenant rassuré.

Il a fait des suggestions très raisonnables et je l'en remercie. Par la loi actuelle, M. le Président, les procès en

invalidation des élections sont soumis à un juge pour l'enquête, mais la décision finale est donnée par trois juges, et leur arrêt est sans appel. C'est-à-dire, qu'un juge reçoit les témoignages qui sont ensuite transmis à la cour de révision et la décision est rendue par ces trois juges, dont un seul a entendu la preuve. Par la loi fédérale, un seul juge préside à l'audition de la preuve et décide sur cette preuve, et il y a appel de sa décision à la cour suprême.

L'honorable chef de l'opposition suggérerait qu'on adoptât ici la loi fédérale en ce sens qu'un seul juge déciderait en première instance et qu'il pourrait y avoir appel de ce jugement à la cour du banc de la reine. Je ne me sens pas disposé à repousser un amendement dans ce sens. Cependant, notre but, en insérant dans le discours du trône le paragraphe qui a trait à cette question, n'est pas d'aller jusque là pour le moment, et non pas, de donner le droit d'appel d'un jugement invalidant simplement une élection, mais seulement dans les cas où le jugement prive quelqu'un de ses droits politiques. Voici quel est, M. le Président, le motif qui nous fait agir :

Nous considérons qu'il est très dangereux de priver pendant sept ans, un citoyen de cette Province de ses droits politiques d'une façon, après tout, assez sommaire, c'est-à-dire, sans qu'il ait le droit d'en appeler à un autre tribunal. Quant à la procédure, nous voudrions qu'il y aurait appel sur simple inscription et un dépôt de \$200.

Ce droit d'appel est consacré dans la législation fédérale. Dans notre Province, il existe quand le montant en jeu est de \$200 au moins, et cependant, il n'existe pas quand il s'agit d'une condamnation pour infraction à la loi électorale et entraînant la perte des droits politiques pour une période aussi longue que sept années.

On va peut-être prétendre que si le Gouvernement prend cette initiative, c'est à raison de certains récents évé-

ments, et que si ces événements ne s'étaient pas produits, nous n'en serions jamais venus à cette détermination. Je ne nierai pas cela, mais j'ajouterai aussi que mon opinion sur ce point particulier de notre législation, était faite d'avance. Je crois l'avoir dite à la dernière session. Il ne s'agit pas, que l'on comprenne bien, de mettre de côté l'exécution des décisions des tribunaux. Non, nous voulons tout simplement qu'un citoyen puisse se laver, si cela est possible, de la tache qu'implique une condamnation comportant les dernières rigueurs de la loi.

En 1882, cette Législature, sur l'initiative de mes honorables amis de l'opposition, alors au pouvoir, a voté une loi pour mettre de côté certains jugements qui avaient privé quelques personnes de leurs droits politiques et autres, et entr'autres M. Duckett, ancien député de Soulanges, condamné pour avoir siégé illégalement.

Nous n'irons pas aussi loin, bien que nos adversaires nous en aient donné l'exemple.

Quant à la question de rétroactivité, elle ne peut, à mon avis, être une considération majeure, suffisante pour nous arrêter, quand il ne s'agit que de la procédure. Je comprends que c'est dangereux quand il s'agit des droits civils, mais ici nous sommes loin d'être en présence d'un tel danger. Toute la question est de permettre à un citoyen frappé d'une de ces sévères condamnations et qui se trouve être privé de ses droits politiques, de les recouvrer s'il est juste qu'il en soit ainsi.

On a prétendu aussi que, quand une fois un procès est commencé et que le jugement a été rendu, il ne devrait pas y avoir d'appel au moyen d'un droit créé postérieurement au procès, parce qu'alors l'état de choses résultant de la législation existante au moment où le procès a été intenté, créait en quelque sorte un droit acquis pour le pétitionnaire. Nous pourrions obvier à cette objection, si

elle paraît capitale, en mettant une clause à cet effet. Ainsi nous pourrions dire que les frais seront, s'il y a lieu, à la charge du demandeur.

L'honorable chef de l'opposition a dit que les tribunaux montraient beaucoup trop de facilité à laisser échapper les coupables, et que les procès en invalidation ne sont pas jugés avec assez de sévérité, sans égard pour la moralité publique ; que grâce à cette indulgence mal placée des cours de justice, le parjure se multiplie au cours des opérations électorales, que l'on fait voter les morts, et tout cela au grand jour, avec cynisme ; en un mot, que jamais nous n'avons vu plus de corruption dans les élections que depuis deux ans. Je me permettrai de différer d'opinion avec mon honorable ami. Je ne crois pas que le tableau qu'il nous a fait de la situation soit en tous points fidèle. Je lui rappellerai, pour établir que la corruption n'existe pas seulement depuis deux ans, que des hommes importants de son parti ont été privés, par les tribunaux, de leurs droits politiques. Ainsi, par exemple, je citerai le cas de M. Landry. Je pourrais encore mentionner deux autres cas semblables. Il y a même un de ces condamnés pour corruption électorale qui siège au Conseil législatif. Nommez-moi les corrupteurs stigmatisés comme tels par les tribunaux depuis 1867 à 1887, c'est-à-dire vingt ans, et vous serez effrayés du nombre de vos amis qui ont été frappés pour avoir fait de la corruption dans les élections. Parmi vos amis qui ont dû rendre compte de leurs actes devant les cours de justice, combien n'y en a-t-il pas qui ont vu leur élection invalidée, non pas parce que les candidats conservateurs avaient fait des prières, mais bien parce qu'ils avaient distribué du whiskey et de l'argent à profusion. Dans ce temps-là, ces messieurs de l'opposition ne trouvaient pas que la loi n'était pas appliquée avec trop de facilité. Depuis 1887, soit dans l'espace de deux ans seulement quel est le parti qui a le plus fourni de condamnations de ce

genre ? Si je regarde les sièges de l'opposition, je constate que le nombre des victimes de ces purs de la gauche est incomparablement plus grand que de notre côté, et, pourtant, nous ne nous plaignons pas du manque de sévérité des tribunaux. Non, M. le Président, nous nous contentons de penser que ces tribunaux font leur devoir et que ceux qui les président, font ce que leur inspire leur conscience, et qu'ils sont des hommes intègres.

L'honorable chef de l'opposition trouve que les tribunaux jugent avec trop de facilité les cas de corruption qui leur sont signalés et cependant ces mêmes tribunaux ont fait de douloureuses trouvées dans les rangs de son parti. Si je jette un regard devant moi, je vois plusieurs de ses amis absents, dont les sièges sont maintenant occupés par des amis du Gouvernement. Où sont donc Messieurs Villeneuve, Cormier, Caron, et d'autres encore tombés victimes des infractions à la loi pour réprimer et punir la corruption ? Tous ces messieurs ont perdu leur siège pour cause de corruption, tandis que plusieurs de nos amis, tels que l'honorable député de Beauharnois, l'honorable député de Jacques Cartier, après une minutieuse enquête, ont vu leur élection confirmée, et les accusations de corruption mises de côté par les tribunaux. Et cela bien que les juges ne nous fussent pas trop favorables, s'il faut remonter dans leur passé et s'enquérir de leurs convictions politiques au moment où ils sont montés sur le banc.

On dit que les morts ont voté dans l'élection de Laprairie ; le jugement même le dit. Il faut avouer, aussi, pour être de bon compte, que c'est un cas isolé, et j'espère bien qu'il ne se renouvellera pas. A ceux qui se scandalisent si fort et qui se voilent la figure, je leur demanderai ceci : Est-ce qu'on a oublié ce qui s'est passé à Montmagny, quand le procureur général d'un Gouvernement conservateur entraînait un *nolli prosequi* dans le but de protéger ceux qui avaient

volé le siège de mon honorable ami le député actuel de Montmagny ?...

M. le Président, je condamne la corruption chez mes amis comme partout ailleurs, mais je n'ai pas deux poids et deux mesures. Je dirai à mes adversaires : avant d'aller critiquer chez les autres, faites votre *mea culpa* ; examinez vos propres fautes, elles sont assez nombreuses pour occuper votre vie entière à les regretter et à les expier.

Voilà vingt ans que le parti conservateur se maintient au pouvoir tant au fédéral que dans la Province, grâce à un système de corruption effrénée. Quand il n'a pas assez de députés pour se constituer une majorité, il achète des Provinces entières pour s'en faire une ; il ne recule devant aucun moyen pour garder le pouvoir. Il donne vingt millions à une puissante compagnie de capitalistes pour acquérir un prétendu monopole, pour s'assurer l'appui de toute une Province, et pourtant ce sont les mêmes hommes qui jettent les hauts cris à propos de cas répréhensibles en soi, mais fort isolés. Ce sont les mêmes hommes, qui cherchent à rejeter cela sur tout notre parti quand un des nôtres arrive à commettre une faute.

Qu'est-il arrivé dans le cas de Laprairie auquel on a fait allusion ? N'est-il pas vrai que tout ce que l'on a pu obtenir, ça été l'invalidation de l'élection quand on demandait que M. Goyette fut privé de ses droits politiques...

Il est vrai que l'un de nos amis a perdu là ses droits politiques. J'en parle avec émotion et avec regret, car c'est un homme que j'estime malgré le jugement qui l'a frappé. Il a un grand cœur. Il a peut-être violé la lettre de la loi mais malgré la décision du tribunal, M. McShane reste estimé par un grand nombre de citoyens de cette Province, et plus particulièrement par ceux qui ont eu l'avantage de le connaître personnellement et d'apprécier ses fortes qualités et son bon cœur.

M. le Président, un autre de nos amis a aussi été frappé : j'ai nommé M. Whyte, ancien député de Mégantic. C'est un citoyen honnête, qui a toujours été respecté par les deux partis dans cette Chambre, et qui, j'en suis certain, garde ce respect, malgré ce qui est arrivé, car l'acte pour lequel il a été condamné n'est nullement flétrissant. Ce n'est pas du tout ce que l'on considère comme un acte déshonorant. Si, après cela, nos adversaires veulent tirer les comptes, nous sommes à leur disposition, et nous sommes certains d'en bien sortir. Que l'on commence par compter ceux d'entre eux qui sont tombés victimes de leur corruption, et qui ont été remplacés par de nos amis, et l'on verra lequel des deux partis mérite la censure.

L'honorable chef de l'opposition trouve, lui, que les tribunaux se sont montrés trop peu sévères. Moi, au contraire, je trouve, qu'ils l'ont trop été dans certains cas. Règle générale ils s'attachent trop à la lettre de la loi et négligent d'en découvrir et d'en appliquer l'esprit. Cela me paraît un peu exagérer la portée de notre loi que de rendre le candidat responsable des actes d'une personne à titre d'agent, quand cette prétendue agence est ignorée du candidat. Il ne me paraît guère juste de le tenir responsable de la conduite d'un agent dont il ne connaît même pas l'existence. Il y aurait peut-être quelques améliorations à faire dans ce sens. A tout événement, la plainte de mon honorable ami n'a pas sa raison d'être. Une chose dont il a sans doute à se plaindre, mais il est difficile de nous en faire un reproche, c'est que chaque fois qu'une élection de ses amis, a été invalidée, nous avons remporté le comté, et que par là même notre majorité va toujours croissante.

Il me semble encore entendre l'honorable chef de l'opposition dire qu'il allait faire la guerre au Gouvernement partout et quand même, et l'un de ses lieutenants, de lui répondre d'un ton de profond découragement : " Pourquoi faire la guerre, M. Taillon : à quoi bon engager la lutte, nous

allons être battus." Et ce lieutenant qui a du flair, avait raison. Le courant de l'opinion publique nous est tellement favorable que nos adversaires en sont rendus à désertier le champ de bataille dans les divisions électorales où nous n'avions jamais songé auparavant à faire une lutte sérieuse. C'est ainsi que nous avons vu une élection par acclamation dans un comté essentiellement conservateur, comme Dorchester.

Par ces temps de malheurs nos adversaires se contentent de peu. C'est ainsi qu'ils ont entonné presque des chants de victoire à propos du résultat dans l'Assomption. Il paraît qu'il y a cinquante ou soixante électeurs de ce comté qui, pour une raison ou pour une autre, ne sont pas venus voter, c'est ce qui explique la diminution dans le chiffre de la majorité du candidat du Gouvernement. Malgré cet accident, ou incident, comme on voudra l'appeler, cela n'a pas empêché mon honorable ami, le Dr. Forest, d'être réélu et de revenir ici nous aider dans la grande œuvre de réparation que nous avons entreprise.

J'espère, M. le Président, qu'il ne restera aucun sentiment d'aigreur ou d'animosité de toute cette discussion. J'espère qu'après cette petite passe d'armes que je me suis efforcé de rendre aussi loyale, aussi courtoise que possible, sans y apporter le moindre sentiment d'aigreur, j'espère, dis-je, que nous allons nous mettre à l'œuvre pour adopter l'adresse en réponse au discours du trône, et qu'ensuite nous commencerons avec vigueur les autres travaux sérieux de la session.

M. le Président, nous nous ferons un devoir de respecter votre autorité pendant la session qui s'ouvre. Vous représentez la dignité de toute la Chambre et vos conseils, en ce qui se rapporte à la manière de conduire nos délibérations, devront être reçus avec déférence et suivis avec respect. Vos devoirs sont trop importants pour que nous

ne cherchions pas, par une constante bonne volonté, à vous en faciliter l'exécution.

Je compte aussi sur les députés pour remplir les devoirs difficiles qui nous sont imposés par la constitution.

Je demande à nos adversaires de nous surveiller avec un esprit chrétien. Quand nous aurons tort qu'ils le disent, et quand nous aurons raison qu'ils aient le courage de nous le dire également.

Nous sommes ici les représentants de la Province. Pour notre part nous sommes décidés à travailler à son bonheur et à sa prospérité. Nous demandons à tous les députés de nous donner généreusement leur concours pour faire le bien de notre chère patrie. Nous faisons des vœux sincères pour l'agrandissement de son prestige et de son influence dans le concert des Provinces dont se compose le Canada.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—M. le Président, si je prends la parole, ce n'est pas dans le but de donner la réplique au discours que vous venez d'entendre. Mais je ne puis laisser passer une remarque que l'honorable premier ministre a faite et qui m'est un peu personnelle. À ce titre il est de mon devoir de la relever et d'offrir un mot d'explication.

Déjà les journaux ont parlé de la position que j'ai prise au début de la campagne électorale qui s'est faite dans deux comtés du district de Québec. Certains journaux, reflétant la vérité, ont nié que je m'étais insurgé contre les opinions de mon chef. Et cela est strictement vrai. Ce qui s'est passé entre l'honorable chef de l'opposition et moi, nous regarde privément l'un et l'autre. Mais puisqu'on a voulu tirer des conclusions aussi fausses que celles qui résultent des paroles mêmes de l'honorable premier ministre, je me vois forcé de donner une explication qui aura, je l'espère, pour effet de mettre fin à ces racontars.

J'avais eu l'occasion de rencontrer l'honorable chef de l'opposition, et j'en avais profité pour lui exposer les motifs d'une nature toute privée, qui m'empêchaient de lui donner mon concours actif au parti, dans les luttes qui se préparaient. C'était au moins un mois avant l'époque fixée pour les élections partielles qui ont eu lieu dans le mois dernier. Mon chef savait donc d'avance que je ne pourrais pas me mêler de ces élections, et il avait parfaitement apprécié et bien accueilli les raisons que j'avais eu l'honneur de lui communiquer.

L'honorable premier ministre a ajouté que j'avais prêché l'abstention. Je suis responsable de ce que j'ai fait, mais je refuse de prendre la responsabilité que l'on veut m'attribuer, en m'accusant ou en laissant entendre que je me suis insurgé contre les décisions de mon chef. De plus, jamais je n'ai fait quoi que ce soit pour donner à penser que je voulais m'attribuer une autorité ou une direction qui n'appartient qu'au chef. Je suis soldat, et quand je ne puis prendre part à la lutte, je donne mes explications à qui doit les avoir, tel que le devoir me le prescrit. Voilà tout ce que j'avais à dire en réponse aux remarques de l'honorable premier ministre sur ce sujet. J'espère que nous n'entendrons plus parler de ces racontars absurdes.

M. Desjardins — *député de Montmorency*. — M. le Président, la Chambre a été unanime à partager les regrets exprimés par l'honorable chef de l'opposition et l'honorable premier ministre au sujet de la maladie qui a empêché Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de venir en personne déclarer cette Législature en session. Elle a applaudi aux éloges qu'ils ont faits de l'homme distingué qui représente si dignement la couronne dans cette Province. On a rappelé en termes très heureux les services qu'il a rendus au pays dans la carrière politique et dans la magistrature, et ses éminentes qualités sociales. Je crois devoir faire allusion à l'un des côtés les plus saillants du rôle de Son Honneur

dans la position si élevée dont il est l'ornement. Il s'est révélé homme de lettres très distingué. On n'a pu lire sans émotion ses remarquables réponses aux adresses de félicitations qui lui ont été présentées à l'occasion de sa nomination. D'un style si correct, si nerveux, si parfait, elles resteront au nombre des plus belles pages de notre littérature. Elles brillent à la fois par une grande élévation de pensée et une extrême délicatesse de sentiment, qualités supérieures de l'esprit et du cœur.

Je n'avais pas l'intention de prendre part à ce débat, mais je ne puis laisser passer, sans les relever, certaines paroles de l'honorable premier ministre. Il se fait aujourd'hui une assez juste idée de l'impasse si difficile dans lequel il s'est placé par son projet de conversion forcée de la dette, et pour n'avoir pas voulu suivre les sages conseils que nous lui avons donnés l'année dernière. Irrité de l'insuccès qu'il s'est obstinément préparé, il commet l'injustice de s'efforcer d'en faire porter la responsabilité à l'opposition, parce qu'elle a aussi dénoncé sa politique sur ce point.

A qui l'honorable premier ministre espère-t-il faire croire que c'est dû à la critique que nous avons faite de son projet de conversion forcée de la dette, si les porteurs des titres de nos emprunts se sont récriés contre l'idée de réduire de un pour cent l'intérêt qu'ils reçoivent et auquel ils ont droit. Celui qui est menacé de se voir forcément dépouillé de son bien, n'a pas besoin qu'on le lui dise deux fois pour se mettre en garde. Si le marché monétaire, dont les pulsations sont si variées, s'est fortement ému à la nouvelle de la sanction de la loi au sujet du rachat de nos obligations provinciales, c'est que l'on a tout de suite compris que le Gouvernement de la Province avait l'intention de violer ses engagements d'honneur, ses contrats avec ceux dont il avait emprunté les capitaux. A Londres, à Paris, on connaît parfaitement quels sont les droits de ceux qui achètent les titres des emprunts d'Etats, et les obligations

des Gouvernements qui les vendent. Il est bien puéril de la part de l'honorable premier ministre de prétendre que sans l'opposition qu'il a rencontrée à son projet dans cette Chambre et dans cette Province, la conversion forcée de la dette se serait faite comme par enchantement et aurait été acceptée de bonne grâce par nos créanciers.

L'honorable premier ministre insinue aujourd'hui que l'opposition et la presse qui l'appuie ont donné le change à l'opinion publique, sur les intentions du Gouvernement au sujet de la conversion forcée. Ce reproche est tout à fait injuste, parce qu'il n'a pas l'ombre de fondement.

Quelles ont été les phases de cette question, et quelle est la responsabilité respective des deux partis? Voilà ce qu'il importe de bien préciser. Il est d'abord très facile de prouver que le Gouvernement voulait la conversion forcée de la dette. Je cite de nouveau les paroles de l'honorable premier ministre sur ce sujet au banquet du Club national de Montréal, le 10 avril 1888. Voici ce qu'il disait :

“ J'ai profité de mon voyage en Europe et des bonnes dispositions que j'y ai rencontrées à l'égard de la Province, pour nouer des relations d'affaires avec deux des plus grandes institutions monétaires de France : le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas. Après avoir entendu l'exposé que je leur ai fait de mon projet, ces deux institutions se sont déclarées prêtes à entreprendre la conversion de la dette fondée de la Province que nous songeons à faire, dans le but de réduire et de rendre uniforme le taux de l'intérêt.

“ La première question qu'on m'a posée, a été une question de droit ; on m'a demandé si cette conversion est légalement possible. J'ai soumis cette question à des avocats éminents de Paris, et elle le sera prochainement à des avocats marquants de Londres. Je n'ai pas de doute sur la réponse que ces jurisconsultes nous donneront ; j'ai

déjà en mains le résultat d'une étude préliminaire concluant à une solution favorable."

Assurément, il n'y a pas d'équivoque dans ces paroles. L'honorable premier ministre voulait convertir la dette forcée, et il consultait des avocats éminents avec la conviction que ces jurisconsultes seraient, comme lui, d'opinion que le Gouvernement avait le droit d'imposer la conversion forcée à ses créanciers. Il ne nous a pas dit s'il avait depuis reçu les avis de ces avocats, mais toujours est-il que la cinquième clause de la loi de la dernière session au sujet du rachat des obligations de la Province autorise la conversion forcée dans les termes suivants :

" Il sera loisible au Lieutenant Gouverneur en conseil de fixer et déterminer le délai dans lequel les porteurs des obligations actuelles pourront les échanger contre les nouvelles obligations ou en réclamer le remboursement au comptant, et de décréter qu'après ce délai, l'intérêt courra sur toutes les classes d'obligations au taux fixé pour les nouvelles obligations. "

Il ne peut pas y avoir deux manières d'interpréter cet article de la loi. Il est rédigé en termes très clairs sur le sens desquels il est impossible de se méprendre. Il s'agit bien de la conversion forcée. Qu'est-ce que le Gouvernement est autorisé à faire par cette législation ? Il peut fixer le délai dans lequel les porteurs des obligations actuelles de la Province pourront les échanger contre les nouvelles obligations, ou en réclamer le remboursement au comptant. C'est-à-dire, en premier lieu, que si les créanciers de la Province ne veulent pas échanger les obligations dont ils sont porteurs pour les nouvelles au taux réduit d'intérêt, il leur faut demander le paiement des obligations qu'ils possèdent avant l'expiration du délai. Ils seront alors payés, non au cours du marché, qui est la valeur actuelle des titres qu'ils ont en portefeuille, mais le montant du titre lui-même. De

sorte que celui qui pourrait vendre des obligations de la Province jusqu'à 115, ou à une prime de 15, serait obligé de les céder au Gouvernement à 100, ou au pair, et de subir une perte de 15 pour cent. C'est bien là une conversion forcée ou un rachat également forcé.

Le délai fixé étant expiré, à tous les créanciers qui n'auraient pas échangé leurs obligations pour des nouvelles, ou n'auraient pas réclamé le remboursement au comptant, le Gouvernement est autorisé à ne payer sur les anciennes obligations que le taux d'intérêt des nouvelles. C'est bien encore une conversion forcée, en ce que le taux d'intérêt serait forcément réduit.

Nous avons combattu ce malheureux projet dans cette Chambre. L'opinion s'est émue au dehors. L'honorable premier ministre n'a pas vu dans ce mouvement une légitime protestation contre une entreprise dérogatoire à l'honneur de la Province, mais une simple tactique inspirée par l'esprit de parti. Il a dit que son Gouvernement et surtout lui même étaient injustement accusés, et en août dernier, il tentait de se justifier devant une nombreuse assemblée des citoyens de Coaticooke et des environs. Mais loin de s'exonérer, il n'a fait que convaincre davantage le public que son projet était bien de convertir forcément la dette. Voici ce qu'il disait :

“ Un jour j'ai pensé, après un voyage en Europe, que ce serait une bonne affaire que d'opérer ce qu'on appelle une conversion de la dette. Voyant la situation du marché monétaire, je me suis dit : je puis obtenir une réduction de l'intérêt de notre dette de vingt et un millions de piastres en partie due à Paris et partie à Londres, la plus grande partie à Londres. Je voyais que quelques unes des colonies avaient converti leurs dettes en échangeant leurs obligations portant cinq pour cent pour des obligations portant quatre pour cent ; je me suis dit que j'allais essayer d'en faire autant.

J'ai alors consulté quelques institutions financières très importantes de Londres et de Paris, et j'ai cru que je pourrais faire l'opération. Mon projet était bien simple : emprunter vingt millions de piastres à trois et demi ou peut-être trois pour cent, et échanger ces nouvelles obligations pour les anciennes à cinq pour cent, si les porteurs étaient disposés à accepter, sinon les payer au comptant, si possible. Ils nous ont donné \$90 pour des obligations de \$100. J'irai à eux et leur dirai "vous refusez ces obligations de \$100 à trois ou trois et demie pour cent à la place de celles à cinq pour cent, mais vous ne devriez pas refuser l'argent ; vous nous avez donné \$90, voici \$100 pour vos obligations" Quelle a été la réponse ? "Vous allez voler les porteurs anglais des obligations." Les voler, comment ? "Ils m'ont donné \$90, je leur donne \$100. "Oui" disent-ils, "mais il y a un contrat qui dit que vous ne pourrez pas racheter vos obligations avant une certaine date." Ce n'est pas le cas ; c'est un mensonge ; il n'y a pas de semblable contrat. L'obligation consiste en un billet promissoire, que nous appelons débenture. C'est une promesse de payer dans l'année 1904 \$100 à cinq pour cent d'intérêt. Est-ce que cela abroge la loi qui dit qu'un débiteur est libre de payer avant l'échéance à moins d'une condition contraire spéciale ? Vous me prêtez \$500 à cinq pour cent pour un an, je vous donne mon billet promissoire. Dans trois mois j'ai de l'argent, je vais vous trouver ; je dis voici \$500. Vous ne pouvez pas les refuser à moins d'une stipulation contraire. "Voilà toute la question."

Dans ce discours à Coaticooke, l'honorable premier ministre réaffirmait donc que le Gouvernement avait le droit de faire la conversion forcée, ou d'obliger les créanciers de la Province à accepter le remboursement au pair des obligations dont ils sont porteurs. Il déclarait de nouveau, et d'une manière catégorique, que c'était bien là son projet. Loin d'avoir détruit la mauvaise impression que la législa-

tion du Gouvernement avait produite dans le public, ces paroles n'ont fait que l'accroître.

Le Gouvernement sait bien que l'opposition et la presse qui l'appuie n'ont pas été seules à désapprouver son projet de conversion forcée de la dette. En voici des preuves dont il ne saurait contester l'importance. Voici ce que Sir Donald Smith, le président de la Banque de Montréal, disait à l'assemblée annuelle des actionnaires de cette institution financière, la plus grande du Canada, tenue au commencement de juin dernier :

“ Quant à la question de M. Crawford au sujet des débetures de la Province de Québec, je puis répondre que la banque a en mains environ \$60,000 de ces débetures. Nous avons lu dans quelques journaux que le premier de la Province de Québec se serait exprimé de manière à dire qu'il n'était seulement pas possible, mais qu'il était aussi parfaitement légal pour la Province de faire rentrer au pair ces débetures et ces garanties, et de les consolider à un taux d'intérêt moins élevé sans le consentement des porteurs. Ce rapport n'est pas confirmé et nous pouvons à peine supposer que l'honorable M. Mercier, qui est si rusé et si habile et qui porte tant de responsabilité, même si cette consolidation était possible, ce que réellement nous ne sommes pas disposés à croire, ait fait une pareille déclaration. J'espère que les paroles de l'honorable monsieur ont été mal interprétées. Je puis pas croire que le Gouvernement de la Province se servirait de ces débetures et de ces garanties comme s'il n'y avait aucune convention entre le débiteur et le créancier quant au temps, et il ne pourrait être que préjudiciable au crédit du pays, si une pareille rumeur se répandait jusque sur les marchés monétaires à l'étranger. ”

Le ministère ne peut pas sérieusement prétendre que cette expression d'opinion du président de la Banque de

Montréal, approuvée par tous les actionnaires présents, n'était que le fruit de l'esprit de parti.

Le 8 juin 1888, le *Moniteur du Commerce*, publiait ce qui suit sur la conversion de la dette :

“ Toute la question se réduit donc à savoir si nos emprunts provinciaux sont rachetables, autrement dit, si le débiteur a le droit d'obliger son créancier à recevoir le remboursement avant l'échéance du terme. La solution affirmative ne souffrirait pas de doute si nos emprunts étaient perpétuels. Les lois de tous les pays sont formelles là-dessus : une rente perpétuelle est toujours rachetable. Mais la question naît de ce que les emprunts de la Province sont temporaires, c'est-à-dire contractés pour un nombre d'années déterminé et remboursables à date fixe. Un emprunt temporaire est-il rachetable ? La négative nous a paru jusqu'ici universellement admise, et telle était, croyons-nous, au moins au début, l'opinion de l'honorable M. Mercier lui-même.

“ Sans doute, il serait fort à souhaiter pour la Province que cette opinion fut erronée ; mais ce qui nous inquiète à l'endroit de la thèse du rachat, c'est qu'on ne nous a jusqu'à présent donné en sa faveur que de bien mauvaises raisons, quand il eût été si facile d'en donner de bonnes : nous voulons dire de donner un texte ou un monument de jurisprudence précis, si ce document avait réellement existé.

“ M. Mercier, dans le discours qu'il a prononcé il y a quelque temps, au banquet qui lui a été donné à Montréal, a fort longuement cité un texte dans lequel M. Leroy Beaulieu établit que la rente française est essentiellement rachetable. Mais ce n'est pas là la question ; car la rente française est perpétuelle, et de plus elle est soumise à une législation spéciale.

“ On nous a dit aussi, à l'égard des emprunts temporaires, que d'après le droit canadien, emprunté d'ailleurs au droit

français, ces emprunts devaient être régis par l'article 1091 du code civil, au titre "des obligations en général," selon lequel "le terme est toujours stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation ou des circonstances qu'il a été aussi convenu dans l'intérêt des deux parties." Nous nous permettrons d'opposer à ce texte deux objections fondamentales :

" 1. Au point de vue du droit canadien, il nous paraît à peu près hors de doute que l'article 1091, qui régit l'ensemble des conventions et non le prêt en particulier (ne l'oublions pas), doit être entendu en ce sens que le prêt à intérêt et plus particulièrement les prêts de banque ou les emprunts publics constituent précisément la sorte de "stipulation" prévue par l'article 1091 lui-même, et de laquelle il résulte que le terme y est stipulé dans l'intérêt des deux parties à la fois.

" 2. Nous portons le plus grand respect à la loi canadienne et même à la loi française. Mais force nous est de faire observer que la loi canadienne n'a rien à voir avec les emprunts contractés par la Province ; et que la loi française concernerait seulement l'un de ces emprunts, celui qui a été contracté avec le concours de la Banque de Paris et des Pays Bas. Le gros de notre dette a été contracté à Londres et est régi par la loi anglaise. Or, la question est de savoir si la loi anglaise permet d'imposer au créancier d'un emprunt temporaire le remboursement avant terme. Nous croyons que ni la loi française ni la loi canadienne ne le permettent. Mais la loi anglaise le permet-elle ? Toute la question est là.

" Si la loi anglaise autorise le rachat ; qu'on nous la montre, nous en serons ravis. Mais, on ne nous la montre pas ; et c'est ce qui accroît les doutes de notre esprit.

" Et puis, s'il faut tout dire, nous avons lu dans un journal politique, une observation qui ne paraît pas y avoir été jetée en courant et qui ne laisse point de nous jeter

dans une certaine perplexité. “Après tout, disait l’auteur de l’article ou de la série d’articles, si la question est controversable, ce sera l’affaire du Crédit Lyonnais.” S’il fallait voir là autre chose qu’une boutade, ce serait l’indice que certains esprits sont engagés sur une pente très dangereuse.

“Sans doute le Crédit Lyonnais peut mettre demain pour \$19,000,000 de débentures sans s’inquiéter de savoir si nos emprunts sont remboursables ou non. Il lui suffira de négocier dans le public une somme suffisante pour rembourser les créanciers qui, par aventure, accepteraient le rachat de bonne volonté et de garder le reste dans ses tiroirs, jusqu’à l’échéance successive de nos divers emprunts. Mais comme le Crédit Lyonnais n’est pas un établissement de bienfaisance, il est clair que ce n’est pas lui qui se chargera, à ses dépens, de payer aux créanciers non remboursés la différence entre $3\frac{1}{2}\%$ et 5% ou davantage. Il faudra donc que ce soit la Province qui paie cette différence. A ce prix on peut faire la conversion, mais elle ne rapportera rien. Ce serait une simple conversion à terme, destinée à ne produire de réduction dans le taux actuel de l’intérêt dont nous sommes grevés qu’au fur et à mesure de l’échéance de nos emprunts. Le seul résultat immédiat que la Province y aurait gagné serait d’avoir transformé dès à présent ses emprunts à terme en emprunts perpétuels. Nous ne voyons pas qu’il y ait intérêt à risquer sans profit une opération de trésorerie destinée à n’avoir d’effet que vers la fin de la première moitié du siècle prochain. A chaque génération suffit sa tâche. Si nous ne pouvons pas régler la question par nous-mêmes, laissons du moins à nos petits-neveux le soin d’opérer leur conversion comme il leur conviendra.”

Le *Moniteur du Commerce*, dont je viens de lire quelques lignes très intéressantes sur le sujet qui nous occupe, n’est pas un journal politique, encore moins un journal de parti. Son opinion n’a donc pas été influencée par des considérations hostiles au Gouvernement, ou favorables à l’opposition.

Nous savons tous que M. G. W. Stephens, notre ancien collègue dans cette Chambre, et l'un des chefs libéraux à Montréal, a fortement critiqué le projet de la conversion forcée de la dette.

Il n'est pas surprenant que cette politique du Gouvernement ait rencontré une vigoureuse opposition sur le marché monétaire. Il suffit d'un seul instant de réflexion pour s'en rendre compte. On a vite compris à Londres toute la portée de ce projet de conversion. Des obligations d'Etats, de cités, de corporations, de même nature que celles de la Province de Québec, au montant de plusieurs milliards, ont été placées sur les marchés de Londres et de Paris. Notre Gouvernement fédéral à lui seul en a pour plus de cent quatre-vingt-cinq millions de piastres en Angleterre. Les capitalistes anglais ont bien vu tout de suite que si par la conversion forcée de la dette de notre Province, le principe que nous avons le droit de racheter nos obligations au pair avant l'expiration du terme, était admis, rien n'empêcherait tous les Gouvernements, toutes les cités, toutes les compagnies qui ont émis des titres, de faire de même en s'appuyant sur le précédent établi. De là aussi leur opposition bien légitime à la proposition de la part du Gouvernement de cette Province de violer des contrats à l'exécution desquels l'honneur de la Province est lié.

Je puis me dispenser de répondre à l'attaque de l'honorable premier ministre contre le parti conservateur. L'histoire des quarante dernières années parle assez éloquemment par elle-même. Le parti conservateur a accompli la grande œuvre de progrès dont le pays lui est redevable et devra toujours lui être reconnaissant, en s'appuyant constamment sur la confiance publique. A ne compter que du jour de l'union fédérale, nous avons eu six élections générales dans la Province pour cette Chambre. Le parti conservateur est sorti victorieux dans quatre de ces grandes luttes par de fortes majorités. Dans les deux autres, la

majorité des députés a aussi été élue pour appuyer sa politique. La Province sait trop maintenant pourquoi et comment le cours des événements a été changé.

Depuis la Confédération, nous avons eu six élections générales pour la Chambre des communes. Le parti conservateur a triomphé dans cinq de ces batailles par des majorités de cinquante, soixante, quatre-vingt et quatre-vingt-cinq voix. Fort de la confiance publique aussi solennellement manifestée, le parti conservateur administre encore, à Ottawa, les affaires du pays avec un succès qui l'honore et qui, en faisant la prospérité du présent, prépare des bases solides et larges à l'avenir du Canada. Quand un parti politique a d'aussi glorieux états de service, il est au-dessus de la malveillance de ses adversaires.

Je ne commenterai pas les différents paragraphes de l'adresse. Plusieurs provoquent la discussion. Mais, pour donner mon opinion sur les questions qu'ils soulèvent, j'attendrai que la Chambre en soit saisie au cours de la session que nous commençons.

La Province s'émeut à bon droit de l'étrange et inqualifiable manière dont ses affaires sont administrées par le Gouvernement actuel. Elle demande protection à ceux qui, dans cette Chambre, ont spécialement pour mission de critiquer la politique ministérielle. L'opposition entend son appel et saura faire son devoir.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska secrétaire et registraire de la Province*. — M. le Président, on confond toujours le paiement forcé avec le système de la conversion forcée. Je vais expliquer dans l'instant la différence qu'il y a entre les deux....

M. **Desjardins** — *député de Montmorency*. — Quelle différence faites-vous ?....

L'honorable M. **Gagnon**.—Mon intention est simplement de faire quelques remarques en réponse à l'honorable député de Montmorency, et s'il veut bien être un peu patient, il aura ce qu'il demande.

L'honorable député a pris d'une humeur chagrine quelques-unes des paroles de l'honorable premier ministre à l'adresse de son parti. Par là il a prouvé une fois de plus que la vérité choque.

Je ne parlerai pas de la longue tirade qu'il nous a faite contre le parti libéral. De même aussi, je ne parlerai pas du scandale du Pacifique et autres affaires véreuses où la prétendue vertu conservatrice s'est souillée tellement, que le peuple, difficile parfois à émouvoir, les a spontanément, dans une heure de juste colère, chassés honteusement du pouvoir.

Venir parler de corruption électorale, quand on a un dossier comme celui de ces messieurs, c'est plus que de l'audace ! N'est-il pas vrai, comme question de fait, que nous n'avons eu que deux élections d'annulées, tandis que vous en avez eu sept ou huit ? .

Je n'entends pas prolonger mes remarques sur ce sujet ; il a été suffisamment discuté pour les fins de ce débat.

Je veux répondre en peu de mots à cette partie des remarques de l'honorable député de Montmorency où il traite la question de la conversion de la dette. Je dois vous dire, M. le Président, que je ne voulais pas prendre une part active à ce débat, mais quand je vois un homme de la position de l'honorable député de Montmorency persister à dire le contraire de ce qui est la pensée du Gouvernement, je me sens ému malgré moi et il m'est impossible de garder le silence.

Je ne sais si je vais réussir à faire bien comprendre l'idée du cabinet, mais je vais m'efforcer de nouveau de l'exposer aussi clairement que possible.

Nous entendons par conversion forcée : imposer aux porteurs des obligations un titre d'une valeur moindre en échange de celui qui existe, et cela sans aucune mesure de compensation. C'est un sacrifice, une perte infligée contrairement aux lois de la justice et de la bonne foi . . .

M. Desjardins. — C'est là l'un des effets d'une telle opération . . .

L'honorable **M. Gagnon.** — C'est contre cette prétention que l'on nous attribue, que nous protestons. La loi que le Gouvernement a fait adopter par la Législature démontre à sa simple lecture que ce n'est pas là la pensée qui lui a donné naissance . . .

M. Desjardins. — Allez-vous imposer le paiement des titres au pair ? . . .

L'honorable **M. Gagnon.** — Jamais nous n'avons eu cette intention.

J'arrive maintenant au paiement de nos bons. Est-ce que l'honorable premier ministre n'a pas dit en différentes occasions qu'il avait l'opinion légale d'hommes éminents de France et d'Angleterre, à l'effet que nous pouvions payer par anticipation, car le délai est censé stipulé en faveur du débiteur. Il s'agit donc de savoir si nous pouvons payer notre dette avant le terme de son échéance régulière.

Jamais nous n'avons eu l'intention de discréditer l'honneur de la Province. Nous voulons conserver cet honneur intacte, seulement il nous semble que nous avons bien le droit de nous enquerir si nous pouvons nous libérer par anticipation. Quel grand crime il y aurait-il là dedans surtout si nous ne faisons de mal à personne. Depuis quand crie-t-on au scandale parce qu'un débiteur paie ses dettes ! . . .

Tout se réduit donc à une question de droit et l'opinion des journaux ne change en rien la situation des choses.

L'article 5 de la loi autorisant la conversion de la dette consolidée n'oblige pas les porteurs de bons de prendre les nouvelles obligations.

Mais on dit : Pourquoi cet article ?

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montcalm, chef de l'opposition*. — Est-ce que nous devons comprendre que le Gouvernement ne se considère pas lié par la déclaration faite par l'un de ses membres devant le Conseil législatif ?...

L'honorable M. **Gagnon**. — J'ai toujours compris ce qu'il faut comprendre, c'est-à-dire que le Gouvernement ne fera rien de nature à nuire aux intérêts publics ou à faire le déshonneur de la Province.

L'article 5 ne peut pas avoir la signification que nos adversaires lui ont donnée dans la presse et ailleurs.

Si nous avons le droit de payer la valeur sur le marché de nos bons, je dis que l'honneur serait sauf et que nous ne mériterions aucun reproche.

Quoiqu'on en dise, je maintiens que telle qu'est la loi, le Gouvernement est tenu de payer aux porteurs la valeur du marché pour leurs titres. Qu'on lise cette loi dont on a tant parlé sans la connaître, et l'on verra que jamais le Gouvernement n'a voulu voler personne. Nous avons toujours cru que nous avions le droit de payer par anticipation, et nous n'avons jamais songé de faire une conversion forcée telle qu'on l'entend parmi nos adversaires. Tout ce que nous voulions, c'était de payer jusqu'au dernier sou ce que nous devons, mais malgré cela, nous avons décidé de ne pas payer même quand nous croyons avoir ce droit. C'est montrer une extrême réserve, dont on devrait nous tenir compte.

M. **Picard** — *député de Richmond et Wolfe*. — M. le Président, il va sans dire que la Chambre ne peut pas être satisfaite de ces explications, qui n'en sont pas du tout. Malgré les formes vagues et parfois incompréhensibles de

l'honorable secrétaire de la Province, malgré son langage entortillé, il est néanmoins assez facile de comprendre que l'on commence à s'apercevoir que l'on s'est engagé dans une voie dangereuse pour l'honneur et le crédit de la Province. Aussi, on revient sur ses pas, tout en protestant de ses bonnes intentions. On connaît ce que valent les bonnes intentions de ces messieurs. C'est une grande reculade que le Gouvernement fait là.

On a beau dire et beau faire, cela n'empêche pas que vos déclarations de l'année dernière sont devant le public qui les a appréciées comme elles devaient l'être. A la dernière session, vous disiez aux porteurs de nos bons : " Vous allez prendre nos nouveaux titres, ou nous ne vous paierons que tant d'intérêt, ou bien nous vous rembourserons au pair. " Mais cette année, vous apercevant un peu tard de votre bêtise, vous venez dire : Si un bon ne vaut que \$100, nous donnerons \$100 pour le racheter, mais s'il vaut \$105, nous le paierons \$105, et même, nous donnerons toute la valeur que ce bon a sur le marché. Dans ce cas, la Chambre et la Province peuvent bien se demander : Si le Gouvernement paie toute la valeur que ces bons ont acquisé sur le marché, où sera le bénéfice pour le trésor public ?

Si les enfants du pauvre peuple, de ce peuple que l'honorable premier ministre affecte de tant aimer, si ces enfants doivent attendre après cet argent pour avoir des écoles, pour les instruire, ma foi, ils courent grande chance de rester longtemps dans l'ignorance. Si les cultivateurs attendent après cela pour voir leur sort s'améliorer, je les plains, car ils vont attendre bien longtemps. Non-seulement la Province paiera les frais de voyage de ces messieurs lorsqu'ils iront en Europe pour négocier cette affaire, ce qui se montera à une jolie somme, mais il faudra probablement aussi payer le *boodlage*. . . . Ceci ne manquera pas, je suppose, car on ne voit que du *boodlage* à gauche, *boodlage* à droite, commission ici, commission là, brokers ou courtiers politi-

ques abondent partout. Et quand ces messieurs seront rendus de l'autre côté de l'Océan, vous verrez, M. le Président, encore du *boodlage*. Je m'imagine presque que cette opération de la conversion de la dette n'a peut-être pas tant pour but l'intérêt du trésor, que de fournir l'occasion à certains maniganceurs que tout le monde connaît pour les avoir vus déjà à l'œuvre, d'avoir un joli tour de bâton, comme on dit. Il paraît que cela paie bien, un petit *boodlage* de temps à autre....

On voulait mettre cela entre les mains de trois ou quatre individus, grands patriotes pour la circonstance, comme la chose s'est déjà faite depuis deux ans, et le tour aurait été joué, et les *boodlers* auraient réalisé une jolie somme aux dépens du crédit de la Province.

L'honorable premier ministre a dit que c'était la faute des conservateurs si la conversion de la dette n'était pas encore faite. Jamais un reproche n'a été plus injuste, ni plus déraisonnable. Pourtant notre position, telle que définie par nos diverses propositions lorsque le Gouvernement a amené cette question devant la Chambre, a été bien modeste. Nous ne demandions que de changer l'article 5 qui nous paraissait repréhensible. Voilà tout ce que nous demandions. Le Gouvernement n'a pas voulu se rendre aux bonnes raisons que l'opposition lui donnait, mais son obstination ne doit pas nous être imputer, lui seul en est responsable devant la Chambre et devant l'opinion publique.

M. le Président, non, que l'honorable premier ministre dise toute la vérité, et rien que la vérité. Nos porteurs de bons sont aussi habiles que lui, et ils ne lui feront pas un présent de \$200,000 uniquement pour ses beaux yeux. Ils sont par-dessus tout des hommes d'affaires, et ils entendent que leur argent leur rapporte le plus possible. Si vous ne faites rien perdre à ces porteurs de bon, la Province ne pourra pas faire aucun bénéfice. Il me semble que c'est clair. Il

n'y a pas à sortir de là. Où vous ferez perdre à nos créanciers et alors la Province pourra bénéficier d'autant, ou bien, les porteurs de nos bons seront traités comme l'exige leur intérêt, et alors, le trésor public ne sera pas plus avancé qu'auparavant, puisque la charge qu'il aura à payer se trouvera la même par suite de l'augmentation de la dette que l'on aura été obligé de faire pour payer la prime exigée par les porteurs de nos titres actuels. Voilà en deux mots la situation bien définie. Vous la comprenez comme nous, seulement il vous en coûte de le dire franchement. Voyons, ayez, pour une fois, un bon mouvement et dites-nous sincèrement que vous vous êtes fourvoyés, et que vous ne savez trop comment en sortir. . . .

Dans votre embarras, vous avez pensé que vous pouviez peut-être en tirer parti, en faveur de vos amis, et maintenant vous vous attachez à cette idée. Vous laissez la question ouverte, non pas parce que vous croyez encore qu'il y a là un projet sérieux, mais simplement pour alléger le peuple. Vous espérez qu'il se laissera prendre à cette blague-là, mais vous faite fausse route. Tout le monde voit où vous tendez, et certes, bien ignorant sera celui qui s'y laissera prendre.

On pourra peut-être faire croire à certains naïfs libéraux que l'on garde \$200,000 en réserve pour encourager les trois grandes causes dont on parle tant depuis que ce Gouvernement est au pouvoir, mais pour lesquelles ont fait si peu, que cette opération de la conversion de la dette va rapporter gros au trésor, mais ces naïfs seuls pourront croire à ces fables électorales.

J'espère que dans l'intérêt même de la Province on va remettre cette affaire indéfiniment, et que l'on n'en entendra plus parler. Je dis, M. le Président, dans l'intérêt de la Province, et j'ai raison, que cette opération coûtera bien du *boodlage*, puisque sans cela on ne la tenterait jamais.

D'ailleurs ces messieurs du Gouvernement ne sont guère de bons emprêteurs, à preuve l'emprunt si malheureux des trois millions et demi. Avec le crédit de toute une Province ils n'ont pas pu faire un marché aussi avantageux que Montréal, une simple ville, a fait quelques mois après que ces messieurs se fussent adressés aux capitalistes européens. Ceci n'est pas de nature à nous rassurer, et l'on peut s'imaginer quel serait le résultat qu'ils obtiendraient s'ils persistaient dans le projet de convertir la dette. Pour ma part je considère qu'il vaut bien mieux qu'ils n'y pensent plus.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*.—M. le Président, je voulais faire quelques remarques au sujet de la loi des magistrats, mais comme le débat s'est déjà assez prolongé, je les abrègerai afin de fatiguer la Chambre le moins possible.

L'honorable premier ministre a dit que le désaveu de la loi des magistrats était injuste, et il a profité de l'occasion pour attaquer avec violence le Gouvernement fédéral. Il a été même jusqu'à nous dire qu'il y avait disposition de la part de ce Gouvernement de violer systématiquement les lois des Provinces, dans le but de ruiner leur autonomie. Je regrette que l'honorable premier ministre se soit laissé emporter par son esprit de parti. On se rappelle que l'honorable premier ministre s'est laissé entraîner encore plus loin dans une autre circonstance, et qu'il a été jusqu'au point d'accuser le chef du Gouvernement fédéral de désavouer les lois de la Province de Québec, parce que c'est une province française et catholique. On ne peut rien imaginer de plus injuste ni de plus contraire aux faits.

J'ai déjà démontré que, depuis 1867, il n'y avait eu que trois de nos lois de désavouées par les autorités fédérales et que l'une de ces lois a été désavouée par le cabinet libéral de M. MacKenzie, bien que ce parti n'ait été que cinq ans au pouvoir. J'ai démontré aussi dans la même occasion que •

près de neuf cents lois avaient été passées par la Législature de cette Province, et que si, malgré ce grand nombre de lois, un si petit nombre avait été désavoué, cela prouvait qu'il n'y avait pas de parti pris d'empiéter sur les droits des Provinces, et qu'au contraire on avait là une preuve du respect que l'on a toujours eu pour l'autonomie provinciale.

Depuis ce temps-là, la loi concernant le Lieutenant Gouverneur a été désavouée, mais les raisons données sont si claires et si péremptoires qu'il n'y a pas lieu de récriminer.

M. le Président, d'après la constitution, le droit de nommer les juges est donné au Gouvernement fédéral, ou en d'autres termes, l'administration de la justice sous ce rapport doit se faire comme elle se faisait au moment de la confédération....

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—A l'exception des magistrats de district....

L'honorable M. **Blanchet**.—Par votre loi, vous enleviez une partie de l'administration de la justice en ce qui concerne la nomination des juges que vous avez faite à Montréal. Du moment que vous empiétiez sur ces pouvoirs vous empiétiez sur le terrain fédéral.

Par la loi de 1869 créant les cours de magistrats de district, vous n'enleviez pas aux juges de la cour supérieure une partie de leur juridiction. Voilà la différence qu'il y a, entre cette loi et la vôtre.

Voyons ce que vous déclariez dans l'article 6 de la loi désavouée :

“ Tous les pouvoirs possédés maintenant par les juges
“ de la cour supérieure, et les devoirs qui leur sont imposés,
“ relativement aux affaires, procédures, matières et choses
“ qui ressortent à la cour de circuit, siégeant dans le dis-

“ trict de Montréal, sont dévolus aux magistrats de district
“ de Montréal. ”

Si vous avez le droit de dire que vos magistrats auront les mêmes devoirs et pouvoirs que les juges de la cour supérieure en ce qui concerne la cour de circuit, vous avez également le droit de dire que ces magistrats auront juridiction pour \$200. Par là on voit dans quelle direction on est entraîné forcément si on soutient la position prise par le Gouvernement.

En 1876, le ministre de la justice écrivait à propos d'une loi de la Colombie Anglaise, où il s'agissait des limites territoriales où les juges de comté pouvaient exercer leur juridiction :

“ Il semble au soussigné que cet acte est sujet à objection, vu que les changements qu'il autorise peuvent avoir
“ pour résultat pratiquement de donner au Gouvernement
“ local la nomination d'un juge de la cour de comté à un
“ nouveau district, transférant par là même au Gouverne-
“ ment local une partie du pouvoir de nomination attribué
“ par la constitution à ce Gouvernement.”

En 1875, l'honorable M. Blake, le grand chef de ces messieurs de la droite, était ministre de la justice. J'ai entre les mains un de ses rapports sur la constitutionnalité des lois provinciales. Qu'est-ce que je trouve dans ce rapport ? Il s'agit d'une loi de M. Mowat, son ami politique pourtant.

En 1875, M. Mowat avait fait passer une loi pour obliger les juges des cours de comté de tenir une cour de division dans n'importe quel comté du moment que l'ordre leur en serait donné par le Lieutenant Gouverneur en conseil.

Voici ce qu'en dit M. Blake, ce grand défenseur de l'autonomie des Provinces, au dire des honorables députés de la droite.

“ La disposition de cet acte obligeant un juge d'une cour
“ de comté de tenir une cour de division dans n'importe
“ quel comté dans la Province, sur un ordre à cet effet
“ donné par le Lieutenant Gouverneur en conseil, etc., paraît
“ sujette à objection vu qu'elle empiète, bien que ce soit
“ d'une manière limitée, sur le pouvoir de nomination attri-
“ bué au Gouvernement du Canada. ”

Ce cas est moins favorable que celui qui nous occupe,
si nous envisageons la question au point de vue fédéral.

Ce rapport est signé, comme je l'ai dit, par l'honorable
M. Blake.

En 1877, l'honorable M. Laflamme était à son tour,
ministre de la justice, et voici ce qu'il ne craignait pas
d'écrire au sujet d'une loi, encore de M. Mowat, par laquelle
ce monsieur cherchait à donner certains pouvoirs aux magis-
trats stipendiaires :

“ Si c'était la première fois qu'une disposition de même
“ nature était faite par une Législature provinciale, j'hésite-
“ rais longtemps avant de recommander qu'elle reçoive son
“ application, vu qu'elle paraît empiéter sur les pouvoirs
“ conférés au Gouverneur Général du Canada par la section
“ 96, de l'acte de l'Amérique britannique du Nord 1867. ”

Il se contenta de ce protêt, mais il fut plus sévère pour
une autre clause. Voici ce qu'il dit : “ Cette disposition
“ est, je crois, sujette à objection, bien qu'il peut être tout-à-
“ fait dans la compétence de la Législature d'Ontario
“ d'augmenter la juridiction des cours de division dans les
“ comtés, vu que ces cours sont maintenant présidées par
“ des juges nommés par le Canada, néanmoins leur juri-
“ diction pourrait être étendue jusqu'au point où elle
“ deviendrait sujette à objection dans le cas de ces cours
“ de division dont les juges sont nommés par Ontario. ”

Et M. Mowat fit savoir au ministre de la justice avant l'expiration du délai pour le désaveu que les dispositions sujettes à critique avaient été rappelées, reconnaissant donc par là même comme fondées les raisons données par l'honorable M. Laflamme.

M. Fournier, aujourd'hui juge de la cour suprême, s'est également prononcé à l'égard des empiètements des Provinces sur la juridiction fédérale en matière d'administration de la justice.

Je pourrais multiplier ces citations, si d'avance on n'était pas au courant de la question. Tous les ministres appartenant au parti libéral se sont montrés beaucoup plus sévères que les conservateurs sur ce chapitre et si quelques uns méritent le nom de centralisateurs ce sont bien les amis, les chefs de nos honorables amis de la droite.

Ces questions de conflits de juridiction ne sont pas nouvelles, elles se sont déjà soulevées et personne parmi nos amis n'ont songé d'accuser les ministres fédéraux libéraux, de vouloir la destruction des Provinces bien qu'ils se soient montrés beaucoup plus chatouilleux sur ce point que n'importe lequel de leurs prédécesseurs au département de la justice.

Comme je l'ai déjà dit, à quoi sert-il de chercher à faire croire au peuple de la Province que chaque fois qu'il y a conflit entre les autorités fédérales et provinciales, il y a nécessairement abus de pouvoir de la part de ceux qui nous gouvernent à Ottawa. Je crois qu'il vaudrait bien mieux en définitive, suivre le mode adopté par le peuple américain. Aux Etats-Unis, toutes les questions qui concernent l'interprétation de la constitution ont été décidées par la cour suprême et l'on s'est bien trouvé de ce système. Pourquoi n'adopterions-nous pas la règle de soumettre ces cas de conflit au plus haut tribunal de l'Empire ?

Pourquoi dénoncer certains hommes politiques comme les ennemis irréconciliables des Provinces, comme étant disposés à tout tenter pour leur enlever leur autonomie? Ce système est dangereux autant qu'il est injuste pour ces hommes politiques qui ont toujours été, quoiqu'on en dise, les amis vraiment dévoués des Provinces, en leur fournissant les ressources financières dont elles avaient besoin pour administrer leurs affaires particulières, développer leurs richesses, agrandir leur territoire exploité, en un mot, leur donnant toutes les facilités possibles pour rendre leur influence grande et accroître leur prestige aux yeux des populations.

Pourquoi venir dire que l'on désavoue une loi de la Province de Québec parce que c'est une Province catholique et canadienne-française.

Pourtant, on sait qu'il n'y a rien de plus faux et de plus contraire à la vérité des faits tels qu'ils nous apparaissent à la lumière des documents officiels et des précédents. Nous avons vu des Canadiens-Français décider contre des Provinces anglaises, et ces Provinces ne se sont pas soulevées pour cela, ni ont-elles prétendu qu'elles étaient maltraitées parce qu'elles étaient anglaises et protestantes, et que les ministres de la justice qui décidaient contre leurs prétentions, étaient des Canadiens-Français, et des catholiques. Ce sont des accusations que rien ne pourrait justifier et qui, malheureusement, sont de nature à jeter dans l'esprit du peuple, des germes de discorde dont nous aurons à déplorer les résultats dans un avenir plus prochain qu'on ne le pense, si les hommes publics ne s'appliquent pas à ramener l'opinion à une saine appréciation des actes de ses gouvernants. Ces préjugés causent d'autant plus de malaise qu'ils partent de haut. Il importe plus que jamais de faire un retour en arrière et de se demander si c'est bien là donner au peuple une saine direction.

Quant à la question elle-même du désaveu de la loi des magistrats, je ne vois pas qu'il y ait dans ce désaveu un acte hostile à l'autonomie des Provinces dont je me montrerai toujours un intrépide défenseur. Je n'y vois pas non plus un abus de pouvoir au préjudice de la Province. Je crois que si le temps était favorable pour entreprendre la discussion de cette question, il nous serait facile de défendre très bien la position prise par les autorités fédérales.

On pourrait peut-être invoquer certains motifs d'intérêt public pour essayer de justifier la condamnation du désaveu, bien que ces motifs ne me paraissent pas concluants, tant s'en faut, mais de là à dire que le Gouvernement fédéral doit être condamné parce qu'il n'a désavoué cette loi que parce que c'était une Province française qui l'a passée, il y a un abîme qu'aucun homme raisonnable ne voudrait franchir.

Nous aurons occasion de revenir sur cette question plus tard, puisque le Gouvernement nous annonce qu'il va nous soumettre de nouveau une loi concernant la nomination de deux magistrats pour Montréal. J'aimerais beaucoup voir l'honorable premier profiter de cette occasion pour nous expliquer comment la loi désavouée ne violait pas le pacte fédéral et la constitution qui en a été la suite.

M. **Hall**—*député de Montréal-ouest*. — M. le Président, on a discuté assez longuement la question de la conversion de la dette consolidée de la Province. L'honorable chef de l'opposition a parfaitement bien expliqué la position de notre parti à l'égard de ce projet. Les explications données par l'honorable secrétaire de la Province, en réponse aux remarques de mon honorable ami le député de Montmorency, jettent un nouveau jour sur la question, et doivent convaincre davantage les amis de la Province, que nous avons eu raison de combattre cette partie de la politique ministérielle. Je crois que nous en avons assez maintenant pour nous ren-

seigner parfaitement sur la valeur que l'on doit attacher à la déclaration faite l'an dernier au Conseil législatif, touchant la question de la conversion forcée.

On a eu tort de penser et de dire que l'action du parti conservateur a été une cause d'embarras pour le Gouvernement dans les négociations qu'il a tentées pour réaliser ce projet. Le grand embarras qui fera toujours échouer le Gouvernement dans cette entreprise, s'il y persiste, sera le manque de foi évident aux engagements de la Province, accusation grave s'il en est une, et dont il ne pourra jamais se justifier sur le marché monétaire.

Quant à la question du désaveu de la loi des magistrats à Montréal, je ne crois pas devoir la traiter maintenant. J'en parlerai plus tard quand la Chambre sera appelée à étudier la loi que le Gouvernement va nous soumettre, suivant l'annonce qui en est faite dans le discours du trône. Je suppose que l'honorable premier ministre se fera un devoir de faire déposer aussitôt que possible, tous les documents qui concernent cette affaire, afin que nous puissions l'étudier dans tous ses détails.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le Président, je sais que je n'ai pas droit à la parole, aussi si je la demande c'est pour donner une explication qui peut être considérée jusqu'à un certain point comme personnelle. Je veux parler des remarques faites par l'honorable premier ministre en ce qui regarde mon honorable ami le député de Gaspé.

L'honorable député a fait une déclaration au sujet de certains rapports que nous avons eus ensemble, et je me fais un devoir de corroborer ce qu'il a dit. C'était en novembre ; ayant eu l'occasion de rencontrer l'honorable député, il profita de cette circonstance pour me dire qu'il ne pouvait pas prendre part aux luttes électorales qui étaient alors sur le point de commencer, me donnant en même

temps les motifs qui déterminaient son abstention. J'ai accepté ses raisons, et j'étais loin de m'attendre qu'on ferait allusion ici à ce sujet, vu qu'il ne s'agit que des rapports ordinaires entre les membres d'un même parti, et où l'intérêt public n'est nullement en jeu.

L'honorable premier ministre s'est indigné contre ceux qui ont fait des obstacles à son projet de la conversion de la dette. Je crois, comme lui, que ce n'est pas une affaire de parti, et notre conduite a été conforme à cette conviction.

L'honorable premier ministre se plaint de l'intervention, bien modeste pourtant, de certains intéressés de Montréal. Il s'est récrié de ce qu'on ait osé critiquer ce projet dans une réunion de banquiers ou d'hommes d'affaires de Montréal. Les actionnaires de la Banque de Montréal, pour la plupart, gens considérables dans le commerce et la finance, se seraient montrés trop intéressés dans ce projet, et l'auraient discuté avec un peu de vivacité. Loin de m'en plaindre j'y vois un bon signe, car règle générale, les actionnaires de cette grande et puissante institution ne donnent pas beaucoup de leur attention aux affaires provinciales. Je considère comme un fait malheureux que la population anglaise se préoccupe si peu de ce qui se passe dans l'administration de la Province. Il est du devoir de tous les citoyens de surveiller avec une attention jalouse ce qui se passe ici, car une indifférence comme celle que l'on a pu constater en plus d'une occasion est toujours déplorable, et conduit souvent aux conséquences les plus redoutables. Pour ce motif, je suis donc loin de partager l'indignation du *leader* de la Chambre.

L'honorable premier ministre a dit que le chef du parti conservateur au Conseil législatif avait déclaré que si cette loi était exécutée dans toute sa teneur, ce serait un déshonneur pour la Province. Ce n'est pas là l'expression dont l'honorable Dr. Ross,—car c'est de lui dont il est ici question—s'est servi. Il a dit,—et si j'en parle, ce n'est qu'après

avoir pris la peine de me bien renseigner,—que si on faisait une conversion forcée, ce serait du coup déshonorer la Province de Québec. Or je vois dans les deux expressions une très notable différence.

L'honorable premier ministre s'est donné le singulier plaisir de défendre quelqu'un, que personne n'avait eu même l'idée de mettre le moins du monde en cause. Je n'ai pas attaqué le Président de cette Chambre, et toute la tirade de l'honorable premier ministre n'avait donc pas sa raison d'être. Je me suis contenté de rappeler ce qui s'est passé sans commenter, M. le Président, la part que votre rôle d'homme politique militant vous avait obligé de prendre. Et si j'ai fait cette rapide excursion dans un passé qui, certes, n'est pas lointain, ça n'a été que dans le but fort légitime d'attirer l'attention du public sur les contradictions du premier ministre par rapport à ses déclarations étranges faites aux électeurs de Laprairie, au sujet de la taxe sur les corporations commerciales.

L'honorable premier ministre paraît attacher beaucoup d'importance à cette partie du rapport du ministre de la justice où il déclare que la loi des magistrats doit être désavouée parce qu'elle tend à les rendre inamovibles. Il est bien facile de se rendre compte du raisonnement qu'a du se faire le ministre de la justice. Il vous dit par là : Vous avez entrepris de nommer des juges qui devraient l'être par le Gouvernement fédéral. Or, si vous n'avez pas le droit de les nommer, vous n'avez pas non plus, le droit de dire comment ils seront destitués. Cela est clair et ne me paraît pas susceptible d'une double interprétation.

Si le ministre de la justice a raison de prétendre que vous avez outrepassé votre pouvoir en nommant ces magistrats, il a nécessairement raison de ne pas vous reconnaître le droit de déterminer le mode de leur destitution. Voilà toute la question. Il ne s'agit donc pas tant de prouver que vous avez le pouvoir de décréter la manière dont ils

seront renvoyés d'office, mais bien d'établir tout d'abord que la constitution vous autorise à les nommer.

L'honorable premier ministre a insisté beaucoup sur le fait que son mémoire, en réponse au ministre de la justice sur le désaveu, n'était pas seulement l'expression de l'avis des ministres provinciaux, mais que de plus, il était revêtu de l'approbation de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, de celui-là même nommé par le Gouvernement fédéral, voulant donner à entendre que Son Honneur personnellement réprouvait la conduite des ministres fédéraux. Si c'est là la pensée.....

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—Il faut que je me sois mal exprimé.... J'ai dit, je crois, que le mémoire contenait l'expression de l'opinion des ministres, laquelle avait reçu l'approbation constitutionnelle de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—Je suis heureux de la rectification faite par l'honorable premier ministre, car il n'aurait pas été convenable de faire intervenir la personne du chef de l'exécutif dans cette enceinte. Il est donc entendu que le mémoire ne contient rien autre chose que l'opinion des ministres mêmes agissant comme aviseurs constitutionnels de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur.

Parlant du projet de la conversion de la dette, l'honorable secrétaire de la Province a dit : "Si nous avons le droit de payer nos bons sur le marché avant leur échéance, qui pourrait trouver à y redire." Et il continuait à raisonner comme si ce droit était incontestable, laissant par là même régner un équivoque regrettable. Voyant cela, je me suis permis de lui demander si cette déclaration devait s'entendre pour le paiement en argent des bons ou s'il ne s'agissait que de l'échange des nouvelles obligations contre les

anciennes, car l'honorable ministre avait cherché à établir une distinction entre les deux.

Après quelques mots de conversation avec l'honorable premier ministre au cours de laquelle il a reçu, je suppose, le conseil d'y aller très prudemment, l'honorable secrétaire de la Province a commencé à louvoyer, et il a fini par dire que le Gouvernement ne paierait pas les porteurs de bons qui n'y consentiraient pas. Nous y avons gagné de savoir que le Gouvernement a abandonné à peu près définitivement l'idée de faire une conversion forcée. Je dis à dessein, à peu près, car il a changé si souvent d'opinion, ou si l'on veut, ses déclarations ont varié tellement suivant le temps et les exigences du moment, que l'on peut, à bon droit, craindre encore qu'il change la déclaration rassurante de l'honorable secrétaire de la Province.

L'honorable premier ministre nous a parlé des moyens extraordinaires qu'il avait pris pour voir notre surplus, et il nous a dit qu'après bien des misères il n'avait découvert dans le coffre public qu'un vieux sou.

Il y a longtemps que le Gouvernement ne s'occupe plus de *copies*. Si les recherches que l'honorable premier ministre a faites ne lui paraissent pas satisfaisantes, nous avons, nous, la satisfaction de voir que son collègue, l'honorable trésorier nous a donné les moyens de faire la preuve qu'il n'y avait plus de déficit dans les dépenses et les recettes de la Province pour les exercices de 1885 et 1886, et cela nous suffit amplement pour établir que nous avons raison.

Toute la question sur laquelle roulait toute la discussion entre nous, était de savoir si on devait retrancher la somme de \$244,000 reçue du Gouvernement fédéral pour l'indemnité accordée à la Province à raison des sacrifices qu'elle s'était imposés pour la construction du chemin de fer du Nord. Ceux qui disaient que nous trompions le peuple en comptant cela comme recette ordinaire et en se basant sur ce calcul pour dire qu'il y avait un surplus, ou encore, si

l'on préfère, équilibre dans nos finances, trompaient eux-mêmes le public, car depuis ils ont changé complètement leur manière de voir. Nous reviendrons plus longuement sur ce sujet lorsque nous discuterons les finances, et nous en verrons de belles, si mes prévisions se réalisent.

L'honorable premier ministre a dit : " Nous sommes des gens chanceux, " et il a ajouté : " Que voulez-vous qu'on y fasse, le peuple aime les gens chanceux. "

" Si l'homme chanceux ne faisait pas profiter ceux pour qui il gagne, je voudrais bien savoir s'il y en aurait beaucoup qui voudraient faire tirer leur coup par ces gens chanceux....

Je remercie la Chambre pour avoir bien voulu me permettre de faire ces quelques observations, et pour lui témoigner ma reconnaissance d'une façon pratique, je déclare au Gouvernement, pour le récompenser de sa bienveillance, que nous ne proposerons pas d'amendement à l'adresse en réponse au discours du trône.

Au lieu d'appeler séparément chacun des paragraphes, je proposerai, pour hâter la besogne, de déclarer que les paragraphes 2, 3, 4 et 6 ne soient adoptés que sur division. Quant aux autres, nous n'y avons pas d'objection. De cette manière le travail sera plus vite fait.

Les résolutions sont adoptées dans les formes réglementaires : ainsi que l'adresse suivante en réponse au discours du trône :

*A Son Honneur l'Honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec.*

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la Province de Québec, remercions humblement Votre Honneur du gracieux discours qui nous

a été fait en son nom, par l'Administrateur de la Province en ouvrant la troisième session de la sixième législature de la Province de Québec, et assurons Votre Honneur :

Que Son Honneur l'Administrateur a bien rendu nos sentiments et ceux du peuple de cette Province en disant que nous regrettons tous l'absence, pour cause de maladie, en cette circonstance, du chef de l'exécutif, et nous faisons des vœux sincères pour son prompt retour à la santé et au poste qu'il remplit si dignement.

Nous apprenons avec intérêt de Votre Honneur, que malgré les raisons particulières qui ont retardé la conversion de la dette consolidée de la Province que nous avons autorisée à la dernière session, le Gouvernement ne désespère pas de faire cette opération financière qui lui permettra de mettre des sommes considérables à la disposition de l'instruction publique, de l'agriculture et de la colonisation.

Nous apprenons encore avec intérêt de Votre Honneur, que l'acte amendant la loi relative aux magistrats de district, sanctionné le 12 juillet dernier, ayant été désavoué par les autorités fédérales sans qu'elles fissent les nominations des juges additionnels que cette Législature avait décrétées,—le Gouvernement s'est vu dans la nécessité de mettre en force, à Montréal, les anciennes lois concernant les magistrats de district, dans le but d'arrêter l'accumulation toujours croissante des affaires judiciaires dans la métropole du pays ;

Nous donnerons pleine attention à toute mesure que nous serons invités à considérer, dans le but d'adopter la même loi avec certaines modifications que les circonstances exigent, afin de faire disparaître les difficultés que rencontre à Montréal l'administration de la justice et d'affirmer les droits de cette Législature ;

Nous apprenons avec plaisir que la correspondance échangée au sujet de ce désaveu nous sera soumise.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur,— que le Gouvernement fédéral ayant mis en doute les droits de cette Province à la propriété de cette partie des terres de la couronne qu'on appelle " lots de grève,"—le Gouvernement de cette Province a cru devoir protester énergiquement contre un tel empiètement qui, s'il réussissait, aurait des résultats désastreux ; et que le mémoire transmis aux autorités fédérales à ce sujet nous sera soumis ainsi que les autres documents s'y rattachant.

Nous apprenons avec intérêt, de Votre Honneur, que les autorités fédérales, consultées par le Gouvernement, ont fait savoir qu'elles délibéraient sur le désaveu de la loi de la dernière session, confirmant l'arrangement fait au sujet des biens dits " Biens des Jésuites, " et qu'en conséquence l'exécution des principales clauses de cette loi est restée et restera suspendue jusqu'à l'expiration du délai dans lequel le désaveu peut avoir lieu.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que, suivant le désir de cette Législature, le département de l'agriculture et de la colonisation a été confié à un agriculteur pratique, ce qui devra, nous l'espérons avec Votre Honneur, assurer un succès marqué à ces deux grandes causes nationales, et nous avons appris avec plaisir que, par cet arrangement, un département important est confié à un représentant de la minorité de cette Province, dans la personne d'un député des cantons de l'est.

Nous sommes heureux d'apprendre que nous serons appelés à considérer l'opportunité d'accorder des récompenses spéciales et honorifiques au mérite agricole, afin de créer parmi nos cultivateurs une noble et légitime émulation.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que les statuts refondus de cette Province sont devenus en force, par proclamation, le 1er janvier courant et que la distribution s'en fait avec toute la diligence possible.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que des mesures efficaces ont été prises pour assurer la rentrée des deniers dûs à la Province et faire respecter la loi des licences.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que grâce aux crédits nouveaux que nous avons accordés aux compagnies de chemins de fer, les travaux de construction d'un certain nombre de ces chemins ont été poussés avec énergie, et que quelques-uns mêmes d'entre eux sont terminés et déjà en pleine opération.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que l'aide accordée à la dernière session à la compagnie du pont de chemin de fer de Québec a été mise, par arrêté du conseil, à la disposition des promoteurs de cette importante entreprise, dans les termes et suivant les conditions imposées par la loi.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que le Gouvernement s'est efforcé, sous l'autorité de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 12, de nommer des arbitres à qui devaient être renvoyées telles questions que les deux Gouvernements de Québec et d'Ontario conviendraient mutuellement de soumettre,—et nous apprenons avec plaisir que, bien que les Gouvernements n'aient pu s'entendre, après plusieurs entrevues et correspondances échangées, le Gouvernement de cette Province insistant pour ne soumettre que les questions se rattachant au fonds des écoles, et le Gouvernement d'Ontario voulant en soumettre d'autres, avec celle-là—il y ait encore lieu d'espérer que cette difficulté sera réglée sous peu à la satisfaction des deux Provinces.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que les comptes publics pour l'année fiscale terminée le 30 juin dernier, nous seront soumis sans retard, ainsi que le budget supplémentaire de cette année et celui de l'année fiscale 1889-90 ;—et que nous ne sommes pas moins heu-

reux d'apprendre qu'il nous sera permis de voir avec satisfaction que les espérances manifestées au sujet d'un surplus considérable pour l'année dernière, (1887-88,) ont été réalisées ; et que les dépenses ordinaires sont faites avec toute l'économie possible.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, qu'afin de remplir la promesse qui fut faite à la dernière session, un projet de loi nous sera soumis pour régler aussi équitablement que possible la question de l'exemption de taxes de certaines propriétés, possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité.

Nous considérerons soigneusement les changements à l'acte des asiles adoptés en 1885, qui nous seront soumis, d'accord avec quelques-unes des conclusions du rapport de la commission, nommée pour étudier cette importante question, et dans le but de faire cesser le malaise que cette loi avait créé.

Nous apprenons avec intérêt de Votre Honneur, que quelques autres projets de loi nous seront aussi soumis, entre autres, en rapport avec la loi des élections contestées de Québec, avec la loi des mines et avec celle des licences.

Votre Honneur peut avoir confiance que nous donnerons toute l'attention désirable à ces sujets importants, et qu'avec Votre Honneur nous prions Dieu de bénir nos travaux.

Sur proposition de l'honorable M. Mercier, il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial de dix membres pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre et que les honorables MM. Mercier, Duhamel, Gagnon, Blanchet et Flynn et MM. Boyer, Murphy, Casgrain, Picard et Tessier forment le dit comité.

Sur proposition de l'honorable M. Shehyn, il est résolu

que mardi prochain la Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur proposition de l'honorable M. Shehyn, il est résolu que mardi prochain la Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

EXPLICATIONS MINISTÉRIELLES.—LE BREF D'ÉLECTION
POUR MONTRÉAL-CENTRE.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Je propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm et chef de l'opposition*.—Est-ce que le Gouvernement est prêt à nous donner des explications sur les changements qui ont eu lieu pendant la vacance dans le personnel du cabinet ?

L'honorable M. **Mercier**.—Oui, M. le Président.

Je suis autorisé par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur à faire la déclaration suivante :

L'honorable D. A. Ross, membre du conseil exécutif de cette Province, a eu l'offre de prendre la direction d'un département, ce qu'il a refusé pour cause de santé et autres raisons. Il a préféré rester ministre sans portefeuille, tel qu'il est encore aujourd'hui. Alors la direction du département de l'agriculture a été offerte à l'honorable M. Rhodes, qui l'a acceptée et qui a été assermenté, le 7 décembre 1888.

L'honorable M. Mercier a été assermenté le même jour comme président du conseil.

L'honorable M. **Taillon**.—Pourrait-on maintenant avoir des nouvelles du bref d'élection de Montréal-centre ?

L'honorable M. **Mercier**.—Il est arrivé une malheureuse erreur qui a été cause de tout le retard. En préparant le bref, on a écrit Montréal-ouest au lieu de Montréal-centre, mais je m'empresse de dire que votre mandat, M. le Président, était exact, ainsi que l'arrêté du conseil, fixant les dates des opérations électorales.

Maintenant, après ces explications sur un incident regrettable en soi, je me suis demandé, après avoir longuement considéré la question sous toutes ses faces, si réellement il y avait bien vacance dans la représentation de la division électorale de Montréal-centre. Ce n'est encore qu'un doute, chez moi, mais il est assez fort pour m'engager à faire ici une procédure quelconque afin de donner un effet pratique au jugement du tribunal. C'est pour ce motif que j'ai l'intention de soumettre une résolution à la Chambre à ce sujet.

Il y a encore d'autres questions qu'il faut résoudre avant qu'une action définitive soit prise. Par exemple je ne suis pas prêt à dire qu'il ne faudrait pas demander aux juges de déclarer que M. McShane, qui est désigné dans le jugement, est celui qui a occupé le poste de commissaire de l'agriculture et des travaux publics, car dans ce jugement on le désigne comme commissaire des terres de la couronne, or, comme on le sait, jamais M. McShane n'a administré ce département.

Je dois ajouter, pour être franc, que je ne suis pas prêt à donner une opinion définitive sur les points que je viens de mentionner.

L'honorable M. **Tailon**.—M. le Président, je ne vois pas pour le moment l'apropos de faire une lutte qui me paraît devoir être sans résultat pratique.

Quant à l'erreur de désignation, dont vient de parler l'honorable premier ministre, c'est-à-dire celle qui consiste à désigner le mis en cause comme commissaire des terres de la couronne au lieu de commissaire de l'agriculture et des

travaux publics. il y aurait un moyen bien simple de tourner l'obstacle. Le Gouvernement pourrait inviter M. McShane à donner sa démission...

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—Mais alors il n'apparaîtrait pas qu'il a été condamné par un tribunal, puisqu'on lui permettrait de démissionner et que ce serait par cette démission que la vacance serait créée.

La proposition d'ajournement est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 11 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Liste des membres des comités permanents.—Dépôt de projets de loi par l'honorable M. Gagnon et l'honorable M. Mercier.—Proposition relative à la prise en considération d'une résolution comportant ratification d'un contrat passé par le Gouvernement avec le Dr. McKay, concernant l'entretien des aliénés : MM. Gagnon et Lynch.—Proposition relative à la prise en considération d'une résolution portant fixation du salaire de deux magistrats de district pour le district de Montréal : L'honorable M. Turcotte.—Proposition demandant le dépôt, sur le bureau de la Chambre, des renseignements sur la dépense de \$10,000. pour faire des explorations dans certains comtés de la rive sud, district de Québec : L'honorable M. Mercier.—L'honorable M. Pelletier prend séance.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et quinze minutes.

LES COMITÉS PERMANENTS.

Voici la liste des membres des comités permanents pour la présente session :

Privilèges et élections.—MM. Bourbonnais, Casgrain, Flynn, Gagnon, Lafontaine, LeBlanc, Lemieux, Lynch, Pelletier, Robidoux, Taillon et Turcotte.

Ordres permanents.—MM. Bernatchez, Boyer, Cameron, Deschênes (Témiscouata), Duplessis, Girouard, LeBlanc, Legris, Spencer et Sylvestre.

Chemins de fer, canaux, etc.—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cameron, Déchéne, (L'Islet), Deschênes, (Témiscouata), de Grosbois, Desjardins, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Gagnon, Laliberté, Lapointe,

Legris, LeBlanc, Lynch, Morin, Martin, (Rimouski), Martin, (Bonaventure), Nantel, Poupore, Rinfret, Rochon, Robertson, Sylvestre et Tessier.

Projet de loi d'intérêt local et particulier.—MM. Bisson, Boyer, Blanchet, Beauchamp, Casgrain, David, Déchéne, (L'Islet), de Grosbois, D'hamel, Duplessis, Gladu, Hall, Lareau, LeBlanc, Lynch, Murphy, Pilon, Robertson, Rochon et Tessier.

Législation et lois expirantes.—MM. Blanchet, Casgrain, David, Duplessis, Flynn, Gagnon, Gladu, Hall, Lareau, Lemieux, Nantel, Pelletier, Picard, Robidoux et Turcotte.

Comptes publics.—MM. Bisson, Boyer, Cardin, Cameron, Desjardins, Duplessis, Flynn, Gagnon, Hall, Laliberté, LeBlanc, Lussier, Lynch, Mercier, Morin, Murphy, Nantel, Owens, Picard, Rhodes, Rinfret, Rocheleau, Robertson, Shehyn, Sylvestre, Taillon et Trudel.

Agriculture, immigration et colonisation.—MM. Bazinet, Blanchet, Baldwin, Beauchamp, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cardin, Déchéne, (L'Islet), Deschênes (Témiscouata), de Grosbois, Faucher de Saint-Maurice, Forest, Girouard, Gladu, Lareau, Lapointe, Legris, Lussier, Martin, (Rimouski), Martin (Bonaventure), McIntosh, Morin, Nantel, Owens, Picard, Pilon, Poupore, Rhodes, Rocheleau, Spencer, Sylvestre, Taillon, Tessier, Tourigny et Trudel.

Industries.—M.M. Baldwin, Beauchamp, Cardin, Champagne, Girouard, Lapointe, Laliberté, Legris, Lemieux, Martin, (Rimouski), Martin, (Bonaventure), McIntosh, Murphy, Pilon, Poupore, Rinfret, Rocheleau, Shehyn, Spencer et Tourigny.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—J'ai l'honneur de pro

poser qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier les articles 19 et 999 du code municipal.

Ce projet de loi a pour but de remédier à une lacune qu'il y a dans le code municipal. Ainsi il n'y a rien qui pourvoit à la remise à un jour ultérieur, de la vente des terrains pour taxes municipales, quand le jour mentionné dans le code se trouve être un jour férié. C'est ce qui arrive cette année, le premier mercredi de mars étant un *dies non*.

J'ai copié la clause que l'on trouve dans la loi électorale de Québec, pour décréter qu'à l'avenir telle vente sera renvoyée au jour non-férié suivant. Il importe de procéder rapidement avec ce projet de loi, vu que déjà les avis ordinaires ont été donnés par les secrétaires-trésoriers.

J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi concernant les commissions des employés publics.

J'ai tout simplement copié la loi fédérale en y faisant les changements voulus pour l'appliquer à la Province.

J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier les lois relatives aux écoles de réforme et d'industrie.

J'ai aussi l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier le chapitre 5 du titre 8, des statuts refondus de la Province de Québec, intitulé : "Des asiles d'aliénés."

C'est là, sans contredit, la mesure la plus importante que j'aurai à présenter à la Chambre pendant la session.

Cette question des asiles, qui a tant agité les esprits, me semble définitivement réglée par ce projet de loi. Toute l'économie de ce projet repose sur le fait suivant : On décrète que les contrats faits avant 1885 vont recevoir leur

exécution comme si la loi de 1885 n'avait jamais été passée. Je ne dis pas que cette loi ne devrait pas être appliquée, mais quand les contrats en question seront renouvelés, ils pourront être soumis à l'empire de cette législation.

Ce projet de loi a reçu l'approbation des intéressés. La concession qui semble y être faite n'est en réalité qu'apparente, puisque la loi de 1885 n'a pas pu être appliquée ni par moi ni par mon honorable prédécesseur.

Nous allons avoir la paix grâce à la législation que je propose, car elle a été approuvée par la Mère supérieure de la communauté de la Longue Pointe.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi des élections contestées de Québec.

M. le Président, c'est le projet de loi dont j'ai parlé hier au cours de mes remarques sur l'adresse. Ce projet était imprimé au moment du débat d'hier, c'est la raison pour laquelle certaines suggestions qui m'ont été faites par l'honorable chef de l'opposition et que j'ai acceptées, ne paraissent pas dans le texte que je présente maintenant. Mais quand nous en serons rendus à la seconde délibération, j'en profiterai pour faire la déclaration requise et pour demander à la Chambre de bien vouloir adopter ces suggestions où d'autres qui pourront être faites alors, et que le Gouvernement croira devoir accepter, pour perfectionner cette loi.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

LE CONTRAT MCKAY POUR L'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS.

L'honorable M. **Gagnon**.—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—J'ai l'honneur de proposer que mardi prochain la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à un certain contrat pour l'entretien des aliénés.

M. le Président, au nom du Gouvernement, j'ai fait un contrat avec le Dr McKay, en vertu duquel ce Monsieur s'oblige à entretenir et traiter les aliénés qui lui seront envoyés à raison de cent piastres par tête, et pour les inébrés, à raison de \$122. Mais pour les personnes de cette dernière classe l'autorisation législative que je sollicite par ces résolutions n'est pas indispensable, vu qu'un arrêté du conseil m'autorise à faire un contrat pour le soin de ses malades. Cependant, j'ai cru qu'il valait aussi bien l'inclure avec l'autre arrangement que la Chambre va être appelée à ratifier.

Le contrat avec l'asile de Beauport porte que nous devons payer pour 850 patients, qu'ils y soient ou qu'ils n'y soient pas. Mais comme nous ne sommes pas tenus de dépasser ce chiffre de 850, nous pouvons disposer de l'excédant qui est, malheureusement, assez considérable. En envoyant les aliénés de cet excédant chez le Dr. McKay, on fait une économie de \$32 par tête. On voit par là, toutes choses égales d'ailleurs, que c'est là une mesure éminemment favorable au trésor, car nous pourrions ainsi facilement économiser plusieurs milliers de piastres par année.

L'honorable M. **Lynch**.—*député de Brome*.—Je ne désire pas commenter les remarques de l'honorable secrétaire de la Province, mais simplement exprimer l'espoir que le Gouvernement se fera un devoir de hâter la produc-

tion des contrats passés tant pour les aliénés que pour les inébrés.

J'ai mis un avis sur l'ordre du jour à l'effet d'avoir copie de ces contrats, et j'espère que ma proposition sera adoptée, et que l'on s'empressera de nous communiquer les renseignements qu'elle demande.

L'honorable M. **Gagnon**.—Certainement.

La proposition est adoptée.

LES MAGISTRATS DE DISTRICT A MONTRÉAL.

L'honorable M. **Turcotte** — *député de Trois-Rivières, procureur-général*. — J'ai l'honneur de proposer que mardi prochain, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux magistrats de district.

La loi que nous nous proposons de soumettre aux Chambres est en tout semblable à celle qui a été adoptée l'année dernière, sauf en ce qui regarde l'abolition de la cour de circuit. Il y aura juridiction concurrente.

M. **Casgrain**—*député de Québec*—Ecoutez ! écoutez.

La proposition est adoptée.

L'EXPLORATION DES COMTÉS DU SUD.

M. **Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état des sommes dépensées, le nom des personnes qui ont été chargées de cette dépense, par qui recommandées, aussi les noms des endroits où ces sommes ont été dépensées, en vertu de la résolution de la Chambre, adoptée le 10 mai 1887, disant :

“ Résolu qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres
“ soit accordée à Sa Majesté, pour payer une partie des

“ frais de l'exploration des comtés de Dorchester, Lévis, Bellechasse, Montmagny, Kamouraska, Témiscouata, Lotbinière, Mégantic, Arthabaska et Wolfe, conformément au deuxième rapport du comité d'agriculture, unanimement adopté par l'Assemblée législative le 14 juin 1886.”

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—M. le Président, il y a eu de l'ouvrage de fait et les rapports qui nous ont été transmis sont très précieux, car ils contiennent des renseignements fort considérables sur les ressources de ces territoires. Je ne doute pas que la Chambre sera heureuse de voter de l'argent pour continuer ces explorations qui promettent des résultats avantageux.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mardi le 15 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi : MM. Lareau et Gagnon.—Adoption des résolutions concernant les magistrats de district de Montréal et le dépôt qui doit être fait dans les appels de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées : MM. Turcotte, Mercier et Taillon.—Délibération sur les résolutions concernant le contrat McKay, pour l'entretien des aliénés : MM. Gagnon, Taillon et Blanchet.—Délibération sur divers projets de loi. Proposition de M. Desjardins demandant un état des recettes et des dépenses de la Province depuis le 1er juillet 1888 jusqu'au 1er janvier 1889 : MM. Desjardins et Shehyn.—Proposition de M. Desjardins, demandant copie des documents et propositions faites au Gouvernement au sujet de la conversion de la dette : MM. Desjardins, Shehyn, Mercier, Taillon et Nantel.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

M. **Lareau**—*député de Rouville*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier les lois de la procédure civile.

M. le Président, c'est le même projet de loi que j'ai présenté l'année dernière et qui a été remis à la présente session, à cause de mon départ pour l'Europe.

Je dois prévenir la Chambre que ce projet change 150 à 200 articles du code de procédure civile. Pour cette raison je crois qu'il faudrait peut être le soumettre à un comité spécial ou bien, au comité de législation, afin d'en faire une étude plus complète que celle qui pourrait être faite ici.

J'ai pris les suggestions qu'a bien voulu me faire l'honorable procureur général. Son Honneur le juge Jetté m'a fait aussi de précieuses suggestions que j'ai mises dans ce projet. En un mot, j'ai réuni toutes les propositions qui m'ont paru pratiques, afin qu'elles aient l'avantage de subir l'épreuve d'une délibération approfondie de la part d'un comité, comme je l'ai suggéré tout à l'heure.

Je profiterai de cette occasion pour demander au Gouvernement s'il se propose de nommer une commission pour refondre le code de procédure civile. J'ai compris l'année dernière que ce projet était à l'étude. Est-ce qu'une décision a été prise ?

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—L'honorable procureur général est absent. Aussitôt qu'il sera à son siège, il répondra à la question de l'honorable député.

Le projet de loi est adopté en première délibération.

LES ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE ET LES SOCIÉTÉS
NATIONALES.

M. **Lareau**.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour constituer en corporation les associations de bienfaisance et les sociétés nationales.

M. le Président. c'est le projet qui a été adopté ici l'année dernière mais rejeté au Conseil législatif, en mon absence en Europe. Je n'y ai fait aucun changement.

Ce projet est adopté en première délibération.

L'honorable M. **Cagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—En l'absence de l'honorable M. Duhamel, j'ai l'honneur de proposer qu'il

me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, divers projets de loi :

Le premier, pour modifier et refondre la loi des mines.

Le second, pour modifier les lois relatives aux terres publiques.

Le troisième, concernant la protection des bois contre le feu.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

LES MAGISTRATS DE DISTRICT A MONTRÉAL.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*. — J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les magistrats de district.

J'ai aussi l'honneur d'informer la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, les recommande à la considération de l'Assemblée législative.

Les résolutions suivantes sont adoptées en comité général, rapportées à la Chambre, et lues une première fois :

Attendu que, dans le district judiciaire de Montréal, le nombre des causes en matière civile, tant devant la cour supérieure que devant la cour de circuit, est tellement considérable que, malgré la permanence des sessions de ces tribunaux, les juges qui les président sont incapables de les entendre toutes et de les juger avec la célérité qui convient aux parties intéressées ;

Attendu que les autorités fédérales ont négligé de faire toutes les nominations de juges additionnels pourvues par le statut de cette Province, 50 Victoria, chapitre 11 ;

Attendu que, pour remédier à cet état de choses et dans l'intérêt de l'administration de la justice, il est devenu nécessaire d'établir, dans la cité de Montréal, pour le district judiciaire de Montréal, une cour de magistrats, devant laquelle pourraient être portées toutes les causes, procédures, matières et choses qui sont maintenant de la juridiction de la cour de circuit siégeant dans le district de Montréal : En conséquence il est

Résolu, 1. Que deux magistrats de district pourront être nommés par le Lieutenant Gouverneur en conseil, avec un salaire de trois mille piastres par année chacun, pour présider une cour en la cité de Montréal, nommée "cour de magistrats du district de Montréal," qui aura juridiction finale sur les matières suivantes :

1. Toute demande dans laquelle la somme ou la valeur de la chose réclamée est moindre que cent piastres, sauf les causes qui tombent exclusivement sous la juridiction de la cour de vice-amirauté, les matières de pétition de droit, et toute demande pour honoraires d'office, droits, rentes, revenus ou sommes de deniers payables à la couronne, ou relative à des droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières qui peuvent affecter les droits pour l'avenir.
2. Toute demande pour taxes ou rétributions d'écoles et pour cotisations pour la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières quelqu'en soit le montant.
3. Toute demande en recouvrement de contributions, taxes, cotisations, pénalités, dommages ou sommes de deniers dues et exigibles en vertu du code municipal, de tout statut spécial d'organisation municipale, des règlements faits sous l'autorité de ces mêmes lois et des lois qui ont rapport aux abus préjudiciables à l'agriculture.
4. Toute demande en recouvrement de pénalités encourues ou de deniers dus au trésor de la Province en vertu de la loi des licences.

Résolu, 2. Que le Lieutenant Gouverneur en conseil pourra nommer un greffier de la dite cour de magistrats du district de Montréal, avec un salaire n'excédant pas quatorze cents piastres par année, ainsi que tous autres officiers et employés nécessaires pour l'expédition des affaires devant ce tribunal et en fixer les salaires.

Résolu, 3. Que les dépenses et les frais d'installation et l'entretien de l'édifice nécessaire à la tenue de cette cour de magistrats de district et les bureaux des officiers d'icelle, seront défrayés à même le fonds consolidé du revenu.

LES APPELS DANS LES CAUSES D'ÉLECTIONS CONTESTÉES.

L'honorable M. **Mercier**—*Député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération la résolution suivante relative au dépôt qui doit être fait dans les appels de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées.

J'ai aussi l'honneur d'informer la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de cette résolution, il la recommande à la considération de l'Assemblée législative :

Résolu, que le dépôt qui doit être fait en appel d'un jugement rendu sur une pétition d'élection contestée,—par lequel jugement, une personne est déclarée avoir commis une menée corruptrice, et est privée pendant sept ans, à partir de la date du jugement, du droit de siéger dans l'Assemblée législative, de voter à toute élection d'un membre de cette Chambre et d'occuper une charge relevant de la couronne ou du Lieutenant Gouverneur,—sera d'une somme de deux cent piastres, comme garantie des frais, et d'une autre somme de vingt piastres pour la préparation et la transmission du dossier.

M. le Président, il s'agit tout simplement de pourvoir au dépôt de \$200 exigé de celui qui prendra appel d'un jugement le privant de ses droits politiques, et d'une autre somme de \$20 pour préparer et transmettre le dossier. Cet appel se fera sur simple inscription. Il faut que la procédure soit la plus expéditive possible.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.* — Dans ce cas-ci la question du dépôt n'est qu'incidente, par conséquent l'honorable premier ministre aurait pu préparer et exposer son projet de loi, et la résolution venir ensuite. Il en est toujours ainsi lorsque la dépense n'est qu'incidente.

L'honorable M. **Mercier.** — Mon honorable ami est sous l'impression que le projet n'est pas encore devant la Chambre. C'est une erreur. Je l'ai déposé l'autre jour et maintenant il est inscrit à l'ordre du jour pour la seconde lecture. Je crois donc que c'est le moment de procéder avec la résolution.

La proposition est adoptée. La résolution est adoptée en comité, rapportée à la Chambre et lue une première fois.

LE CONTRAT MCKAY POUR L'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.* — J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution relative à un certain contrat pour l'entretien des aliénés.

J'ai aussi l'honneur d'informer la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de cette résolution, il la recommande à la considération de l'Assemblée législative.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm et chef de l'opposition.*—Nous ne faisons que de recevoir une copie

de cette résolution et comme nous avons l'intention de nous y opposer, il conviendrait que le Gouvernement ne presserait pas l'adoption de cette mesure aujourd'hui.

L'honorable M. **Gagnon**.—On m'informe que cette résolution est distribuée depuis vendredi.

Il est bien facile de se rendre compte de l'économie de cette mesure. Il s'agit tout simplement d'autoriser le Gouvernement à remettre aux soins du Dr. McKay le surplus des 850 aliénés que nous sommes tenus d'avoir à l'asile de Beauport. Dans ce cas, au lieu de payer \$132 par tête, nous ne donnerons que \$100, faisant par là même une économie de \$32 par chaque patient.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*. — Le contrat de l'asile de Beauport n'est pas devant la Chambre, et il nous le faudrait pour le comparer avec la mesure que l'on propose.

L'honorable M. **Gagnon**.—S'il y a quelqu'un qui doit connaître ce contrat, c'est bien l'honorable député de Beauce, puisque c'est lui qui l'a signé au nom de la Province, pendant qu'il occupait le poste de secrétaire provincial.

Toute la résolution va à dire que nous pourrions diriger le surplus des patients sur la maison tenue par le Dr. McKay, voilà tout ce dont il s'agit.

L'honorable M. **Blanchet**.—L'honorable secrétaire de la Province a raison de dire que je connais le contrat de l'asile de Beauport, mais les autres députés ne le connaissent pas comme moi et il n'est que juste qu'ils aient l'occasion de l'étudier.

L'honorable ministre dit que des copies de cette résolution ont été distribuées depuis quelques jours. Je ne les ai pas vues, bien que je sois allé au bureau de poste depuis vendredi, jour où elles auraient été distribuées aux membres.

Nous ne voulons pas faire d'obstruction, ce n'est pas notre habitude de ce côté-ci de la Chambre, mais encore faut-il que nous soyions en position de faire convenablement notre devoir.

L'honorable M. **Gagnon**—Si c'est le désir général, je suis prêt à retirer ma proposition, car je ne veux pas prendre la Chambre par surprise.

La proposition est considérée comme non avenue.

LES ECOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—Je propose que le projet de loi pour modifier les lois relatives aux écoles de réforme et d'industrie, soit maintenant adopté en deuxième délibération.

Mon but en soumettant ce projet de loi est de rendre l'application de ces lois plus simple et par conséquent plus facile.

L'article 3137 des statuts refondus dit qu'un enfant pourra être admis dans tels et tels cas, entre autres, s'il est orphelin de père ou de mère. Ceci semblerait exclure l'orphelin de père et de mère, ce qui est loin de la pensée qui a animé le législateur quand il est venu au secours de ces pauvres enfants. Je propose de substituer à cette rédaction défectueuse la suivante : "orphelin ou orpheline de père ou de mère ou orphelin de père et de mère". De la sorte on évitera l'ambiguïté qui résulte du premier texte.

Je voudrais aussi avoir le pouvoir de mettre l'enfant sourd et muet qui sort guéri d'un asile d'aliénés, dans une de ces écoles. A l'heure qu'il est, ces petits malheureux sont jetés sur la rue, ou si l'on tient à les faire entrer dans une école de réforme ou d'industrie, il faut faire toute une longue procédure devant un magistrat. Par l'article deux du projet

de loi, je demande que le secrétaire de la Province, sur le certificat du bureau médical d'un asile d'aliénés, qu'un enfant muet ou sourd et muet ne peut être interné parce qu'il n'est pas aliéné, ou qu'il doit en sortir parce qu'il est guéri, pourra donner l'ordre que cet enfant soit placé dans une école de sourds muets, ou encore dans une école de réforme ou d'industrie, si, naturellement, il est trouvé dans les conditions requises par la loi.

Voilà, M. le Président, les deux points que règle ce projet de loi.

C'est une législation éminemment humanitaire. Elle m'a été inspirée par les observations judicieuses du magistrat de police de Montréal, car il lui est arrivé, bien contre son gré, de mettre dans la rue plusieurs enfants qui sortaient de l'asile de la Longue-Pointe. C'est pour remédier à un état de choses regrettable que je demande ce changement, et je ne doute pas que la Chambre adoptera avec empressement ce projet de loi.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*. — Je crois qu'il vaudrait bien mieux envoyer ces enfants à une école de sourds-muets.

L'honorable M. **Gagnon**. — Sans doute et j'y ai même pensé, mais l'honorable député a-t-il réfléchi qu'il n'y a aucune loi qui nous donne le moindre contrôle sur ces écoles, bien que nous dépensions quatorze ou quinze mille piastres par année pour leur venir en aide. Pour suivre la suggestion de mon honorable ami, il me faudrait mettre ces enfants à la charge de la Province, et rien n'est pourvu pour cela.

L'honorable M. **Blanchet**. — Je suppose que le Gouvernement a l'intention d'en arriver là, et en attendant il ne lui reste que l'alternative de mettre ces enfants dans les écoles d'industrie.

L'honorable M. **Gagnon**.—Si nous faisons un arrangement avec une école de sourds-muets, il sera soumis à la Chambre.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération, examiné en comité général, et rapporté à la Chambre.

Les projets de loi pour modifier les articles 19 et 999 du code municipal, et concernant les commissions des employés publics, sont adoptés en deuxième délibération.

LA CONVERSION DE LA DETTE.

M. **Desjardins**—*député de Montmorency*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance, documents et de toutes propositions faites au Gouvernement de la Province, concernant la conversion de la dette de la Province.

L'honorable M. **Shehyn**—*député de Québec-est et trésorier de la Province*.—Tout ce que nous avons reçu est d'une nature confidentielle, et il ne serait pas dans l'intérêt public de mettre maintenant ces propositions devant la Chambre.

M. **Desjardins**.—Je dois faire remarquer que si j'ai fait cette proposition, c'est parce que l'honorable premier ministre a déclaré, dans son discours sur l'adresse, qu'il avait reçu une offre par laquelle le Gouvernement se serait trouvé en mesure d'économiser \$130,000 par année dans le service des intérêts, et que le Gouvernement n'avait pas cru devoir accepter cette proposition pour des raisons qui ne nous ont pas été communiquées. Cette déclaration était, par elle-même, de nature à piquer notre curiosité, c'est pourquoi, j'ai donné de suite avis de la proposition qui est devant la Chambre.

L'honorable trésorier déclare qu'il n'est pas dans l'intérêt public de nous donner aucun renseignement sur ce sujet. Il va de soi que le Gouvernement reste juge de ce qu'il faut faire dans les circonstances, étant le premier gardien des intérêts publics.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—J'ai déclaré l'autre jour qu'une certaine proposition nous avait été faite par laquelle nous aurions pu économiser environ \$130,000 par année dans le service des intérêts. Cette déclaration est vraie, et je l'ai donnée officiellement, mais c'est tout ce que nous pouvons faire savoir à la Chambre. Nous ne pouvons pas même donner les noms de ceux qui nous ont fait cette proposition, vu que leur offre ne doit pas encore être considérée comme officielle.

Les autres renseignements qui sont contenus dans la correspondance ne peuvent pas être mis devant la Chambre avant que l'on ne soit arrivé à une entente. Dans ces circonstances, je crois que l'honorable député de Montmorency consentira à retirer sa proposition.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—J'espère alors que l'on va cesser de rejeter sur le dos de l'opposition, la responsabilité des échecs du Gouvernement dans la réalisation de ce projet.

L'honorable M. **Mercier**.—Il ne s'agit pas du tout de cela. L'honorable député de Montmorency soumet une proposition demandant tels et tels renseignements sur ce que j'ai dit l'autre jour. Nous répondons à sa demande en lui déclarant que, pour des motifs d'intérêt public, nous ne pouvons mettre ces renseignements devant la Chambre.

Voilà toute la question.

Pour le reste, je n'ai rien à retrancher sur ce que j'ai dit l'autre jour. J'ai dit que certains hommes appartenant au

parti conservateur avaient jeté des obstacles sur nos pas au sujet de cette affaire, et c'est vrai. Mais entre discuter cette déclaration et mettre les documents demandés devant la Chambre, il y a une grande différence.

M. **Nautel**—*député de Terrebonne*.—Si les propositions que l'on a reçues ne sont pas officielles, pourquoi s'en sert-on devant la Chambre et contre nous. On a dit qu'on avait reçu des offres, eh bien, nous avons droit de les connaître..

L'honorable M. **Mercier**.—J'ai dit qu'on avait reçu une offre et qu'on l'avait refusée. Je n'ai rien de plus à ajouter.

M. **Nautel**.—L'honorable premier ministre nous dit que cette offre a été refusée. Très bien, si elle méritait de l'être, mais alors n'est-il pas vrai que nous avons le droit de savoir quelle est la nature de cette proposition, quand ce ne serait que pour nous permettre d'apprécier l'acte du Gouvernement en refusant de l'accepter. Comment pourrions-nous autrement savoir que les ministres ont bien fait en rejetant cette offre ?

Mais on dit que ces renseignements ne peuvent être mis devant la Chambre sans préjudice pour les intérêts publics. C'est là, dans les cas ordinaires, une bonne raison. Quand, par exemple, l'information vient par le canal de la presse, et que les ministres eux-mêmes n'ont pas jeté un commencement de déclaration dans le cours de la lutte avec leurs adversaires et dans le but d'en tirer un avantage de parti sur eux. Mais ici, c'est tout le contraire qui est vrai.

S'il ne convient pas de mettre ces renseignements devant nous, pourquoi s'en sert-on contre nous devant le public ? Si nous n'avons pas le droit de les avoir, l'honorable premier ministre n'a pas le droit de s'en servir pour des fins de parti ou autrement.

Une dernière question. Est-ce que cette proposition par laquelle on aurait pu économiser \$130,000 par année a été faite par écrit ?

L'honorable M. **Mercier**.—J'ai dit bien clairement, il me semble, que cette offre n'avait pas encore été faite officiellement, et que c'était là la raison pour laquelle nous n'étions pas en état de la communiquer à la Chambre.

M. **Nantel**.—Cela ne répond pas à ma question. Je demande si l'offre a été faite par écrit ?

L'honorable M. **Mercier**.—Les communications que nous avons eues ne sont pas d'un caractère officiel.

M. **Nantel**.—Devons-nous comprendre que ces communications ont été verbales ou écrites ?

L'honorable M. **Mercier**.—Il me semble que l'honorable député ne devrait pas insister.

M. **Nantel**.—Alors ces communications n'ont pas été faites par écrit. Le pays sera surpris d'apprendre que des communications de ce genre ont été faites verbalement.

Le Gouvernement en sortira comme de la fameuse et mémorable négociation Nelson, mais personne ne lui enviera le rôle piteux qu'il a joué dans cette affaire.

L'honorable M. **Mercier**.—La Province, c'est-à-dire la partie éclairée du public, serait surprise si le Gouvernement faisait le contraire, et il n'y a pas un homme intelligent qui ne comprenne pas que ces sortes de négociations doivent se faire ainsi. Dans la déclaration que j'ai eu l'honneur de faire l'autre jour, je n'ai pas donné les noms des personnes ni les circonstances ni les détails relatifs à cette offre. J'ai été aussi prudent que je devais l'être, par conséquent, il n'y a pas de nécessité de continuer ce débat.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Si l'honorable premier ministre s'était contenté

de mentionner le fait que le Gouvernement avait reçu des propositions il n'y aurait pas grand'chose à y redire. Mais, il a été plus loin, et il a pris la peine de nous dire la nature même de ces propositions, en nous disant qu'elles étaient avantageuses dans une certaine mesure, et il a même spécifié le montant de \$130,000 comme étant la somme qui aurait été économisée si on les avait acceptées. Par là même, l'honorable premier ministre tombait sous l'effet de la règle de la Chambre qui déclare qu'on ne doit pas se servir d'une lettre ou de renseignement qu'on ne peut mettre devant la députation.

La proposition de M. Desjardins est retirée.

L'ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES.

M. Desjardins—*député de Montmorency*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état des recettes et des dépenses de la Province, depuis le premier de juillet 1888 jusqu'au premier janvier 1889.

L'honorable **M. Shehyn**—*député de Québec-est, trésorier de la Province*.—J'ai déjà donné ordre de préparer un tel état, et il sera produit sous peu,

M. Desjardins.—Pour les mêmes dates ?...

L'honorable **M. Shehyn**.—Oui, pour les mêmes dates.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mercredi, le 16 janvier 1889.

SOMMAIRE:—Délibération sur les résolutions concernant les magistrats de district de Montréal. Amendement de l'honorable M. Blanchet: MM. Blanchet et Turcotte.—Amendement de l'honorable M. Taillon: MM. Taillon, Mercier, Hall, Lareau, Casgrain, Robidoux et Nantel.—Délibération sur le projet de loi pour modifier la loi des élections contestées: MM. Mercier et Flynn.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie,

Les résolutions relatives au dépôt qui doit être fait dans les appels de certains jugements sur les pétitions d'élections contestées, sont définitivement adoptées dans les formes réglementaires.

LES MAGISTRATS DE DISTRICT DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur les résolutions relatives aux magistrats de district de Montréal.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—J'ai l'honneur de proposer que ces résolutions soient maintenant adoptées en deuxième délibération.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce*.—M. le Président, personne, j'en suis certain ne croira que nous faisons une surprise au Gouvernement en nous opposant à cette mesure. Déjà l'an dernier, nous l'avons combattue de toutes nos forces pour des raisons majeures d'intérêt public, et cette année, nous ne faisons que continuer la lutte déjà commencée en repoussant cette législation que nous n'avons pas cessé de considérer comme contraire aux intérêts de la Province, surtout en ce qui touche le trésor.

Cette tentative de législation peut être considérée sous deux aspects différents. Ainsi, il y a la question de savoir si la Législature provinciale a le pouvoir constitutionnel de créer des magistrats ayant des attributions qui ont tout le caractère de celles des juges de juridiction supérieure dont la nomination est exclusivement du ressort des autorités fédérales. On peut aussi la discuter au point de vue des charges nouvelles qu'elle impose à la Province, dépenses qui ne lui appartiennent pas, et que la prudence la plus élémentaire nous fait un devoir de ne pas créer afin de ne pas obérer davantage le trésor.

Lorsque cette question a été discutée l'année dernière, nous avons résumé dans une proposition que la Chambre aurait dû adopter, les motifs que l'opposition avait de combattre cette législation.

Voici ce que nous disions alors dans cette proposition :

“ Le Gouvernement fédéral est obligé de nommer et
“ payer les juges en nombre suffisant pour entendre et juger
“ toutes les causes et expédier toutes les affaires judiciaires
“ généralement, tant en cour de circuit qu'en cour supé-
“ rieure, dans le district de Montréal, aussi bien que dans
“ les autres districts ;

“ Qu'en adoptant la résolution maintenant soumise, cette
“ Chambre imposerait à la Province une dépense annuelle
“ considérable qui, par l'acte de l'Amérique britannique du
“ Nord, doit être et a toujours été supportée par le Gouver-
“ nement fédéral.

“ Que cette Chambre ne voit pas pourquoi cette dépense
“ nouvelle serait imposée à la Province, et quelle ne croit
“ pas devoir adopter la dite résolution.”

Voilà, M. le Président, la première opinion que nous avons exprimée. Comme on a pu le constater, il n'est pas question des pouvoirs constitutionnels de la Législature ni

de ceux du Gouvernement fédéral quant à ce qui regardait la création de cette nouvelle cour. Toute la question dont nous nous préoccupions était celle de savoir s'il fallait charger la Province d'une telle dépense, quand elle doit être payée par le trésor fédéral, comme on l'a admis du reste, soit formellement, soit en ne combattant pas cet argument.

La dépense est une considération qui doit peser dans la balance, car elle ne pourra pas être moins de dix mille piastres par année. Or dans l'état peu satisfaisant où sont nos finances, et j'en ai la preuve dans les réticences avec lesquelles l'honorable premier ministre a parlé l'autre jour, de son fameux surplus annoncé dans le discours du trône, il importe de ne pas augmenter les frais administratifs de manière à créer de sérieux embarras. Peut-on nier qu'une dépense additionnelle de \$10,000 ne soit pas de nature à accroître nos difficultés financières. Je crois que l'honorable trésorier qui se donne tant de peine pour mettre apparemment les deux bouts ensemble, est, au fond, de mon opinion et qu'il déplore secrètement les nécessités de parti qui l'obligent à approuver une mesure destinée à multiplier ses inquiétudes et à grossir le nombre de ses angoisses.

Nous avons établi l'année dernière que l'administration de la justice était à la charge du trésor fédéral. La démonstration de ce fait est facile à faire, puisqu'il suffit de lire la constitution qui le dit dans les termes formels que je vais citer :

“ Les salaires, allocations et pensions des juges des cours supérieures, de district, et de comté (sauf les cours de vérification dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick) et des cours de l'amirauté, lorsque les juges de ces derniers sont alors salariés, seront fixés et payés par le parlement du Canada ”

Rien donc de plus clair que ce texte.

Cette question de l'administration de la justice est très importante, et c'est sans doute pour ce motif qu'elle n'a pas échappé à la sagacité et à la profonde expérience des législateurs de 1864. Elle a été discutée longuement par les hommes publics du temps et qui étaient absolument au fait de tout ce qui pouvait contribuer à leur faire prendre une sage décision. Si, donc, ils ont décrété que l'autorité centrale seule devait avoir, en vertu de la nouvelle constitution, le droit de nommer et de payer les juges ayant une juridiction supérieure, nous devons être bien sur nos gardes avant de toucher à cette décision, et bien examiner les raisons qui les ont fait agir les pères de la Confédération. L'un des plus puissants motifs qui les a engagés à prendre cette décision c'était d'assurer autant que possible l'uniformité mais aussi et surtout d'assurer au personnel du pouvoir judiciaire un recrutement qui échappât aux petites coteries et aux mesquins calculs des ambitions locales.

Il y avait aussi la question de la dépense qui était considérable déjà dans le temps, et qui ne devait que s'accroître avec le développement de la population, l'accroissement des affaires et l'établissement de nouvelles industries. Comme on avait restreint la part des sources du revenu provincial, il convenait de réduire autant que possible les charges des Provinces. Déjà à l'époque de la confédération, cette dépense était considérable, et aujourd'hui elle s'élève, je crois, à au-delà de \$160,000. C'était un lourd fardeau qu'on nous enlevait. Tout en assurant à la Confédération son existence, on évitait les causes de conflits qui pourraient se produire entre des juges nommés par les Provinces et qui auraient apporté dans l'administration de la justice des dispositions d'esprit et des vues qui ne devaient pas y être. C'était aussi pour consolider l'œuvre politique que l'on élaborait alors.

Malgré toutes les bonnes raisons que nous avons fait valoir, la loi créant une cour de magistrats à Montréal, fut

votée par une majorité de quinze voix. Depuis, les événements se sont précipités.

On sait que le Gouvernement a émané la proclamation nécessaire pour créer cette nouvelle cour, avant que la loi qui l'autorisait, fut régulièrement en force. Ce seul fait rendait illégaux tous les jugements qui pouvaient être rendus par ces magistrats.

Plus tard la loi fut désavouée par les autorités fédérales. Sur cette question de désaveu le Gouvernement a pris une position tranchée. Il a attaqué directement la conduite du Gouvernement fédéral et on a été jusqu'à dire devant une assemblée populaire à Montréal, que la loi n'avait été désavouée que parce qu'elle venait d'une Province française et catholique ; et que le Gouvernement qui la désavouait était composé en majorité de protestants.

J'ai déjà dit que je regrettais un pareil langage. Dans les remarques que j'ai faites dans le débat sur l'adresse, j'ai cité les opinions d'hommes très bien qualifiés à se prononcer sur une telle question. J'ai cité les opinions exprimées par les honorables messieurs Blake et Laflamme, deux des chefs des députés de la droite, deux hommes fort éminents dans le parti libéral. Ces hommes qui ont été l'un et l'autre, ministres de la justice, étaient en état de comprendre la portée de la constitution, et tous deux ont décidé dans le même sens que l'a fait, l'automne dernier, le ministre de la justice, Sir John Thompson.

En 1875, le Gouvernement de la Colombie Anglaise avait fait passer une loi pour fixer la résidence des juges de cette Province. Il ne s'agissait nullement de nommer des juges ni de créer des magistrats spéciaux pour prendre la place des juges de la cour supérieure. Bien plus, la Législature, dans ce cas, avait le droit de changer les limites des districts judiciaires. Cependant cette loi a été désavouée par le Gouvernement libéral de M. McKenzie par ce que,

dans l'opinion du ministre de la justice, cette loi constituait un empiétement sur le pouvoir conféré au Gouvernement fédéral de nommer les juges.

En 1875, l'honorable M. Blake, était appelé à prendre la direction du ministère de la justice à Ottawa. Nous allons voir ce qu'il pense à son tour, et comment il interprète la constitution en ce qui regarde l'administration de la justice. En 1875, M. Mowat faisait adopter une loi pour déclarer qu'un juge d'une cour de comté serait tenu d'aller siéger comme président d'un tribunal qu'on appelait "cour de division," chaque fois qu'il en serait requis par le Lieutenant Gouverneur en conseil.

Quelle a été l'opinion de l'honorable M. Blake sur cette question, pourtant bien moins grave que celle que soulevait la loi désavouée l'automne dernier. M. Blake ne craignait pas de dire que "la disposition de cet acte obligeant un juge "de la cour de comté de tenir une cour de division dans "n'importe quel comté de la Province, sur l'ordre qu'il lui "en est donné par le Lieutenant Gouverneur en conseil, "etc., paraît sujette à objection vu qu'elle empiète, bien "que ce soit d'une façon restreinte, sur le pouvoir de nomination conféré au Gouvernement du Canada."

Et plus loin il ajoutait : "Le soussigné recommande "que l'attention du Gouvernement d'Ontario soit attirée "sur les actes mentionnés dans ce rapport, afin qu'il puisse "considérer l'opportunité de leur faire des amendements "avant que le temps de prendre une détermination quant "à leur désaveu, soit arrivé."

Ainsi, M. le Président, le seul fait de dire à un juge : Vous allez siéger dans un district plutôt que dans un autre, est considéré par M. Blake comme suffisant pour faire intervenir le pouvoir de désaveu parce que cela constituait un empiétement sérieux sur les pouvoirs attribués au Gouvernement fédéral.

La Législature de la Province d'Ontario, dirigée par cet homme en qui mes honorables amis de la droite ont tant de confiance, M. Mowat, cette Législature s'est-elle insurgée ? A-t-elle fait entendre un appel aux armes pour combattre le Gouvernement fédéral ? Ou encore, M. Mowat a-t-il essayé de tout bouleverser pour prouver que M. Blake avait tort ? A-t-il accusé les autorités fédérales d'avoir désavoué sa loi parce qu'elle venait d'une Province anglaise et protestante ? Pas du tout. La Législature d'Ontario s'est soumise sans bruit et docilement, et l'on voit par un arrêté du conseil d'Ottawa, à la date du 23 décembre 1875, c'est-à-dire un mois plus tard, que M. Mowat s'était empressé de faire passer une autre loi amendant les lois auxquelles M. Blake avait fait objection, faisant disparaître les causes pour lesquelles le ministre de la justice, un libéral celui-là, menaçait de les désavouer, si on ne les changeait pas.

Ainsi la Législature d'Ontario à la demande de M. Mowat, a reconnu qu'elle avait eu tort et que le Gouvernement fédéral avait raison.

Voici maintenant l'opinion d'un autre homme qui doit avoir une grande importance et un poids considérable dans l'esprit de l'honorable premier ministre, car on le sait fort respectueux pour ses chefs, aussi respectueux qu'il exige qu'on le soit pour lui dans les rangs ministériels. Je veux parler de l'honorable M. Laflamme.

En 1877, la Législature de la Colombie Anglaise passait une loi par laquelle on déclarait qu'un fonctionnaire provincial appelé "le commissaire de l'or" aurait des pouvoirs judiciaires presque aussi considérables que ceux d'un juge d'une cour suprême. Le même rapport du ministre de la justice qui conclut au désaveu de cette loi, contient des expressions très significatives à propos d'une loi concernant les mines. Après avoir parlé de la tendance de cette loi à

empiéter sur la section 96 de l'acte de l'Amérique britannique du nord, l'auteur de ce rapport ajoute :

“ Dans mon opinion, il n'est pas nécessaire pour qu'une
“ cour provinciale tombe sous l'effet de cette section, qu'elle
“ soit appelée du nom particulier de cour supérieure, de
“ district ou de comté. L'exception qui est faite à cette
“ section indique que les cours de vérification dans la Nou-
“ velle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, auraient été consi-
“ dérées, à moins d'être spécialement exceptées, comme
“ étant comprises dans la définition de cours supérieure, de
“ district ou de comté. On voit immédiatement combien
“ il serait facile pour les Législatures provinciales, en étan-
“ dant graduellement la juridiction de ces cours de mines,
“ et en restreignant la juridiction des cours de comté ou
“ les cours suprêmes telles que maintenant établies, de
“ ramener dans leur juridiction non-seulement l'administra-
“ tion de la justice dans la Province, mais pratiquement
“ aussi la nomination des juges des cours dans lesquelles la
“ justice est administrée.”

M. le Président, on ne peut trouver une interprétation moins équivoque, moins vague, ou un texte plus clair que celui-là. Et qu'on me permette d'attirer votre attention sur le fait bien important pour les fins de cette discussion, que cette opinion est en tout conforme à toutes les opinions qui ont été exprimées par les différents ministres de la justice avant et depuis M. Laflamme, et aussi, absolument conforme à l'opinion que nous avons donnée, comme à celle de Sir John Thompson, contre laquelle l'honorable premier ministre s'élève avec tant de force.

Et, M. le Président, la loi des magistrats de 1888 allait beaucoup plus loin que toutes celles qui ont provoqué ces expressions d'opinion qui ont une autorité si imposante par le fait de leur unanimité et par la science légale et la haute position professionnelle de ceux qui en sont les auteurs. On

sait que le nombre des causes soumises à la juridiction de la cour de circuit est beaucoup plus considérable que le nombre de celles qui relèvent de la cour supérieure. C'était donc retrancher plus d'un tiers des pouvoirs exercés jusque là par les juges nommés par le Gouvernement fédéral. C'était là une objection capitale, et bien que le désaveu ait été discuté sous toutes ses faces, bien que l'honorable premier ministre ait trouvé moyen d'écrire un volumineux mémoire sur le sujet, bien qu'il en ait fait l'objet d'une lutte décisive avec le résultat que l'on connaît, personne n'a encore osé répondre à cet argument.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, président du conseil exécutif.*—Est-ce que vous prétendez que vous avez répondu à cette partie de mon mémoire où j'argumente au moyen de précédents tirés des actes de votre propre parti, sur le droit qu'a cette Législature d'étendre la juridiction de la cour des magistrats? C'est là l'un des moyens spécifiés dans notre arrêté du conseil.

L'honorable M. **Blanchet**.—Vous avez peut-être essayé de répondre, mais ma prétention c'est que vous n'avez pas répondu victorieusement.

Par votre loi vous enlevez presque la moitié des pouvoirs des juges de la cour supérieure et vous ne pouvez pas le faire constitutionnellement d'après l'opinion des honorables MM. Blake et Laflamme, deux de vos chefs les plus renseignés, car, ils vous l'ont dit, si vous aviez ce pouvoir vous pourriez en user de manière à finir par vous emparer de toute l'administration de la justice.

Cette fois-ci, on a essayé de tourner la difficulté, et la meilleure preuve qu'il n'a pas répondu à cette objection, c'est que le Gouvernement nous présente une loi toute différente de celle de l'année dernière. S'il eut été convaincu que sa position était inattaquable, il nous aurait soumis une

loi en tout semblable à celle qui a été désavouée l'année dernière, suivant en cela l'exemple de son ami, le cabinet Mowat, dans l'affaire du projet de loi des cours d'eau. Si donc le Gouvernement a reculé devant cette nécessité qu'il a créée par son attitude en face du désaveu de sa loi, c'est qu'il se sentait battu et que sa prétention n'était plus tenable.

M. le Président, j'en arrive maintenant à l'aspect provincial de la question, je veux dire le côté de la dépense, et les moyens à prendre constitutionnellement pour donner satisfaction aux intérêts en jeu.

Au point de vue des intérêts généraux de la Province, n'y aurait-il pas moyen de faire autrement, s'il est hors de conteste qu'on a besoin de juges additionnels à Montréal ?

Le Gouvernement prétend qu'il faut de nouveaux juges pour ce district ; de plus que le Gouvernement fédéral n'a pas voulu en nommer.

Il y a déjà neuf juges à Montréal. Mais pour bien apprécier la situation au point de vue du travail que ce personnel doit accomplir, et sur la part faite par chacun de ces juges, nous n'avons pas les renseignements que nous devrions avoir. Les journaux ont bien, il est vrai, parlé de ce sujet, mais nous n'avons rien d'officiel.

Si je consulte les statistiques judiciaires pour l'année 1888, je trouve que le nombre des causes a été de 11,369, et que sur ce chiffre 2,501 causes ont été jugées par défaut. Si, maintenant, je compare ces statistiques avec celles des années précédentes j'arrive à la conclusion que le volume des affaires ne s'est pas accru dans les proportions que l'on dit, ou dans des proportions telles, qu'avec ce nombre de juges, on ne puisse plus expédier toute la besogne. Je ne voudrais pas nier cependant qu'il n'y a pas eu augmentation, elle peut exister dans une certaine mesure, mais je

prétends qu'elle ne nous est pas démontrée, si nous nous en rapportons aux statistiques judiciaires.

Mais si on peut se fier à ces rapports, qui, après tout, ont le caractère officiel, on arrive à ceci : s'il y a eu plus de causes d'entendues et plus de jugements de rendus avec sept juges qu'à présent, il est évident qu'avec neuf juges, on devrait avoir un personnel suffisant pour expédier un nombre de causes inférieur à celui qu'il y avait du temps où on ne comptait que sept juges en tout. Il y a donc là un premier point à élucider, et il importerait pour le Gouvernement de se bien renseigner avant d'agir. Pour moi, cette question est de la plus grande importance.

Si réellement il faut d'autres juges, à raison de l'augmentation des affaires dans le district de Montréal, devons-nous saigner le trésor pour fournir aux justiciables de ce district le nombre requis de magistrats pour y rendre une justice prompte et efficace ? Est-ce bien là le seul remède que nous pouvons appliquer à la situation, en admettant, pour l'argument seulement, que les causes du malaise soient bien celles que l'on prétend, c'est-à-dire, l'insuffisance du personnel ? N'avons-nous pas à notre disposition d'autres moyens pour remédier à cet état de choses ? Je dis oui, M. le Président, et je vais le démontrer en indiquant de suite le remède. Nous avons le moyen constitutionnel de faire cesser les plaintes sans qu'il en coûte directement un sou à la Province. Le Gouvernement fédéral seul est responsable de cet état de choses, et notre devoir est de le presser de faire le sien. Nous devons redoubler nos instances jusqu'à ce que nous ayons réussi à obtenir ce que nous demandons. En renouvelant nos démarches auprès des autorités à Ottawa, nous apprendrons sans doute pourquoi elles sont restées sourdes à nos appels. S'il n'a pas nommé d'autres juges, c'est qu'il a eu peut-être des renseignements officiels qui ont engagé le Gouvernement fédéral à retarder ces nominations, renseignements qui ne nous sont pas parvenus.

Ainsi, par exemple, personne d'entre ceux qui s'occupent de ces questions, n'ignore qu'il y a une opinion partagée par un très grand nombre d'avocats pratiquant au barreau de Montréal, à l'effet que si tous les juges travaillaient comme ils devraient le faire, on n'aurait pas besoin de nommer de juges additionnels. Peut-être le Gouvernement fédéral a-t-il par devers lui des renseignements à ce sujet que nous n'avons pas, et qui sont de nature à justifier ses hésitations. Dans tous les cas, à moins qu'on nous prouve qu'il faut deux juges additionnels encore aujourd'hui, après que le Gouvernement fédéral en a nommé un depuis que notre demande a été faite, je ne vois pas comment les honorables ministres pourront se justifier de demander à la Chambre l'autorisation de maintenir ces deux magistrats. Du moment qu'il n'en fallait que deux, et que les autorités fédérales ont déjà nommé un de ces juges, il me semble que le Gouvernement devrait tenir compte de cette nomination, pour rester logique, et ne nommer qu'un seul magistrat.

On dit aussi que les plaideurs vont retirer de grands avantages de la nomination de ces magistrats et que les jugements rendus vont être beaucoup plus nombreux. De plus, que les frais vont être moins considérables devant cette nouvelle cour que devant la cour de circuit, qu'elle est destinée à remplacer pratiquement. Quant à cette question de la diminution des frais, on peut arriver au même résultat, en abaissant le tarif de la cour de circuit, et pour cela on n'a pas besoin d'encourir une dépense annuelle de \$10,000 comme dans l'autre cas. Pourquoi faire payer \$10,000 à la Province et dire en même temps que ce sera beaucoup plus avantageux parce que là la justice coûtera moins chère ? Si le Gouvernement trouve que les frais sont trop élevés à la cour de circuit, qu'il les diminue et les citoyens de la Province ne paieront pas \$10,000 par année pour cette cour. Nous aurons un tarif moins élevé qu'auparavant, sans qu'il en coûte un sou au trésor public.

Pour ces raisons, je crois devoir proposer en amendement que tous les mots après “ que ”, jusqu’à la fin de la question, soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants :

Le Gouvernement fédéral est obligé de nommer et payer des juges en nombre suffisant pour entendre et juger toutes les causes et expédier toutes les affaires judiciaires généralement tant en cour de circuit qu’en cour supérieure, dans le district de Montréal, aussi bien que dans les autres districts ;

Que si toutefois le Gouvernement fédéral néglige de faire “ les nominations de juges additionnels pourvus par le statut de cette Province, 50 Victoria, chap. 2, ” ce n’est pas une raison pour que la Province se charge de cette dépense, mais qu’elle devrait plutôt se servir du moyen offert par la constitution, en soumettant, par ses représentants, la question au Parlement fédéral ;

Qu’en adoptant les résolutions maintenant soumises, cette Chambre imposerait à la Province une dépense annuelle considérable qui, par l’acte de l’Amérique britannique du nord, doit être et a toujours été supportée par le Gouvernement fédéral ;

Que cette Chambre ne voit pas pourquoi cette dépense nouvelle serait imposée à la Province, et qu’elle ne croit pas devoir adopter les dites résolutions.

L’honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—M. le Président, je n’ai pas l’intention de recommencer une discussion qui a duré plusieurs jours à la dernière session car tout le monde connaît parfaitement la question. Si je prends la parole ce n’est que pour faire quelques courtes remarques en réponse à l’honorable député de Beauce.

Je ne suis pas surpris de voir mes honorables amis recommencer la discussion de cette loi qui a été désavouée

par le Gouvernement fédéral. Cependant le magnifique mémoire préparé par l'honorable premier ministre, où il défend si bien la loi désavouée, devrait les rendre prudents et leur apprendre que la position prise par le Gouvernement est inattaquable au point de vue des précédents comme au point de vue constitutionnel.

L'amendement qui vient d'être mis devant la Chambre dit que les juges doivent être nommés et payés par le Gouvernement fédéral. Nous le savions et personne n'a prétendu le contraire, mais ce que mes honorables amis ne peuvent pas non plus nier, c'est que le Gouvernement fédéral a négligé de faire son devoir après y avoir été régulièrement mis en demeure à plusieurs reprises. Pourquoi n'a-t-il pas répondu aux demandes que cette Législature lui a adressées, pourquoi s'est-il obstiné à rester sourd aux appels de tout un immense et populeux district comme celui de Montréal ? L'honorable député de Beauce pourrait peut-être me répondre ; pour moi, pour cette Chambre, nous n'avons pas d'autre alternative que de croire les autorités fédérales grandement coupables de négligence et d'un mépris très blessant pour la Province.

C'est encore la même cause qui force le Gouvernement d'agir cette année comme il l'a fait l'année dernière. Le Gouvernement a décidé de demander à la Chambre de voter la même loi, sauf les changements que nous avons faits, changements peu importants au point de vue pratique où nous nous plaçons.

L'année dernière nous avons aboli la cour de circuit, cette année nous la laissons subsister, mais cela ne change rien à notre position. On a, il est vrai, prétendu parmi nos adversaires, que nous avons violé la constitution en abolissant cette cour. Rien de plus faux puisque nous avons le droit d'abolir la cour de circuit sans violer en aucune manière ni l'esprit ni la lettre de la constitution. Aussi la

Chambre a dû remarquer que dans les raisons données par le Gouvernement fédéral pour justifier le desaveu, il n'est pas question de cette partie de la loi. Tout ce que l'on prétend c'est que nous ne pouvons pas nommer des magistrats durant bonne conduite, c'est-à-dire les rendre inamovibles comme les juges ordinaires, ne pouvant être destitués que sur une adresse des deux branches de la Législature. Malgré sa haute science légale, l'honorable député de Beauce n'a pas même essayé d'établir que nous n'avions pas le droit de faire une loi sur ce sujet.

Pour bien comprendre la nécessité de cette législation, il faut se rendre compte de tous les éléments de la question, et pour cela, je vais rapporter sommairement les faits tels qu'ils se sont passés.

M. le Président, il y a quelques années nous avons demandé au Gouvernement fédéral de nommer deux juges additionnels pour le district de Montréal. La Législature a fait cette demande sur les pressantes sollicitations du barreau de Montréal et même des juges qui se trouvaient accablés d'ouvrage. Voilà des faits incontestables et qui ne sont pas mis en doute, même par les honorables députés de l'opposition.

Mais on dit maintenant que le nombre des causes n'a pas augmenté. C'est possible comme simple question de chiffres, mais une chose certaine c'est que les besoins ont augmenté et cela dans une très large mesure. Il est de notoriété publique que les marchands de Montréal et tous les hommes d'affaires généralement se plaignent depuis un grand nombre d'années des lenteurs décourageantes avec lesquelles les causes sont jugées. Les causes ne marchent pas et on attend des mois et des mois, souvent des années avant de pouvoir avoir un jugement. C'est à tel point que beaucoup préfèrent ne pas s'adresser aux tribunaux plutôt que de subir toutes ces lenteurs qui finissent, dans bien des cas, par être fatales

au paiement de la créance pour laquelle l'action a été prise. On sait qu'il y a eu des demandes de tous les citoyens de Montréal indistinctement de partis politiques. La Chambre a attendu plus peut-être qu'elle n'aurait dû le faire, pour voir si le Gouvernement fédéral rendrait justice aux intéressés. Après des mois et des mois de vaine attente, enfin le Gouvernement, poussé par les plaintes qui se faisaient de jour en jour plus nombreuses et plus vives, s'est décidé à faire adopter la loi votée l'année dernière. Voilà en peu de mots les circonstances dans lesquelles s'est faite cette législation.

L'honorable député de Beauce prétend que nous ne devrions nommer qu'un seul magistrat parce que le Gouvernement fédéral a nommé un juge dans l'interval, et que les besoins n'exigent pas davantage. Et bien, je puis dire à l'honorable député que certains juges de Montréal ne sont pas de cette opinion, et entre autres, j'ai une lettre de l'honorable juge Loranger me disant qu'il faut trois juges additionnels pour donner satisfaction à tous les besoins qui se font sentir. Or ce savant juge connaît les besoins du district de Montréal, il y a été mêlé à l'administration de la justice soit comme avocat, soit comme magistrat depuis un grand nombre d'années, et il affirme qu'il faut trois juges additionnels. C'est ce qu'il m'a écrit l'année dernière, et je ne crois pas qu'il ait exagéré les choses.

Qu'est-ce que nous avons fait pour mériter la critique de l'opposition ? Nous sommes, aux yeux de ces messieurs, de grands coupables, parce que nous avons travaillé à réparer les malheureuses conséquences de la négligence coupable du Gouvernement fédéral, et certes je défie bien nos adversaires de dire qu'il n'en est pas ainsi.

M. le Président, je ne veux pas parler ici de la question du désaveu, car je la considère comme réglée. Quand la Chambre a passé la loi des magistrats, elle exerçait un droit

qui lui appartient et l'honorable premier ministre a prouvé l'existence de ce droit d'une manière si brillante, que la Province a raison d'être fière d'un tel plaidoyer en faveur de son autonomie. Et quand, plus tard, elle a donné à certains de ces magistrats juridiction jusqu'à la somme de \$200, elle était encore dans le légitime exercice de son droit. Quand, dans Ontario, on a nommé des juges de la même manière que nous avons nommé nos magistrats, c'est-à-dire sur bonne conduite et non pas sur bon plaisir, assurant que leur destitution ne pourrait avoir lieu que sur une adresse des deux branches de la Législature, je ne sache pas que cette loi ait été désavouée par le Gouvernement fédéral. Mais je m'arrête car je ne veux pas discuter cette question déjà si brillamment traitée dans son mémoire par l'honorable premier ministre, mémoire qui a été mis devant la Chambre et devant le pays par la voie des journaux.

J'en reviens au côté pratique de la question, car c'est celui-là qui prime tous les autres, si, comme je crois devoir le faire, on écarte l'objection tirée de l'interprétation de la constitution. Ainsi tous ceux qui connaissent les besoins de Montréal, comme l'honorable chef de l'opposition entre autres, qui pratique dans cette ville, savent fort bien qu'il y avait des besoins impérieux exigeant la nomination de nouveaux juges lorsque nous avons passé la loi de l'année dernière. Comme je l'ai dit tout à l'heure, le juge Loranger, lui, prétendait qu'il en fallait trois. Cependant, nous n'avons pas voulu en nommer plus que deux.

Maintenant envisageons comme des hommes d'affaires, quel a été l'effet pratique de l'établissement de cette cour. Voilà surtout ce qui doit intéresser la Chambre. Des chiffres et des faits valent plus que les meilleurs raisonnements du monde.

Du 30 octobre au 31 décembre dernier, il a été pris 2867 brevets. Voyez M. le Président, quel immense avantage retirent

les plaideurs. Chaque bref pris à la cour des magistrats ne coûte que 15 centins, tandis qu'à la cour de circuit il coûte 50 centins. Sur ce nombre de 2,867 brefs, 1,039 ont été pris à la cour des magistrats, et ce nombre aurait été bien plus considérable, si nos adversaires n'avaient pas réussi, par leurs violentes dénonciations sans cesse renouvelées, à créer une véritable panique parmi les plaideurs.

De son côté, la cour de circuit a continué à émettre des brefs, et dans quelque temps je serai en position de mettre devant la Chambre un état qui prouve qu'il y a une augmentation énorme dans le mouvement des affaires judiciaires pour le district de Montréal. Et cela provient du fait que les marchands ne sont pas arrêtés par les lenteurs qui se faisaient sentir auparavant dans l'administration de la justice, et qu'ils ont maintenant beaucoup plus d'avantages pour obtenir jugement dans un délai raisonnable.

On dit que cette nouvelle cour va coûter \$10,000. Mais qu'est-ce que cela prouve ; si, à l'encontre, je puis démontrer qu'il va y avoir une augmentation dans le revenu de quinze ou vingt mille piastres par année. (Signes de dénégation de l'honorable M. Taillon.)

L'honorable chef de l'opposition dit non, mais avant que ce projet de loi soit envoyé à l'autre Chambre, je serai en état de le démontrer d'une manière si évidente que l'on devra admettre que j'ai raison. Je me suis renseigné à ce sujet, et M. Longpré, à qui j'ai demandé de me transmettre les chiffres nécessaires, sera en position, dans quelques jours, de donner l'état qui établira la vérité de mon assertion. Si donc, comme j'en ai la certitude, nous retirerons un revenu plus élevé, il nous sera bien facile de payer cette dépense tout en réalisant un bénéfice pour le trésor puisqu'il déboursa moins qu'il ne dépensera.

J'espère que cette loi ne sera pas désavouée de nouveau. Nous donnons à cette cour les mêmes pouvoirs que ceux

conférés l'an dernier, à celle qui a été supprimée par suite du désaveu.

A la demande du barreau et des juges, nous avons fait transporter la cour de circuit dans la même bâtisse où siège la cour des magistrats. Ce seul fait, à notre avis, aura pour conséquence de faire disparaître pratiquement la cour de circuit, car les gens préféreront s'adresser à une cour dont les frais sont moins élevés. De la sorte on ne pourra pas dire que la suppression de la cour de circuit a été faite d'une manière inconstitutionnelle.

Un autre avantage que je viens de signaler en passant mais sur lequel il convient d'attirer l'attention, c'est la diminution dans le tarif. C'est là une considération qui a une grande valeur pour le pauvre homme qui est obligé de venir à la cour payer les frais. Quand nous aurons diminué ces dépenses de cent pour cent, le peuple ne pourra plus critiquer une loi aussi avantageuse pour lui et il sera le premier à féliciter le Gouvernement de se montrer si paternel pour les intérêts du pauvre.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—L'honorable procureur général dit que cela va augmenter le revenu de douze à quinze mille piastres...

L'honorable M. **Turcotte**.—J'ai dit que la création de cette nouvelle cour va augmenter le nombre des causes et que, par conséquent, cela va accroître le revenu. Il y avait tellement d'affaires que les causes restaient pendant de longs mois en souffrance. N'est-il pas vrai que tout le monde se plaignait de cet état de choses. En confiant à des magistrats spéciaux les petites causes qui relèvent de la cour de circuit, on diminue d'autant l'ouvrage de la cour supérieure et on assure par là même une prompte et efficace administration de la justice devant tous les tribunaux.

Personne plus que moi n'est disposé à rendre hommage aux grandes capacités et à l'activité incessante du protono-

taire, M. Longpré. Cet officier s'occupe de faire rentrer les argents qui sont dus à la couronne, et il faut tenir compte de cela, je l'admets. Cependant je maintiens que le surplus va être beaucoup augmenté, et que l'accroissement de revenus proviendra de toutes ces sages mesures prises par le Gouvernement.

Des changements ont été faits depuis l'année dernière et les salaires qui ont été accordés ne sont pas trop élevés. La manière dont nous avons réparti les emplois a déjà eu d'excellents résultats. On pourra dire peut-être que les salaires sont un peu élevés, pour moi je ne les trouve pas trop considérables à raison des grands services que ces employés ont déjà rendus au pays et qu'ils rendront incontestablement à l'avenir. D'ailleurs, M. le Président, j'ai pour principe que si nous voulons avoir de bons employés il faut les bien payer. Si les salaires étaient toujours proportionnés à l'importance de l'emploi, il arriverait beaucoup plus rarement de ces défections que l'on regrette tant et qui malheureusement ne se multiplient que trop.

Comme je l'ai dit déjà, la loi que nous présentons est la même que celle de l'année dernière, avec cette exception que nous n'abolissons pas la cour de circuit. Nous avons le droit constitutionnel de faire une telle loi, et nous la passerons tous les ans, jusqu'à ce que les autorités centrales comprennent que nous n'avons pas outrepassé nos droits.

La proposition de l'honorable M. Blanchet est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Martin (de Bonaventure), Nantel, Owens, Picard, Spencer, Taillon et Tourigny.—16.

Ont voté contre :—MM. Bernatchez, Bisson, Cameron, Cardin, Champagne, Déchène (de L'Islet), de Grosbois,

Dumais, Forest, Gladu, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Rinfret, Robidoux, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—29.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le Président, jusqu'ici nous n'avons, en quelque sorte, discuté qu'une question abstraite ; je vais soumettre la question de fait et je n'ajouterai que peu de commentaires, car ce sujet a été assez longuement traité devant cette Chambre et devant le public.

On dit dans le préambule des résolutions :

“ Attendu que, dans le district judiciaire de Montréal, le
“ nombre des causes en matière civile, tant devant la cour
“ supérieure que devant la cour de circuit, est tellement
“ considérable que, malgré la permanence des sessions de
“ ces tribunaux, les juges qui les président sont incapables
“ de les entendre toutes et de les juger avec la célérité qui
“ convient aux parties intéressées ”

Ainsi on se plaint de l'insuffisance des juges, et l'on donne clairement à entendre que s'il y a encombrement, l'insuffisance du nombre des juges seule en est la cause. Je dis que ce n'est pas la seule cause. Il est bon que le public sache une fois pour toutes à quoi s'en tenir sur cette question de congés, qui réduit le nombre des juges disponibles.

On pourrait faire croire que c'est le Gouvernement fédéral qui est responsable. Ni le Gouvernement fédéral ni le juge en chef ne sont responsables. Voici comment les choses se passent : Un juge demande un congé et pour cela, il s'adresse au Gouvernement fédéral. La demande est ensuite mise devant l'honorable procureur général de la Province. Le procureur général ne prend pas sur lui de décider si le congé doit être accordé ou refusé, du moins c'est ce que je

faisais, il en réfère au juge en chef de la cour supérieure. Celui-ci se trouve dans une position extrêmement difficile. Va-t-il faire rapport que l'administration de la justice n'en souffrira pas, car alors seulement le congé est accordé, mais alors il dira ce qui n'est pas exact puisqu'il voit partout de l'ouvrage plus que n'en peuvent faire tous les juges. Va-t-il refuser ? C'est une autre alternative aussi difficile que la première, si l'on tient compte de certaines circonstances que je n'ai pas besoin de mentionner pour être compris.

Comme on le voit, c'est donc une position extrêmement délicate. Et pourtant, pour que le congé soit accordé il faut un rapport que les affaires judiciaires du district auquel appartient ce juge n'en souffriront pas. Ici, si je voulais me montrer partisan quand même, je pourrais bien dire que c'est le Gouvernement provincial qui donne les congés, et qu'il n'en tient qu'à lui de garder les juges à leur poste et faire cesser l'encombrement. Je pourrais bien tirer un argument de cette situation et m'en servir contre le Gouvernement, mais j'ai passé par le bureau du procureur général et l'expérience que j'ai pu y acquérir me démontre qu'il ne serait peut être pas juste de m'en prévaloir. Néanmoins il y a là un mal auquel il faudra un jour ou l'autre avoir le courage de porter remède. Je comprends qu'un juge, surtout dans un district où les affaires sont nombreuses, a besoin de temps à autre de repos. Il faut donc concilier la nécessité des congés avec les besoins de l'administration de la justice. S'il y a réellement encombrement par suite de l'absence de certains juges en congé, il y a un moyen autre que celui que suggère le Gouvernement pour y obvier. On pourrait nommer temporairement un juge suppléant à la place des juges en congé. M. LaBerge a été nommé ainsi, M. Monck, aussi, je crois.

Je prétends que quand tous les juges seront à leur poste, l'ouvrage sera fait en temps et lieu. A l'heure qu'il est, l'honorable juge Baby est en congé, et c'est l'honorable juge

Doherty qui le remplace. L'honorable juge Papineau est aussi en congé, et certes il a bien mérité un peu de repos. Son congé est prolongé jusqu'au mois de mars. De plus, des juges des districts ruraux ont demandé et obtenu des congés et ce sont des juges de Montréal qui les ont remplacés. Voilà autant de faits connus de tout le monde et qui contribuent à créer le malaise qui existe à Montréal et qui fait croire à ceux qui n'examinent pas la situation de près, qu'il en dépend de l'insuffisance du nombre des juges, tandis que cette insuffisance n'existe pas réellement, mais qu'elle n'est que le résultat d'un système vicieux.

S'il y a assez de juges payés, on n'a pas le droit de blâmer le Gouvernement fédéral en l'accusant de négligence comme on le fait dans le second paragraphe du préambule des résolutions.

Il faut aussi tenir compte de ce que certains juges ne donnent pas suffisamment de leur temps à l'accomplissement de leur devoir. C'est connu à Montréal, et je ne dis rien de nouveau en faisant cette remarque.

On parle des lenteurs qu'on éprouve à obtenir jugement. Eh bien, il faut tout dire avec franchise. Les membres du barreau sont bien souvent responsables des retards apportés dans les procédures...

L'honorable M. **Turcotte** — *député de Trois-Rivières, procureur général*. — J'ai compris que l'honorable chef de l'opposition considère comme l'une des causes de l'encombrement des affaires à Montréal, le fait qu'un certain nombre de juges ne travaillaient pas assez. En supposant que ce soit le cas, comment les forcer à faire davantage?...

L'honorable M. **Taillon**. — On pourrait traiter la chose par correspondance confidentielle, et quant à la demande de l'honorable procureur général, on pourrait, comme premier moyen, essayer d'abord la persuasion afin de con-

vertir les juges sans cesse en instance pour avoir des congés, à des sentiments plus en rapport avec les nécessités de la situation et les exigences du travail judiciaire.

M. le Président, je suis à énumérer les causes des difficultés qui existent à Montréal, et si je m'étends un peu longuement sur ce sujet, c'est parce que ces résolutions sont rédigées de manière à faire croire que le malaise dépend du manque de juges, tandis que je suis convaincu que si les causes que je signale, n'existaient pas, le personnel actuel suffirait.

J'ai dit aussi que s'il y avait des lenteurs dans la procédure, cela dépendait dans une bonne mesure des avocats eux-mêmes. Je sais, par exemple, que quand certains juges prenaient à leur tour la cour de circuit, les avocats s'entendaient pour ne pas plaider. Voilà ce qui se passait pendant que j'exerçais activement ma profession et les choses n'ont pas dû changer. De là un encombrement considérable devant cette cour, et on comprend que ce résultat était inévitable. Mais on ne peut prétendre que c'est parce qu'il n'y a pas assez de juges.

D'un autre côté, des plaideurs ont eu à se plaindre de la pratique de certains juges. Ainsi une cause était inscrite pour enquête et mérite ; les avocats attendaient que leur cause fût la première sur le rôle du premier jour afin d'être certains d'être entendus. Voici alors ce qui se passait. Les avocats commençaient à exposer leur cause et le juge les arrêtait pour leur dire : faites donc l'enquête au long. Comme il insistait on était obligé de céder. Alors on passait aux autres causes inscrites, mais comme les avocats étaient absents, comptant que les causes précédentes prendraient tout le temps, elles étaient remises à plus tard. Voilà encore l'une des causes de l'encombrement.

Si le barreau disait toute la vérité sur le travail des juges, et ne se conduisait pas de manière à ne pas donner la moi-

dre satisfaction aux juges qui travaillent, il rendrait bien plus de service au public. Ce qu'il importe avant tout c'est de bien exposer ce qui se passe. C'est de cette manière que nous arriverons à une appréciation saine des moyens à prendre pour faire cesser ce malaise. Jusqu'ici nous n'avons essayé aucun remède.

Ces résolutions contiennent, dans leur préambule, une autre assertion qui est plus qu'inexacte. On dit que le Gouvernement fédéral ne fait pas de nomination, et que c'est par négligence.

“ Attendu que les autorités fédérales ont négligé de faire toutes les nominations de juges additionnels pourvues par le statut de cette Province, 50 Victoria, chapitre 11. ”

Comme question de fait, le Gouvernement fédéral a déjà nommé un juge en vertu de cette loi. La loi de 1887 a été proposée par l'honorable député de Montréal-est, et je l'ai approuvée comme les autres députés, mais il n'est pas vrai de dire que les autorités fédérales ont négligé leur devoir. Veilà la vérité, et on gagne toujours à la dire franchement.

Depuis l'année dernière un nouveau juge a été nommé, alors comment se fait-il qu'il faille encore deux magistrats, quand on nous disait à la dernière session, que deux magistrats suffiraient pour expédier la besogne et quand il y avait un juge de moins que cette année....

Maintenant, j'ajouterai que, comme question de fait, il n'y a qu'un seul magistrat qui ait siégé l'année dernière, preuve qu'on n'en a pas besoin de deux. Et celui qui a siégé ne doit pas être assez fatigué pour en être déjà rendu au point de demander un congé. Quant à l'autre, il était payé surtout pour ne pas siéger ; ...ç'avait l'air de cela.

Si la Législature veut prendre les moyens constitutionnels qui s'offrent à elle, elle aura tous les juges qu'il faut, sans qu'il en coûte un sou à la Province.

Quel moyen a-t-on essayé, pour être du coup justifiable de recourir à une mesure qui crée une telle charge sur le trésor ?

En premier lieu la question a-t-elle été soumise au parlement fédéral ? Est-ce qu'on y a jamais provoqué un débat ? Y a-t-il un seul député qui ait jamais sommé le Gouvernement fédéral de nommer les juges nécessaires à la bonne administration de la justice dans la Province ? Non, jamais, M. le Président. Cependant, on aurait dû le faire avant de nommer ces magistrats. Si les libéraux ici voulaient répondre de leur parti comme nous répondons du nôtre, je crois que le Gouvernement fédéral n'hésiterait pas à accorder ce que la Législature lui demande. Pourquoi ne pas prendre ce moyen si simple et si peu coûteux, avant d'adopter celui que l'on nous propose ?

Sur certains faits relatifs à cette question je m'accorde avec mes adversaires politiques, mais je ne puis en faire autant sur d'autres. Je crois qu'il ne serait que juste de permettre à la Chambre d'avoir tous les renseignements possibles sur ce sujet, car on se trouve en présence de deux affirmations absolument contradictoires. D'un côté il y a ceux qui prétendent qu'il faut deux magistrats pour suffire aux besoins de l'administration de la justice à Montréal. De l'autre, je prétends, de concert avec un bon nombre de mes amis, personnes parfaitement en état de donner une opinion autorisée, que cette nécessité n'existe pas. C'est donc une question de fait.

On dit aussi qu'il y a des juges qui demandent que d'autres juges soient nommés. Je puis offrir le même argument au soutien de mon opinion. Je dirai que maintes et maintes fois des juges m'ont déclaré qu'ils étaient assez nombreux pour faire tout l'ouvrage si chacun voulait bien en faire sa part. S'il fallait donner les noms de ceux qui m'ont donné ces renseignements, on serait peut-être étonné

d'apprendre d'où viennent ces informations et la haute autorité qu'elles comportent.

De plus, est-il vrai que ces magistrats ont siégé bien peu de jours et bien peu de temps chaque jour ? On l'affirme sans que cette affirmation ait reçu jusqu'à présent un démenti aussi formel que la gravité des circonstances l'exige. Dans ces circonstances et pour toutes ces raisons, je crois qu'il ne serait pas sage de procéder ultérieurement.

Les Chambres fédérales vont commencer leurs travaux prochainement. La session ici ne pourra finir avant le 8 ou le 10 mars, de sorte que les deux parlements vont se trouver à siéger ensemble. Ceci nous permettra de soumettre la question à Ottawa dès les premiers jours de la session fédérale, afin de nous donner le temps de prendre l'action que nous jugerons convenable. Il n'y a certainement pas de mal à attendre jusqu'à la fin de la session pour procéder. Avant de nous plaindre et de nous charger d'une dépense qui ne nous appartient pas, il ne faut pas nous mettre dans la position où l'on pourra nous reprocher d'avoir apporté trop d'empressement à gréver inutilement notre budget.

J'ai l'honneur de proposer en amendement que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

L'encombrement des affaires devant la cour supérieure et la cour de circuit, à Montréal, provient plutôt d'autres causes que de l'insuffisance du nombre des juges."

Que par le statut 50 Victoria, chap. 2, la Législature de cette Province a demandé la nomination de deux juges additionnels pour le district de Montréal ;

Que le Gouvernement fédéral en a nommé un ; que conséquemment il n'est pas juste de dire " que les autorités

fédérales ont négligé de faire toutes les nominations de juges additionnels pourvus par ce statut.

Qu'en demandant la nomination de deux juges additionnels seulement, par le dit statut, la Législature de cette Province a exprimé l'opinion que ce nombre serait suffisant et puisqu'il ne reste plus qu'un juge à nommer pour rencontrer les exigences de cette loi, cette Chambre ne voit pas pourquoi il faudrait deux magistrats, là où un seul juge suffirait.

Qu'il est de fait qu'un seul des deux magistrats nommés l'été dernier par le Gouvernement de cette Province, pour Montréal, a siégé depuis leur nomination et qu'il n'a siégé que peu de temps chaque jour.

Qu'il y a tout lieu de croire que si cette Province recourre aux moyens que lui offre la constitution, les autorités fédérales nommeront le nombre de juges requis.

Que cette Chambre est d'opinion qu'avant d'imposer à la Province une dépense nouvelle, et qui incombe au Gouvernement fédéral, il conviendrait du moins d'obtenir des renseignements précis sur tous ces faits.

Que, dans ces circonstances, ces résolutions ne soient pas maintenant lues une seconde fois.

J'ajouterai deux ou trois mots en réponse à l'honorable procureur général.

Il nous a dit qu'avec cette cour de magistrat, la population du district de Montréal aura la justice à bon marché. Ce n'est pas un argument sérieux. Tout d'abord, si le Gouvernement croit que les plaideurs ont trop à payer à l'heure qu'il est, libre à lui de diminuer le tarif de la cour de circuit, et pour cela il n'est pas nécessaire d'infliger une dépense de plusieurs milliers de piastres à la Province. Il n'a qu'à prendre un arrêté du conseil et le tour est fait. Ce n'est pas un argument sérieux et je m'étonne que l'on ait même pu songer à le produire dans ce débat.

Mais il y a un autre fait qui m'intrigue. L'honorable procureur général, dans son ardeur à défendre cette législation, a émis, à quelques instants d'intervalle, deux opinions si contradictoires qu'elles ne sont guère de nature à entraîner la Chambre et à la convaincre qu'il lui faut adopter ce projet de loi. Il a commencé par dire que M. Longpré est d'opinion que cette cour va rapporter une augmentation de revenu de \$15,000 environ, et peu après, il ajoute que les frais vont être moins élevés. Si les plaideurs n'ont rien à payer, comment pourrez-vous retirer \$15,000 de plus? Mais je dis que si le Gouvernement veut donner de la justice à bon marché, il le peut même avec la cour de circuit.

Les deux magistrats auront chacun un salaire de \$3,000 ; le greffier recevra \$1,400, cela fait déjà \$7,400. Ce n'est pas tout, car il faudra d'autres employés. Ce sont donc des dépenses additionnelles, purement et simplement. Où le Gouvernement prendra-t-il l'argent pour payer ces dépenses? Sera-ce dans la bourse des plaideurs, mais alors que devient l'argument de la justice à bon marché. Si c'est dans la caisse publique, les autres districts auront droit de réclamer eux aussi une justice à bon marché, et vous voyez jusqu'où vous serez entraînés. Voilà la question. C'est beau à dire que nous allons avoir la justice à bon marché, mais qui paiera les dépenses? Si ce ne sont pas les plaideurs, ce sera le public, et parmi le public, il y a des gens qui ne plaident jamais, tandis que d'autres se ruinent à ce jeu-là. Autant vaudrait dire que l'on a eu raison de faire payer la Province pour amuser les membres de la conférence interprovinciale.

Ce débat a été déjà fait l'année dernière. J'ai donné quelques aperçus nouveaux mais ce n'est pas une raison qui me justifierait d'entretenir la Chambre plus longtemps.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—M. le Président, je crois que l'honorable chef de l'opposition a oublié

un point important et sur lequel il est juste d'attirer tout particulièrement l'attention de la Chambre, c'est que la mesure qui est soumise n'a pas pour objet de créer une cour nouvelle, elle existe de fait et de droit. La loi de 1869 est en force et la cour a été établie en vertu de cette loi. Donc il ne s'agit pas de décréter l'existence d'une cour nouvelle, mais d'étendre la juridiction d'un tribunal régulièrement établi. Ainsi tous les allégués de l'amendement tombent d'eux mêmes en face de ce fait.

Il ne s'agit pas d'imposer à la Province des frais que le Gouvernement fédéral paye aujourd'hui, parce que le Gouvernement de Québec est autorisé par la loi de 1869 d'entretenir à Montréal une cour présidée par deux magistrats. Ce point est essentiel dans cette discussion, et si l'honorable chef de l'opposition ne l'a pas abordé c'est qu'il a compris qu'il ne pouvait pas le faire avec avantage, et il a préféré le laisser de côté pour ne pas être obligé d'admettre implicitement que notre position était inattaquable.

M. le Président, on nous demande d'adopter une proposition par laquelle on va déclarer que le Gouvernement ne doit pas se charger des frais d'entretien d'une cour nouvelle lorsque ces frais sont, de par la constitution, à la charge du trésor fédéral. Or ceci est inexact. La loi de 1869 étant toujours en force, les frais du maintien de la cour, établie l'automne dernier à Montréal, sont à la charge de la Province et ne peuvent être chargés au Gouvernement fédéral. Toute la question que nous avons à résoudre est donc de savoir si nous allons voter ce projet de loi, non pas pour créer une nouvelle cour, elle existe déjà en vertu d'une loi faite par le parti conservateur (et il en a même abusé lorsqu'il en a eu l'occasion,) non pas d'imposer à la Province des frais mis par la constitution à la charge du trésor fédéral, toutes ces questions ne sont pas en cause maintenant. Tout ce qu'il s'agit de décider peut se résumer en deux mots : La Chambre doit-elle étendre la juridiction de

la cour des magistrats de Montréal ; 2^o doit-elle augmenter le salaire de ces magistrats de \$1200 qu'il est par la loi, à \$3,000 tel que le Gouvernement le propose ? Voilà toute l'économie du projet devant la Chambre, et des résolutions qui en sont la base. Je dis qu'il n'y a là que des questions qui seront réglées en comité général lorsque nous procéderons à l'examen des détails, et qu'il n'y a pas un principe en jeu. Ce que vous avez à décider est ceci : Allez-vous payer \$250 par mois, au lieu de \$100 à ces magistrats ; et allez-vous déclarer que leur juridiction au lieu de s'arrêter à \$50 s'étendra jusqu'à \$99.99 ? Voilà la proposition du Gouvernement. N'ai-je pas raison de dire que les allégués de l'amendement ne sont pas fondés, et qu'on ne peut voter en faveur d'une proposition évidemment inexacte en fait et en droit. Je n'ai pas besoin d'insister sur ce premier point qui résume pour ainsi dire toute la question.

J'en viens aux sujets qui doivent attirer notre attention et sur lesquelles nous pouvons délibérer avec profit.

Est-il juste de donner un salaire plus élevé à ces magistrats qu'à ceux qui demeurent dans les campagnes ; deuxièmement, est-il juste d'étendre leur juridiction à \$99.99 ?

Quelques courtes observations sur ces deux points suffiront pour éclairer la Chambre.

Personne ne prétendra qu'il est possible pour un magistrat de vivre convenablement à la ville avec le salaire de \$1,200, accordé aux magistrats siégeant à la campagne. Cela n'est pas possible. Sans faire injure en aucune manière à aucun de ces fonctionnaires judiciaires, je dois dire qu'on a cru, dans le temps, qu'ils pouvaient peut être vivre convenablement à la campagne avec \$100 par mois mais qu'il est impossible d'en faire autant dans une grande ville comme Montréal. A la campagne les effets de tous genres sont à très bon marché comparativement à la ville. Je sais pour ce qui concerne Montréal qu'il n'est pas possible,

occupant une certaine position, d'y vivre avec ce salaire de \$1,200. Sur ce point je suis convaincu que nous sommes tous unanimes. Du reste, c'est si bien le cas que nos adversaires ont augmenté les salaires des magistrats de police dans Montréal et Québec. Or il me semble que la même chose devrait être faite pour les magistrats dont il s'agit.

De plus, ils ne se trouveront pas les seuls faisant exception à la règle. L'honorable chef de l'opposition sait pourquoi il a augmenté le salaire du magistrat de district, M. Rioux. La chose a été faite à la demande de l'honorable député de Sherbrooke et autres députés des Cantons de l'Est. On lui a accordé \$10 par jour pour des dépenses de voyage. Si la raison que je donne pour justifier l'augmentation de salaire est vraie pour M. Rioux, et elle l'est, elle me semble, également vraie pour les magistrats de Montréal.

Maintenant abordons le deuxième point. Est-il opportun d'étendre la juridiction de ces deux magistrats? Nous sommes ici pour raisonner comme des gens intelligents; finissons donc de nous nourrir de vaines paroles et arrivons au bon sens pratique, en examinant sérieusement la situation. La cour de magistrat pour le district de Saguenay a une juridiction jusqu'à \$200. Pourquoi a-t-on fait cette exception, si ce n'est parce que les besoins de ce vaste district nécessitaient la chose.

A Gaspé la juridiction est de \$100. Si la chose est nécessaire à Gaspé, au Saguenay et dans d'autres parties de la Province, *a fortiori* l'est-elle à Montréal. Je n'ai pas besoin, je crois, d'insister davantage sur ce point.

Voilà de quoi il s'agit : le salaire des magistrats et la juridiction qu'ils doivent avoir. Ce ne sont pas là des questions de principe, et cependant l'amendement conclut au rejet de la mesure pour des considérations de principe. Il est donc complètement erroné en fait et en droit.

Il n'est pas vrai que les autorités fédérales soient obligées de payer les frais d'entretien de cette cour, puisqu'elle est établie en vertu d'une loi provinciale, dont la validité est hors de tout doute.

Je comprendrais l'à propos de l'amendement s'il demandait de modifier les lois antérieures pour décréter qu'il n'y aura pas de magistrat de district à Montréal, mais tel qu'il est rédigé, il tombe complètement à faux. Cette cour existant, l'honorable chef de l'opposition ne peut pas la faire disparaître par son amendement, c'est élémentaire.

Avant de reprendre mon siège, je désire relever deux ou trois assertions faites par l'honorable chef de l'opposition. La première se rapporte à la loi décrétant la nomination de deux juges additionnels pour le district de Montréal. Si ces deux juges avaient été nommés, nous n'aurions pas eu besoin de deux magistrats. Nous verrions dans tous les cas si le personnel des juges est assez nombreux pour satisfaire à tous les besoins d'une bonne et prompt administration de la justice.

L'un des juges que nous demandions en 1887 a été nommé, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il ne l'a été qu'après que la dernière loi eut été mise en force. Quand une loi a été adoptée à l'unanimité de cette Chambre, nous sommes tous solidaires. Si vous relisez les procès verbaux, M. le Président, vous verrez que cette loi pourvoyant à la création de deux juges additionnels a été proposée par l'honorable député de Montréal-est, et qu'elle a été adoptée à l'unanimité. Par là la Chambre a déclaré qu'il fallait deux juges de plus à Montréal. Quels sont les motifs qu'ils l'ont engagée à prendre cette décision. Elle s'est dit : l'administration de la justice souffre à Montréal parce qu'il n'y a pas de juges en nombre suffisant pour y répondre à tous les besoins des citoyens. Voilà la conclusion à laquelle la Chambre, à l'unanimité de ses membres, en est arrivée,

en 1887. Comment ceux qui ont voté cela, peuvent-ils venir dire maintenant que si l'administration de la justice souffre à Montréal, ce n'est pas parce que le nombre des juges est insuffisant, mais parce que les juges n'y font pas leur devoir. Mais nous avons dit en 1887, qu'il n'y avait pas assez de juges, comment donc cette insuffisance est-elle disparue depuis? Que ceux qui ont changé d'opinion expliquent, s'ils le peuvent, ce changement. Pour moi la situation ne s'est pas modifiée, et je n'ai pas modifié ma manière de voir. Comme je l'ai dit, nous sommes tous solidaires, et par conséquent nous devons tous insister pour obtenir la nomination de deux juges additionnels.

C'est un fait bien connu qu'il y a des hommes fort distingués et qui ont une grande expérience, qui disent maintenant qu'il faudrait trois juges au lieu de deux seulement.

Mais ce n'est pas tout, M. le Président, après que la loi de 1887 eut été adoptée, qu'a fait mon honorable ami le digne représentant de Montréal-est, qui est un avocat distingué et qui exerce sa profession avec succès dans le plus grand district de la Province, qu'a-t-il fait pour compléter ce qu'il considérait être une réforme indispensable et urgente?

S'est-il croisé les bras après avoir obtenu que cette Législature déclare qu'il fallait deux juges additionnels à Montréal? C'était pourtant un grand pas de fait dans la bonne direction, mais il ne lui suffisait pas, parce qu'il connaissait trop les besoins qui existaient pour croire que cette mesure donnerait pleinement satisfaction à tous les intérêts en souffrance. Il a en outre demandé si le Gouvernement n'allait pas prendre des mesures qui feraient disparaître l'encombrement des affaires en enlevant aux juges ordinaires la connaissance des causes pour les élections contestées. Ceci prouve que pour lui toutes les causes de malaise ne seraient pas disparues le jour où les deux juges additionnels qu'il faisait

réclamer par la Législature de sa Province, seraient nommés. Il entrevoyait encore de graves difficultés résultant de la multiplicité des affaires judiciaires du district de Montréal, et il voulait aller plus loin dans la voie des réformes afin de donner bonne et prompte administration de la justice. De tout ceci, il résulte donc clairement que, même encore à l'heure présente, malgré la nomination d'un juge additionnel, il y a encore encombrement, puisque cet encombrement n'aurait pas cessé d'exister si les deux juges que nous demandions avaient été nommés.

Le barreau unanimement a protesté contre l'état de choses qui résulte de la coupable inaction du Gouvernement fédéral. Les hommes d'affaires nous ont demandé et sollicité de mettre fin à cette situation déplorable, et c'est à la suite de ces protestations, de ces démarches, de ces sollicitations venant des citoyens les plus respectables et les plus dignes de notre considération, que nous avons agi. Notre action n'a donc pas été prise à la légère, au contraire, nous avons pour la justifier les meilleures preuves possibles qu'il y avait un mal grave, très grave, à guérir. Nous ne sommes pas, Dieu merci, des partisans d'aterrissements. Quand le devoir nous indique une voie à suivre, un acte à accomplir, nous l'accomplissons hardiment sans crainte et sans faveur. Du moment que le devoir est en jeu aucune considération d'un ordre secondaire ne peut nous arrêter. Nous subirons courageusement la critique même la plus injuste et la plus déloyale de nos actes.

L'honorable chef de l'opposition a parlé de la trop grande facilité, suivant lui, avec laquelle on accorde des congés aux juges. Il en a profité pour faire des réflexions que j'approuve en grande partie, mais ce n'est pas là un moyen pratique de mettre fin au malaise admis de tout le monde. Il a signalé un inconvénient, mais ce n'est pas là un remède efficace pour en guérir un autre.

J'avoue, M. le Président, qu'il y a des juges qui demandent des congés d'une manière pour le moins, indiscrète. Aussi pour y mettre fin autant que possible, j'ai cru devoir adopter une règle de conduite sévère, aussitôt après notre arrivée au pouvoir ; règle qui sera toujours suivie tant que j'aurai quelque influence sur les décisions de l'honorable procureur général.

La même réponse a été faite à tous ceux qui se sont adressés au procureur général pour obtenir un congé, et je me flatte de croire que notre sévérité a déjà eu de bons résultats.

Pour revenir à la loi des magistrats, nous nous étions bien donné le garde de n'y rien mettre qui pût, de près ou de loin, provoquer la moindre action défavorable aux intérêts confiés à nos soins. On avait même passé une résolution pour déclarer que l'acte ne viendrait en force qu'un mois après que le Gouvernement fédéral aurait eu le temps de nommer les deux juges qui lui étaient demandés. Le 29 août, c'est-à-dire plus de sept semaines après que la loi eût été sanctionnée, il n'y avait encore rien de fait. Je ne fais pas ces remarques pour provoquer un débat sur la question constitutionnelle soulevée par le désaveu. Non, M. le Président, je relate ces faits simplement pour faire voir que cette Législature a fait sa part, pour donner au district de Montréal une bonne administration de la justice. Le Gouvernement et la Législature, on peut leur rendre ce témoignage, ont fait tout en leur pouvoir pour faire disparaître les difficultés.

Il ne s'agit pas de dire que c'est la faute d'un tel ou d'un tel si ces difficultés existent, le mal est là, visible pour tous, nous devons donc agir avec sagesse mais aussi avec célérité. Il ne faut pas chercher les causes du mal sans chercher aussi le remède propre à le guérir. Hâtons-nous d'appliquer le remède, voilà quelle doit être notre devise. Le médecin ne

s'applique pas seulement à trouver les causes de la maladie dont souffre le patient, mais s'empresse d'appliquer le remède que son art et sa science lui suggèrent. Nous sommes dans la même position. Faisons ce que l'on nous propose et plus tard, nous verrons si c'est suffisant. Si toutefois nous nous apercevons que nous n'avons pas fait assez, nous verrons alors ce que nous aurons à faire, mais en attendant allons au plus pressé.

Un autre point que les adversaires de la mesure n'ont pas abordé et sur lequel je désire attirer l'attention de mes collègues, est celui-ci : Cette cour donne-t-elle satisfaction ?

Tout d'abord la différence dans les frais comparés avec ceux de la cour de circuit, est considérable. Le fait est que c'est le tarif en force pour les districts ruraux. Vous avez jugement devant cette cour en payant quelques centins sur toute la procédure. Voilà bien ce que l'on peut appeler de la justice à bon marché. Et l'on sait que la valeur d'une décision n'est pas en raison de la dépense qu'elle occasionne. Plus cette justice sera économique, plus elle sera à la portée du pauvre.

Tout le monde se plaint que les déboursés, dans les autres cours sont trop considérables. Nous avons là, devant nous, le moyen de faire disparaître la cause de cette plainte, car qu'on ne l'oublie pas, ce ne sont pas les déboursés qui font que la justice est mieux administrée, non, M. le Président, tout dépend de l'intelligence et des connaissances des juges qui siègent.

Pour avoir un bref à la cour de circuit vous payez \$1.80, tandis que pour arriver à avoir jugement dans une petite cause dans l'autre cour, cela ne vous coûte que 50 centins. Pour une cause de 25 à \$40 à la cour de circuit, on paye en tout \$4.20 pour arriver au jugement. Si vous prenez au-dessus de 40 à \$50, la proportion est encore plus considérable.

Cette cour répond-elle aux espérances conçues au double point de vue que voici : célérité et sécurité ? Je n'irai pas chercher la preuve chez mes amis, on pourrait dire avec une apparence de raison que cette preuve est entachée de partialité, non, M. le Président, je vais la prendre chez mes adversaires.

Tout le monde sait que le *Witness* combat le Gouvernement de toutes ses forces. Il nous manque, paraît-il, les vertus qu'il pratique avec tant d'ardeur, et si peu de succès. Or le *Witness* du 5 décembre 1888 publie une petite note dans laquelle il est forcé de faire l'éloge du Gouvernement, en rapport avec l'établissement de cette cour. Il fait toucher du doigt la célérité avec laquelle on procède devant le tribunal. Il s'agit d'une cause dans laquelle l'action a été prise le 7 novembre et moins d'un mois après, le jugement était rendu. C'est tout le contraire qui se passe devant la cour de circuit. Il y a là des dossiers qui attendent l'examen du juge depuis douze mois. Et depuis dix mois, il s'est pris à cette cour au-delà de 12,000 brefs, c'est-à-dire plus de 1,000 par mois en moyenne. Pour 1887, il s'y est pris 12,144 brefs, et si l'on compte la cour supérieure on voit qu'il y a eu 15,625 causes.

Il est physiquement impossible d'exiger que toute cette masse énorme d'ouvrage soit faite en temps convenable par une seule cour. En 1886, il y a eu 11,410 causes à la cour de circuit et 3,084 à la cour supérieure, total pour les deux : 14,494, soit près de 200 causes de moins qu'en 1887. D'où l'on peut conclure sans crainte de se tromper qu'il y a eu augmentation tous les ans à Montréal. Et l'on trouve extraordinaire que l'on ne soit pas encore satisfait avec le personnel que nous avons demandé, car il n'y aurait que dix juges en tout, si le nouveau juge était nommé. S'il n'y a eu que 12,000 causes de prises à la cour de circuit, c'est parce qu'il y a une cour de magistrat depuis le mois de septembre.

Pour bien comprendre l'ouvrage qui s'est fait, n'oublions pas, M. le Président, que cette cour n'a été en fonction qu'un mois et qu'il s'y est pris pendant ce temps 1,033 causes ; et plus tard, lorsque sa juridiction s'est trouvée moins considérable par suite des changements qu'entraînait le désaveu de notre loi de 1888, 2,867 causes ont été prises. Le nombre des jugements rendus en octobre, novembre et décembre, soit trois mois seulement, a été de 1,093. Avec de pareils chiffres, il n'y a pas lieu, je crois, d'insister.

M. le Président, je ne parlerai pas de la question constitutionnelle soulevée par le désaveu de la loi que doit remplacer celle sur laquelle nous délibérons maintenant. L'honorable député de Beauce l'a traitée, néanmoins je ne ferai qu'une remarque, et la voici. Je regrette, comme la Chambre et la Province regretteront avec moi, que, par leur argumentation, ces messieurs de l'opposition, veulent donner de la force aux autorités fédérales dans leur lutte contre l'autonomie des Provinces.

L'honorable député de Beauce, avec le talent d'avocat qu'on lui connaît, a fait tout un plaidoyer pour établir qu'on avait eu raison de désavouer notre loi. Si je le voulais, je pourrais lui donner des preuves qui convaincraient, sinon lui, au moins la Chambre, car c'est à cette conviction, sans offense à mon honorable ami, à laquelle je tiens le plus, qu'il a bien eu tort de prendre cette position, mais pour cela, je fatiguerais la Chambre en rappelant des faits qui sont déjà connus. Qu'il me soit permis seulement d'attirer l'attention sur ceci : La presse hostile comme les amis de l'opposition ont prétendu que la loi de 1888 avait été désavouée parce que nous avions décrété l'abolition de la cour de circuit. Or qu'on lise le rapport du ministre de la justice, et on y verra que la loi a été désavouée pour les seuls motifs qui y sont énumérés, et parmi ceux-ci je ne trouve nulle part, celui invoqué par nos adversaires.

Quelles sont les raisons alléguées par le ministre de la justice ? Les voici :

“ Le soussigné est d'opinion que les dispositions de la loi qui ont pour but de conférer au Lieutenant Gouverneur en conseil le pouvoir de nommer ces juges, ainsi que les dispositions qui ont trait à leur maintien en office, aux qualités qui en sont requises pour exercer leurs fonctions et à la manière dont ils seront démis, outrepassent clairement les pouvoirs conférés à la Législature provinciale par l'acte de l'Amérique britannique du nord, et empiètent évidemment sur les pouvoirs conférés par l'acte de l'Amérique britannique du nord, au Parlement du Canada, et à Votre Excellence, et comme le moindre délai apporté au désaveu du statut en question pourrait donner lieu à la confusion et préjudicier aux intérêts des particuliers dans l'administration de la justice, il recommande le désaveu immédiat de cette loi. (Signé) Jno. S. D. Thompson, ministre de la justice.”

Ainsi la loi a été désavouée non pas parce qu'on a aboli la cour de circuit, non pas, non plus parce qu'on a enlevé aux juges de la cour supérieure une partie de leur juridiction, non, M. le Président, mais parce qu'on nous nie le droit de nommer “ des juges appelés magistrats de district de Mont-réal, lesquels doivent être des avocats de dix ans de pratique, choisis parmi les membres du barreau de la Province, et nommés sous le grand sceau, par le Lieutenant Gouverneur en conseil, qu'ils resteront en office durant bonne conduite, mais ne pourront être démis de leurs fonctions que sur l'adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, que le traitement de ces juges est payable à même le fonds consolidé du revenu de la Province.”

Or tous ces pouvoirs sont dans la loi de 1869 et dans les autres qui ont été faites depuis. Et cela existe depuis au

delà de vingt ans, sans que pendant ce temps, personne n'ait trouvé à redire.

On nous nie le droit de destituer ceux que nous nommons....

L'honorable M. **Taillon**.—Le ministre de la justice part du fait que vous n'avez pas le droit de nommer ces magistrats. Or si vous n'avez pas ce droit, vous n'avez pas non plus celui de les destituer.

L'honorable M. **Mercier**. — Comment !... nous n'avons pas le droit de nommer ces magistrats !... mais vaudrait autant dire que votre loi de 1869, passée par vous, les conservateurs et qui a été appliquée pendant plus de vingt ans, est inconstitutionnelle et doit être mise de côté. On nous nie le droit de nommer des magistrats à telles ou telles conditions, quant à la capacité, de telle ou telle manière, quand la loi de 1869 nous confère précisément les droits qu'on nous refuse aujourd'hui. Nous avons déjà tous ces pouvoirs, aussi avais-je raison de dire ce qui suit, dans mon mémoire :

“ Que l'acte désavoué ne fait qu'amender tous les statuts antérieurs et relatifs aux magistrats de district et à ces cours de magistrats, et n'autorise pas le Lieutenant Gouverneur en conseil à exercer aucun pouvoir non-compris en principe dans les dits statuts, à l'exception toutefois de celui qui lui est conféré relativement à l'abolition de la cour de circuit siégeant dans le district de Montréal. ”

Et plus loin encore :

“ Qu'il reste donc bien évident qu'avant la sanction du statut en question, le Lieutenant Gouverneur en conseil avait, et qu'il aura après la mise en force du désaveu, le pouvoir de nommer des magistrats de district et d'établir des cours de magistrats dans tout comté, ville ou cité de la Province, avec la juridiction civile qui vient d'être

“ indiquée, et que ces magistrats de district peuvent recevoir, à même les revenus de la Province, et de fait “ reçoivent et continueront à recevoir un traitement annuel “ n’excédant pas douze cent piastres, et qu’en conséquence, “ en déclarant l’autorisation de nommer ces juges *ultra vires*, les autorités fédérales déclarent refuser à l’exécutif “ de cette Province un pouvoir qu’elle possède et a exercé “ depuis 1869, qu’elle possède et exerce actuellement et “ qu’elle continuera à posséder et à exercer à l’avenir “ nonobstant le désaveu dont il s’agit ”

Un dernier mot M. le Président sur cette question de la constitutionnalité de la loi de 1888.

On nie à cette Législature le droit de définir les conditions dans lesquelles ces magistrats tiendront leur office, ou en d’autres termes, qu’ils seront inamovibles, c’est-à-dire qu’ils ne pourront être destitués que sur une adresse des deux Chambres de la Législature. On nous nie ce droit à nous, et cependant nous avons deux lois qui contiennent la même disposition. Je parle de la loi 37 Victoria, chapitre 8, et la loi 47 Victoria, chapitre 9, relatives aux magistrats de police de Montréal et de Québec. C’est-à-dire que ce pouvoir existe quand nos adversaires l’exercent, et qu’il n’existe pas quand nous voulons l’exercer. Voilà à quoi se réduit le désaveu.

M. le Président, je me résume. Cet amendement ne peut-être voté parce qu’il est faux en fait et en droit. Secondement, cette cour est nécessaire, et elle administre bien la justice, au double point de vue de la célérité et de l’excellence de ses jugements. Pour ces raisons je crois que la Chambre va repousser l’amendement et adopter les résolutions.

A six heures la séance est suspendue jusqu’à huit heures.

M. **Hall**—*député de Montréal-ouest*.—M. le Président, j'ai exprimé dès l'année dernière, l'opinion que cette loi n'était pas constitutionnelle et l'acte du désaveu ne m'a aucunement pris par surprise.

L'honorable premier ministre a parlé de la loi de 1869, mais il doit savoir que les magistrats créés en vertu de cette loi n'étaient que des juges de paix, au moins dans un certain sens. Il est vrai que depuis 1869, on a augmenté leur juridiction, mais le fait que l'on n'a pas désavoué ces lois, n'est pas un argument en faveur de leur constitutionnalité et encore moins, de la validité de celle de l'année dernière.

L'honorable député de Beauce a cité de très forts précédents créés par des hommes tels que Messieurs Blake, Laflamme et Fournier. Cette question de constitutionnalité relativement aux cours de création provinciale a été soulevée fréquemment, et l'on a même été jusqu'à se demander si les Législatures des Provinces avaient le droit de nommer des juges de paix. Ce doute a originé du fait que les commissions des Lieutenants Gouverneurs ne parlent pas de ce pouvoir tandis qu'il en est question dans celle du Gouverneur Général. Dans Ontario un jugement a été rendu déclarant que la Législature ne pouvait nommer des juges de paix, bien qu'au Nouveau-Brunswick, les juges se soient divisés trois pour et deux contre, la majorité prétendant qu'une cour pour les perceptions des petites dettes pouvait être créée par les Législatures locales. Jamais encore la question de savoir si nous avons le droit de créer des cours de juridiction civile ne s'est présentée directement, bien que souvent elle l'ait été discutée d'une manière indirecte.

J'ai dit l'année dernière qu'on ne pouvait changer tous les tribunaux sous prétexte qu'on ne leur donnait pas le même nom. Et en consultant les opinions émises par les ministres de la justice, j'en trouve une qui dit absolument la même chose. Je ne permettrai de citer celle exprimée

par M. Blake, à propos d'une loi passée par la Législature de la Colombie anglaise. Il y est dit entre autres choses ceci :

“ Il paraît au soussigné que l'acte est sujet à objection vu
“ que les changements qu'il autorise pourraient pratique-
“ ment avoir pour résultat de conférer au Gouvernement
“ local le droit de nommer un juge d'une cour de comté à
“ un nouveau district, transférant ainsi au Gouvernement
“ local une partie du pouvoir de nomination conféré par la
“ constitution à ce Gouvernement.”

Cette cour va voir sa juridiction étendue jusqu'à \$200. On pourrait tout aussi bien dire \$500, et abolir la cour supérieure, et appeler celle qui la remplacera “ cour des magistrats.”

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Est-ce que l'honorable député ignore que cette cour de magistrat pour d'autres parties de la Province, a déjà juridiction pour \$200 ?

M. **Hall**.—J'ai déjà dit que dans mon opinion ces magistrats étaient essentiellement des juges de paix.

L'honorable M. **Mercier**.—Alors est-ce que la loi donnant juridiction jusqu'à \$200 est *ultra vires* ? . . .

M. **Hall**.—J'avoue avoir des doutes très graves sur sa constitutionnalité.

Quand on a passé cette loi relative aux magistrats de district, on n'avait simplement en vue que d'étendre les pouvoirs des juges de paix tels qu'ils existaient avant la confédération, et nullement de créer une cour nouvelle. Voilà quelle a été selon moi, l'idée à l'origine, et dans la considération de cette question, il importe de ne pas perdre de vue le point de départ si on ne veut pas s'égarer.

L'honorable premier ministre a fait appel à l'opinion des membres du barreau de Montréal quant à ce qui regarde

l'augmentation des affaires judiciaires de ce district. Le sentiment général était qu'il y avait trop d'ouvrage pour les juges qu'il y avait, et j'ai été l'un de ceux qui ont demandé que le nombre des juges fut augmenté. A cette époque, il n'y avait pas moins de 16 causes pour élections contestées. Après que la loi de 1887 eut été adoptée, et à mon retour à Montréal, j'ai été grandement surpris d'entendre dire que celui qui agissait comme juge en chef de la cour supérieure était d'opinion que ces juges additionnels n'étaient pas nécessaires.

Il est vrai, comme question de fait, que nous avons dix juges demeurant à Montréal. Son Honneur le juge Tasche-reau a été nommé pour le district de Terrebonne, mais il doit aussi siéger à Montréal, quand la chose est nécessaire.

De plus, le juge en chef peut faire venir à Montréal l'un des juges de la campagne pour aider aux juges résidant à Montréal. Voilà des ressources considérables pour expédier toute la besogne.

L'honorable premier ministre a aussi parlé du nombre des causes qu'il y a à Montréal. Il ne faut pas se laisser effrayer par des chiffres donnés en bloc, et dans ce cas-ci, en examinant de près la question, on trouve que sur ce grand nombre de causes inscrites, il n'en reste environ que 3,000 qui doivent être passées par la procédure ordinaire pour être jugées.

Il est également connu que les juges Tait, Charland, Tellier, Ouimet et celui qui préside les tribunaux de Joliette se font un plaisir de venir donner un coup de main à leurs collègues du district de Montréal. Pour ces raisons je crois qu'il n'est pas nécessaire de maintenir cette cour de magistrats, et je voterai contre ces résolutions.

M. Lareau—*député de Rouville*.—M. le Président, le malaise qu'il y a à Montréal dépend de plusieurs causes.

Au cours de ce débat, on en a signalé quelques-unes. Par exemple l'honorable chef de l'opposition a dit qu'un certain nombre de juges ne faisaient pas tout ce qu'il devraient faire dans les circonstances ; que quelques-uns aussi ne faisaient pas tout leur devoir et qu'enfin, on accordait trop facilement les congés. Je ne serais pas juste si je disais que ce sont là les seules causes. Si l'administration de la justice souffre de lenteurs exagérées, si on a droit de se plaindre du peu de célérité avec laquelle les jugements sont rendus, il ne faut pas non plus en faire remonter toute la cause et toute la responsabilité aux juges. Nous avons un bon banc qui se distingue autant par son intégrité que par son dévouement, sa science et son amour du travail. Il ne faut donc pas s'en prendre uniquement à lui. Admettons-le franchement, il y a d'autres causes que celles-là. L'une d'elles c'est que nous n'avons pas de chambres pour les besoins de l'administration de la justice. Il arrive souvent que nous avons des juges disponibles, mais ils ne peuvent siéger faute d'un local.

Je dis donc que le Gouvernement devrait prendre des mesures pour aggrandir le palais de justice de Montréal. Quant aux autres, ce sont des causes qui disparaîtront avec le temps.

Mais je me hâte d'arriver à la question qui nous occupe directement. Personne ne niera que les affaires sont plus considérables dans le seul district de Montréal que dans tout le reste de la Province et que nous avons raison de demander des juges additionnels, comme nous l'avons fait en 1887. Du reste, la Chambre, comme on l'a déjà dit a été unanime dans cette circonstance. On a négligé de nommer ces juges, et la Chambre s'est dit, en présence de cette négligence si préjudiciable à de graves intérêts, qu'elle ne pouvait laisser ce district souffrir indéfiniment, que les demandes nombreuses faites de toutes parts, indiquaient un état de choses exigeant l'application d'un

remède prompt et efficace, qu'en un mot, on ne pouvait pas laisser les justiciables du district de Montréal dans une telle situation. Je n'ai pas de doute que, lorsque les électeurs de la Province seront renseignés comme ils doivent l'être sur cette question, ils diront que le Gouvernement a bien fait lorsqu'en 1888 comme cette année, il a pris l'initiative de donner à Montréal une bonne et prompt administration de la justice, en nommant des magistrats devant suppléer à l'insuffisance du nombre des juges.

On dit, M. le Président, que par cette mesure, on met \$10,000 de dépense annuelle à la charge de la Province. Je pense bien que le salaire des juges ainsi que celui des autres officiers vont coûter cette somme, mais n'allons-nous pas retirer certains bénéfices de l'établissement de cette cour? N'allons-nous pas retirer, sous forme d'augmentation de revenus, autant que nous allons dépenser? Je suis porté à le croire.

On dit que le tarif est bien bas, mais je suis convaincu que le Gouvernement devra l'augmenter car il n'est pas assez élevé. Mais cette élévation du tarif ne devra pas être faite avant quelque temps, car Montréal a payé très longtemps des sommes qu'elle n'aurait pas dû payer. Pour ce motif donc, quand bien même la justice se trouverait être administrée même un peu à bon marché, il faudrait garder ce tarif pendant quelques mois encore.

L'honorable député de Montréal-ouest a dit que la législation sur laquelle nous délibérons n'était que l'extension des dispositions de la loi de 1869. Je prends ces paroles de mon honorable ami et je les retourne contre lui; car si la loi de 1869 est constitutionnelle, et certes je crois que ce point ne peut être mis en doute maintenant que cette législation a subi vingt années d'épreuves, celle que nous sommes appelés à voter l'est également.

Mais l'honorable député de Montréal-ouest a ajouté comme argument qu'il ne fallait pas conclure, suivant lui, du fait que la loi de 1869 n'avait pas été désavouée, que celle-ci ne devrait pas l'être ; que le fait que la loi de 1869 n'a pas été désavouée ne prouve pas qu'elle soit constitutionnelle.

Je ne puis accepter un tel raisonnement. On peut avoir des doutes dans certains cas, mais ici il me semble qu'il n'est plus permis d'en avoir. Je comprends que le cas est bien différent quand une loi ou une disposition est clairement et manifestement contre la constitution. Sur la loi de la dernière session, on s'est divisé, donc il y a là matière à doute. Mais cette loi de 1869 est venue devant les tribunaux et finalement après que sa constitutionnalité eût été longuement et savamment discutée de juridiction en juridiction, la cour d'appel a décidé qu'elle était valide.

On a déjà cité deux causes dans lesquelles cette question s'est présentée mais la Chambre me permettra, je l'espère, d'y référer de nouveau.

Dans le premier cas, il s'agissait d'un jugement condamnant un nommé Laplante à payer une somme de \$1880, pour taxes municipales prélevées comme souscription en faveur d'une voie ferrée. Ce jugement a été confirmé à l'unanimité de la cour d'appel composée des juges Tessier, Monk, Sanborn et Ramsay.

Dans le second, la question s'est présentée d'une manière plus expresse en ce sens que l'on demandait de faire annuler un jugement rendu par un magistrat de district, sur le principe que sa nomination était illégale et en violation de l'article 96 de l'acte de l'Amérique britannique du nord, qui confère au Gouverneur Général le droit de nommer les juges.

La cour d'appel fut unanime et le juge Ramsay s'exprima comme suit :

“ Le conseil privé, dans la cause de Coote (L. R. P. C. IV, 599), reconnaît le principe général que le pouvoir exécutif prend sa source dans le pouvoir législatif, à moins qu'il y ait quelque clause restrictive. Dans cette cause, il y est dit qu'il y a une telle clause et que c'est l'article 96 de l'acte de l'Amérique britannique du nord. Cette section réserve spécialement la nomination des juges des cours supérieures, de comté et des cours de district, sauf les cours de *probate* dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, au Gouverneur du Canada. Il est bien évident que sans cette clause, la nomination de tous les juges serait du ressort des Gouvernements locaux, et que la seule question conséquemment à décider ici est de savoir si un magistrat de district est un juge de district. On a essayé de tirer quelque argument de la section 130 de l'acte de l'Amérique britannique du nord, mais c'est tout simplement une clause provisoire qui règle la position des officiers locaux qui ont des pouvoirs fédéraux à remplir jusqu'à ce que le Parlement du Canada en ait décidé autrement. Par cette section, ces officiers deviennent des officiers du Canada, et sont déclarés être sujets à toutes les responsabilités et pénalités auxquelles ils étaient sujets avant l'union. Je ne puis donc voir que la section 130 affecte la question qui est devant la cour, et nous sommes d'opinion qu'un magistrat de district n'est pas un juge de district suivant le sens de la section 96 de l'acte de l'Amérique du nord. Nous sommes donc contre le pétitionnaire sur ce point. ”

M. **Hall**—*député de Montréal-ouest*.—L'aspect civil n'a pas été envisagé tel que je l'entends . . .

M. **Lareau**.—Pardon, il a été décidé dans chacune de ces décisions que la loi créant la cour des magistrats de

district était valide, que les magistrats avaient droit de prononcer comme ils l'avaient fait, et que la pénalité infligée était légale parce que les jugements avaient été rendus par des juges légalement nommés en vertu d'une loi passée légalement par cette Législature.

L'honorable député a été plus loin que cela, mais je lui ferai observer que s'il a réellement des doutes, il devrait nous donner ici le bénéfice du doute, puisque nous avons en notre faveur des décisions d'une autorité aussi imposante que celle que j'ai citée.

Il s'est même demandé si le Lieutenant Gouverneur d'une Province avait le pouvoir de nommer des juges de paix. Il m'en coûte de prendre le temps de la Chambre pour lui citer des jugements de nature à prouver clairement que ce pouvoir appartient bien au Lieutenant Gouverneur ; ainsi qu'il me suffise de mentionner en passant les causes de *The Queen vs. Reo and Anderson*, Carthwright cases, I 810, *Regina vs. Horner*, *Id.* II, 317, et *Regina vs. Bennett*, *Id.* II, 634.

M. le Président, on cherche maintenant à justifier les autorités fédérales d'avoir négligé de faire droit à la demande de juges additionnels formulée en 1887 par cette Législature. A l'encontre de cette prétention, je citerai l'opinion de Sir John Macdonald même. Il a une longue expérience et son opinion comporte une autorité considérable. Cette même question était discutée en 1880, dans la Chambre des communes et voici ce que Sir John disait : J'attire l'attention de mon honorable ami le député de Montréal-ouest :

“ J'admets, disait-il, que les arguments du député de Durham-ouest, et de l'honorable préopinant ont bien leur valeur. Mais il est très difficile au Parlement fédéral de ne point tenir compte du désir formellement exprimé par une Législature locale. Les Législatures locales ont charge de constituer, organiser et maintenir leurs tribunaux. Les

“ frais et la responsabilité de l'administration de la justice
“ — sauf les traitements des juges de la cour supérieure—
“ sont laissés aux diverses Provinces dont les Gouverne-
“ ments sont responsables du maintien de la paix et de
“ l'ordre dans leurs limites. En sorte que lorsqu'une Légis-
“ lature provinciale adopte un acte par lequel elle déclare
“ qu'il faut un plus grand nombre de juges pour que la
“ justice soit bien administrée, le Gouvernement et le Parle-
“ ment fédéraux prendraient sur eux une grande responsa-
“ bilité s'ils allaient lui dire : Vous n'avez pas besoin de ces
“ juges ; vous pouvez administrer la justice et faire observer
“ la paix sans eux ; c'est pourquoi nous refusons de les
“ nommer.

“ En thèse générale, je crois que nous pouvons nous en
“ rapporter sans crainte à la discrétion des Législatures
“ provinciales à cet égard. Elles ont leur propre responsa-
“ bilité, et elles doivent savoir qu'en ajoutant aux charges
“ du trésor fédéral, elles augmentent par là même la somme
“ des obligations de leur population.”

Plus loin, il ajoutait :

“ Les charges de l'administration de la justice sont lais-
“ sées aux Législatures provinciales ; et, puisque nous leur
“ donnons exclusivement de tels pouvoirs, nous n'avons
“ pas le droit de les entraver, et c'est assumer sur nous une
“ très grande responsabilité que de leur dire : Bien que
“ vous déclariez avoir besoin de certains juges, et que vous
“ ayez fait une loi constituant un tribunal particulier, nous
“ vous refusons les moyens de mettre votre projet à exécu-
“ tion.”

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*. — On pourrait amener cette question devant la Chambre des communes avec d'autant plus de force que l'on aurait d'avance pour soi l'opinion du chef même du cabinet.

Ce serait alors une bonne occasion de lui rappeler ce qu'il a dit....

M. Lareau.—Il pourrait peut-être mettre en doute ce qu'il a dit ; en attendant, il est de notre devoir de discuter la question et nous sommes prêts à donner notre opinion.

Le Gouvernement fédéral, quoiqu'on en dise, ne désavouera pas cette loi, car je suis bien convaincu que si c'était à recommencer, les autorités d'Ottawa y regarderaient à deux fois avant de désavouer la législation de l'année dernière.

M. Casgrain—*député de Québec.*—M. le Président, comme c'est une question très importante, je me permettrai de dire un mot, au risque peut-être d'ennuyer la Chambre en prolongeant ce débat.

L'honorable premier ministre a essayé de faire croire que ce n'est pas une loi nouvelle. C'est avec cet argument qu'il a essayé de capter le vote de ses amis. Je demande simplement aux honorables députés qui seraient tentés de se laisser influencer par cet argument, de bien vouloir lire les résolutions qui sont devant la Chambre et ils verront quelle différence il y a entre celles-ci et la loi de 1869.

L'honorable premier ministre a prétendu, en réponse au ministre de la justice sur le désaveu, que la loi désavouée ne contenait rien qui ne fut déjà dans la législation de 1869 et ses amendements.

En 1869, cette Chambre a passé une loi pour créer une cour de magistrat de district. Entre autres choses, il y est dit à l'article premier :

“ Le Lieutenant Gouverneur en conseil pourra, de temps
“ à autre, nommer par commission sous le grand sceau,
“ une ou plusieurs personnes, qui devront être avocats
“ d'au moins cinq ans de pratique, et qui dès lors cesseront
“ de pratiquer, comme magistrat de district, ou comme

“ magistrats de district, dans un ou plusieurs districts en
“ cette Province.

“ Article 2. Tout magistrat de district, nommé sous l’au-
“ torité du présent acte, aura, dans le district ou les districts
“ pour lesquels il est nommé, tous les pouvoirs, attributions,
“ droits et privilèges qui sont, ou qui à l’avenir, pourront
“ être conférés par la loi, à un ou à plusieurs juges de paix,
“ et tous les pouvoirs, attributions, droits et privilèges que
“ la loi accorde, ou qu’elle pourra à l’avenir accorder, aux
“ juges des sessions de la paix.”

L’article 5 décrète que le salaire de ces magistrats sera
de douze cents piastres.

L’article 16 déclare :

“ Chacune de ces cours de magistrat aura juridiction en
“ dernier ressort pour entendre, juger et décider :

“ 1. Toutes les demandes d’une nature purement person-
“ nelle ou mobilière, résultant de contrats ou des quasi-
“ contrats, et dans lesquelles la somme ou la valeur demandée
“ n’excède pas vingt-cinq piastres, et toutes actions pour le
“ recouvrement de dîmes ou arrérages de dîmes ;

“ 2. Toutes poursuites pour le recouvrement de taux,
“ taxes, cotisations et contributions scolaires, ou de taux,
“ taxes, cotisations, pénalités, dommages ou sommes de
“ deniers quelconques, dûs ou payables en vertu de l’acte
“ municipal refondus du Bas-Canada, ou de tous actes
“ l’amendant, ou en vertu de l’acte concernant les abus pré-
“ judiciaires à l’agriculture, ou de tous actes l’amendant ou
“ en vertu de tout acte spécial incorporant une munici-
“ palité de cité ou ville, ou de tout acte l’amendant, ou en
“ vertu de tous statuts ou règlements faits sous l’autorité de
“ ces actes ;

“ 3. Toutes poursuites pour le recouvrement de toutes
“ les pénalités encourues, sommes dues ou payables au trésor

“ de cette Province, sous l'autorité de chacun des chapîtres
“ six, sept ou huit des statuts refondus pour le Bas-Canada,
“ tels qu'amendés par l'acte de la présente session, intitulé :
“ Acte pour amender la loi concernant les aubergistes, col-
“ porteurs, porte-cassettes et les tables de billard, ou pour
“ sommes dues pour licences en vertu du statut de cette
“ Province, trente-unième Victoria, chapitre trois, ou en
“ vertu de toute autre loi.”

“ Pourvu, toutefois, que dans toutes ces poursuites le
“ défendeur réside dans les limites du comté pour lequel
“ se tient la cour, ou que la dette y ait été contractée et
“ que le défendeur réside dans le district.”

Or que disent les résolutions ? La première se lit comme
suit : “ Que deux magistrats de district pourront être nom-
“ més par le Lieutenant Gouverneur en conseil, avec un
“ salaire de trois mille piastres par année chacun, pour pré-
“ sider une cour en la cité de Montréal, nommés “ cour de
“ magistrats du district de Montréal,” qui aura juridiction
“ finale sur les matières suivantes :

“ 1. Toute demande dans laquelle la somme ou la valeur
“ de la chose réclamée est moindre que cent piastres, sauf
“ les causes qui tombent exclusivement sous la juridiction
“ de la cour de vice amirauté, les matières de pétition de
“ droit, et toute demande pour honoraires d'office, droits,
“ rentes, revenus ou sommes de deniers payables à la cou-
“ ronne, ou relative à des droits immobiliers, rentes annuelles
“ ou autres matières qui peuvent affecter les droits pour
“ l'avenir.

“ 2. Toute demande pour taxes ou rétributions d'écoles
“ et pour cotisations pour la construction et la réparation
“ des églises, presbytères et cimetières quelqu'en soit le
“ montant.

“ 3. Toute demande en recouvrement de contributions,
“ taxes, cotisations, pénalités, dommages ou sommes de

“ deniers dues et exigibles en vertu du code municipal, de
“ tout statut spécial d'organisation municipale, de règle-
“ ments faits sous l'autorité de ces mêmes lois et des lois
“ qui ont rapport aux abus préjudiciables à l'agriculture.

“ 4. Toute demande en recouvrement de pénalités encou-
“ rues ou de deniers d'is au trésor de la Province en vertu
“ de la loi des licences. ”

Si déjà cette cour existe en vertu de la loi de 1869, pour-
quoi cette nouvelle législation ?

De plus, au lieu de ne donner que \$1,200 de salaire, on
en accorde un de \$3,000. La juridiction est augmentée à
\$100. D'ailleurs le nom même fait voir que c'est une cour
nouvelle que l'on veut créer. Ces magistrats ont juridic-
tion spéciale pour Montréal. Il est donc évident que,
quand l'honorable premier ministre a dit que ce n'était, au
fond, que l'ancienne loi, il a joué sur les mots, car cette cour
n'existera qu'en vertu de la loi proposée. Sous la loi de
1869, il n'y avait pas de telle cour pour Montréal. Ces
magistrats ont été nommés pour exercer leur juridiction dans
certains districts éloignés les uns des autres, et où l'admini-
stration de la justice souffrait réellement par suite de la
difficulté des communications. On leur a donné aussi
une juridiction criminelle très étendue comme juges de paix,
dans le but de diminuer les frais de la justice criminelle,
toujours très coûteux pour la moindre offense quand il faut
mettre en branle toute le système d'un procès par jurés.

Comme on le voit, ce n'est pas du tout la même chose.
C'est encore un point sur lequel cette loi diffèrera avec
celle de 1869, car ces magistrats n'auront pas de juridiction
criminelle.

L'honorable premier ministre nous a dit que cette cour
est nécessaire parce que avant son établissement, il y avait
encombrement devant les tribunaux à Montréal, et de plus,

qu'il faut la maintenir parce qu'elle offre une justice à bon marché.

D'après les renseignements que nous a donnés l'honorable député de Montréal-ouest, il n'y aurait pas d'encombrement et le nombre des juges disponibles serait suffisant pour faire face à toute la besogne. Pour ma part je suis prêt à prendre la parole de mon honorable ami, pleinement corroboré du reste par l'honorable chef de l'opposition. Si toutefois, cet encombrement existe, il ne dépend certainement pas du manque de juges, et si tous faisaient leur devoir, on n'aurait pas besoin de juges additionnels. D'ailleurs, il est prouvé par les statistiques que cette cause de malaise n'est pas fondée.

D'après des renseignements que j'ai raison de croire authentiques, le juge Johnson n'aurait, l'année dernière, jugé que vingt-huit causes à la cour supérieure, tandis que l'honorable juge Brooks à Sherbrooke en aurait jugé deux cent quarante à la cour supérieure. Si on se surprend de me voir faire cette comparaison, je dirai que M. Johnson ne se gêne pas assez d'exprimer son opinion quand il lui en prend envie, pour qu'il n'en soit pas permis d'en faire autant.

M. **Lareau**—*député de Rouville*.—L'honorable juge Johnson agit comme juge-en-chef de notre district et préside la cour de révision de chaque terme. Et à chaque terme, il se rend de vingt à vingt-cinq jugements dans lesquels il se trouve mêlé. Il serait donc très injuste de dire qu'il n'a pas fait sa part d'ouvrage.

M. **Casgrain**.—Je remercie l'honorable député de venir à mon aide en me fournissant d'autres chiffres propres à faire voir la vérité de ce que je viens de dire, à l'effet qu'il n'y a pas l'encombrement que l'on met de l'avant pour justifier cette loi. M. Johnson a siégé 51 fois à la cour de révision et il a rendu 28 jugements à la cour supérieure. D'un autre côté, le juge Taschereau a jugé 90 causes à la cour supérieure et il a siégé 76 fois à la cour de révision.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—On est d'accord sur les faits ; il y a des juges qui ne travaillent pas.

M. Casgrain.—Alors si nous sommes d'accord, retirez votre loi car ce n'est pas le remède qu'il faut appliquer. Le barreau devrait prendre les moyens de faire cesser cet état de choses. Je dis que si le barreau protestait vigoureusement, ces protestations seraient entendues et les juges eux-mêmes ne pourraient y résister.

Nous faisons une loi pour venir au secours des clients qui souffrent des lenteurs apportées dans l'administration de la justice, mais si l'encombrement dont on se plaint, résulte de l'inactivité des avocats, cette loi ne produira rien de bon. On dit que le Gouvernement fédéral n'a pas nommé assez de juges. Pourtant il a donné déjà deux juges additionnels à ce district. Il a nommé le juge Taschereau pour les districts de Terrebonne et de Montréal en même temps. Plus tard il a nommé un autre juge spécialement pour le district de Montréal. Ces nominations prouvent que le Gouvernement fédéral a fait son devoir, et que l'on manque aux plus simples règles de la justice en l'accusant de négligence.

Il s'agit d'imposer à la Province une dépense annuelle de \$10,000. Avant d'appliquer un pareil remède on doit voir d'où vient le mal, et quelle est sa nature. Je suppose qu'un homme souffre d'une petite douleur au doigt et qu'il s'adresse à l'un des médecins qui sont membres de cette Chambre, par exemple à mon ami l'honorable député de Shefford ; lui sera-t-il conseillé par cet éminent médecin, de se faire emputer le bras avant d'avoir épuisé tous les autres remèdes ? C'est là la position dans laquelle nous nous trouvons placés par ce projet de loi.

Comment le Gouvernement peut-il nous demander une pareille loi ? Ce sont bien des libéraux qui sont au pouvoir,

et l'un des articles du programme de ces messieurs, il n'y a pas encore bien des années, était l'abolition de ces magistrats de district. Lorsque le cabinet Joly était au pouvoir il a passé une mesure pour supprimer un bon nombre de ces magistrats. Chose étrange, aujourd'hui ce sont les mêmes hommes qui demandent à la Chambre l'autorisation de nommer des magistrats, non plus avec un salaire de \$1,200 seulement, mais avec un de \$3,000. Je sais que l'honorable premier ministre n'aime pas les retours vers le passé, quand sa conduite d'aujourd'hui est la condamnation la plus forte, la plus formelle de celle d'autrefois. Je le demande à ceux qui voulaient sincèrement l'abolition de ces magistrats de district, comment pourront-ils aller devant le peuple et justifier leur vote d'aujourd'hui ? Après avoir voulu supprimer des magistrats qui ne coûtaient que \$1,200 par année, ils vont maintenant autoriser le Gouvernement à en nommer deux qui recevront un salaire de \$3,000 chaque.

Quant à la question de la validité de la loi, je ne la discuterai pas ce soir ; on peut différer d'opinion. L'honorable premier ministre prétend que sa loi est parfaitement constitutionnelle, mais j'aime encore mieux me ranger à l'opinion de l'honorable ministre de la justice, dont la haute science légale est universellement admise et admirée par tout ce qu'il y a de distingué au Canada.

D'ailleurs si je prends des opinions exprimées sur d'autres lois semblables, et où le même principe était en jeu, je trouve que les propres amis de l'honorable premier ministre ont exprimé des vues absolument différentes des siennes.

Quand on a tenu à Montréal cette grande assemblée, l'automne dernier, dans le but de protester contre l'action du Gouvernement fédéral au sujet du désaveu, on a passé certaines résolutions, et chose singulière, on n'a pas blâmé directement les autorités fédérales. Or, je suis bien convaincu que si l'honorable premier ministre avait été seul,

il n'aurait pas hésité à le faire, mais il avait à côté de lui les honorables députés de Châteauguay, de Rouville et de Montréal-est, et ces messieurs n'ont pas voulu aller aussi loin que cela. Dans ces résolutions on se contente de blâmer le Gouvernement fédéral pour avoir laissé expirer le délai d'un mois, tel que déterminé par une proposition de l'honorable député de Montréal-est, proposition qui n'a jamais fait partie de la loi. On énumère encore d'autres griefs et voilà tout ; mais ces messieurs n'ont pas voulu dire que la loi de l'année dernière était strictement constitutionnelle. Si elle l'est pourquoi vient-on cette année avec une autre loi ; pourquoi n'a-t-on pas pris tout simplement la loi de l'année dernière ?

A cette occasion l'honorable premier ministre prononçait un discours pour défendre sa loi, et entra'autres choses il disait ceci :

“ Il ne me reste plus que quelques mots à ajouter. J'ai exposé la loi telle que je la comprends, et je suis forcé de déclarer que la loi dont il s'agit est, dans mon humble opinion, entièrement et strictement constitutionnelle et n'a pas été désavouée par les autorités fédérales pour des motifs légaux et constitutionnels, mais uniquement pour des motifs politiques et pour un succès éphémère de parti. ”

“ La constitution qui donne aux autorités fédérales le pouvoir de désavouer, déclare que le désaveu reste sans effet sans un message ou une proclamation du Lieutenant Gouverneur. Quel est le devoir du Gouvernement de Québec dans les circonstances ? C'est de faire respecter la volonté populaire exprimée par la majorité dans les deux branches de la Législature, et de résister par tous les moyens légaux et constitutionnels, contre l'application injuste et tyrannique du droit de désaveu. Je n'ai pas le droit d'en dire plus. Je m'arrête là, convaincu que je serai

compris et approuvé par les hommes raisonnables des deux partis."

Si ces mots ont une signification quelconque, ils veulent dire que la même loi resterait dans le statut, c'est-à-dire que le Gouvernement s'engageait à la faire passer de nouveau. Voilà la seule conclusion que l'on puisse tirer de ces paroles. Aujourd'hui l'honorable premier ministre reconnaît qu'il avait tort de faire cette menace au Gouvernement fédéral. Il n'ose pas venir proposer une seconde fois la loi désavouée. Or personne ne doute que s'il croyait avoir le droit de persister, comme son discours de Montréal l'engageait à le faire, l'honorable premier ministre suivrait l'exemple de M. Mowat à Ontario, et prendrait des mesures pour forcer les tribunaux à décider la question constitutionnelle en jeu. C'est ce qui est arrivé dans le cas du *stream bill*. Si le Gouvernement était convaincu que sa position est inattaquable il aurait suivi cet exemple.

Je me résume, M. le Président, en disant que cette loi, si la majorité l'adopte, imposera à la Province une augmentation de dépenses d'au moins \$10,000 par année ; que les libéraux qui l'appuient manquent par là même à leur programme, puisqu'ils ont demandé l'abolition de ces magistrats de district. De plus, ils manquent encore à leur engagement, puisque au lieu de diminuer les dépenses ils les augmentent.

Il n'y a qu'une raison qui force le Gouvernement à soumettre ce projet de loi et à l'imposer à ses amis, c'est qu'il a contracté vis-à-vis l'un de ces magistrats une dette que je n'appellerai pas d'honneur, mais qu'il n'en est pas moins tenu d'acquitter, sans cela il est plus que probable qu'après le désastre électoral de Montréal-est l'automne dernier, nous n'aurions plus entendu parler de cette législation.

M. Robidoux — *député de Chateauguay*. — La question, M. le Président, que nous avons à décider est celle de

savoir, s'il est juste et raisonnable de maintenir une cour de magistrat à Montréal ; ou en d'autres termes, s'il y a nécessité d'avoir d'autres juges pour que la justice soit bien administrée dans ce district. Je puis parler de l'administration de la justice à Montréal avec connaissance de cause, car j'ai eu occasion d'y acquérir une certaine expérience.

On a beau me citer des chiffres, je sais bien ce qui arrive quand je suis appelé à plaider à Montréal, et qu'il me faut attendre cinq à six mois pour obtenir jugement. On a beau citer ceci et cela, pour moi la grande cause du malaise c'est qu'il n'y a pas assez de juges pour faire tout l'ouvrage.

L'honorable député de Québec dit : essayez d'autres remèdes, mais nous les avons essayés tous les uns après les autres sans éprouver de soulagement. Les honorables messieurs qui ont critiqué cette loi nous ont dit que deux juges à eux seuls font plus que tous les autres ensemble, et, fait assez remarquable, ces deux juges ont été nommés par le Gouvernement libéral de M. McKenzie.

On prétend que c'est une nouvelle cour. C'est une erreur, la cour de magistrat qui siège à Montréal existe déjà en vertu de la loi de 1869. Ce n'est pas parce qu'on change la juridiction de la cour que l'on crée un tribunal nouveau. Il en est de même pour la cour supérieure et pour la cour de circuit. Quand même on augmenterait le salaire des juges, cela ne modifierait en rien la nature de ces tribunaux. Ce n'est pas le montant sur lequel une cour a juridiction ou le salaire de celui qui la préside, qui en change le caractère.

Comme je l'ai déjà dit, la question que nous devons résoudre est celle de savoir s'il faut des juges additionnels à Montréal ? Devons-nous venir au secours des gens qui réclament une meilleure et plus complète administration de la justice ? Je dis oui, c'est notre devoir de faire en sorte que nos lois soient exécutées promptement et efficacement.

Devons-nous mesquiner sur une somme de \$6,000, quand il s'agit d'intérêts aussi graves ? Personne ne voudrait répondre affirmativement sur cette question. Nous avons le droit d'appliquer le remède que comporte cette législation. J'ai été étonné d'entendre l'honorable député de Québec prétendre que cette loi comme celle de l'année dernière, n'est pas constitutionnelle. Sans doute que nous devons avoir beaucoup de respect pour l'opinion d'un homme comme Sir John Thompson, ministre de la justice, mais ce respect a des limites que nous ne devons pas franchir. Si nous prenons la constitution et si nous l'interprétons d'une manière raisonnable, on arrive aisément à la conclusion que nous avons le droit de passer une telle loi. Pour moi, je l'avoue en toute sincérité, c'est une question qui ne souffre pas de discussion. Nous avons le droit de créer tous les tribunaux que nous voulons, et de les abolir quand nous le voulons....

M. Casgrain—*député de Québec*.—Nous avons le droit de créer des cours, mais l'honorable député est-il d'opinion que nous avons le droit de nommer des juges pour les présider ?

M. Robidoux.—Nous avons le droit de créer les cours que nous voulons, je le répète car il ne peut pas y avoir le moindre doute sur ce point. Nous avons le droit de nommer des juges aussi ; ainsi nous pouvons nommer des juges de paix et des commissaires pour la décision sommaire des petites causes. La raison que l'on donne pour justifier le désaveu de la loi de la dernière session, c'est que nous ne pouvons nommer des juges de la cour supérieure. Nous pourrions changer les noms....

M. Casgrain—*député de Québec*.—Je ne parle pas de la cour supérieure, mais des cours ayant juridiction supérieure, et les auteurs font bien ces distinctions.

M. Robidoux.—Il y a une différence entre notre organisation judiciaire et celle qui existe en Angleterre. Là

il y a quatre cours différentes, tandis qu'ici nous n'avons pas cette division de cour supérieure et de cour inférieure. Nous avons droit de créer, je le répète, les cours que nous voulons, et leur donner n'importe quelle juridiction. Nous pouvons déclarer que la cour des commissaires aura juridiction jusqu'à \$10,000. Ce serait absurde je le comprends, mais la constitution ne s'y oppose pas. Si on réfère à la section 129 de l'acte constitutionnel on verra ce qui suit :

“Sauf toutes dispositions contraires prescrites par le présent acte,—toutes les lois en force en Canada, dans la Nouvelle Ecosse, ou le Nouveau Brunswick lors de l'union,—tous les tribunaux de juridiction civile et criminelle,—toutes les commissions,—pouvoirs et autorités ayant force légales—et tous les officiers judiciaires, administratifs et ministériels, en existence dans ces Provinces à l'époque de l'union continueront d'exister dans les Provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle Ecosse et du Nouveau Brunswick respectivement, comme si l'union n'avait pas eu lieu ; mais ils pourront néanmoins (sauf les cas prévus par des actes du Parlement de la Grande Bretagne ou du Parlement du royaume uni de la Grande Bretagne et d'Irlande), être révoqués abolis ou modifiés par le Parlement du Canada ou par la Législature de la Province respective conformément à l'autorité du Parlement ou de cette Législature en vertu du présent acte.”

Ainsi nous avons le droit de changer les lois en force au moment de la Confédération.

La section 92 énumère les sujets sur lesquels nous avons le droit de légiférer et le paragraphe 14 dit :

“L'administration de la justice dans la Province y compris la création, le maintien et l'organisation de tribunaux de justice pour la Province ayant juridiction civile et criminelle y compris la procédure en matières civiles dans ces tribunaux.”

Nous avons le droit de dire quelles sont les cours supérieures dans notre pays, et par conséquent nous avons le droit de nommer ces juges, et c'est de cette manière que la chose a toujours été interprétée. Voyez par exemple le recorder de Montréal. Ce fonctionnaire a la même juridiction que les juges de la cour supérieure dans toutes les causes relevant des affaires municipales de cette grande ville.

M. le Président, je ne désire pas m'appesantir sur cette question de la constitutionnalité de la loi désavouée ou de celle que nous discutons maintenant, et si j'y ai fait allusion, ce n'est, pour ainsi dire, qu'en passant.

Pour moi la seule question qui nous soit soumise est celle-ci : Avons-nous raison d'établir et de maintenir cette cour de magistrat pour le district de Montréal? Je dis oui, M. le Président, et là je parle d'après mon expérience comme avocat pratiquant dans le district de Montréal. C'est à ce seul titre que je demande à mes honorables collègues de bien vouloir adopter les résolutions qui sont devant la Chambre.

M. Nantel—*député de Terrebonne*.—M. le Président, il y a deux points sur lesquels a roulé surtout la présente discussion. D'un côté, nous avons entendu des honorables députés qui appartiennent au barreau et qui pratiquent à Montréal, nous dire les uns ; qu'il y a assez de juges dans ce district pour y administrer convenablement la justice, les autres, que ce personnel n'est pas assez nombreux pour satisfaire à tous les besoins.

D'un autre côté, le Gouvernement, encore sous le coup de la mésaventure qui lui est arrivée au mois de septembre dernier à propos du désaveu de sa loi de la dernière session et de la très peu glorieuse campagne électorale qu'il a entreprise dans Montréal-est, s'efforce de justifier la position ridicule dans laquelle il se trouve devant la Chambre et devant le pays. Sa grande préoccupation est de nous faire croire

qu'il avait droit de faire la loi qui a été désavouée l'automne dernier, parce qu'elle n'innovait en rien sur celle de 1869. Et prenant cela pour point de départ, il émet ce raisonnement-ci : Si nous avons le droit de passer la première loi des magistrats, nous avons le droit également de passer la seconde, celle de 1888, et conséquemment les autorités fédérales ont eu tort de la désavouer.

Nous disons que le Gouvernement a le droit constitutionnel d'organiser les cours de justice qu'il lui plait, à cela les autorités centrales n'ont rien à y voir. Mais s'il lui arrive d'empiéter sur les droits fédéraux quant à ce qui concerne la nomination des juges de cours ayant juridiction supérieure, le pouvoir fédéral se protège en usant du droit de désaveu que lui confère la constitution.

Voilà quelles ont été, en résumé, les prétentions émises de part et d'autres.

M. le Président, en étudiant les statistiques judiciaires et en puisant avec discrétion aux sources de renseignements à notre disposition, on doit aisément se convaincre qu'il y a maintenant assez de juges à Montréal. Les chiffres qui ont été mis devant nous n'ont surpris moi-même. Comme ces données ont une force presque irrésistible dans la position où nous sommes placés par la mesure ministérielle, il est à propos de citer ces chiffres et d'en tirer les conséquences qui s'en dégagent nécessairement.

En 1887, il y a eu 586 causes contestées dans lesquelles jugement a été rendu à la cour supérieure, et ces 586 causes ont été jugées par quatorze juges de Montréal et des autres districts environnants. Je suppose que ces 586 jugements aient été tous rendus par les juges de Montréal, cela ne donnerait qu'une moyenne de 58,1% jugements par juge. Est-ce là une moyenne trop forte par année. Et l'on ne peut nier l'authenticité de ces chiffres. Or, à la dernière session, ces faits n'étaient pas connus. Avec ces

preuves en mains nous pouvons sans crainte nous en rapporter au verdict que la Province devra rendre entre nous et nos adversaires.

L'honorable juge Johnson n'a rendu que 28 jugements en cour supérieure, et lui-même a déclaré qu'il y a assez de juges pour faire tout l'ouvrage. Et la situation serait bien améliorée si les règles de la procédure étaient plus courtes et si chacun voulait faire son devoir. L'honorable juge Mathieu a jugé 62 causes en cour supérieure et il a rendu 744 jugements en tout.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—Est-ce que ces chiffres sont officiels ?

* M. **Nantel**. — Je cite un relevé exact des chiffres officiels...

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Est-ce un document officiel que vous citez ?....

M. **Nantel**.—Je dis que ce que je cite là est la vérité et cela doit suffire, à moins que l'on prouve que ces chiffres sont faux. J'ai ici la preuve qu'un seul juge a décidé 62 causes en cour supérieure ; toutes causes contestées, 226 causes non contestées, 456 jugements interlocutoires, total 744 causes. A part cela le même juge a siégé quarante-quatre fois en cour de révision, voilà ce qu'a fait l'honorable juge Mathieu. Je pourrais en dire autant des honorables juges Gill, Loranger et Taschereau. Quant à l'honorable juge Davidson, on sait qu'il a été nommé après les autres, et cependant il représente une bonne moyenne.

Nous discuterons la chose devant le public, et ces messieurs de la droite auront l'occasion de prouver que ces faits ne sont pas exacts.

Ces messieurs disent qu'il nous faut dix juges. Or nous les avons maintenant, et nous avons de plus le concours de

quatre ou cinq juges de la campagne, qui donnent leur aide à leurs confrères du district de Montréal. On accuse de négligence le Gouvernement fédéral, et cependant quels sont les faits ? Depuis 1886 on a demandé la nomination de trois juges additionnels et sur ce nombre, deux ont été nommés. Il n'en reste plus qu'un seul à nommer et celui-là existe dans la personne du magistrat Barré. A part cela il y a un autre magistrat qui ne siège pas du tout, et à qui cependant on paye son salaire tout de même. Cela fera donc douze juges.

On prétend que le personnel des juges n'est pas suffisant, et cependant on ne nous a pas expliqué comment il se fait que l'un des magistrats nommés par le Gouvernement n'ait pas encore trouvé le tour de siéger. Où est donc ce besoin urgent dont parlent les résolutions, quand elles disent que " dans le district judiciaire de Montréal, le nombre des causes en matière civile, tant devant la cour supérieure que devant la cour de circuit, est tellement considérable que malgré la permanence des sessions de ces tribunaux, les juges qui les président sont incapables de les entendre toutes et de les juger avec la célérité qui convient aux parties intéressées."

Vous avez dix juges sans compter le magistrat Barré, et a part cela vous avez M. Champagne dont vous ne savez que faire.

C'est là une question d'économie et c'est le Gouvernement par excellence des économies qui nous propose une mesure par laquelle on impose à la Province une dépense annuelle et additionnelle de \$10,000.

Quant à la question des congés accordés aux juges, si on examine un peu la situation on trouve qu'il existe un état de choses fort regrettable, mais on n'y remédiera pas avec ces magistrats, que l'on en soit bien convaincu. Ces congés sont un mal et cette loi n'est pas un remède à ce mal.

L'honorable député de Chateauguay, poussé par un zèle inexplicable, a été bien trop loin à propos de la nomination des juges ; il est bon de lui rappeler ce que dit la constitution à ce propos. Le Gouvernement fédéral, par la section 92 de l'acte constitutionnel, a le droit de nommer les juges des cours supérieures, comme la Législature provinciale a le droit, en vertu de certains articles que l'honorable député a cités, de créer et d'organiser des tribunaux. Mais toujours le Gouverneur Général seul a le droit de nommer les juges des cours ayant juridiction supérieure. Personne jusqu'ici n'a mis en doute cette division des pouvoirs et personne n'a contesté au Gouvernement fédéral le pouvoir qu'il s'est réservé de nommer les juges.

M. Robidoux—*député de Chateauguay*.—Le Gouvernement local a-t-il le droit de nommer des juges qui ne sont pas appelés à présider la cour supérieure.

M. Nantel—Je dis que le Gouvernement fédéral a droit de nommer les juges des cours supérieures et si vous empiétez sur sa juridiction, vous vous exposez à ce qu'il se protège en usant de son pouvoir de désaveau. C'est toujours ce qui a été fait depuis 1867. Vous avez empiété sur les droits du pouvoir fédéral, et c'était son devoir de repousser cette attaque ; s'il en était autrement, le Gouvernement provincial pourrait détruire les cours et enlever ainsi tous les droits conférés par la constitution, au Gouvernement fédéral, soit directement, soit indirectement. Notre régime politique est fédéral, et il faut que le pouvoir central ait à sa disposition les moyens de se défendre contre les mesures agressives des Législatures provinciales.

Je me résume, M. le Président, en disant que sur la question de fait, à savoir s'il y a assez de juges pour faire tout l'ouvrage, je prétends que cette question est réglée dans notre sens, et les chiffres que voici sont une preuve irrécusable à

l'appui de notre prétention. Je prends le relevé pour l'année 1887.

L'honorable juge Johnston a rendu jugement dans vingt-huit causes contestées ; de plus dans quatre-vingt-sept causes non contestées. Il a aussi rendu dix-sept jugements interlocutoires, donnant un total de 132 jugements. De plus, il a siégé 51 fois en cour de révision.

L'honorable juge Doherty a jugé quarante-deux causes contestées, soixante sept non contestées. Il a rendu 293 jugements interlocutoires, total 405 ; il a siégé 43 fois en cour de révision.

L'honorable juge Papineau a jugé 48 causes contestées, 17 causes non contestées ; il a rendu 61 jugements interlocutoires.

L'honorable juge Jetté a jugé 74 causes contestées, 93 causes non contestées ; il a rendu 213 jugements interlocutoires, total 380. Il a siégé 36 fois en cour de révision.

L'honorable juge Mathieu a jugé 62 causes contestées, 226 causes non contestées ; il a rendu 456 jugements interlocutoires, total 744, et il a siégé 44 fois en cour de révision.

L'honorable juge Gill a jugé 42 causes contestées, 160 causes non contestées ; il a rendu 288 jugements interlocutoires ; total 490 ; il a siégé 52 fois en cour de révision.

L'honorable juge Loranger a jugé : 43 causes contestées, 33 causes non contestées ; il a rendu 84 jugements interlocutoires ; total 160 ; il a siégé 58 fois en cour de révision.

L'honorable juge Davidson a jugé : 30 causes contestées, 8 non contestées ; il a rendu 37 jugements interlocutoires ; total 75 ; il a siégé 11 fois en cour de révision.

L'honorable juge Plamondon, appelé à aider ses confrères de Montréal, a jugé deux causes contestées.

L'honorable juge Taschereau a jugé : 97 causes contestées, 61 non contestées ; il a rendu 219 jugements interlocutoires ; total 370 ; il a siégé 76 fois en cour de révision.

L'honorable juge Simon, appelé lui aussi à aider ses collègues de Montréal, a jugé : 7 causes contestées, six non contestées ; il a rendu deux jugements interlocutoires ; total 9.

L'honorable juge Würtele a jugé : 32 causes contestées ; il a rendu 23 jugements interlocutoires, total 55 ; il a siégé 3 fois en cour de révision.

L'honorable juge Tait a jugé : 48 causes contestées, et il a rendu 42 jugements interlocutoires ; total 90 : il a siégé 13 fois en cour de révision.

L'honorable juge Ouimet, du district de Richelieu, a prêté son concours aux juges de Montréal, et il a accompli le travail suivant : il a jugé 35 causes contestées, 5 non contestées ; il a rendu 45 jugements interlocutoires, total 85 ; il a siégé 11 fois en cour de révision.

Ceci donne 586 causes contestées, 757 non contestées, 1780 jugements interlocutoires ; total 3123, et 170 séances de la cour de révision ; à part cela le protonotaire a donné 484 décisions ; grand total 3607.

Je crois, M. le Président, qu'une réforme qui ne coûterait pas un sou à personne, pourrait être introduite dans le système actuel, par laquelle on ferait disparaître l'encombrement et le malaise dont on se plaint, et qu'on exagère pour les besoins de la cause. Que les juges fassent tous et chacun leur devoir, que l'on réprime la tendance qui consiste à accorder trop facilement des congés, et l'on verra une amélioration notable en bien peu de temps.

Quant à la question des conflits constitutionnels, je crois que le Gouvernement provincial, s'il voulait y mettre un peu de bonne volonté, pourrait aisément éviter d'empiéter

sur les droits du Gouvernement fédéral ; que chacun reste chez soi et tout ira bien.

La proposition de l'honorable M. Taillon est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Martin, (de Bonaventure) Nantel, Owens, Picard, Spencer et Tourigny.—15.

Ont voté contre :—MM. Bernatchez, Bisson, Cameron, Cardin, Déchéne (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Forest, Gladu, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Rinfret, Robidoux, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—28.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition principale est ensuite mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernatchez, Bisson, Cameron, Cardin, Déchéne (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Forest, Gladu, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Rinfret, Robidoux, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—28.

Ont voté contre :—MM. Baldwin, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Martin (de Bonaventure,) Nantel, Owens, Picard, Spencer et Tourigny.—15.

L'Assemblée législative a adopté.

Les résolutions sont adoptées dans les formes réglementaires.

L'honorable M. Turcotte dépose sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi relative aux magistrats de district.

LE CONTRAT MACKAY POUR L'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général sur une résolution relative à un certain contrat pour l'entretien des aliénés. J'ai aussi l'honneur d'informer la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

La résolution suivante est adoptée en comité général :

Résolu, que cette Chambre approuve le contrat passé le 17 décembre 1888, devant M^{re} Sirois, notaire, de Québec, entre le Gouvernement de cette Province et John Maximilien Mackay, écuyer, médecin, de la cité de Québec, pour la garde et l'entretien des aliénés, lequel contrat soumis maintenant à la Chambre et marqué A, se lit comme suit :

A

L'an mil huit cent quatre-vingt-huit, le dix-septième jour de décembre.

En présence de Louis Philippe Sirois, notaire public pour la Province de Québec, résidant en la cité de Québec :

Sa Majesté la Reine Victoria, représentée par l'honorable Charles Antoine Ernest Gagnon, demeurant à la Rivière-Ouelle, secrétaire de la Province de Québec, agissant pour le Gouvernement de la Province de Québec, en vertu d'un arrêté de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec, en conseil, en date du vingt-trois de novembre dernier, sous le No. 750, et John Maximilien Mackay, de la cité de Québec, écuyer, docteur en médecine

et maître en chirurgie, ont fait les conventions suivantes, savoir :

1. Le dit J. M. Mackay s'engage à recevoir à compter de ce jour, et jusqu'au trente d'avril mil huit cent quatre-vingt-treize, date à laquelle le présent contrat prendra fin, tous les aliénés que le Gouvernement de la Province pourra lui confier, à leur donner un logement convenable, à leur fournir une nourriture saine et suffisante, à les vêtir convenablement, et à leur procurer les soins de médecins compétents et tous autres soins nécessaires à leur sûreté, à leur confort et à leur guérison.

2. Le Gouvernement ne sera pas tenu de confier au dit J. M. Mackay un nombre déterminé d'aliénés. D'après le marché passé entre le Gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport, devant A. Gauvreau, notaire, le quatorze avril, mil huit cent quatre-vingt trois, le Gouvernement est tenu d'envoyer à cet asile au moins huit cent cinquante aliénés ; par les présentes il est convenu que tous les aliénés en sus de huit cent cinquante que les propriétaires de l'asile de Beauport peuvent exiger, devront être confiés au dit J. M. Mackay.

3. Cependant le Gouvernement ou l'honorable secrétaire de la Province pourra, comme par le passé, envoyer les idiots à l'asile de St-Ferdinand d'Halifax et les aliénés de la division de Montréal telle que définie par la loi pour les fins de la cour du banc de la reine siégeant en appel, à l'asile de St. Jean de Dieu.

4. Le Gouvernement ou le secrétaire de la Province, pourra en aucun temps choisir parmi les patients du dit J. M. Mackay, ceux dont il aurait besoin pour compléter le nombre requis à l'asile de Beauport, huit cent cinquante.

5. Le présent marché est fait en conformité à l'acte relatif aux asiles d'aliénés, 48 Victoria, chapitre 34, Québec, et le dit J. M. Mackay devra se conformer à toutes les obligations

imposées par cet acte aux propriétaires des asiles d'aliénés de la Province, à tous les arrêtés du Lieutenant Gouverneur en conseil passés suivant la loi, ainsi qu'à toutes les recommandations, suggestions, et ordonnances qui lui seront données par les médecins visiteurs et par les inspecteurs de prisons nommés par le Gouvernement.

6. Le dit J. M. Mackay devra faire, à ses frais, aux bâtiments maintenant en usage pour recevoir les patients devenus aliénés par l'abus des liqueurs fortes et des narcotiques, ou à tous autres édifices qu'il pourrait acquérir et employer comme asile, tous les changements et améliorations qui peuvent être demandés par les médecins visiteurs et par les inspecteurs des asiles et prisons, pour la classification et le traitement des patients qu'il recevra ainsi que pour la ventilation des appartements.

7. Le dit J. M. Mackay ne pourra céder de quelque manière que ce soit les droits lui appartenant en vertu du présent contrat, à qui que ce soit sans le consentement de l'honorable secrétaire de la Province, et s'il faisait une semblable cession sans avoir au préalable obtenu l'assentiment de l'honorable secrétaire de la Province, celui-ci pourra annuler le présent contrat de plein droit.

8. Enfin le dit honorable C. A. E. Gagnon, en qualité s'engage, pour le Gouvernement de la Province de Québec, à payer au dit J. M. Mackay, tous les trois mois, d'après des comptes préparés suivant les formules adoptées et fournies par le secrétaire de la Province, la somme de huit piastres et trente-trois cents par mois (ou cent piastres par année) pour chaque aliéné jusqu'à l'expiration du présent contrat ; et aucune autre charge ou réclamation ne pourra être faite par le dit J. M. Mackay. Le dit J. M. Mackay aura néanmoins le droit de réclamer du Gouvernement trois piastres pour frais de sépulture y compris le cercueil et tous autres frais quelconques, s'y rapportant de chaque patient confié à sa

garde qu'il fera inhumer pendant la durée du présent contrat.

9. Ce marché ne liera la Province de Québec qu'en autant qu'il aura été approuvé par l'Assemblée législative, à la prochaine session.

Fait à Québec, sous le numéro quatre mille soixante-sept, des minutes du dit L. P. Sirois. Et les parties ont signé avec le notaire lecture faite.

(Signé), J. M. MACKAY,
CHS. A. ERN. GAGNON, Sec. Prov.,
L. P. SIROIS, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

(Signé), L. P. SIROIS, N. P.

Les projets de loi suivants sont adoptés en comité général et rapportés à la Chambre :

Pour modifier les articles 19 et 999 du code municipal.

Concernant les commissions des employés publics.

PROJET DE LOI CONCERNANT LE DROIT D'APPEL DANS LES
CAUSES DES ÉLECTIONS CONTESTÉES.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour modifier la loi des élections contestées de Québec.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Nous sommes d'accord sur le principe de ce projet de loi ; il ne reste plus que les détails sur lesquels nous pourrions nous entendre et discuter à loisir lorsque nous irons en comité général.

J'espère donc que la Chambre n'aura pas d'objection à passer maintenant à la seconde lecture.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*. — Je crois que nous pourrions accepter la suggestion de l'honorable premier ministre, vu que l'heure est avancée, et qu'il nous serait impossible de faire avec avantage, cette discussion ce soir.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération sur division, et renvoyé au comité général.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

Séance du jeudi, le 17 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi.—Proposition concernant l'abolition de la cour de circuit à Chapeau, comté de Pontiac : MM. Pouporc, Turcotte, Mercier, Lynch et Rochon.—Proposition concernant les remises faites sur le montant dû au fonds d'emprunt municipal : MM. Mercier et Nantel. — Proposition concernant la nomination d'un médecin pour le port de Montréal : MM. de Grosbois et Mercier.—Proposition concernant le traitement de J. P. Nantel, inspecteur d'école : MM. Faucher de Saint-Maurice et Mercier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et quinze minutes.

LA LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Bromé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier la loi des élections contestées de Québec.

C'est à peu près le même projet de loi que j'ai eu l'honneur de soumettre l'année dernière. Je propose de modifier la loi de manière à décréter que le juge qui entend les témoignages rend le jugement, et que ce jugement est sujet à appel devant la cour de révision.

D'après les explications données par l'honorable premier ministre au cours du débat sur l'adresse, je comprends que son projet de loi n'a pour but de permettre l'appel que dans les cas où un citoyen est frappé de la peine la plus sévère, c'est-à-dire la perte de ses droits politiques. Par le projet que je sou mets, je vais plus loin que cela et j'espère

que l'honorable premier ministre voudra bien prendre ma proposition en sa favorable considération.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

PROJET DE LOI CONCERNANT L'ADMISSION A L'ÉTUDE
DES PROFESSIONS LIBÉRALES ET LE DIPLÔME
DE BACHELIER.

L'honorable M. **Lynch.**—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi à l'effet de reconnaître le diplôme de bachelier ès-arts, comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légales, médicales et du notariat.

J'ai déjà proposé, dans des sessions antérieures, divers projets de loi à l'effet de créer un bureau central d'examineurs, pour l'admission à l'étude de toutes ces professions. Ces tentatives de législation n'ont pas abouti, je regrette d'avoir à constater que l'opinion publique n'est pas prête à accepter cette idée ; néanmoins, je crois que le temps viendra bientôt où ce principe sera reconnu dans notre législation et accepté par tous. Je crois qu'il vaudrait bien mieux avoir un tel bureau qui serait composé de personnes se livrant exclusivement à la carrière de l'enseignement. Néanmoins je m'incline respectueusement devant l'hostilité qui s'est manifestée, et je ne propose que ce que comporte le titre même du projet de loi que je dépose sur le bureau de la Chambre, c'est-à-dire que le diplôme de bachelier ès-art suffira, sans examen ultérieure, pour faire admettre le porteur à l'étude d'aucune des professions libérales.

Ce principe est admis partout, en Angleterre, aux Etats-Unis et en Australie. Je crois donc qu'il n'est que juste de donner cet avantage aux jeunes gens de ce pays, qui ont obtenu ce diplôme.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

LES AUBERGISTES ET LA CHARGE DE CONSEILLER MUNICIPAL.

M. de **Grosbois**—*député de Shefford*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 203 du code municipal.

M. le Président, le paragraphe six de l'article 203 du code municipal donne parmi, les personnes incapables d'occuper aucune charge municipale, les suivantes :

“ Les aubergistes, hôteliers ou maîtres de pension d'entretien public l'étant ou l'ayant été dans les douze mois précédents. ”

Or, il arrive fréquemment qu'on viole cette sage disposition en prenant des licences sous le nom d'un parent ou d'un ami complaisant. On partage ou on accapare tous les bénéfices du commerce au moyen d'un arrangement secret et le tour est joué. C'est pour empêcher autant que possible ces fraudes que je sou mets ce projet de loi.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

J'ai aussi l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 1042 du code municipal.

Ce projet est adopté en première délibération.

LA VENTE DES TERRES POUR TAXES MUNICIPALES.

M. **Rechon** — *député d'Ottawa*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier les articles 941 et 998 du code municipal.

C'est pour permettre au secrétaire trésorier d'une municipalité de comté de faire vendre les terres endettées pour taxes imposées pour les fins de comté.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

L'HYPOTHÈQUE AFFECTANT PLUSIEURS LOTS VENDUS
PAR LE SHÉRIF.

M. Cardin—*député de Richelieu*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 2157 du code civil.

M. le Président, c'est pour suppléer à une lacune dans le code civil....

M. LeBlanc—*député de Laval*.—Il n'y en a pas....

M. Cardin.—Quand j'aurai expliqué ce que je propose, l'honorable député verra peut être qu'il y a une lacune.

Lorsqu'une hypothèque affecte plusieurs lots, la vente par le shérif enlève l'hypothèque sur les lots vendus, mais ne modifie pas la situation des autres lots affectés par la même hypothèque. Je désire remédier à cela au moyen d'un certificat du protonotaire.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

L'honorable **M. Rhodes**—*député de Mégantic, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 1080 du code municipal, concernant certaines dispositions exceptionnelles.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

LA SECTION DU BARREAU D'OTTAWA.

M. Rochon — *député d'Ottawa*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi relative au barreau de la Province de Québec.

C'est tout simplement pour permettre au barreau du district d'Ottawa de s'ériger en section séparée.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

LA LOI ÉLECTORALE ET LA LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES EN RAPPORT AVEC LES FRAUDES ÉLECTORALES.

L'honorable **M. Pelletier** — *député de Dorchester*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, deux projets de loi :

Le premier, pour modifier la loi des élections contestées.

Le second, pour modifier la loi électorale.

M. le Président, je me contenterai, suivant, du reste, la coutume, d'exposer brièvement la nature des diverses modifications que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre par ces projets de loi, sans entrer dans le mérite même de ces changements.

Ces deux mesures apporteront, si elles sont acceptées, un changement radical dans la loi électorale de notre Province. Voici quelques-unes des principales clauses de la première :

Quiconque discontinue une pétition d'élection par suite de quelque arrangement entaché de corruption ou en considération de la discontinuation d'une autre pétition, est passible d'une amende de \$500 ou de six mois de prison. Quiconque conseille ou participe à telle discontinuation est passible de \$400 d'amende ou 3 mois de prison.

L'instance sur pétition d'élection est périmée par le défaut de procédures utiles pendant quatre mois. Lorsque l'instance est périmée ou la pétition renvoyée, le dépôt de \$1,000 sert à payer les frais, et la balance retombe dans le fond consolidé de la Province. Lorsque l'élection est annulée par suite de corruption pratiquée par des personnes autres que des agents du candidat, ces personnes seules paieront les frais. Si la corruption est le fait d'agents et de personnes étrangères, le tribunal répartira équitablement les frais entre le candidat, les agents et les étrangers.

Les agents ou autres personnes ainsi condamnés sont passibles d'emprisonnement à défaut de paiement des amendes et des frais.

Le second projet de loi amendant la loi électorale contient en autres choses ce qui suit :

Pour déqualifier un candidat, il faut que deux actes de corruption soient prouvés contre lui, et cela par des témoins différents.

S'il est déclaré par le tribunal de dernier ressort que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées en dehors de la connaissance et sans le consentement du candidat, l'élection n'en est pas moins annulée pourvu que le nombre des manœuvres frauduleuses soit dans la proportion suivante : pour une majorité de 100 voix, il faut six cas de manœuvres frauduleuses ; si la majorité est de 200 voix ou plus, il faut prouver huit cas de corruption ; si la majorité dépasse 300 voix, il faut prouver un système général de corruption par le candidat ou ses partisans. Néanmoins, si les cas de corruptions prouvés, sont le fait des agents du candidat, il ne faut que la moitié des cas prévus pour annuler l'élection c'est à dire 2 au lieu de 4, 3 au lieu de 6, 4 au lieu de 8.

Le projet affirme aussi le principe que la Législature de Québec a le droit absolu de décider qui pourra être admis à siéger dans son enceinte ; par conséquent une personne

privée de ses droits politiques par le Gouvernement fédéral sera néanmoins éligible pour l'Assemblée législative, et pourra occuper des emplois sous la couronne à Québec.

Ces deux projets de loi sont adoptés en première délibération.

LES EXEMPTIONS DE SAISIE.-

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier les articles 1745, 5917 et 5918 des statuts refondus de la Province de Québec.

M. le Président, par ces articles on exempte de la saisie deux chevaux ou deux bœufs de labour et les instruments aratoires, et d'après l'amendement passé par le Conseil l'année dernière, ces exemptions ne s'appliquent que pour les cultivateurs et que quand ces animaux ou objets sont destinés seulement à des fins agricoles. Voici les mots mêmes de la loi :

“ pourvu toujours que cette exception ne puisse être invoquée par d'autres que des cultivateurs ou fermiers qui se servent des effets ci-haut pour des fins de culture exclusivement. ”

Il résulte tellement d'inconvénients graves de cette rédaction trop absolue qu'il faut y voir immédiatement.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

L'ABOLITION DE LA COUR DE CIRCUIT A CHAPEAU.

M. **Poupore**—*député de Pontiac*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement et toute personne ou personnes, relativement à l'abolition de la cour de circuit à Chapeau.

M. le Président, jamais je n'ai été plus étonné que lorsque j'ai entendu dire, le 13 décembre dernier, le jour de la dernière réunion du conseil de comté de Pontiac, qu'un mouvement était sur pied, ayant pour objet d'abolir la cour de circuit à Chapeau. Je n'ai pas cru dans le temps qu'il y eut rien de vrai dans cette rumeur, mais en prenant des renseignements, j'appris que tel était le cas, et que les avocats du district avaient préparé et signé une requête (round robin), demandant au Gouvernement d'abolir la cour en question. Je m'empressai de signaler la chose à l'attention du conseil de comté alors en séance, et une résolution fut unanimement adoptée sur le champ, protestant, en premier lieu, contre l'action du barreau, et donnant ensuite instruction au préfet et au secrétaire du comté de préparer et expédier immédiatement une pétition demandant au Gouvernement de ne pas abolir la cour, mais de la laisser exister pour l'avantage du public pour le bénéfice duquel elle avait été établie il y a vingt-cinq ans, lorsqu'à cette époque la population de cette partie du comté n'était seulement qu'un quart environ, ou peut-être un dixième de ce qu'elle est aujourd'hui ; et s'il était nécessaire alors d'avoir une cour de circuit à Chapeau, combien à plus forte raison il était bien plus nécessaire de l'avoir maintenant.

Il peut se faire, comme on le prétend dans la requête du barreau, qu'il n'y ait que peu d'affaires amenées devant cette cour pendant certains termes, mais je suis certain que tous les avocats pratiquants doivent savoir que dans tous les districts ruraux, une somme considérable d'affaires est expédiée entre les termes de la cour, et une grande proportion de ces affaires ne viennent jamais devant le juge. Il y a par exemple, toutes les causes par défaut et toutes les autres causes qui viennent devant le greffier de la cour et qui sont réglées avant l'ouverture des termes de la cour. Ceci, assurément, explique pourquoi il y a si peu d'affaires amenées devant le juge pendant le terme, mais cela ne prouve pas

que la cour de circuit ne soit pas nécessaire. Je suis convaincu que les archives de cette cour prouveraient complètement la vérité de ces déclarations si l'on se donnait la peine de les examiner.

Il peut se faire que je présume trop, mais je crois que le Gouvernement doit consulter le représentant d'un comté avant de prendre une décision aussi importante. J'ai toujours compris que les cours de circuit étaient établies pour l'avantage des contribuables et non pas pour le bénéfice spécial du barreau et du juge.

Il est vrai qu'il y a une cour de magistrats de district, mais la juridiction de cette cour n'est seulement que de \$50; il est clair qu'elle ne peut répondre à tous les besoins du public.

Dans le cours du présent mois il est arrivé à ma connaissance que des cas se sont présentés, où les parties intéressées ont dû voyager sur un parcours de cinquante milles pour entrer une action dans laquelle il s'agissait d'une somme de plus de \$50. Ces citoyens ont été obligés de perdre deux ou trois jours de leur temps, sans compter les dépenses incidentes d'un tel voyage accompli sur de mauvaises routes, tandis qu'auparavant lorsque la cour existait à Chapeau, les mêmes personnes auraient pu régler la même affaire dans une demi journée et n'auraient pas eu de dépenses de voyage à payer.

Portage du Fort, l'endroit le plus rapproché de Chapeau, et où il y a une cour de circuit est situé à environ cinquante milles de cet endroit. Je ne puis mieux caractériser l'acte par lequel on a aboli la cour de circuit à Chapeau, qu'en disant que c'est un véritable outrage aux plus chers intérêts du public intéressé.

L'honorable M. **Tarcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—Il est possible, M. le Président, qu'il y ait eu à propos de l'abolition de cette cour, une cause de

force majeure. Pour me renseigner, j'ai envoyé chercher le dossier qui contient l'arrêté du conseil abolissant la cour de circuit à Chapeau, et l'honorable député verra que les avocats et le juge Würtele ont été unanimes à demander la suppression de cette cour.

M. Poupore.—Si on prétend qu'il n'y a pas de cause amenée devant le juge, je répondrai, comme du reste, je viens de le faire observer dans le cours de mes remarques, qu'il y a beaucoup de causes qui sont réglées avant que le juge soit arrivé, et le plus souvent les affaires judiciaires sont, ou réglées à l'amiable ou jugées par défaut.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—L'honorable député ne doit pas douter qu'il est parfaitement indifférent pour nous qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas de cour de circuit à Chapeau. Ce n'est pas non plus une question de parti ou d'amitié.

Afin d'arriver à un résultat satisfaisant de part et d'autre, on doit se bien comprendre, et pour cela tout d'abord admettre que la seule raison qui a pu nous engager à supprimer cette cour était l'intérêt de l'administration de la justice. Nous nous sommes guidés d'après les demandes des avocats et du juge, et vu ces demandes, il me semble que nous sommes très justifiables d'avoir pris cette décision ; toutefois si on nous prouve qu'elle n'est pas dans l'intérêt du public, on pourra la changer.

Nous mettrons avec plaisir le dossier devant la Chambre, et on verra que les raisons données pour motiver notre action, sont bonnes au moins en apparence, et pleinement de nature à nous justifier.

M. Poupore.—Je n'avais pas l'intention de formuler une accusation contre le Gouvernement. J'accepte sous toutes réserves les explications données, mais je n'en persiste pas moins à croire que cette décision est malheureuse.

On doit admettre que le but des avocats dans cette circonstance, était de centraliser les affaires judiciaires autant que possible, au chef-lieu où ils demeurent.

J'espère que le Gouvernement va reconsidérer sa décision, et qu'il va prendre toutes les mesures propres à accommoder le public et non pas les avocats.

L'honorable M. **Turcotte.** — J'ai maintenant le dossier en main, et je pourrais, si on le demande, en donner lecture à la Chambre. En attendant, qu'il me suffise de dire que la requête des avocats pratiquant dans le district judiciaire d'Ottawa, expose qu'il n'y a aucune cause devant la cour de circuit de Chapeau, et qu'en conséquence son abolition devrait être décrétée. Un autre document nous prouve que le juge du lieu appuyait cette allégation.

Quand nous avons reçu cette requête signée par tous les membres du barreau, et recommandée favorablement par le juge lui-même, et en l'absence de toute contre-requête, j'ai compris que c'était là le désir du public. Depuis, nous n'avons pas eu de plainte, excepté celle contenue dans la requête de l'honorable député de Pontiac et venant de la part du conseil du comté. Mais cette requête nous est arrivée ici le 5 janvier, bien qu'elle portât la date du 28 décembre. Or la cour de circuit en question avait été abolie dès le 15 décembre. Nous avons cru bien faire, et il y a même des amis de l'honorable député — je puis citer leurs noms s'il le veut — qui demandaient l'abolition de cette cour.

M. **Poupore.** — Je regrette que l'honorable procureur général ne m'ait pas consulté avant d'avoir pris une décision qui affecte si gravement une partie considérable de mes commettants.

L'honorable M. **Turcotte.** — J'apporte dans cette question un désintéressement si complet, que j'avoue le regretter comme lui, mais les circonstances seules l'ont voulu ainsi.

Je dois faire aussi observer à l'honorable député qu'il est dit dans le dossier, qu'il n'y avait pas même une bâtisse convenable pour tenir la cour.

L'honorable M. **Lynch** — *député de Brome*.—J'ai compris que le conseil du comté de Pontiac avait passé des résolutions demandant au Gouvernement de ne pas abolir cette cour. Or le conseil d'un comté est une autorité qui mérite d'être écoutée, et dans une question de ce genre et vu les circonstances, c'est la seule qui aurait dû l'être.

L'honorable M. **Mercier**.—La requête demandant l'abolition de la cour de circuit à Chapeau a été signée le 13 juin par tous les avocats qui pratiquent dans ce district ; de plus le juge Würtele nous a transmis une communication par laquelle il déclare qu'il y a si peu d'ouvrage, que l'on pourrait l'abolir sans inconvénient.

Je ne suis pas sûr des faits, mais je crois que l'on dit dans la requête, qu'il y a déjà là une cour de magistrats de district. Toutes ces raisons doivent suffire pour convaincre l'honorable député de Pontiac et la Chambre que nous avons agi de bonne foi.

M. **Poupore**.—La pétition et les résolutions transmises par le conseil de comté devraient suffire également pour prouver que la suppression de cette cour n'est pas avantageuse au public.

Je reconnais qu'il y a parmi les pétitionnaires demandant l'abolition, de mes amis politiques et personnels, et que l'on a été unanimes à faire cette demande, mais je suis obligé de dire qu'ils ont eu tort. De tous les avocats qui ont signé cette requête, il n'y en a seulement que trois qui plaident devant cette cour, et il n'y en a que quatre en tout qui résident à Portage du Fort. Je demande donc avec instance que la cour de circuit soit rétablie à Chapeau.

L'honorable M. **Turcotte**.—La requête dit aussi que la cour de magistrat siège à cet endroit, cinq fois par année.

M. Poupore.—Si on veut bien augmenter la juridiction de la cour des magistrats et la mettre la même que celle de la cour de circuit, je l'accepterai.

M. Rochon — *député d'Ottawa.* — Je voudrais bien savoir qui demande le rétablissement de cette cour ? J'ai été moi-même devant la cour à Chapeau, et j'ai constaté qu'il n'y avait presque pas de cause. D'ailleurs cet endroit est, je crois, à très peu de distance de Portage du Fort.

M. Poupore.—Vous dites que c'est à très peu de distance ? mais c'est à cinquante milles de Portage du Fort.

M. Rochon.—Les avocats, dans tous les cas ont toujours pris leurs causes devant la cour de circuit à Portage du Fort ; c'est la preuve que cet endroit est plus commode pour les intéressés. J'ai signé la requête, parce que les avocats m'ont tous dit qu'ils préféreraient de beaucoup avoir une cour de magistrat au Fort Coulombe, à la place de la cour de circuit de Chapeau.

Dans cette question, quelles étaient les parties les plus intéressées et surtout qui étaient les plus en position d'apprécier par une connaissance certaine la nécessité du maintien de cette cour ? Ce sont n'est-ce pas le juge d'abord et les avocats ensuite. D'un autre côté quels sont ceux qui peuvent se plaindre ?

Je ne puis pas dire s'il y a eu ou s'il n'y a pas eu de résolution adoptée par le conseil de comté. Mais ce que je sais, c'est que les maires individuellement étaient en faveur de cette mesure, au moins la majorité d'entre eux.

M. Poupore.—J'affirme que le conseil de comté a passé unanimement des résolutions demandant que cette cour de circuit ne fut pas abolie.

M. Rochon.—Je dis que les maires individuellement étaient en faveur de cette mesure, et que tout ce qu'ils

désiraient était l'établissement d'une cour de magistrat, ce qui va être fait bientôt.

M. Poupore.—Je ne connaissais rien de cette affaire, jusqu'à la date du 13 décembre dernier, comme je l'ai déjà dit, et je ne pouvais ajouter foi à cette rumeur tant la chose me paraissait absurde. Mais j'ai été obligé de me convaincre, après avoir pris des renseignements, que la rumeur disait vrai. J'espère que le Gouvernement va reconsidérer sa décision, car je suis persuadé qu'après avoir pris toutes les informations convenables, il en viendra à la conviction que cette cour doit être rétablie.

Il est bien vrai que pendant la terrible tempête qui a fait tant de dommages, par toute la Province l'été dernier, le toit de la bâtisse où siégeait la cour a été enlevé, et que lorsque le juge est venu à Chapeau la dernière fois, il a été obligé de siéger dans la maison d'école ; mais comme l'accident était causé en quelque sorte par la volonté de la Providence, ce que personne ne pouvait empêcher, on ne peut assurément blâmer la population de Chapeau, si cet accident est arrivé. On est à réparer la bâtisse à l'heure qu'il est, et la dépense que les contribuables font sera considérable. Avant peu le tout sera tel qu'il était auparavant.

La proposition est adoptée.

LE SALAIRE DE M. J.-P. NANTEL, INSPECTEUR D'ÉCOLES.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse.* — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la requête adressée au Gouvernement ou au surintendant de l'instruction publique et signée par tous les curés et par un grand nombre de personnages influents des deux partis, habitant la circonscription scolaire de J.-P. Nantel, inspecteur d'école ; ainsi que des recommandations faites par le comité catholique

du conseil de l'instruction publique, demandant que le traitement de cet officier soit augmenté.

M. le Président, je n'ai pas besoin de vous dire ici quel est le grand rôle que l'humble instituteur joue dans notre pays. C'est lui qui l'a fait ce qu'il est et pour ma part quand je retourne ma pensée vers le passé je ne saurais oublier celui qui m'a enseigné à lire et à écrire. Il était alors maître d'école à Beaumont et habite maintenant St-David de l'Auberivière. Cet homme modeste, doux, savant, surtout patient, et il le fallait, s'appelait Charles Letellier. Plusieurs de ma génération lui doivent d'être des hommes.

Si l'instituteur joue un grand rôle dans la vie de notre peuple, l'inspecteur d'école en remplit un encore plus grand. Il est au maître d'école ce qu'est l'officier supérieur à l'officier. Il dirige, il conseille, il développe les efforts de l'officier subalterne. Il l'encourage, il lui fait trouver la route moins dure, moins longue. Or parmi ceux qui ont part à cette mission élevée, nuls ne peuvent être comparés à nos inspecteurs d'écoles de la Province de Québec. Ils sont partout où le devoir les réclame, et rarement on peut dire une plainte contre eux. Parmi les officiers intelligents j'ai le plaisir d'attirer l'attention de l'Assemblée législative sur M. Nantel, et je demanderai à mes honorables collègues la permission de lui lire ce document qui en dit long sur cet homme compétent mais oublié.

Aux honorables membres du comité catholique du conseil de l'instruction publique.

Honorables messieurs,

L'humble requête des soussignés expose respectueusement à votre honorable conseil ce qui suit :

Que Jos. Pacifique Nantel, inspecteur d'école, a déjà présenté à votre conseil une requête demandant que son traitement comme inspecteur d'écoles soit fixé à mille pias-

tres ; que dans votre séance du 23 septembre 1884 vous avez reconnu la justice de cette requête et que vous avez recommandé cette augmentation de traitement au Gouvernement.

Que depuis cette date, cette recommandation est restée lettre morte.

Qu'il a aujourd'hui plus de raisons de demander cette augmentation de traitement à cause des faits suivants :

Lors de la demande du 25 septembre 1884, il avait cinquante-trois municipalités scolaires à visiter, comprenant cent cinquante et une écoles, aujourd'hui le nombre de ses écoles est de cent soixante et dix-neuf.

Que la colonisation dans le nord du comté de Terrebonne et dans le comté d'Argenteuil augmente chaque année le nombre de ses écoles ; que ses frais de voyage sont en conséquence très considérables et augmentent d'année en année.

Que son district d'inspection comprenant les comtés de Terrebonne, Deux Montagnes et d'Argenteuil, est un des plus grands de la Province et des plus difficiles à visiter.

Qu'il a toujours rempli à la satisfaction générale ses devoirs d'inspecteur d'écoles.

Que pour toutes ces raisons vos requérants espèrent que la présente requête sera prise en votre sérieuse considération et que vous voudrez bien recommander de nouveau au Gouvernement que le traitement de M. l'inspecteur Nantel soit porté à mille dollars.

Et ils ne cesseront de prier.

Cent trente signatures qui expliquent les conclusions de ma demande. Elles sont celles de tous les curés du district scolaire surveillé par M. Nantel, ainsi que celles des chefs et les principaux hommes des deux partis politiques de la division.

A ces précieuses adhésions est venue se rejoindre celle-ci qui couronne les états de service de M. Nantel. Cet homme énergique et travailleur doit s'en montrer fier à juste titre :

Elle se lit ainsi :

A l'honorable secrétaire de la Province de Québec.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous informer qu'à sa séance du 26 septembre dernier, le comité catholique du conseil de l'instruction publique, après avoir pris connaissance d'une requête signée par tous les curés et un grand nombre de contribuables importants du district d'inspection de M. J. P. Nantel, demandant que le traitement de cet inspecteur soit porté à (1000.00), mille piastres par année, sur proposition de messire le grand Vicaire Maréchal, secondé par l'honorable M. P. J. O. Chauveau, a résolu que le comité recommande au Lieutenant Gouverneur en conseil que la demande d'augmentation demandée par M. l'inspecteur Nantel lui soit accordée.

En conséquence je vous prie de vouloir bien recommander à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil de prendre en considération la résolution ci-dessus.

Voilà, en peu de mots, la cause juste que je viens plaider devant l'Assemblée législative. J'espère que le Gouvernement se rendra au désir exprimé par les curés et par les chefs et par les principaux citoyens de la division de M. Nantel, ainsi que par la résolution unanime du conseil de l'instruction publique de la Province. M. Nantel mérite une augmentation de traitement, et, après tout, un Gouvernement s'honore lui-même en honorant ses officiers et en protégeant ceux qui font la force et la réputation du pays et de la patrie canadienne.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre, président du conseil exécutif.*—Tout le monde

connaît les vives sympathies que j'éprouve pour ceux qui se dévouent à la carrière si ingrate, mais en même temps si belle, de l'enseignement dans nos écoles primaires. Ces modestes fonctionnaires rendent d'inappréciables services à notre population.

La demande qui est faite par M. J. P. Nantel a été prise en considération par le Gouvernement. Cette demande est fortement appuyée et les circonstances dans lesquelles cet inspecteur d'école est placé, lui sont favorables. Le district qui lui est confié est immense, et les chemins sont difficiles.

De plus, M. Nantel est très bien noté dans le département, comme remplissant ses fonctions avec dévouement ; mais le malheur veut que ce ne soit pas la seule demande que nous ayons. Il y a aussi d'autres inspecteurs qui sollicitent également une augmentation de salaire et nous ne pouvons pas les augmenter quand la somme votée est à peine suffisante pour payer les traitements actuels. Il ne nous était donc pas possible de faire droit à la demande de M. Nantel pas plus qu'aux autres, pour la bonne raison que nous n'avions pas d'argent à notre disposition.

Le ferons-nous à l'avenir ? J'espère que les circonstances nous permettront de rendre justice à M. Nantel, et aux autres inspecteurs, c'est tout ce que je puis dire pour le moment.

M. Faucher de Saint-Maurice.—L'honorable premier ministre fedit qu'il y a d'autres demandes comme celle de M. Nantel. Je ne les connais pas, mais ce que je sais, c'est que le cas de M. l'inspecteur Nantel, est recommandé par les évêques, et certes on l'avouera, c'est une très bonne note pour lui.

La proposition est adoptée.

NOMINATION D'UN MÉDECIN POUR LE PORT DE MONTRÉAL.

M. de Grosbois—*député de Shefford*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une humble adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de tout document relativement à la nomination d'un médecin pour le port de Montréal.

M. le Président, bien que des demandes réitérées lui aient été faites, le Gouvernement fédéral n'a pas encore nommé un médecin pour le port de Montréal. La preuve que ce médecin est nécessaire, c'est que le docteur Laberge le déclare en termes formels dans son rapport de 1887, où il donne les raisons qui l'engagent à presser cette nomination. Comme on peut le voir dans ce rapport, le port de Montréal est très exposé à recevoir des pays étrangers par les nombreux navires qui le fréquentent, toutes espèces de maladies contagieuses. Ce danger est d'autant plus grand, qu'il n'y a aucun médecin chargé de visiter les navires; j'espère que le Gouvernement voudra bien faire des instances pour obtenir cette nomination des autorités fédérales.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Je ne connais aucun document à ce sujet; si l'honorable député avait pu nous en indiquer quelques-uns, nous aurions adopté sa proposition avec plaisir. La Province n'est pas pour se charger de ce service qui relève du Gouvernement fédéral. Si nous prenions le soin de nommer un médecin pour le port de Montréal, nous serions obligés d'en faire autant ailleurs, et nous entrerions par la même dans une voie très dangereuse et peut-être inconstitutionnelle.

Je prie donc l'honorable député de bien vouloir retirer sa proposition.

La proposition est retirée.

MUNICIPAL.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre :

1. Liste des municipalités auxquelles des remises ont été faites sur le fonds de l'emprunt municipal depuis le premier février 1887.

2. Le montant emprunté par chacune de ces municipalités ainsi que la somme due en capital et intérêt en 1880, par chacune d'elles.

3. Le montant dû par chacune en vertu de la loi de 1880.

4. Le montant payé au Gouvernement par chacune de ces municipalités, en règlement de ces emprunts.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Nous ne pouvons laisser adopter cette proposition, telle qu'elle est rédigée.

L'honorable député a deux propositions sur l'ordre du jour, celle qu'il vient de faire, et celle qui suit immédiatement la première :

“ Arrêtés du conseil, correspondance, mémoires et tous documents se rapportant aux remises faites aux diverses municipalités sur ce qu'elles devaient au Gouvernement *re* fonds d'emprunt municipal.”

Or il faut que les deux propositions soient réunies. Plus tard on ira dans les assemblées populaires et, dans le but de nuire au Gouvernement, on se servira de la réponse que l'on donnera à la première proposition pour accuser le Gouvernement d'avoir fait des faveurs indues à certaines muni-

cipalités, et celui qui nous représentera ne saura que répondre en face d'un document officiel, sur les motifs de chaque remise qui sont mentionnées dans l'arrêté du conseil.

M. Nantel.—L'autre jour le Gouvernement a refusé de répondre à une interpellation parce qu'elle était trop longue, pourtant c'était bien simple. L'honorable trésorier m'a dit de faire une proposition, c'est ce que je fais en ce moment. S'il y a deux propositions c'est qu'elles sont d'un caractère différent....

L'honorable M. **Mercier.**—Nous allons vous laisser mettre les deux propositions ensemble ; il n'y a aucun besoin de discuter pour cela.

M. Nantel.—Je veux qu'il soit bien compris que je suis dans l'ordre.

L'honorable M. **Mercier.**—Je n'ai pas dit le contraire. Je suis parfaitement dans l'ordre moi aussi en demandant que les deux propositions soient réunies.

La proposition est adoptée en ajoutant les mots suivants comme cinquième paragraphe.

“ 5. Arrêtés du conseil, correspondance, mémoires et tous documents se rapportant aux remises faites aux diverses municipalités sur ce qu'elles devaient au Gouvernement *re-fonds* d'emprunt municipal.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Séance du vendredi, le 18 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Dépôts de projets de loi.—Deuxième délibération sur le projet de loi concernant la protection des bois contre le feu : MM. Duhamel, Lynch, Blanchet, Owens, Turcotte, Nantel, Casgrain, Gagnon et Taillon.—Proposition concernant la correspondance échangée entre la commission des asiles et les propriétaires de l'asile de Beauport : MM. Gagnon, Casgrain et Mercier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LES CANADIENS-FRANÇAIS AUX ETATS-UNIS.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—M. le Président, avant de passer à l'ordre du jour je demande la permission à la Chambre de lui lire la lettre suivante. Elle parle par elle-même :

M. Faucher de Saint-Maurice, député.

Worcester, Mass, le 10 janvier 1889.

Cher Monsieur,

Vous avez sans doute gardé un agréable souvenir de ces fêtes de Nashua, en 1888, où votre honorable collègue M. L. O. David et vous-même avez été acclamés avec tant d'enthousiasme comme les représentants de la mère-patrie. Vos frères des Etats-Unis n'ont pas oublié, eux non plus, l'honneur que vous leur avez fait en venant réhausser par votre présence l'éclat de nos assises nationales. Nous avons cru devoir acquitter une partie de la dette sacrée de reconnaissance que nous avons contractée, en publiant, avec la liste des délégués présents, les photographies des hommes

distingués qui ont organisé cette convention et contribué à son succès. Cette carte-souvenir a été expédiée à toutes les sociétés nationales, et est destinée à orner leurs salles de réunions. Elle redira à nos compatriotes disséminés sur le vaste territoire de la République Américaine les efforts que nous faisons pour le maintien de notre nationalité en ce pays, et le généreux appui que nous recevons de nos frères du Canada.

Permettez-nous, cher monsieur, en vous remerciant, encore une fois, des nombreuses preuves de sympathie que vous avez données à nos compatriotes des Etats-Unis, de vous présenter un exemplaire de cette carte-souvenir, en mémoire de la part active que vous avez prise au succès de notre convention.

Agrééz, cher monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Syndicat Canadiens-Français,

Par le gérant,

A. G. LALIME.

Rue Front 154.

LES BORDEREAUX.

M. Cardin—*député de Richelieu*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier le code civil du Bas-Canada.

Actuellement les bordereaux ne peuvent être faits que devant témoins et sous serment. Par ce projet de loi, je demande que ces bordereaux puissent aussi être faits devant notaire par acte en minute ou en brevet et que dans ce cas, les bordereaux ainsi faits n'aient pas besoin d'être attestés devant témoin, ni prouvés par serment, mais ils seront considérés avoir la même validité que les autres actes notariés.

LES EXPROPRIATIONS POUR LES VOIES FERRÉES.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi des chemins de fer.

M. le Président, la loi à l'heure qu'il est, décrète que les frais d'arbitrage doivent être mis à la charge de la compagnie de chemin de fer dans le cas où le montant accordé est moins élevé que l'offre faite par la compagnie. Par ce projet de loi je demande que les arbitres soient libres de mettre ces frais à la charge soit de la compagnie, soit du propriétaire du terrain exproprié, selon qu'ils le jugeront à propos. Dans l'état actuel des choses, ils n'ont pas ce libre arbitre.

Quand il s'agit de construire un chemin de fer, tout le monde en est, on est tout flamme pour faire réussir le projet, mais quand il s'agit d'avoir les terrains nécessaires à l'établissement de la voie, on exige des sommes très élevées pour des terrains pour lesquels on n'aurait jamais songé de demander même la moitié du montant réclamé de la compagnie, si cette entreprise n'avait pas été faite.

Je suppose qu'une compagnie offre \$500 pour un certain terrain et que le propriétaire en demande mille, si les arbitres n'accordent que \$600, je désire que ces arbitres aient le pouvoir de dire à la charge de qui iront les frais. Je crois que c'est une question d'équité. C'est dans le but de mettre les arbitres en position d'agir avec équité, quant à la répartition des frais, que je demande les changements que comporte ce projet de loi.

LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE DE DISTRICT.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le

bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

Ce projet se rapporte à la formation des sociétés d'agriculture de district. Telle qu'est la loi, il est à peu près impossible d'organiser de ces sociétés. Le choix de l'endroit où doit se tenir l'exposition est laissé au bureau de direction, avec cette seule condition, que cet endroit devra être au centre ou autant que possible près du centre du district.

LOIS D'EXPROPRIATIONS.

M. Robidoux—*député de Chateauguay*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi relatif aux expropriations.

Toutes les lois qui ont rapport à la propriété, doivent être passées par les Législatures des Provinces, et je crois qu'il est impossible d'exproprier dans notre Province en vertu d'une loi fédérale. Les lois passées à ce sujet à Ottawa ne sont pas, à mon avis, constitutionnelles. Par ce projet de loi, je demande d'obvier à cette difficulté en faisant une loi générale qui régira les expropriations. Néanmoins je mets une disposition qui déclare que les lois fédérales, auront leur effet chaque fois qu'il n'y a pas de loi provinciale relativement à ce sujet.

DIVISION DE LA VILLE DE MONTRÉAL EN DISTRICTS ÉLECTORAUX.

M. Robidoux—*député de Chateauguay*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la 64^e section de la loi électorale de Québec.

C'est pour diviser la ville de Montréal par sous-divisions électorales. Aujourd'hui, d'après la loi actuelle, le registra-
teur est obligé de faire faire ce travail en payant les employés municipaux de la ville de Montréal, tandis que dans les districts ruraux, ce sont les conseils municipaux qui font la chose à leurs frais.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Qu'on divise donc les circonscriptions de cette ville par rues plutôt que par quartiers.

LES MINEURS ET LA LOI DES LICENCES.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 926 des statuts refondus de la Province de Québec. Il s'agit de la loi des licences. Elle contient une disposition en vertu de laquelle des mineurs peuvent se présenter dans un restaurant, se faire servir à boire et ensuite aller déposer contre le restaurateur. Par ce projet je demande que le mineur soit condamné à l'amende, car s'il y a quelqu'un qui doit savoir son âge, c'est bien le mineur lui-même. Il n'est pas juste de laisser le porteur de licence aux prises avec ces gens qui peuvent le tromper facilement en dissimulant leur âge.

M. **Robidoux**. — J'ai aussi l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité.

Aussi, un autre projet de loi pour modifier et refondre les lois concernant l'association des dentistes de la Province de Québec.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

Sur proposition de l'honorable M. Mercier, l'entrée concernant l'adoption d'une résolution relative à un certain contrat pour l'entretien des aliénés faits dans le procès-verbal de la séance d'hier, page 68, est rescindée et les dites résolutions sont remises à l'ordre du jour pour le concours.

Le projet de loi pour modifier la loi des élections contestées de Québec, est renvoyé au comité de législation et des lois expirantes.

Les projets de loi suivants sont aussi renvoyés au même comité, après avoir été adoptés en deuxième délibération :

Pour modifier la loi des élections contestées.

Pour modifier la loi électorale.

Pour modifier la loi des élections contestées de Québec.

LA PROTECTION DES FORÊTS CONTRE LE FEU.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—J'ai l'honneur de proposer que le projet de loi concernant la protection des bois contre le feu soit maintenant adopté en deuxième délibération.

Ce projet est basé sur la demande de l'honorable député de Pontiac, par conséquent la Chambre connaît de quoi il s'agit.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—Je comprends que ce projet modifie la loi existante, or j'ai voulu me rendre compte de l'étendue des modifications apportées et pour cela j'ai cherché à me procurer une copie des statuts refondus de la Province. Tous les jours je suis allé à la bibliothèque pour faire cette étude entre l'ancien et le nouveau texte de cette loi, mais je n'ai pas pu réussir à mettre la main sur les statuts. Je profiterai de cette occasion, M. le Président, pour attirer votre attention sur cet état de

choses et pour vous prier de prendre des mesures de manière à ce qu'il y ait suffisamment des copies de cet ouvrage pour le besoin des députés.

Pour revenir à la question je voudrais savoir quels sont les changements que le projet de loi renferme. Je suppose qu'il contient une disposition à l'effet d'obliger les propriétaires de concessions forestières à payer une partie des frais de l'organisation que l'on se propose de créer. J'aimerais beaucoup à savoir aussi quelles sont les bases générale d'après lesquelles ce projet de loi a été rédigé.

L'honorable M. **Duhamel**.—Ce projet de loi a été rédigé d'après les renseignements qui ont été transmis à mon département.

D'après l'ancienne loi, le Gouvernement devait dépenser un certain montant pour la protection des forêts contre les ravages du feu, mais les propriétaires des concessions forestières devaient fournir leur part aussi ; mais cette loi n'a jamais été mise en pratique parce que les marchands de bois n'ont pas voulu fournir leur contingent, et comme la loi ne les obligeait pas à contribuer, le Gouvernement s'est vu dans l'obligation de ne pas mettre cette loi à effet. C'est précisément sur ce point que la nouvelle législation diffèrera de l'ancienne, car d'après ce projet de loi la contribution des marchands de bois n'est plus facultative mais obligatoire. Les marchands de bois paieront suivant la valeur de leurs concessions. Des officiers spéciaux seront nommés par le Gouvernement après une entente préalable avec les marchands de bois et ces officiers seront chargés de protéger les forêts contre les ravages du feu.

Je comprends que le Gouvernement paiera la moitié des frais qu'entraînera ce service, et les marchands de bois paieront l'autre moitié. La contribution obligatoire imposée aux commerçants de bois est, du reste, le seul changement important que je propose, et ce changement est

indispensable pour sortir de l'inaction où nous nous trouvons maintenant, car les marchands de bois ne faisant rien, le Gouvernement de son côté est en quelque sorte lié par cette inactivité, et rien ne se fait.

Un certain nombre de marchands de bois ont déjà demandé que cette loi fut rendue impérative, et nous avons adopté ces vues les croyant dans l'intérêt public. Si, donc, la Chambre juge à propos de passer cette loi, la contribution des possesseurs de licences pour coupe de bois sera obligatoire, et nous y gagnerons l'application effective d'une loi bonne dans son principe mais qui est restée lettre morte par suite de la répugnance d'une partie de ceux qui devaient contribuer aux frais de sa mise en opération.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce*.—Dois-je comprendre que les dispositions de ce projet de loi sont le résultat d'un arrangement entre les marchands de bois et l'honorable commissaire des terres, ou qu'il n'y a pas eu consentement préalable de la part des porteurs de licences ?..

L'honorable M. **Duhamel**.—Je sais qu'il y a eu une correspondance entre le commissaire des terres et ces personnes, du temps où l'honorable député de Brome occupait ce poste, et je comprends que certains marchands de bois ont répondu aux questions qui leur ont été faites, tandis que d'autres ne l'ont pas fait. C'est en me basant sur les moyens d'information que me fournissait cette tentative de mon prédécesseur, que j'ai pris la décision de soumettre ce projet de loi. Il n'y a pas eu de nouvelle correspondance depuis, je me suis basé sur l'ancienne et sur les renseignements qui m'ont été donnés au cours des discussions qui ont eu lieu ici à la dernière session.

L'honorable M. **Blanchet**.—J'aimerais beaucoup à voir cette correspondance, puisque c'est sur elle que l'on s'est basé pour préparer un projet de loi aussi important.

A tous les points de vue, cette question est très importante. Entre autres choses, ce projet de loi déclare qu'il y aura une nouvelle organisation et pour mettre ces dispositions à effet, on créera tout un personnel. Il y aura un officier tout nouveau qui sera le bras droit du ministre des terres, et qui sera chargé de surveiller le personnel préposé à la protection de nos forêts y compris les concessions forestières. Si le projet s'arrêtait là, il n'y aurait pas de violation de contrat, mais s'il décrète que les marchands devront contribuer pour la moitié des frais, et cela sans qu'ils y aient préalablement consenti, la question prend un tout autre aspect et devient très sérieuse.

Je ne voudrais pas dire que les marchands de bois objectent à la chose, mais s'il y en avait seulement un d'entre eux qui ne voudrait pas de cette loi, je ne suis pas prêt à dire qu'elle ne pourrait pas être considérée comme une violation du contrat intervenu entre ce marchand de bois et le Gouvernement. C'est pour dissiper ce doute que je voudrais avoir de plus amples renseignements. Je n'ai pas mission de défendre les commerçants de bois, ni voudrais-je entraver l'action du Gouvernement, mais il nous faudrait être bien renseignés avant de nous prononcer.

Il s'agit ici d'une question très importante, de la protection de nos forêts qui sont la principale richesse de la Province.

M. Owens—*député d'Argenteuil*.—M. le Président, ce projet de loi a pour objet de protéger les forêts contre les incendies. Or dans l'opinion d'un bon nombre de gens fort compétents, il serait plutôt un danger pour ces forêts qu'un moyen de protection efficace.

Je ne demande pas mieux que l'on prenne les mesures nécessaires pour protéger nos richesses forestières, mais

encore faut-il qu'on nous prouve que ces mesures sont de nature à nous faire atteindre ce but.

La clause suivante mérite notre considération :

“ Il est rigoureusement défendu à toute personne de
“ mettre ou de faire mettre le feu dans les bois ou dans leur
“ voisinage, dans aucune des régions sauvegardées, à comp-
“ ter du premier jour d'avril jusqu'au premier jour de
“ novembre, dans quelque année que ce soit, si ce n'est
“ pour cause de défrichement des terres, dans lequel cas il
“ est défendu de mettre le feu entre le premier de juillet et
“ le premier de septembre seulement.”

J'attire l'attention de l'honorable commissaire des terres de la couronne sur cette disposition. Les feux sont plus nombreux depuis avril jusqu'à juillet que depuis juillet à septembre. De plus, dans ce temps-là ils font des ravages très considérables. Que l'honorable commissaire s'informe auprès des marchands de bois, et tous, j'en suis convaincu, lui confirmeront cet avancé.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général.* — L'honorable député de Beauce a demandé si on avait obtenu le consentement des marchands de bois. Je dirai à mon honorable ami que nous n'avons pas besoin de ce consentement. Sans doute qu'il serait préférable de l'avoir, mais le droit du Gouvernement existe et il peut en tout temps faire une loi pour protéger le domaine public contre toute cause de destruction ou de dommages, et d'obliger les marchands de bois à payer leur part de la dépense encourue. Le Gouvernement, comme le gardien de la fortune publique, est le premier intéressé et si certains marchands refusent de concourir dans les moyens suggérés pour protéger nos forêts, nous pourrions nous dispenser de leur consentement. Mais il me semble que c'est leur supposer des vues bien mesquines que de les croire capables d'une telle lésinerie. Pour moi, il n'est pas

possible qu'ils refusent de contribuer leur part comme le laisseraient croire les paroles de l'honorable député de Beauce.

En 1882, le Gouvernement Chapleau, qui a fait passer la loi que nous avons dans les statuts, n'a pas demandé le consentement des marchands avant de la présenter à la Législature. C'est la même chose aujourd'hui.

On prétend que le personnel qui sera répandu dans la forêt et qui devra être organisé pour ce nouveau service, constituera un danger de plus pour les forêts, que les employés du Gouvernement et des marchands de bois pourront propager les incendies par leur imprudence. Mais ces hommes seront prudents et ils prendront tous les soins possibles pour protéger la forêt et ~~non~~ pour la détruire.

En forme de conclusion j'affirme que le Gouvernement n'a pas besoin d'avoir le consentement des marchands de bois pour soumettre ce projet de loi, car le domaine public n'est pas aliéné.

L'honorable M. **Blanchet**.—Je n'ai pas dit que le consentement des marchands de bois était nécessaire d'une manière générale. J'ai demandé si ce projet de loi était le résultat d'un arrangement intervenu entre les marchands de bois d'un côté et le Gouvernement de l'autre. S'il en était ainsi, nous aurions tort de nous objecter à un tel arrangement. Comme l'honorable commissaire des terres nous a dit qu'il n'y avait pas de correspondance récente, j'ai exprimé la pensée que peut-être il pourrait y avoir des difficultés.

Mais, ce qui a attiré surtout mon attention, c'est la clause qui obligera les marchands de bois à payer une partie des frais de ce nouveau service. C'est au sujet de cette clause que l'on m'a répondu qu'il n'y avait pas d'arrangement de fait.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne*.—Quant à ce qui regarde le principe, il ne peut y avoir de difficulté. Quant au reste, le Gouvernement prétend avoir tous les droits

qui sont réclamés par son projet de loi. Le Gouvernement prétend avoir le droit de faire payer les marchands de bois, alors pourquoi nous propose-t-il ce projet de loi ?

L'honorable **M. Turcotte.**—J'ai dit que le Gouvernement avait le droit de faire une loi sans le consentement des marchands de bois.

M. Nantel.—Oui.... pour l'avenir....

L'honorable **M. Duhamel.**—L'honorable procureur général dit que nous avons le droit de passer cette loi, qu'est-ce qu'on veut donc de plus. Si tous les marchands de bois voulaient faire acte de bonne volonté, nous pourrions nous passer de cette loi, mais dans l'état actuel des choses, il nous faut recourir à des moyens de rigueur pour protéger nos forêts.

Si nous avons soumis ce projet de loi c'est plutôt comme résultat des négociations passées que comme conséquence de pourparlers actuels ; et surtout ce projet de loi est soumis à la demande de l'honorable député de Pontiac.

M. Nantel.—Les marchands de bois renouvellent leurs licences tous les ans ; je demande au Gouvernement si dans ses actes, il est entendu que le marchand de bois pourra être soumis à toutes lois que la Législature jugera à propos de faire au sujet des concessions forestières ; sinon il est évident que par votre loi vous vous attaquez à des contrats en cours d'exécution.

L'honorable **M. Turcotte.**—C'est pour protéger leur propre bois que cette loi est faite.

M. Nantel.—Sans doute, mais vous ne pouvez protéger la propriété d'un individu malgré lui, et l'obliger à payer la dépense que vous encourez pour cela.

S'il n'y a rien qui pourvoit à cela dans la licence, je dis que le marchand de bois pourra refuser d'exécuter cette loi,

sans que vous puissiez l'y forcer. Le Gouvernement pourra se réserver ce droit quand il renouvellera les licences pour après le premier mai prochain. Mais je dis que pour l'année courante il faudrait bien s'entendre. Quant aux détails du projet de loi, je désirerais savoir si le Gouvernement a l'intention de nommer plusieurs officiers en vertu de cette loi ?

Le Gouvernement peut se faire autoriser à créer ce qu'il appelle des régions sauvegardées ; voici ce que dit le projet à ce sujet :

“ Le Lieutenant Gouverneur en conseil peut, par proclamation, déclarer toute partie de la Province comprise dans une région forestière quelconque, “ région sauvegardée,” dans l'intention et pour les fins de la présente loi.

“ La proclamation doit être publiée dans la Gazette officielle de Québec.

“ Ce territoire, qui doit porter le nom de “ région sauvegardée,” cesse d'être ainsi région sauvegardée du jour que le Lieutenant Gouverneur en conseil, lance une proclamation révoquant celle qui l'avait créée.”

Tout d'abord j'avais compris, qu'il ne s'agissait que de ne nommer qu'un seul intendant général tel que prévu par l'article 1553 ; mais je m'aperçois que le Gouvernement pourra nommer autant de ces surintendants généraux qu'il y aura de régions sauvegardées.

L'honorable M. **Dubamel**.—L'expérience nous dit que qu'il y aura à faire ; cette question n'est pas complètement décidée, mais c'est mon impression que nous n'aurons pas beaucoup besoin de ces nouveaux officiers. Parmi les fonctionnaires que nous avons déjà, il y en a plusieurs qui pourront faire ce nouveau service.

L'honorable M. **Mercier**.—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—Il s'agit de savoir s'il faudra des employés nouveaux. Or l'honorable commissaire des terres de la couronne dit qu'il espère pouvoir trouver ces employés parmi ceux qu'il a déjà.

M. **Nantel**.—Je veux savoir s'il y aura un intendant général pour chaque région sauvegardée.

L'honorable M. **Mercier**.—Toute la question est de savoir si ce sera un employé nouveau, ou si cet intendant sera choisi parmi les employés que nous avons déjà.

M. **Nantel**.—Si nous en croyons l'expérience que nous a donnée ce Gouvernement, nous sommes bien obligés de compter de nouveaux employés de plus pour ce service.

Les dates fixés dans le projet de loi, ne seront pas acceptées comme bien satisfaisantes par les colons. Je ne sais si l'honorable commissaire des terres a fait des recherches pour se renseigner sur ce qui se passe en rapport avec ces feux de défrichement.

L'honorable M. **Duhamel**.—Les dates sont les mêmes que dans l'ancienne loi.

M. **Nantel**.—Il y a eu beaucoup de plaintes.

L'honorable M. **Duhamel**.—Mais la loi n'a pas été mise en force.

M. **Nantel**.—Si elle l'avait été cela aurait été encore bien pire. Je suggérerais au Gouvernement de nommer un comité spécial, chargé de s'enquérir de ce qui se passe à ce propos. Mais si le Gouvernement ne veut pas accepter nos suggestions, il ne devra pas être surpris si nous nous servons en temps et lieu de ses refus pour le combattre. Le Gouvernement a coutume d'accepter des amendements de la part d'une autre Chambre, amendements qui disent tout le contraire de ce qu'il demandait ici, peut-être la même chose va-t-elle se répéter pour cette mesure.

Je termine en disant que le Gouvernement devrait consulter les gens sur cette question, et ne pas procéder trop hâtivement.

M. Casgrain—*député de Québec*.—Je désirerais savoir si les dates que l'on trouve dans le projet de loi sont celles que l'on trouve dans l'ancienne loi, s'il n'y en a pas d'autres ? Les dates que je trouve dans le statut, ne sont pas du tout les mêmes que je trouve dans le projet de loi. Au reste, le Gouvernement ne devrait pas procéder trop rapidement, nous n'avons pas eu le temps de faire des recherches pour nous permettre de répondre aux arguments que l'on peut faire valoir en faveur de ce projet.

L'honorable **M. Duhamel**.—Le projet de loi indique chacune des sections qui se trouve modifiée.

M. Casgrain.—Nous avons droit d'avoir des renseignements. Quand je demande si les dates sont les mêmes que dans l'ancienne loi, on ne peut me répondre, et cependant je constate une différence.

L'honorable **M. Duhamel**.—Si les dates ne sont pas les mêmes, c'est qu'il y a eu erreur d'impression.

M. Nantel.—Les dates ne sont pas les mêmes du tout : . . . il me semble que les ministres devraient savoir ce qu'ils présentent à la Chambre ; et quand c'est un projet de loi, savoir aussi ce qu'il contient, et ce qu'il ne contient pas.

L'honorable **M. Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Il s'agit, M. le Président, de la seconde lecture de ce projet de loi, par conséquent tout ce que nous avons à adopter est le principe même, c'est-à-dire la protection de nos forêts. Si la Chambre ne veut pas de ce principe, qu'elle se prononce carrément contre, mais ne perdons pas notre temps à discuter des questions de détails, et procédons comme des hommes d'affaires. Quant à ce qui concerne la dépense, c'est une

question qui pourra être discutée en comité général. Pour le moment, tout ce que nous avons à faire est d'adopter ou de rejeter le principe de ce projet de loi, c'est-à-dire de déclarer si nous voulons ou si nous ne voulons pas d'un système de protection de nos forêts, contre les incendies.

L'honorable M. **Blanchet**. — Est-ce que l'honorable secrétaire de la Province prétend que nous n'avons pas le droit d'avoir des renseignements ?

L'honorable M. **Gagnon**. — Donnez-nous le temps de vous les fournir ces renseignements, écoutez et vous en aurez tant que vous voudrez. Tout ce dont il s'agit maintenant, c'est de savoir si nous devons, oui ou non, protéger nos forêts ; voilà le principe en jeu, la question est bien claire. S'il y a erreur de fond ou de forme dans le projet de loi, nous y verrons en comité général.

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montcalm, chef de l'opposition*. — L'honorable secrétaire de la Province nous a dit que nous ne lui avons pas laissé le temps de donner des explications. Il me semble qu'il a eu tout le temps nécessaire pour répondre aux questions qui lui ont été posées par certains de mes honorables amis de ce côté-ci de la Chambre. Il est évident que l'honorable secrétaire attend, pour nous transmettre ces explications, qu'il les aient lui-même, c'est pourquoi il évite si soigneusement de répondre à nos questions.

Tout le monde sait que le temps convenable pour faire la discussion générale d'un projet de loi, est sur la proposition de la seconde lecture. La seconde délibération nous offre l'occasion favorable de discuter l'ensemble d'un projet de loi, tandis que la discussion des articles se fait en comité général. C'est pourquoi ceux qui ne peuvent faire prévaloir leurs vues sur certains articles qui leur paraissent défectueux, ont la faculté de proposer des amendements lorsque le comité général fait rapport à la Chambre.

L'honorable député de Québec a demandé certains renseignements, et il a été très prudent. Il a procédé par questions. Cependant on n'a pas été en état de lui répondre. Qu'il me soit permis de dire ici mon opinion sur le débat. Quoiqu'on en dise, il est tout à fait pertinent de demander au Gouvernement quelles sont ses intentions quant à ce qui regarde l'exécution de cette loi. D'abord, il importe beaucoup de savoir combien va coûter ce nouveau service, afin de constater s'il y a proportion entre les dépenses à encourir et les résultats à obtenir. Ce débat aura son utilité, en ce sens que l'honorable commissaire des terres de la couronne sait maintenant ce que nous voulons connaître et qu'il pourra se mettre en position de répondre à nos questions. D'ici à demain, il pourra se renseigner parfaitement. Quant à moi, j'insisterai auprès du Gouvernement pour qu'il nous déclare le chiffre de la dépense qu'il faudra encourir. Nous voulons aussi avoir une idée du nombre des régions sauvegardées et du coût de cette nouvelle organisation. Pour ma part, je suis prêt à faire telle et telle concession, mais je ne voudrais pas aller au-delà d'un certain point.

On dit qu'il sera possible de faire faire l'ouvrage par les employés actuels. Nous n'avons pas été habitués à cela, car lorsque nous avons invité le Gouvernement à faire travailler les anciens employés dans telle ou telle circonstance où il était très facile de s'exempter de nommer de nouveaux fonctionnaires, il a refusé de suivre nos suggestions. Serons-nous plus heureux cette fois-ci et pourrons-nous compter que le Gouvernement se contentera des employés qu'il a déjà ? Si c'est le cas, tant mieux, mais il importe que nous le sachions, car ce sera de nature à nous réconcilier avec ce projet de loi. Il nous faudra une déclaration formelle, quelque chose dans le genre de celle qui a été faite au Conseil législatif, au sujet de la conversion de

la dette ; si nous ne sommes pas satisfaits nous prendrons les moyens de nous protéger.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

Le projet de loi relatif aux magistrats de district, est aussi adopté en deuxième délibération.

LA COMMISSION DES ASILES D'ALIÉNÉS ET LES PROPRIÉTAIRES DE L'ASILE DE BEAUPORT.

M. **Casgrain**—*député de Québec*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de toute correspondance échangée entre la commission royale chargée de faire un rapport sur les asiles d'aliénés de cette Province et les propriétaires de l'asile de Beauport jusqu'au 16 janvier 1889.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—La commission a cessé d'exister et je ne sache pas que j'aie en ma possession une telle correspondance. Je suis prêt à laisser adopter cette proposition, mais je ne m'engage pas à donner ces documents si je ne les ai pas.

M. **Casgrain**.—Le rapport de la commission qui nous a été distribué, mentionne plusieurs documents que nous n'avons pas.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Ces documents ont été produits mais n'ont pas été imprimés parce que l'impression aurait coûté très cher. Si la Chambre le désire, elle peut en demander l'impression. Si l'honorable député de Québec, veut que certains de ces documents soient imprimés, ils le seront.

Ces documents sont tellement volumineux que nous ne nous sommes pas cru justifiables d'imposer à la Province la dépense de leur impression.

M. Casgrain.—Je sais qu'il y a eu une correspondance entre les commissaires et les propriétaires de l'asile de Beauport. L'honorable secrétaire de la Province ignore s'il y a une telle correspondance dans son département, mais pourquoi dit-on qu'elle a été remise à l'honorable ministre ?

Je me propose de demander l'impression des principaux documents, afin d'être en état de prouver que le rapport de la majorité de la commission n'est pas basé sur les faits.

L'honorable M. Gagnon.—Je n'ai pas vu ces documents, et les commissaires ne m'ont pas même soumis leur rapport avant de le transmettre à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur.

Je vais faire toute diligence possible pour me procurer ces documents, c'est tout ce que je puis promettre.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE,

Séance du lundi le 21 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi.—Proposition de M. Lareau, demandant copie de la correspondance échangée au sujet de la taxation des propriétés appartenant à des institutions religieuses et de charité : MM. Lareau et Mercier.—Proposition de l'honorable M. Taillon, demandant copie de l'arrêté du conseil chargeant l'honorable M. Langelier d'occuper dans la contestation soulevée au sujet de la construction de certains chemins de fer dans le Manitoba, etc., MM. Taillon et Mercier.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. C. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier le code municipal.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi concernant le barreau de la Province de Québec.

Ces deux projets de loi sont adoptés en première délibération.

LA TAXE SUR LES PROPRIÉTÉS APPARTENANT AUX INSTITUTIONS RELIGIEUSES.

M. **Lareau**—*député de Rouville*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieu-

enant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie des documents et de la correspondance échangée entre le Gouvernement et Son Eminence le Cardinal Taschereau, au sujet de l'exemption de taxes de certaines propriétés possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité.

M. le Président, me sera-t-il permis de faire quelques observations avant l'adoption de cette proposition ? Je vois par le discours du trône que le Gouvernement se propose de soumettre à notre considération un projet de loi réglant les exemptions d'impôts sur les propriétés possédées pour des fins de religion, d'instruction ou de charité.

Inutile de dire qu'il s'agit de légiférer sur une des questions les plus délicates qui puissent venir devant cette Chambre.

Nous ne connaissons pas encore les détails de la mesure du Gouvernement ; il serait donc oiseux d'entrer dans le mérite de cette législation. Cependant, je crois qu'il nous faut dès maintenant examiner la législation actuelle et s'assurer de la manière dont elle a été interprétée par les tribunaux.

La loi actuelle, qui exempte de taxes municipales et scolaires les propriétés possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité se trouve à l'article 712 §3 du code municipal, dans les statuts refondus de la Province de Québec, et aussi dans les clauses générales des corporations de ville. Ces dispositions sont à peu près identiques. Voici comment elles se lisent :

Dans le code municipal :

“ Celles appartenant à des fabriques ou à des institutions
“ ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation, ou
“ occupées par ces fabriques, institutions ou corporations
“ pour les fins pour lesquelles elles ont été établies, et non
“ possédées par elles uniquement pour en tirer un revenu.”

En vertu de ces dispositions législatives il n'y a pas de doute que les propriétés en question sont exemptes des impôts ordinaires, ceci ne fait pas de doute.

Mais, depuis quelques années des causes importantes sont venues devant les plus hautes cours du pays, et un point longtemps douteux est moralement sans conteste ; c'est le suivant : les propriétés appartenant aux corporations religieuses, pour des fins de revenu ne sont pas exemptes de taxes. Le cas s'est d'abord présenté dans la cause de la corporation du village de Verdun vs. Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, décidée en appel en 1881. Ces Dames, corporation religieuse dont le but est surtout l'instruction des jeunes filles, ayant été taxées pour une propriété leur appartenant, située dans les limites de la municipalité appelante, avaient refusé de se rendre à cette demande et elles ont été poursuivies par l'appelante pour le recouvrement de taxes municipales et scolaires.

Il fut jugé :

“ 1^o Qu'en vertu de l'article 712 du code municipal et de la section 13 de l'acte de l'éducation de 1869, les corporations pour les fins de l'éducation sont exemptes de toutes taxes municipales ou scolaires, pour les propriétés par elles occupées pour les fins pour lesquelles elles ont été établies, et quelles ne possèdent pas uniquement pour en retirer un revenu.

“ 2^o Que l'immeuble dont il s'agit en cette cause est occupé par les Intimés, pour les fins pour lesquelles leur corporation a été établie, et non pas pour en tirer un revenu.”

L'honorable juge en chef Dorion et l'honorable juge Cross étaient dissidents : Voici ce qu'ils décidèrent :

“ Que les intimés, qui n'ont aucune école ou maison d'éducation dans les limites de la municipalité appelante, et

qui cultivent par elles-mêmes l'immeuble dont il est question, et dont les produits servent au soutien de leurs établissements en dehors de la municipalité, possèdent cette immeuble uniquement pour en tirer un revenu, et non pour les fins de l'éducation, et qu'elles en doivent les taxes municipales et scolaires."

Cette cause est rapportée au premier volume des *Décisions de la Cour d'Appel*, p. 163.

Une cause semblable était dans le temps pendante devant la même cour. Les commissaires d'école pour la municipalité du village de St-Gabriel vs. Les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal. La décision fut la même. Ces deux causes furent portées à la cour suprême et cette dernière cour renversa la décision de la cour d'appel, adoptant les vues exprimées par le juge en chef Dorion. On peut voir le compte-rendu de cette cause dans le volume douze des *Rapport de la cour suprême*, p. 45.

Même décision dans la cause de la corporation de la ville de Terrebonne vs. Les Sœurs de la Providence.

En sorte que, maintenant, c'est un point parfaitement établi que les propriétés possédées pour des fins de revenu par des corporations religieuses, d'éducation et de charité ne sont pas exemptes de taxes.

Mais là n'est pas la difficulté réelle. Là où les opinions diffèrent et là où la loi prête à l'ambiguïté, c'est l'interprétation qu'il faut donner au mot *taxe*. Les auteurs qui ont écrit sur le droit corporatif établissent deux sortes de taxes ou impôts : la taxe ou cotisation ordinaire et la répartition ou taxe extraordinaire pour des améliorations locales.

Par amélioration locale il faut entendre les travaux d'égoûts, la construction des trottoirs, l'ouverture des rues et des places publiques, etc. On peut aussi ranger dans cette catégorie la taxe de l'eau. On comprend que toutes les

propriétés, de quelque valeur qu'elles soient, profitent de ces améliorations. Aussi les cours ont généralement maintenu qu'elles devaient être taxées pour ces travaux. La cour d'appel vient de décider dans une cause de la cité de Montréal vs. Les ecclésiastiques du séminaire de St. Sulpice de Montréal, ce qui suit : on trouve le jugement dans le "*Lower Canada Jurist*" volume 32, page 13 :

"Considering that the work done (drain), and for the repayment of the costs of which this action is brought is a work which was on the attributes of the appellant to order to be done and to asses the cost thereof among the persons and upon the property to be benefited by it : and considering that it appears moreover that this drain was a local purpose, and for the benefit of the respondent's property, and that the assessment claimed is not of the nature of a municipal tax within the intent ; and meaning of the act 41 Victoria, chapter 6, section 26, but is on the contrary of the nature of a local assessment for local purpose and thereof that in the judgment appealed from there is error. Doth reverse &c."

Jugement renversé.

Cette cause est actuellement pendante devant la cour suprême.

Il ne peut pas être question de changer la législation en ce qui concerne l'exemption des taxes ordinaires sur les propriétés possédées pour des fins religieuses, d'éducation et de charité. Le système que nous avons date de longtemps : il fait partie de notre droit traditionnel ; il ne peut être question de le changer. Je sais que dans les autres pays un usage différent prévaut : toutes les propriétés sont placées sur un pied d'égalité au point de vue de l'impôt. Je n'ai pas l'intention de discuter ici le mérite de ces deux systèmes au point de vue de l'économie politique et sociale. Qu'il me suffise de dire que dans notre pays les municipali-

tés ne sont pas taxées pour l'entretien de nos hôpitaux. Ailleurs, il y a la *poor tax*; de sorte que si l'exemption n'existait pas, les municipalités seraient obligées de s'imposer des sacrifices équivalents.

Mais comment s'établit l'impôt sur les propriétés en question pour les fins d'améliorations locales? On taxe la propriété dans sa valeur réelle, la bâtisse et le terrain. Est-ce juste? Ces édifices — l'église, l'hôpital, la maison d'éducation, ne sont pas des édifices dans le commerce. Ces propriétés n'ont pas précisément une valeur marchande, de sorte qu'il semble injuste, au premier abord, de les imposer dans leur valeur réelle. Prenez par exemple l'église de Longueuil; je prends cet exemple parce que nous aurons à légiférer prochainement au sujet des difficultés qui s'élèvent entre la fabrique et la corporation de cette municipalité. Eh bien! l'église est évaluée à \$100,000. Le revenu de ce capital, à 4 pour 100, représente \$4,000. Par conséquent la taxe d'eau sera basée sur un immeuble donnant un revenu de cette somme, soit \$310 environ par année. On nous assure que l'église ne peut dépenser de l'eau pour une somme aussi considérable. La corporation semble l'avoir compris puisqu'elle a réduit sa réclamation au tiers soit \$100 par année.

Mais voici une autre difficulté. Les cours de justice, à Montréal, ont décidé, dans la cause de la journée de corvée, que la taxe de l'eau est une taxe municipale ordinaire. De sorte que armées de cette décision, les autorités religieuses prétendent qu'elles ne peuvent être condamnées à payer l'eau, si ce n'est peut-être, ce que chaque église dépenserait pour les besoins usuels tels que constatés par un compteur automatique.

De son côté, la corporation de Montréal, prétend qu'il serait bien injuste de ne pas taxer les églises pour l'eau; elle prétend que l'aqueduc a coûté des millions de piastres

et que la ville doit encore deux millions sur cette entreprise ; elle prétend qu'il y a à Montréal pour 17 millions de propriété possédées en main morte, et que si toutes ces propriétés sont exemptes de toutes taxes, ordinaires et extraordinaires, elle sera dans la nécessité d'augmenter les taxes sur les autres citoyens avant longtemps.

J'avoue que voilà un état de choses très grave. Peut-être y aurait-il possibilité de prendre un moyen terme en consacrant le principe de l'impôt pour les améliorations locales, mais en plaçant l'assiette de cet impôt sur le terrain seulement. La bâtisse ne serait pas cotisée, mais la répartition reposerait sur la valeur du terrain seulement. Ou bien, on peut déterminer qu'il y aura remise de tant par cent, soit un quart, un tiers, même davantage.

Il suffit de poser toutes ces questions — je n'entends pas les discuter ; je ne veux pas me prononcer avant que la loi nous soit soumise, — mais il suffit, dis-je, de poser toutes ces questions, montrer les difficultés qu'elles font naître, pour nous convaincre de la nécessité d'une loi générale sur ce sujet. Nous devons féliciter le Gouvernement de son courage, et j'ose espérer qu'il nous présentera une mesure sage et équitable qui mettra fin aux conflits judiciaires que fait naître la loi actuelle.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—M. le Président, nous mettrons avec plaisir cette correspondance devant la Chambre. Elle n'est pas volumineuse, ne consistant qu'en quelques lettres échangées entre Son Eminence le Cardinal Taschereau et le Gouvernement. Son Eminence a demandé qu'on ne procédât point avant que l'épiscopat ait eu le temps d'étudier la question et d'exprimer son opinion, et c'est avec l'autorisation du Cardinal que je fais maintenant cette déclaration devant la Chambre.

Je demande donc à mes collègues d'ajourner la considération du projet de loi annoncé dans le discours du trône jusqu'à ce qu'ils aient obtenu l'opinion des autorités religieuses tant catholiques que protestantes.

Mon honorable ami a fait des remarques fort judicieuses. Les difficultés de la question sont en effet très grandes. Nous sommes en face de deux systèmes diamétralement opposés : le système canadien, qui consacre le principe de l'exemption, et le système européen, dont se rapproche celui des Etats-Unis, qui refuse de sanctionner ce principe, mais veut, au contraire, que tous les biens sans distinction soient considérés comme étant dans le commerce.

Pour le Gouvernement actuel, la question n'est pas de savoir s'il faut changer la loi. Cela ne serait ni juste ni sage. Mais il désire, au contraire, s'assurer s'il ne serait pas possible d'étendre davantage l'exemption et jusqu'à quel point.

Lorsque, à la dernière session, le Gouvernement a déclaré qu'il s'efforcerait de régler, au moyen d'une loi générale, la dispute entre la municipalité et la fabrique de Longueuil, c'est qu'il se trouvait en face de plusieurs cas d'injustices criantes auxquels il importait d'apporter un remède prompt et efficace.

D'abord, en ce qui regarde les églises et la taxe d'eau : on sait que les églises n'emploient que fort peu d'eau. Cependant si on les taxe suivant leur valeur, l'impôt est considérable. Ainsi l'église de Longueuil était taxée pour \$400, l'église Notre-Dame de Montréal en paie \$1,500, sans compter l'eau employé par un élévateur, dont la quantité est déterminé par un compteur automatique. Il est évident à première vue que la taxe est exorbitante, tout à fait hors de proportion avec la consommation. On répondra sans doute : l'aqueduc bénéficie aux églises en ce sens qu'il diminue les taux d'assurance, et les dangers d'incendie.

Mais les particuliers jouissent aussi de ces avantages et en plus de l'usage journalier de l'eau. Il n'est donc pas juste d'assimiler les uns aux autres.

Prenons maintenant le cas d'un grand hospice de charité qui recueille les enfants, les malades, les infirmes, tous les déshérités de la fortune. Si ces institutions ne se dévouaient pas ainsi aux malheureux, le fardeau de leur entretien retomberait sur les municipalités. Aujourd'hui celles-ci n'ont pas à s'occuper des pauvres ; s'ils leur fallait maintenir à même les fonds civiques une de ces institutions, cela leur coûterait cinquante fois autant que ça coûte aux sœurs.

L'expérience prouve que tout ce que les municipalités prélèvent aux institutions de charité par des taxes directes ou indirectes, doit leur être remboursé au moyen d'octrois du Gouvernement.

Est-ce trop exiger d'une corporation municipale que de lui demander de fournir de l'eau à ceux qui la débarrassent du soin des enfants, des malades et des indigents ? Ils se chargent de toute une portion importante de notre ouvrage. Tout ce qu'ils demandent c'est qu'on ne les surcharge pas d'impôts. N'est-il pas clairement de notre intérêt de céder à cette modeste demande ?

Autre question : les égouts. Pour ces travaux, les institutions religieuses et charitables doivent-elles être taxées suivant la valeur de leur terrain ou suivant celle des édifices qu'ils ont érigés pour le soutien de vos enfants, de vos infirmes, de vos vieillards ? Voilà toujours la question qui se présente. Guidons-nous en cela d'après les justes principes de notre droit.

Quant aux immunités ecclésiastiques ce n'est ici ni le lieu ni le moment de les discuter. On a beaucoup exagéré la valeur de ce mot. Sans doute, au moyen âge, où toutes les

possessions ecclésiastiques étaient considérées comme la propriété commune de toute la famille religieuse, les immunités ecclésiastiques avaient la plus grande importance, mais il y a de cela plus de cinq cents ans.

La Chambre et le Gouvernement ont tout à gagner en obtenant l'opinion des autorités ecclésiastiques. M. le curé Labelle, sous-ministre de l'agriculture, a été chargé de s'aboucher avec les autorités religieuses, d'obtenir les opinions des hommes les plus importants du pays tant ecclésiastiques que laïques. Le Gouvernement, de son côté, sera enchanté de connaître là-dessus l'opinion des députés à l'Assemblée législative.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—Comme cette question doit revenir devant nous plus tard sous une autre forme, j'attendrai pour exprimer une opinion que j'aie été à même de faire une étude plus complète de la question au moyen des documents dont la production est demandée par cette proposition. Seulement je prierai le Gouvernement de bien vouloir hâter le dépôt de ce dossier, afin que nous puissions avoir plus de temps pour l'étudier à loisir.

La proposition est adoptée.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—La réponse est prête et j'ai maintenant l'honneur de la déposer sur le bureau de l'Assemblée législative.

L'HONORABLE M. L'ANGELIER ET LA CAUSE DU MANITOBA.

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montcalm, chef de l'opposition.* — J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de tout arrêté du conseil, ou toute dépêche chargeant

l'honorable M. Langelier d'occuper dans la contestation soulevée au sujet de la construction de certains chemins de fer dans le Manitoba ; de toute correspondance entre le Gouvernement et l'honorable M. Langelier, au sujet de cette affaire ; aussi de tout mémoire, factum, et toutes écritures généralement produits par l'honorable M. Langelier dans la dite affaire ; et de plus, copie du compte produit par l'honorable M. Langelier pour ses honoraires.

Comme on le sait, il s'agit d'une somme importante au point de vue de simples honoraires d'un avocat dans une seule cause qui n'a duré que très peu de temps, au moins au point de vue de M. Langelier. Je demande tous les détails afin que la Chambre et le public soient à même de constater si le Gouvernement a eu tort ou raison d'encourir cette dépense et si, en elle-même, cette dépense est en proportion des services rendus et du résultat obtenu.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—M. le Président, tout d'abord, il ne peut y avoir d'objection à laisser adopter cette proposition, et nous nous empresserons de déposer les documents demandés aussitôt qu'ils seront prêts, ce qui ne tardera guère, du reste, vu qu'ils ne sont pas longs.

Je profiterai de cette occasion pour offrir à la Chambre quelques explications sur la somme payée à M. Langelier. Ces explications me paraissent nécessaires surtout après les commentaires de certains organes de l'opposition.

Il ne s'agit pas ici d'un travail appréciable à prix d'argent, mais d'un principe sur lequel repose toute notre politique provinciale. La compagnie de la rivière rouge avait été incorporée par le Gouvernement du Manitoba, mais il lui fallait traverser la voie du Pacifique. Or d'après la loi générale des chemins de fer, il suffit de demander cette autorisation pour l'obtenir. Le comité des chemins de fer a répondu à la demande à cet effet qu'il croyait que l'acte du

Manitoba était inconstitutionnel, et a renvoyé la question à la cour suprême en vertu d'une loi spéciale.

Si la prétention du Gouvernement fédéral avait été maintenue, ç'eut été la ruine de notre politique de chemins de fer, nous qui depuis huit ans avons dépensé plus de \$10,000,000 en subventions à ces chemins, qui avons le contrôle d'une quinzaine de lignes construites et d'une vingtaine en voie de construction. Si le principe du non raccordement des chemins avait été maintenu, quel capitaliste eut été assez insensé pour construire à Québec un pont qui eut risqué de rester isolé? Et le désastre aurait été général : isolé le chemin du Lac Saint-Jean qui ouvre toute cette vaste région ; isolée la ligne courte de Témiscouata, qui épargne de milliers de milles aux marchands et aux voyageurs ; isolées aussi toutes ces voies se dirigeant vers le nord, car ç'eut été le triomphe du principe que, du moment qu'un chemin local traversait une voie fédérale, sa charte devenait inconstitutionnelle ; on effaçait d'un trait de plume tous nos statuts passés depuis 1867, nous étions interdits constitutionnellement.

Voilà une question de principe d'une grande importance, et le Gouvernement a cru qu'il eut été criminel de négliger d'appuyer les droits de la Province dans une circonstance aussi dangereuse. Et c'est l'honorable M. Langelier qui a été chargé de les défendre. Pour bien exécuter sa tâche, il lui fallait étudier jusqu'aux détails les plus infimes de la longue lutte de six ans entre le fédéral et Manitoba, un travail gigantesque.

On dit que M. Langelier n'a pas parlé. Mais ce n'était pas le discours qui était important, c'était la préparation du factum, et qui ne connaît la haute capacité, le travail opiniâtre, la science profonde de M. Langelier ?

Et la confiance du Gouvernement n'a pas été trompée. M. Langelier a si bien défendu notre cause, que nous avons

remporté un triomphe complet, et la cour suprême a déclaré l'acte fédéral inconstitutionnel.

On trouve le chiffre de \$3,000 trop élevé, c'est à la Chambre de juger ; M. Mowat et M. Blake pour le même travail, ont reçu, paraît-il, des sommes plus considérables. C'est du moins ce que rapportent les journaux et la rumeur. D'ailleurs, est-ce bien à ces messieurs de l'opposition d'y trouver à redire, eux qui ont payé des sommes exorbitantes à MM. Church, Loranger, Lacoste et autres ?

La proposition est adoptée.

Le projet de loi pour modifier l'article 1042 du code municipal est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité spécial sur le code municipal.

Les deux projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité général :

Pour constituer en corporation les associations de bien-faisance et les sociétés nationales.

Pour modifier la loi relative aux terres publiques.

La séance est levée.